COMPLOTS ET TRAHISON AUTOUR DE HITLER

COMPLOTS & TRAHISON AUTOUR DE HITLER

Otto Ernst Remer

Traduit par
Valérie Devon

Didi18
Editions

Titre original : *Verschwörung und Verrat um Hitler – Urteil des Frontsoldaten (1981)*

Couverture réalisée par : Didi18edition
Composition et mise en page : Valérie Devon

Complot et trahison autour de Hitler©2025 VF de Valérie Devon
Imprimé et Publié par les Éditions Didi18
Tous les droits sont réservés. Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations dans une revue de livres ou un journal scientifique.

Otto Ernst Remer
18 août 1912 – 4 octobre 1997

Car tout ce qui existe sur terre existe grâce à l'honneur et à la loyauté.
Celui qui trahit aujourd'hui son ancien devoir, trahira demain le nouveau.

Adalbert Stifter

CONTENU

AVANT-PROPOS....11

LES ALLEMANDS ET LEUR RELATION BRISÉE AVEC LEUR PROPRE HISTOIRE....21

MON ENTRÉE EN POLITIQUE....25

MON RÔLE LE 20 JUILLET 1944 À BERLIN....31

CE QUI S'EST PASSÉ DANS LE BENDLERBLOCK....47

L'ATTENTAT DE STAUFFENBERG AU QUARTIER GÉNÉRAL DU FÜHRER....67

L'AUTEUR DE L'ATTENTAT....77

LE COLONEL CLAUS SCHENK GRAF VON STAUFFENBERG....77

AUTRES ATTENTATS PRÉVUS....95

LE 20 JUILLET À PARIS....107

LA BATAILLE DE L'INVASION EN FRANCE....123

Sabotage sur le front de l'invasion par le département « Armées étrangères Ouest » du haut commandement de l'armée de terre.123

Pas d'alerte à temps pour la troupe....130

Différence d'appréciation de la situation météorologique....138

Trahison et sabotage lors de l'invasion....144

La bataille de l'invasion était-elle vraiment impossible à gagner ?....147

Fin de Stülpnagel, Kluge et Rommel....151

LES CONSPIRATEURS ÉTAIENT-ILS VRAIMENT LES MODÈLES QU'UNE LÉGENDE TENTE DE FAIRE PASSER AUJOURD'HUI ?....171

QUI EST RESPONSABLE DE LA DÉFAITE DE LA 6e ARMÉE À STALINGRAD ?.....185
LA TRAHISON LOURDE DE CONSÉQUENCES DU DR. RICHARD SORGE.....201
LA TRAHISON SOUS LE CHEF DE LA DÉFENSE, L'AMIRAL CANARIS 209
LA TRAHISON MILITAIRE DES DATES D'ATTAQUE ...225
LA TRAHISON DES CONSPIRATEURS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....243
ESPIONNAGE SOUS LE COUVERT DE LA RÉSISTANCE 255
L' « ORCHESTRE ROUGE » ET LA RÉSISTANCE.....259
LE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE ALLEMAND BIEN EN AVANCE SUR LES PUISSANCES OCCIDENTALES 277
LA TRAHISON DE L'INSTITUT DE RECHERCHE DE PEENEMÜNDE.....283
TRAHISON ET SABOTAGE DU DÉVELOPPEMENT DE LA BOMBE ATOMIQUE ALLEMANDE 295
REMARQUES FINALES.....317
PLAN DU BRIEFING DANS LA BARAQUE DES HÔTES DU QUARTIER GÉNÉRAL DU FÜHRER À RASTENBURG « WOLFSSCHANZE », À 12H30, LE 20 JUILLET 1944.....327
ANNEXE 329
INDEX.....347
BIBLIOGRAPHIE.....357
ILLUSTRATIONS 363

AVANT-PROPOS

La graine est en train de germer ! Les esprits que nos dirigeants ont appelés depuis la fin de la guerre en justifiant et en glorifiant la résistance du 20 juillet, ils ne peuvent plus s'en débarrasser.

Les changeurs de système, les chaotistes, les terroristes, les antimilitaristes et les marxistes ont entamé depuis longtemps leur marche à travers les institutions et résistent avec une insolente évidence à notre État, dont les politiciens responsables n'ont pourtant rien à leur opposer que des envolées lyriques sur « l'État de droit le plus libéral » de notre histoire. Ils savent bien se protéger eux-mêmes par la police et les hommes de la police fédérale des frontières, mais ils ne sont pas en mesure de protéger nos femmes, nos vieillards et nos enfants de la foule et de la terreur de la rue.

Dans son discours d'hommage à la résistance du 20 juillet 1981, le Président fédéral, le professeur Carstens, s'est élevé contre le fait de *« retirer aujourd'hui le droit de lutter contre notre État du droit de résistance du citoyen »* et a souligné que celui-ci vivait dans un ordre libéral jamais connu auparavant.

Nos citoyens, qui aiment la liberté et ont besoin de sécurité, renoncent certainement volontiers à un ordre dans lequel des politiciens à courte vue sont incapables de gouverner le peuple selon une grande loi utilisable en soi, et permettent depuis des décennies à des managers étrangers au peuple d'éduquer notre jeune génération dans les médias de masse à l'irresponsabilité vis-à-vis du foyer parental et de l'État, et ont en outre l'audace de charger notre peuple d'une tache éternelle parce qu'il s'est prononcé à une écrasante majorité pour l'État national-socialiste du troisième Reich, qui était un État de non-droit.

C'est de cette diabolisation insensée de l'État national-socialiste que vivent depuis 1945 nos traîtres à la patrie et nos saboteurs de la résistance, avec les traîtres de l'émigration intérieure et extérieure, qui se sont fait envoyer par les puissances victorieuses, en tant qu'exécutants serviles de leur volonté, aux plus hauts postes, dans les parlements et aux postes clés autorisés de la presse, de la radio et de la télévision, afin d'entreprendre avec le plus grand succès l'œuvre diabolique de rééducation, c'est-à-dire de démoralisation, de notre peuple. Un sondage d'opinion réalisé l'année dernière a révélé que 65 % de nos hommes et femmes âgés de 18 à 28 ans considèrent le Volkstum et la Patrie comme des concepts dépassés, inadaptés à notre époque, une image redoutable de la génération qui a déjà grandi dans la responsabilité de l'ensemble du peuple.

Seule la diabolisation de l'État national-socialiste donne à nos traîtres à la nation la possibilité d'endormir leur mauvaise conscience et de justifier leurs graves crimes, bien que le premier président de la Cour fédérale de Karlsruhe, Hermann Weinkauff, ait fermement rejeté l'image déformée de « l'État de non-droit national-socialiste » dans son expertise de 1956, ajoutant que « l'ordre de la structure étatique et sociale » de l'époque était accepté comme juridiquement contraignant par la « majeure partie du peuple de l'État ».

Aucun spécialiste du droit public à l'étranger – s'il n'est pas germanophobe – ne songerait à qualifier d'État de non-droit l'État du Troisième Reich, qui a non seulement conclu le traité naval avec l'Angleterre en 1935, mais aussi le 12 juillet 1933 le Concordat du Reich avec le Vatican, qui est resté en vigueur jusqu'à ce jour. Dans le monde d'aujourd'hui, plus de peuples sont gouvernés de manière autoritaire ou dictatoriale que démocratique, et il ne viendrait à l'idée d'aucun homme politique sérieux de contester à un État autoritaire le droit de protéger son existence intérieure et extérieure par des dispositions pénales contre la trahison et la haute trahison.

Par conséquent, tous les résistants qui se sont rendus coupables, avant et pendant la guerre, de trahison, de sabotage dans la conduite de la guerre de leur propre pays, de mutinerie ou de démoralisation, ont été condamnés par les tribunaux permanents de la Wehrmacht et par le tribunal populaire, conformément au droit en vigueur.

Nos gouvernements devraient enfin faire leur l'opinion de l'ancien Chancelier autrichien Alfons Gorbach, qui a été détenu pendant six ans dans un camp de concentration et qui a déclaré à la télévision viennoise qu'il considérait le tyrannicide comme justifié, mais qu'il refusait catégoriquement d'entrer en contact avec l'ennemi alors que le peuple et l'État étaient en état de guerre. Il rejette également l'idée de modifier la situation politique intérieure avec l'aide de l'ennemi. La trahison et le sabotage, comme le meurtre des camarades combattants, devraient être exclus pour un homme digne de ce nom.

Cette déclaration aborde la distinction fondamentale entre la haute trahison et la trahison nationale. La haute trahison, c'est-à-dire la résistance sans l'aide d'une puissance étrangère, peut être justifiée et ne doit pas être un crime contre l'honneur ; la résistance avec l'aide de l'étranger est une trahison et donc un crime grave, pour lequel il n'existe jamais, en aucune circonstance, de motif valable digne d'être reconnu. Ce principe, que rien ne peut ébranler, s'applique à plus forte raison lorsqu'un peuple et un État se trouvent en état de guerre, quelle que soit la forme d'État sous laquelle le peuple est gouverné, monarchie, démocratie parlementaire ou État dirigeant autoritaire. En temps de guerre, la haute trahison est également une trahison nationale et, pour le soldat, une mutinerie qui est condamnée par les tribunaux militaires.

Cette appréciation unique de la trahison, qui est punie par les peines les plus sévères chez tous les autres peuples de culture, a été jetée par-dessus bord dans notre État après 1945. Nous connaissons les conséquences qui ne pouvaient manquer de se produire, car celui qui trahit l'ancien devoir trahit aussi le nouveau. Otto John, le conspirateur qui, pendant la guerre, a trahi notre institut de recherche sur l'arme V, Peenemünde, au profit de l'ennemi, s'est enfui à Berlin-Est en tant que premier protecteur de l'État ouest-allemand, puis est rentré chez lui via Moscou, s'étonnant d'avoir été démis de ses fonctions et emprisonné.

Après la grâce accordée par le Président fédéral Heuss, le prince de Hohenzollern Louis Ferdinand, qui appelait Otto John son ami, s'est sérieusement efforcé de le réhabiliter par un nouveau procès.

C'est horrible ce qui a été possible dans notre pays après la fin de la guerre.

Si le gouvernement Adenauer a effectivement été contraint d'accepter en 1952 l'article 3 du traité de transfert conclu avec les puissances victorieuses occidentales, selon lequel nos traîtres à la nation ne devaient pas être poursuivis a posteriori pour leurs crimes, il aurait au moins dû se distancer de ceux-ci de manière très claire lorsque les premiers États-majors et unités de la Bundeswehr ont été mis en place dans les années 1955/56. Au lieu de cela, il a laissé le Premier ministre fédéral de la Défense, Theodor Blank, confier la « direction intérieure » au comte Baudissin, un homme de gauche, qui a inventé le terme de « citoyen en uniforme » et introduit la tradition du 20 juillet de la Bundeswehr, selon laquelle, depuis lors, les traîtres à la patrie, les saboteurs, les mutins et les démobilisés de la Résistance sont également présentés à nos jeunes soldats comme des modèles lumineux. Mais comment le colonel général à la retraite Beck, accusé de trahison et de sabotage continu, peut-il être le modèle de la caserne de Sonthofen qui porte son nom ?

Cette tradition du 20 juillet de l'armée allemande s'effondrera un jour, car la vérité historique ne peut pas non plus être contenue à long terme dans ses casernes.

Il serait impensable que des gouvernements d'autres peuples de culture défendent ou même honorent des résistants qui se sont rendus coupables de trahison. Cela n'a été possible que pour notre pauvre et malheureux peuple, qui s'est laissé rééduquer par des éléments étrangers dans l'état permanent d'une maladie mentale et psychique dangereuse pour la vie, car il lui manquait, comme souvent dans sa longue histoire, une élite dirigeante au caractère bien trempé qui aurait pu l'en préserver. Où étaient alors nos résistants qui, depuis des décennies, parlent d'être « une meilleure Allemagne » ? On ne sait pas s'ils ont élevé la voix contre la démoralisation de notre peuple et de sa jeunesse.

Comparez les jugements de nos cerveaux malades sur la résistance avec l'opinion de l'ecclésiastique écossais Peter H. Nicoll, qui

explique dans son livre *Englands Krieg gegen Deutschland* (La guerre de l'Angleterre contre l'Allemagne), paru en 1963 (p. 501) :

> *« D'un autre côté, c'est un énorme défi pour l'Allemagne de reconnaître que, tandis qu'elle luttait littéralement pour son existence jusqu'à son dernier souffle, de nombreuses forces subversives étaient à l'œuvre pour la détruire de l'intérieur. On peut comprendre l'extrême sévérité avec laquelle ces subversifs ont été traités. Personne ne peut non plus douter qu'ils se seraient tout aussi mal comportés en Angleterre si nous avions dû les affronter dans des conditions extrêmes similaires ».*

Le discours du Président fédéral, le professeur Carstens, prononcé le 3 septembre 1979 à la télévision et à la radio à l'occasion du début de la guerre il y a 40 ans, est caractéristique de l'état d'esprit de nos dirigeants qui, avec leurs ministères compétents, sont responsables de la démoralisation de notre jeune génération et qui tolèrent depuis des décennies la rééducation honteuse par les médias de masse et dans les écoles. Après avoir rendu hommage – comme c'était généralement devenu l'usage après la perte de la guerre – non seulement aux morts de la guerre, mais aussi aux victimes de la tyrannie, il a déclaré :

> *« Nous nous inclinons également devant les hommes et les femmes de la résistance qui ont tenté, au péril de leur vie, de mettre fin à la tyrannie. Mais il me semblerait malhonnête de ne pas parler également d'un clivage d'opinion qui traverse notre peuple. Certains, surtout dans la jeune génération, ne sont pas prêts à accorder une pensée et une action honorables à ceux qui ont combattu et souffert sur les fronts et qui sont morts par millions. Il leur manque l'expérience du conflit intérieur auquel étaient confrontés les soldats allemands à l'époque. La plupart d'entre eux croyaient se battre pour leur patrie tout en sachant ou en se doutant qu'ils maintenaient ainsi en vie un système d'injustice dont le mépris de l'homme n'avait rien de commun avec l'Allemagne pour laquelle ils se battaient... Nous nous engageons pour la dignité humaine et les droits de l'homme. C'est la réponse la plus convaincante à l'État d'injustice du national-socialisme ».*

Pour la génération des jeunes et des adultes du Troisième Reich, il est absolument faux de penser que la plupart de nos soldats de la guerre savaient ou se doutaient qu'ils maintenaient en vie un système d'injustice par leur engagement. Nos jeunes soldats, qui avaient été

éduqués dans un foyer intact, à l'école, dans les jeunesses hitlériennes, au service du travail du Reich et dans la Wehrmacht, ne connaissaient rien de la tyrannie, pas plus que la génération plus âgée, qui avait grandi avec les jeunes pour former une communauté de peuple et de destin unique. Fidèles à leur serment d'allégeance, ils suivaient les 936 maréchaux, généraux et amiraux tombés au champ d'honneur, qui savaient pertinemment que les puissances ennemies menaient leur guerre d'extermination contre l'ensemble du peuple allemand et son Reich, et pas seulement contre le régime hitlérien, comme les créatures inconscientes de la résistance se l'imaginaient dans leur aveuglement. Le résistant et ancien Président du Bundestag Eugen Gerstenmaier a confirmé cette aberration des conspirateurs en écrivant dans un article du *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 21 mars 1975 :

> *« Ce que nous ne voulions pas vraiment comprendre dans la résistance allemande pendant la guerre, nous l'avons pleinement appris après coup : que cette guerre n'a finalement pas été menée contre Hitler, mais contre l'Allemagne ».*

Au nom de la pacification intérieure de notre peuple, on devrait enfin, lors des futurs jours de deuil national, rendre hommage uniquement aux morts de la guerre et non pas, avec eux, aux morts du 20 juillet et de la prétendue tyrannie. On éviterait ainsi d'offenser profondément les survivants de nos camarades tombés au champ d'honneur, qui ne peuvent être associés ni à la résistance ni à un quelconque régime de violence.

L'auteur du présent ouvrage, le major-général Otto Ernst Remer, qui, le 20 juillet 1944 à Berlin, a étouffé dans l'œuf la tentative de renversement de la conspiration sur ordre de son chef de guerre suprême Adolf Hitler, a naturellement, en tant que soldat du front et officier, le souci urgent de prendre position sur des questions fondamentales concernant la résistance et d'apporter ainsi une contribution très significative à la présentation de la vérité historique. En outre, il n'est pas seulement particulièrement légitimé à relater les événements de Berlin et la tentative d'assassinat de Hitler, mais aussi, en tant que soldat du front du début à la fin de la guerre, à porter un jugement sur les terribles actes de trahison et de sabotage de la Résistance, de

son point de vue et au nom de tous les soldats du front fidèles à la guerre, et à les dénoncer comme il se doit.

Au début de la guerre, l'auteur était commandant de compagnie d'une compagnie de canons d'infanterie, puis d'une unité de canons d'infanterie lourde de l'armée de terre sur affût de char, puis commandant de bataillon et de régiment de l'unité d'élite « Großdeutschland », avec une participation aux campagnes de Pologne, de France, des Balkans et de Russie sur différents points chauds et critiques, au cours desquelles il a été décoré de la Croix de fer 2ème classe et de l'ordre du mérite en reconnaissance de son commandement réussi des troupes et de sa bravoure personnelle. Il a été décoré de la croix de guerre de 1ère et de 2ème classe, de la croix allemande en or, de la croix de chevalier et enfin de la feuille de chêne de la croix de chevalier. Avec 48 combats rapprochés à son actif, il a obtenu l'insigne de combat rapproché d'argent et est devenu porteur de l'insigne de blessé d'or après huit blessures.

L'auteur évalue de manière convaincante et impitoyable, dans un langage de soldat sans équivoque, l'abominable trahison des guerriers de la Patrie et des étapes du complot par lequel ils ont poignardé dans le dos le front qui se battait avec les plus lourdes pertes, et donne une idée des conséquences catastrophiques qui n'auraient pas pu être évitées, surtout sur le front de l'Est, si la tentative d'assassinat de Hitler avait réussi. Dévoué aux millions de camarades tombés, il règle ses comptes avec la trahison envers le Reich et les traîtres au sein de la Wehrmacht.

Malgré l'incitation la plus répugnante contre la Wehrmacht allemande, elle est aujourd'hui encore considérée par ses amis et ses ennemis comme la plus décente, la plus juste et la plus respectueuse de l'adversaire sur le champ de bataille et de la population civile dans les territoires qu'elle occupe.

De mai à août 1944, l'auteur Otto Ernst Remer a dirigé le régiment de garde « Großdeutschland » à Berlin et ensuite, sur ordre de Hitler, la brigade d'accompagnement du Führer au quartier général « Wolfsschanze », car on craignait, suite à un rapport d'agent, l'attaque du quartier général du Führer par deux grandes unités de

combat parachutistes venant de l'Ouest. En sa qualité de commandant de combat des quartiers généraux, il mit sur pied de septembre à début décembre 1944 – directement sous les ordres du commandant suprême de la Wehrmacht, Hitler – la brigade blindée d'accompagnement du Führer, seule unité de la Wehrmacht composée d'unités de la « Großdeutschland », d'un régiment de DCA « Hermann Göring » avec des DCA de 12,5 cm et d'éléments de la Leibstandarte SS « Adolf Hitler ». C'est avec cette brigade qu'il participa, en tant que colonel, à l'offensive des Ardennes. Promu au grade de Generalmajor par Hitler en personne le 30 janvier 1945 à la chancellerie du Reich pour cette mission, il dirigea ensuite son unité, devenue entre-temps une division blindée, en tant que « pompier du front de l'Est » lors de la bataille de Poméranie, détruisant un corps de chars russes à Lauban et plus tard plus de 400 véhicules blindés à Jägemdorf-Troppau. Alors que la bataille de Berlin faisait déjà rage, il se trouvait encore avec des éléments de la division Waffen-SS « Frundsberg » dans des combats de retraite sur la crête des monts Métallifères pour couvrir le groupe d'armées Schörner.

Ainsi, en tant que commandant de la division Führer-Begleit, réunie en une unité de combat, et de la division SS « Frundsberg », l'auteur faisait partie des divisions de première ligne en lambeaux, avec de nombreux volontaires de tous les pays européens, qui ont sauvé le reste de l'Europe de la submersion par le bolchevisme dans les jours de mai 1945.

Nous remercions l'auteur d'avoir, malgré le procès qu'on a cru devoir lui faire en 1952 à Brunswick pour avoir prétendument insulté les résistants, repris la parole dans le présent ouvrage, après avoir déjà publié en 1950 un article sur son rôle dans le 20 juillet 1944. Il veut en particulier s'adresser à la jeune génération pour lui montrer que les jeunes hommes du Troisième Reich n'étaient pas des idiots inconscients, mais qu'ils savaient, tout comme leurs pères, ce qu'ils devaient à la communauté de destin de leur peuple, même en tant que soldats, lorsque celui-ci s'est vu imposer la guerre, dans laquelle il devait lutter pour son droit à la vie et pour son avenir dans la liberté.

L'auteur, le major-général Otto Ernst Remer, peut être certain que les lecteurs du pays allemand et d'ailleurs, où vivent des compatriotes

allemands fidèles au peuple, accueilleront son nouvel ouvrage comme un document bouleversant, mais aussi comme un document tourné vers l'avenir, sur une époque funeste de notre peuple durement éprouvé.

Karl Balzer
Bad Heilbrunn, novembre 1981

LES ALLEMANDS ET LEUR RELATION BRISÉE AVEC LEUR PROPRE HISTOIRE

Le système de rééducation mis en place après 1945 a fait des Allemands un peuple névrosé. Cet état mental de la société de la République fédérale les a ainsi rendus incapables de se connaître eux-mêmes et de prendre des mesures de défense décisives contre la réévaluation de l'ordre de vie menée par la gauche.

Dans le livre *Die deutsche Neurose – über die beschädigte Identität der Deutschen* (La névrose allemande – sur l'identité endommagée des Allemands), publié par la fondation Carl Friedrich von Siemens, huit scientifiques et un journaliste analysent le tableau clinique mental de notre peuple. Ils disent :

> *« Les Allemands d'aujourd'hui, quelle que soit leur génération, vivent dans une situation particulière, pas normale. Celle-ci est déterminée par l'époque des guerres mondiales et leur interprétation. L'anormalité de la situation semble difficile à supporter et suggère des mécanismes de défense. L'un d'entre eux consiste à maintenir l'anormal dans la normalité. Un autre consiste à bannir certains événements de la mémoire. Si de telles tentatives échouent, des conflits névrotiques apparaissent. Un peuple n'est capable d'agir que lorsqu'il est en mesure de raconter son histoire et de s'identifier à elle et, par là même, à lui. Aujourd'hui, les Allemands ne peuvent pas mener à bien ce processus nécessaire, ou alors seulement avec de grandes difficultés. Leur identité est donc menacée ».*

Cette menace identitaire s'est condensée en un reflet mental du peuple névrosé. Le professeur Hepp dit à ce sujet :

> *« Un peuple qui célèbre sa propre défaite comme une victoire et qui, vaincu, s'identifie au vainqueur, serait sans aucun doute mûr pour un Völkerirrenhaus*[1]*, si une telle chose existait ».*

Le peuple allemand a changé de moi par lavage de cerveau. Les vainqueurs ont utilisé les dernières découvertes de la psychologie

[1] [NdT : asile, maison de fous.]

sociale pour « re-cultiver » systématiquement le peuple des vaincus. La question se pose de savoir si les Allemands sont encore eux-mêmes ou un tout autre peuple, parce qu'ils habitaient autrefois le même territoire et qu'ils sont encore aujourd'hui identifiés à lui par des fictions juridiques. La possibilité d'une aliénation ethnique existe.

Chez les dirigeants politiques, c'est carrément l'ethnomorphose qui s'est installée : négation de la langue, des coutumes, de la tradition, de l'histoire, de la culture. Peut-on encore se reconnaître, au moins en partie ? N'est-il pas considéré dans ce pays comme au mieux farfelu, au pire nationaliste, de veiller à l'identité ethnique ? Faut-il regarder et écouter longtemps pour reconnaître l'augmentation inquiétante du poids de l'étranger ? Certains Allemands ne veulent-ils pas apparaître comme tout ce qui est possible, mais pas comme des Allemands ? S'agit-il d'un véritable changement ou d'une simple comédie ?

Hepp dit :

> *« Qu'on passe donc en revue le peuple allemand des 80 dernières années sur des films ou des photographies ! Il n'est vraiment pas nécessaire d'être doté d'un regard physiographique particulier pour constater un changement typologique qui a plus changé que l'idola fori et theatri. Un antrophologue peut se demander s'il s'agit vraiment d'une seule et même race.*
>
> *Ici, le peuple allemand semble avoir changé. Ou bien ce peuple n'est-il qu'une troupe de comédiens avec une énorme capacité à jouer des rôles ? »*

En prenant l'exemple d'un octogénaire, Hepp met en évidence le changement des temps, le changement des pièces. Au cours de sa vie, cet octogénaire a été citoyen de l'Empire, de la République de Weimar, du Troisième Reich et, selon son lieu de résidence, de la République fédérale d'Allemagne, de la « RDA » ou de la République autrichienne. En l'espace d'une cinquantaine d'années, il a donc connu quatre constitutions politiques différentes, *« dont chacune s'est toujours considérée comme le contraire, ou en tout cas le contradictoire, de la précédente. Si cet hypothétique Allemand s'était identifié à chacun de ces différents régimes, on pourrait imaginer sans peine »*, poursuit Hepp, *« qu'il aurait fait ses ovations au Kaiser le 4 août 1914, acclamé Scheidemann le 9 novembre 1918, applaudi Goebbels le 18 février 1943 et, sur ses vieux jours, encore rendu hommage à Kennedy ou Brejnev »*. Selon Hepp, un moraliste d'Europe

centrale éduqué dans les conceptions ethniques traditionnelles n'hésiterait pas à *« qualifier un sujet aussi tout-terrain d'opportuniste sans caractère. »*

Même si un tel art de la représentation de quatre rôles différents ne caractérise qu'un petit nombre d'entre eux, il ne fait aucun doute que parmi les Allemands encore en vie, un nombre considérable a su être aussi infidèle à l'esprit de la nouvelle époque après la césure de 1945 qu'il l'avait été auparavant à l'esprit de l'ancienne. Selon Hepp, la capacité de transformation mise en évidence par la comparaison historique éveille le soupçon d'une maladie :

> *« Si les Allemands n'avaient pas été hier des antisémites véhéments, il ne serait jamais surprenant qu'ils se laissent aujourd'hui emporter par l'enthousiasme philosémite. S'ils n'avaient pas déployé hier toute l'énergie de leur esprit et de leur volonté pour abolir et surmonter la démocratie parlementaire, personne ne s'étonnerait qu'ils se comportent aujourd'hui en démocrates militants. S'ils s'étaient présentés hier comme des militaristes prononcés, personne ne s'étonnerait qu'ils veuillent aujourd'hui se présenter comme le peuple le plus pacifique et le plus civilisé de la terre. Et s'ils n'avaient pas brûlé hier des écrits antinationaux, il ne vaudrait pas la peine de parler du fait qu'ils répriment aujourd'hui des livres nationaux ».*

Cette comparaison est certes un peu boiteuse. Néanmoins, la plupart des gens ne font que répéter ce que les politiques leur disent. Le changement d'opinion évident au sein du peuple est attribué de manière très concise au changement d'élite. Les deux guerres mondiales ont notamment eu un « effet contrasté ». Il s'est produit une sélection négative dans laquelle les « loups » sont inférieurs aux « renards ».

Comme le petit peuple des électeurs – et pas seulement le peuple allemand – n'a pas de caractère propre, la seule possibilité qui lui est offerte est de « s'identifier » à une « élite ». Or, selon Hepp, les vainqueurs ont placé leur « élite », celle des « renards », à tous les postes de pouvoir allemands après 1945 et ont tenu à l'écart de l'activité politique, par d'habiles manipulations, ce qu'il restait de « lions », c'est-à-dire d'une contre-élite potentielle. Ce processus s'est déroulé d'autant plus facilement que la perte de la guerre a décimé la meilleure partie des Allemands. Otto Seek, en tant qu'historien, est

cité dans son jugement sur les conséquences des guerres civiles romaines :

> *« Ceux qui avaient été assez audacieux pour s'exposer politiquement avaient péri presque sans exception, seuls les lâches restaient en vie, et c'est de leur progéniture qu'étaient issues les nouvelles générations ».*

Il s'agit peut-être d'une exagération. Car il ne restait pas que des lâches, car il est bien connu que l'efficacité s'affirme aussi dans la lutte.

Les aveux de culpabilité et les déclarations d'expiation font aujourd'hui partie du rituel nauséabond de l'après-guerre et survivront certainement au changement de millénaire. Les anciens du Parti brun sont ainsi libres de donner la mesure aux autres. Le coauteur du livre écrit :

> *« Ceux qui font des aveux publics de culpabilité parlent beaucoup moins d'eux-mêmes. Ils préfèrent rassembler autour d'eux, sans qu'on le leur demande, un grand nombre de repentis et de co-pécheurs, au nom desquels ils parlent ensuite eux-mêmes comme des représentants déjà absolus ».*

Monsieur Groß, éditeur de *Kapital*, constate des prouesses dans ce secteur et cite, au nom d'autres, Albert Speer, qui s'est profilé comme un acteur permanent de la repentance, sans compter qu'il fait partie, justement en tant que condamné, des rares personnes qui déclarent la juridiction de Nuremberg comme étant juste.

> *« Il ne serait pas dénué d'imagination de l'imaginer comme citoyen d'honneur israélite ou comme auteur de projets pour la reconstruction du Temple de Salomon ».*

Les efforts souvent crispés pour surmonter le passé sont en effet probablement la composante principale de cette névrose allemande, qui fait l'objet pour la première fois d'une telle attention scientifique. Mais entre-temps, il existe, Dieu merci, une série de publications qui respirent à la fois la compétence et l'engagement. Les chapitres suivants se proposent d'y contribuer modestement.

MON ENTRÉE EN POLITIQUE

J'ai été soldat et j'ai servi ma patrie avec conviction et dévouement. En temps de paix, c'était une joie, en temps de guerre, un devoir de sacrifice. En tant qu'officier actif, j'ai été engagé au front dès le début de la Seconde Guerre mondiale et j'ai fait de mon mieux pour gagner la guerre. Pour moi, surtout pendant la guerre, les notions de résistance, de conspiration, de sabotage et même de trahison, tant vantées aujourd'hui, étaient impensables et condamnables face au front qui luttait pour la préservation de notre liberté. Mon activité au front n'a été interrompue que pendant quatre mois, lorsque j'ai été nommé commandant du régiment de garde « Großdeutschland » à Berlin, puis commandant de combat du quartier général du Führer à la « Wolfsschanze » à Rastenburg.

Le destin m'a confronté pour la première fois, le 20 juillet 1944, de manière surprenante et involontaire, au problème de la résistance, du complot et de la trahison, inimaginable pour moi à l'époque. Trente-sept ans se sont écoulés depuis lors. À l'époque, comme aujourd'hui, mon point de vue n'a guère changé. Cinq ans après la guerre, alors que la « dénazification » dominait encore le champ politique, j'écrivais déjà en introduction de ma brochure *Meine Rolle am 20. Juli 1944* (Mon rôle dans le 20 juillet 1944), éditée à 80 000 exemplaires, les raisons de mon entrée en politique après la guerre.

En juin 1949, des hommes allemands se sont réunis à Godesberg sur le Rhin pour protester pour la première fois après l'effondrement de l'Empire allemand contre sa division en deux « États satellites », l'un à l'Ouest et l'autre à l'Est, ainsi que contre l'abandon par morceaux de territoires allemands ancestraux. Jusqu'à la création de la République fédérale d'Allemagne de l'Ouest et la fondation de la République démocratique allemande dans la zone d'occupation soviétique qui s'ensuivit immédiatement, l'Empire allemand n'avait cessé d'exister ni en fait ni en droit, comme l'ont clairement établi de nombreux experts allemands et étrangers.

En effet, ce n'est pas le Reich allemand, représenté par le dernier chef d'État panallemand, le grand amiral Dönitz, mais uniquement le

haut commandement de la Wehrmacht allemande en tant que service purement militaire – on ne le soulignera jamais assez – qui a signé l'acte de capitulation le 8 mai 1945.

Ce n'est que lorsque les politiciens allemands de l'après-guerre se sont montrés prêts à céder aux désirs alliés d'un éclatement durable de l'unité allemande en créant un État séparé en Allemagne de l'Ouest ou en Allemagne centrale que l'idée de l'Empire, qui remonte aux plus anciennes périodes de l'histoire allemande jusqu'à nos jours, a été sacrifiée pour le succès momentané d'une souveraineté factice, ce qui revenait pratiquement à renouveler l'ancienne politique napoléonienne de la Confédération du Rhin. Les générations futures verront sans aucun doute dans ce processus une participation allemande fatale à une division durable de l'Empire.

Aucune propagande à but lucratif, aussi envahissante soit-elle, ne pourra dissimuler le véritable déroulement des événements devant le tribunal incorruptible de l'histoire et absoudre les responsables de leur échec fatal. Ce n'est que lorsque l'Allemagne a accepté cette division de l'État que le groupe vainqueur a eu la possibilité de faire de sa zone d'occupation une zone de déploiement et d'intérêt, éliminant ainsi pour un temps indéterminé le seul point de départ possible d'une véritable politique panallemande. Un parti nouvellement créé se considérait alors comme la première véritable opposition allemande à une division de l'Allemagne et voulait, dans le cadre du parti socialiste impérial, préserver la liberté et la chance de survie d'une Allemagne neutre et armée, précurseur d'une confédération paneuropéenne.

Les personnes rassemblées jadis à Godesberg étaient déterminées à protester contre cette évolution prévisible, qui se dessinait de jour en jour plus clairement, de la division de l'Allemagne et de l'Europe, et donc de la mise en place de deux zones fortifiées étrangères à l'espace, devant la nation allemande et le monde, et à faire valoir en même temps la voix de la véritable opposition germano-européenne lors des prochaines élections du premier Bundestag. Les manifestations pacifistes d'aujourd'hui, contrairement à notre combat politique d'alors, ne sont qu'un faible substitut, qui arrive bien trop tard.

Après un examen approfondi de la situation, il fut convenu à Godesberg de s'adresser directement aux électeurs par le biais d'un appel pour les inviter à présenter et à élire des candidats indépendants, alors que les gouvernements militaires avaient jusqu'alors obstinément refusé d'autoriser d'autres groupes politiques que les partis dits licenciés. Il s'agissait là de notre résistance après la guerre contre une politique néfaste d'alignement sur des intérêts étrangers, qui se manifeste de plus en plus aujourd'hui.

Bien que j'aie été invité à cette réunion, j'ai d'abord évité de participer à la discussion. Ce n'est que lorsqu'on m'a demandé de signer une déclaration commune que j'ai fait connaître ma position en ces termes :

> *« Cet appel est en soi formulé de telle manière que chaque Allemand conscient, donc moi aussi, devrait le signer. Je suis conscient que ma signature sera un fanal pour des milliers de soldats allemands qui me connaissent en tant que commandant du front. Mais je sais aussi que, suite à ma décision en tant que commandant du régiment de garde, 'Großdeutschland' à Berlin le 20 juillet 1944, une partie du corps des officiers allemands sera d'emblée poussée à s'opposer à une cause en soi bonne et nécessaire, si j'y participe de manière visible. Mais afin d'exclure toute possibilité de division des esprits sur une question vitale pour la pérennité du Reich, je ne signerai le présent appel qu'à la condition qu'en même temps que moi, un ancien opposant au régime national-socialiste, dans la mesure où il pense honnêtement servir les intérêts de la nation allemande et du Reich, soit prêt à le cosigner ».*

J'ai fait cette déclaration à l'époque, conscient que dans cette question fatidique pour le Reich, la prise de position envers l'ancien régime devait s'effacer. Malheureusement, aucun survivant du 20 juillet 1944 n'a accepté de mettre son nom sous l'appel. Apparemment, leur haine ne s'adressait qu'au régime d'Adolf Hitler, et non à la politique de violence des forces étrangères qui, après 1945, s'efforçaient, selon le plan Morgenthau, de détruire ce qui restait du Reich et de la substance du peuple avec l'aide d'hommes de main allemands, sans qu'un seul mot de protestation ne se fasse entendre dans les rangs des anciens « résistants ».

Cette insouciance, en dépit de toute autre autocélébration, et les attaques continues contre ma prise de position politique, parfois sous

la forme la plus grossière, en provenance précisément des rangs des anciens résistants, ont modifié de manière décisive ma conception des véritables motifs de cette « résistance » interallemande qui s'est dressée contre ses propres dirigeants au milieu d'une lutte épouvantable entre les peuples – non pas pour poursuivre la lutte avec d'autant plus de détermination, mais pour la terminer à n'importe quelle condition, aussi pitoyable soit-elle.

Malgré cela, j'aurais continué à garder le silence sur les événements du 20 juillet 1944 si, depuis cette déclaration, je n'avais pas été constamment traité d'assassin, de limier et, plus récemment, de traître à mes camarades par une presse « bien-pensante », ce que je ne pouvais pas accepter, ne serait-ce que dans l'intérêt de mes subordonnés de l'époque. Depuis l'effondrement de 1945, de tels mensonges et de telles falsifications sur le passé récent de l'Allemagne ont été répandus par tous les intéressés – et ils sont trop nombreux – qu'il est maintenant grand temps de faire triompher la vérité.

Je n'étais pas encore rentré de Godesberg que, comme sur un mot d'ordre secret, toute la presse de licence s'est jetée sur moi pour me calomnier et me soupçonner de toutes les manières possibles. J'ai trop vite senti l'intention de ne pas m'atteindre moi seul, mais une armée de millions de soldats allemands honnêtes qui, fidèles à leur serment, s'étaient détournés des conspirateurs du 20 juillet 1944 et avaient préféré, jusqu'à la fin, diriger leur volonté de résistance contre l'ennemi extérieur du Reich et de la nation allemande.

Ce n'est qu'à ce moment-là que je me suis décidé à sortir de ma réserve. Si l'on permet que, d'une part, des résistants traîtres soient glorifiés comme des héros et que, d'autre part, des soldats et des ouvriers fidèles à leur devoir soient traités de criminels et d'idiots, on se rend coupable de la profanation de la mémoire d'innombrables morts qui sont tombés fidèlement à leur serment.

Ce n'est donc pas de ma faute si le traitement de la question du bien-fondé de la résistance intérieure a pris une telle ampleur pendant la Seconde Guerre mondiale ; il aurait été préférable pour l'avenir de l'Allemagne qu'elle soit menée sine ira et studio. Mais ceux qui avaient intérêt à ce que le peuple allemand soit durablement écrasé et

divisé n'y tenaient manifestement pas. Maintenant que le débat a été lancé de cette manière, suite à la glorification outrancière de l'attentat manqué et au dénigrement permanent des soldats allemands dévoués, en particulier par des commentateurs étrangers au peuple, il peut être mené avec une franchise sans réserve. Mais l'écrasante majorité de nos soldats, qui ont combattu conformément à leur serment d'allégeance, refusent énergiquement d'être quasiment « excusés » comme un troupeau de moutons crédules. Si la gloriole du martyre des assassins et autres traîtres résistants devait s'estomper dans ce conflit, la faute ne me reviendrait certainement pas.

Je n'oserais cependant pas prendre la parole sur une question aussi délicate si je n'étais pas aujourd'hui encore convaincu de la nécessité de mon intervention le 20 juillet 1944, et même déterminé à agir de même dans une situation similaire ; car, comme le serment, l'honneur est indivisible. Or, la moelle de l'honneur est la fidélité.

MON RÔLE LE 20 JUILLET 1944 À BERLIN

Ma nomination au régiment de garde « Großdeutschland » à Berlin a été faite pour mon repos – comme une sorte de première permission au front – après mes nombreuses blessures et en reconnaissance de mes hautes distinctions pour bravoure, jusqu'aux feuilles de chêne de la croix de chevalier de la Croix de fer et à la barrette d'argent de combat rapproché avec quarante-huit jours de combat rapproché. Plus tard, j'ai été à nouveau blessé. Je n'ai gardé le régiment de garde que quatre mois au total, car j'étais de nouveau pressé de sortir pour rejoindre mes camarades.

Ma mission en tant que commandant du régiment de garde « Großdeutschland », que j'ai pris en charge fin mai 1944, consistait, outre des tâches purement représentatives, à assurer la sécurité du gouvernement du Reich et de la capitale du Reich. Comme plus d'un million de travailleurs étrangers étaient employés à Berlin et dans ses environs, il fallait s'attendre à ce que des troubles internes éclatent.

Vers midi, le 20 juillet 1944, le premier-lieutenant Dr. Hans Hagen, grièvement blessé, avait terminé son exposé historico-culturel devant les officiers et sous-officiers de mon régiment. Il n'était affecté à mon régiment que sur le plan économique et n'était en aucun cas un officier supérieur national-socialiste, comme on l'a souvent rapporté. J'étais le seul officier supérieur au niveau politique et militaire.

J'avais ensuite invité Hagen à déjeuner dans mon appartement de fonction de la caserne de Rathenow avec mon adjudant, le lieutenant Siebert. Ce dernier avait perdu un œil sur le front, était pasteur de l'Église confessante et avait l'habitude d'aller à l'église de garnison tous les dimanches avec mon autorisation expresse, bien que j'aie moi-même quitté l'Église. Chez nous, la liberté personnelle régnait. Je n'ai pas non plus été choqué par le fait qu'il ait été SA et membre du Parti à l'époque des combats, mais qu'il ait ensuite quitté les deux organisations en signe de protestation après les propos diffamatoires

de son chef de district concernant l'origine du Christ, sans que cela ne lui porte préjudice.

À l'époque, tout cela était possible sans conséquences. Avant que je ne le nomme adjudant en raison de sa personnalité, il m'a même confié que, alors qu'il était encore un SA en uniforme, il avait entrepris un cambriolage à la Gestapo pour mettre la main sur des papiers compromettants de ses collègues de l'Église confessante. Pour moi, ces révélations volontaires n'étaient à l'époque qu'une raison de plus de considérer le cran de cet homme comme une base pour un poste d'adjudant de confiance. C'était également le cas sous le Troisième Reich, aujourd'hui si diabolisé. Dans le corps des officiers et dans mon unité, il n'y avait pas d'étroitesse d'esprit ni même de terreur de l'opinion, comme c'est le cas aujourd'hui avec l'aide de l'Office pour la protection de la Constitution [*Amt für Verfassungsschutz*] contre les personnes nationales. Je n'ai jamais entendu dire que le pasteur Siebert s'était senti ou avait prétendu être un résistant.

Une conversation sur l'« Heliand » entre le fameux historien de la culture Hagen et le pasteur Siebert, après le repas, est révélatrice de notre ouverture d'esprit : il s'agissait de savoir dans quelle mesure on s'était servi à l'époque, lors de l'introduction du christianisme, de formes de vie germaniques éprouvées pour rendre compréhensible au peuple la nouvelle doctrine étrangère à l'espèce. Le Christ était justement le duc, et ses disciples étaient les hommes de main. Comme cette conversation entre les deux belligérants commençait à m'ennuyer, j'ai posé une bouteille de vin de réconciliation sur la table et je suis allé me baigner au stade de la Poste tout proche, afin de me remettre en forme pour la prochaine mission au front.

En début d'après-midi du 20 juillet 1944, mon régiment, comme toutes les troupes de l'armée de réserve, a été alerté par le mot-clé « Walkyrie ». Ce mot-clé était prévu pour la mobilisation de l'armée de réserve en cas de troubles intérieurs. Pendant que mon régiment se préparait automatiquement, on est venu me chercher à la piscine. Conformément aux ordres, je me suis ensuite rendu avec ma voiture à mon service supérieur, la Stadtkommandantur Berlin, en face de la « Garde éternelle ». Contrairement aux autres chefs de troupe

subordonnés qui attendaient dans l'antichambre, j'ai été le seul à être admis immédiatement auprès du commandant de la position, le général de corps d'armée von Hase, qui m'a informé de la situation et de la mission comme suit :

> *« Le Führer est mort dans un accident ! L'insurrection intérieure a éclaté. L'armée prend le pouvoir d'exécution ! Le régiment de garde reçoit l'ordre de boucler hermétiquement le quartier gouvernemental – indiqué sur la carte – en mettant à disposition une forte réserve d'intervention, de telle sorte que personne, ni général ni ministre, ne puisse franchir le barrage ! Le lieutenant Wolters est placé sous leurs ordres pour les assister dans le bouclage des rues et des métros ».*

J'ai été frappé par le fait que cet ordre était assisté par un jeune officier d'État-major général, le major Hayessen, alors que l'ancien premier officier d'État-major général, plus âgé, que je connaissais bien, restait inactif et nerveusement en retrait.

J'étais naturellement très choqué par l'orientation donnée, car pour moi, avec la mort de Hitler, les chances d'un tournant heureux de la guerre commençaient également à s'amenuiser. J'ai immédiatement demandé :

> *« Le Führer est-il vraiment mort ? A-t-il été victime d'un accident ou d'un attentat ? Où des troubles intérieurs ont-ils éclaté ? Je n'ai rien constaté d'extraordinaire lors de mon passage à Berlin. Pourquoi le pouvoir d'exécution passe-t-il à l'armée et non à la Wehrmacht ? Qui est le successeur du Führer ? Conformément au testament de Hitler, le successeur devrait automatiquement être le Reichsmarschall Hermann Göring ! Existe-t-il des ordres ou des résolutions de sa part ? »*

Comme je n'ai pas reçu d'informations exhaustives ni de réponses claires à mes questions et que la situation est donc restée floue pour moi, une certaine méfiance s'est installée en moi dès la première heure. J'ai alors essayé de jeter un coup d'œil rapide sur les documents posés devant moi sur la table, afin de découvrir avant tout une signature responsable. Celle-ci me fut refusée, car le major Hayessen prit ostensiblement les instructions écrites et les rangea dans un dossier. Sur le chemin du retour vers mon régiment, j'étais dominé par la pensée suivante : *« Hitler est mort, à présent il n'y a plus de*

chef, il est probable que différentes personnalités tentent de prendre la relève ». Je pensais à d'éventuels combats de Diadoches.

Dans tous les cas, je me suis promis de ne jamais me laisser abuser en ma qualité de commandant de la seule troupe d'élite active à Berlin, d'autant plus que mon régiment n'était composé que de soldats du front sélectionnés et éprouvés, ayant reçu de hautes distinctions pour leur bravoure. La croix de chevalier faisait partie de la tenue des officiers. Je me souvenais également de la situation de 1918, qui avait valu à la troupe de la garde berlinoise d'être accusée d'avoir contribué à la réussite de la révolution par ses hésitations. En aucun cas je ne voulais m'exposer à un tel reproche devant l'histoire.

De retour auprès de ma troupe, j'ai immédiatement organisé une réunion des officiers et annoncé la situation et la mission. La mort présumée d'Adolf Hitler a provoqué un véritable choc chez tous les officiers et la troupe. Jamais de ma vie, même après l'effondrement, je n'ai connu un tel abattement. Contrairement à ce que l'on dit aujourd'hui, c'est la pure vérité et je m'en porte garant. Lors de cette réunion, je n'ai laissé planer aucun doute sur le fait que beaucoup de choses me semblaient peu claires et mystérieuses et que je n'étais pas disposé à me laisser abuser de quelque manière que ce soit, moi et ma troupe. J'ai expressément exigé de chacun de mes officiers une confiance absolue et une obéissance absolue, comme j'en avais l'habitude dans les situations critiques au front. Cette demande quelque peu inhabituelle a été déclenchée par le fait que, pendant la réunion, un général que je ne connaissais pas – il s'agissait probablement du lieutenant-général Olbricht – du haut commandement de l'armée de réserve a demandé une compagnie de mon unité pour une mission spéciale, ce que j'ai expressément refusé au téléphone en indiquant que j'avais reçu une mission clairement définie et qu'il ne me semblait pas souhaitable de disperser mon unité.

Après la réunion, j'ai reçu deux messages qui m'ont encore plus inquiété. Premièrement, le premier lieutenant Dr. Hagen, qui était présent et qui faisait partie de mon État-major, m'a signalé qu'il avait vu le feld-manchal von Brauchitsch en uniforme dans une voiture circulant dans les rues de Berlin alors qu'il se rendait à la caserne. Cette circonstance était frappante, car Brauchitsch était à la retraite et

son apparition en uniforme semblait justement étrange dans cette situation. Il s'est avéré par la suite qu'il ne pouvait s'agir de Brauchitsch. Il s'agissait probablement de l'un des co-conspirateurs.

Deuxièmement, le lieutenant Wolters, désigné par le commandement comme officier de liaison, m'a assuré que je ne devais pas croire qu'il avait été désigné comme informateur pour me surveiller. Une telle déclaration, non sollicitée et sans fondement, n'était pas seulement inhabituelle et irritante, elle devait aussi éveiller en moi le soupçon qu'on jouait avec des cartes cachées. Il s'est avéré par la suite que mon discours aux officiers lui avait donné des doutes et que, pour se soustraire à ses responsabilités, il était tout simplement rentré chez lui ; une manière d'agir impossible pour un officier actif.

Le doute de savoir si la description de la situation par le commandant de la ville correspondait aux faits réels, d'autant plus qu'une autre version disait que Hitler avait été tué par les SS, m'a poussé à prendre la décision de m'informer moi-même de la situation et d'appeler tous les services accessibles, une démarche que l'on appelle reconnaissance et qui va de soi pour tout chef de troupe avant d'engager celle-ci. Une telle manière de penser et d'agir est tout sauf l'obéissance de cadavre tant décriée aujourd'hui, comme on voudrait souvent l'attribuer à l'armée du Troisième Reich.

Je décidai entre autres d'envoyer le lieutenant Dr. Hagen, qui s'était expressément proposé pour cela et qui avait travaillé auparavant au ministère de la Propagande, au commissaire de la défense du Reich pour Berlin, dont je supposais qu'il serait informé non seulement de la situation militaire, mais aussi de la situation politique. Joseph Goebbels, Ministre de la propagande, était le Commissaire de la Défense du Reich pour Berlin et en même temps le Gauleiter de Berlin, et en tant que tel, le protecteur de la division « Großedeutschland » (Grande Allemagne), qui avait été mise sur pied à Berlin à partir de toutes les Landsmannschaften du Reich.

Environ une heure et demie après le déclenchement de l'ordre « Walkyrie », mon régiment était prêt pour la guerre et s'est déplacé, conformément aux ordres, vers les zones de barrage prévues. Les sentinelles engagées de manière routinière, comme au monument aux

morts et au Bendlerblock, le siège du commandant de l'armée de réserve et de l'Office général de l'armement, sont restées à leur poste. Vers 16h15, j'ai été informé par l'officier de service, le lieutenant Arends, de la garde du Bendlerblock, qu'il avait reçu l'ordre de bloquer toutes les entrées. Le donneur d'ordre était un colonel qu'il ne connaissait pas, Mertz von Quirnheim. En outre, le général Olbricht lui avait donné l'ordre d'ouvrir le feu sur d'éventuels groupes de SS qui arriveraient.

Après avoir personnellement vérifié sur place l'engagement de mon régiment, je me suis à nouveau rendu vers 17 heures chez le commandant de la ville de Hase pour rendre compte de l'exécution. À cette occasion, on m'a demandé d'installer mon poste de commandement également dans la Kommandantur, en face du monument aux morts. Dans la caserne de Rathenow, j'avais fait installer une tête de réseau sous la direction du lieutenant Gees, qui était en liaison téléphonique avec moi. À cette occasion, j'ai reçu de v. Hase l'ordre supplémentaire d'établir un barrage particulièrement serré autour du pâté de maisons situé au nord de la gare d'Anhalter, qui m'avait été indiqué sur le plan de la ville.

Lorsque j'ai voulu effectuer cette mission sur place, j'ai constaté que le complexe de bâtiments désigné abritait l'Office central de sécurité du Reich. Le manque de clarté, pour ne pas dire le camouflage de cette mission malhonnête, ne pouvait que renforcer mes soupçons. Pourquoi ne m'a-t-on pas donné l'ordre clair de surveiller le service de sécurité du Reich ? J'aurais bien sûr exécuté cet ordre.

Lors de ma troisième visite au général von Hase, je lui ai donc demandé ouvertement : *« Pourquoi, général, me donne-t-on des ordres formulés de manière si peu claire, pourquoi ne me dit-on pas de faire particulièrement attention à l'Office central de sécurité du Reich ? »* Von Hase était très nerveux et excité. Il n'a même pas répondu à ma question. Si l'on me demande aujourd'hui comment un officier aussi jeune que moi pouvait se permettre de prendre de telles libertés avec un général, il faut se rappeler que nous, les jeunes commandants, nous nous sentions comme des chefs de front gris comme la vapeur et couronnés de succès, et que le respect envers les soldats de la patrie

qui ne pouvaient pas être déplacés n'avait pas beaucoup d'importance.

Dans ce contexte, j'aimerais faire un constat basé sur ma longue expérience du front : de même que pendant la Première Guerre mondiale, les événements sur le front ont été très largement marqués par les chefs d'unité de choc expérimentés sur la base des commandants de compagnie, pendant la Seconde Guerre mondiale, ce sont les jeunes commandants qui ont grandi sur le front et qui ont formé avec leur troupe une communauté de combat soudée, non seulement capable de se battre, mais aussi désireuse de le faire, d'autant plus qu'ils croyaient à une victoire possible.

Dans le bureau de v. Hase, j'ai appris d'une conversation entre le général et son premier officier d'État-major qu'il fallait encore arrêter Goebbels et que cette mission devait être exécutée par moi. Comme l'exécution de cette mission me mettait mal à l'aise, compte tenu de la prise de contact avec Goebbels que j'avais initiée, je me suis mêlé à la conversation et j'ai dit au général v. Hase :

> *« Général, je me considère comme très mal placé pour cette mission ! Vous savez qu'en tant que membre de longue date de la division 'Großdeutschland', dont je porte les galons, je considère cette tâche comme peu cavalière. Vous devez savoir que le Dr Goebbels, en sa qualité de Gauleiter de Berlin, est également le protecteur de la division 'Großdeutschland'. J'ai rendu ma première visite à Goebbels il y a seulement quinze jours en tant que nouveau commandant du régiment de garde et je considère pour cette raison qu'il n'est pas opportun de me charger précisément de l'arrestation de mon protecteur ».*

Il est probable que v. Hase ait été sensible à mes arguments ou que, pour d'autres raisons, il ait désormais donné l'ordre au service de patrouille de l'armée d'arrêter le Ministre du Reich, le Dr Goebbels.

Vers 17h30, le lieutenant Dr. Hagen avait finalement trouvé Goebbels dans son appartement privé au 20 de la Hermann-Göring-Strasse, à côté de la porte de Brandebourg, après avoir essayé en vain de le rencontrer au ministère de la Propagande. Le Ministre n'avait aucune idée de la situation qui le menaçait. Ce n'est que lorsque Hagen, pour souligner son rapport de situation, a fait remarquer que les véhicules du régiment de garde venaient de passer, que Goebbels a sursauté : *« C'est impossible, qu'est-ce qu'on fait ? ».* Ce à quoi Hagen

suggéra *: « Le mieux est que vous fassiez venir mon commandant ici ». « Peut-on aussi compter sur votre commandant ? »* fut la brève contre-question de Goebbels. Hagen : *« Pour mon commandant, ma tête ! »*

Immédiatement après avoir quitté le bureau du commandant de la ville, l'orientation tant attendue m'est enfin parvenue dans le couloir, résultat de la prise de contact avec Goebbels.

Hagen était retourné à la caserne, y avait informé le lieutenant Gees et s'était ensuite rendu à mon nouveau poste de commandement dans la Kommandantur, qui était entre-temps fortement gardée. Pour ne pas s'exposer au danger, il n'est pas entré dans le bâtiment, mais a informé mon adjudant et l'officier d'ordonnance, le lieutenant Buck, de la situation en leur demandant de m'informer immédiatement :

> *« Situation totalement nouvelle ! Il s'agit probablement d'un coup d'État militaire ! Les détails ne sont pas encore connus ! Le commissaire de la défense du Reich vous prie de le rejoindre le plus vite possible ! Si vous ne vous présentez pas chez lui dans les vingt minutes, il doit supposer que vous êtes retenu par la force. Il se verra alors contraint d'alerter les Waffen SS. Afin d'éviter une guerre civile, il a ordonné à la Leibstandarte de se tenir prête à intervenir ».*

Lorsque j'ai reçu cette information un peu plus tard de mon adjudant, j'ai décidé de rendre une nouvelle fois visite à v. Hase. La confiance que j'avais encore à l'époque en la personne du lieutenant-général peut se comprendre par le fait que j'ai incité le lieutenant Buck à répéter encore une fois à v. Hase, en ma présence, l'information que Goebbels venait de lui transmettre. Je ne voulais pas apparaître comme un intrigant et, en tant qu'officier de première ligne expérimenté, j'ai joué cartes sur table. Ma demande d'accéder à cette requête du commissaire à la défense du Reich afin de pouvoir clarifier la situation dans l'intérêt de tous a été sèchement rejetée par v. Hase. Après avoir quitté la Kommandantur, ce que j'ai pu faire sans encombre, j'ai réfléchi avec mon adjudant, le lieutenant Siebert - aujourd'hui pasteur à Nuremberg – à ce que je devais faire maintenant. Ma position clé dans cette situation difficile et opaque, que je n'avais pas provoquée, m'est apparue de plus en plus clairement. Je sentais qu'il s'agissait désormais aussi de ma tête. Après une

évaluation précise de la situation, dans la mesure où je pouvais le faire sur le moment, j'ai pris la décision de me rendre chez Goebbels, malgré l'ordre contraire. Mes raisons étaient les suivantes :

Premièrement, je ne voulais en aucun cas me laisser priver de ma liberté d'action, comme j'en avais l'habitude sur le front. Là aussi, il n'y avait souvent qu'un pas entre l'obtention d'une haute distinction de guerre et la cour martiale avec peine de mort.

Deuxièmement, je me sentais toujours lié par le serment, car jusqu'à présent, l'annonce de la mort du Führer était pour le moins douteuse.

Troisièmement, j'avais dû prendre des décisions responsables sur le front, livré à moi-même à d'innombrables reprises, et dont la justesse avait été confirmée par l'attribution de hautes distinctions. Seule une action déterminée permettait de maîtriser certaines situations. Je me sentais en harmonie avec mes camarades du front, qui n'auraient pas compris que je baisse les bras par manque de courage civique. Je ne devais pas, par ma propre faute, laisser les choses évoluer de manière fatale. Je pensais à 1918.

Quatrièmement, je me trouvais dans une situation contraignante, car Goebbels avait prévu d'alerter les Waffen-SS, de sorte qu'il fallait s'attendre, dans certaines circonstances, à un combat fratricide entre deux troupes qui avaient fait leurs preuves sur le front. En tant que commandant de la seule troupe d'élite active à Berlin, j'étais responsable de la vie des soldats qui m'étaient confiés. Il ne m'appartenait pas de les engager dans une cause totalement inexpliquée.

Mais je me méfiais aussi de Goebbels, car je continuais à penser que le Führer était mort et je pensais qu'une lutte pour sa succession était possible. Loin de moi l'idée de me laisser entraîner, moi et ma troupe, dans un tel combat de Diadoches. Comme le rôle de Goebbels n'était pas clair pour moi, j'ai pris avec moi, lors de ma visite chez lui, le lieutenant Buck et un peloton de soldats, qui ont reçu l'ordre de me faire sortir d'une manière ou d'une autre si je n'avais pas quitté l'appartement de Goebbels au bout d'un quart d'heure.

J'ai alors pénétré dans le bureau du Ministre, où l'on m'attendait de toute urgence, avec mon pistolet armé, et je lui ai demandé de m'informer de la situation. Goebbels m'a alors demandé de lui donner des informations sur ce que je savais. J'ai accédé à cette demande, mais j'ai passé sous silence son arrestation prévue par v. Hase, car je doutais du rôle qu'il avait lui-même joué. Interrogé sur ce que j'avais l'intention de faire, je lui ai dit que je m'en tiendrais à mes ordres militaires et que j'étais déterminé à les exécuter. Même si le Führer n'est plus en vie, je me sens lié par mon serment et ne peux agir que comme ma conscience d'officier me le prescrit. Goebbels m'a regardé avec étonnement et m'a dit : *« Pourquoi ? Le Führer est bien vivant ! Je lui ai parlé au téléphone. L'attentat a échoué ! Vous êtes tombé dans une mystification ».*

Cette information m'a totalement surpris. Lorsque j'ai appris que le Führer était en vie, un poids s'est envolé de mon cœur. Mais je suis resté méfiant. C'est pourquoi j'ai demandé à Goebbels de me donner sa parole d'honneur que ce qu'il m'avait dit était vrai et que lui-même soutenait inconditionnellement le Führer. Goebbels a d'abord hésité, car cette demande ne lui semblait pas tout à fait compréhensible. Ce n'est que lorsque je lui ai répété que j'avais besoin de sa parole d'honneur en tant qu'officier responsable pour y voir clair, qu'il me l'a donnée.

Mon souhait d'être mis en relation par téléphone avec le quartier général correspondait à son intention. En l'espace d'une minute, la liaison avec la Wolfsschanze à Rastenburg en Prusse orientale était établie et, à ma grande surprise, Adolf Hitler lui-même était au bout du fil. Goebbels informa brièvement le Führer et me passa ensuite le combiné. Adolf Hitler dit à peu près : *« Major Remer, m'entendez-vous, reconnaissez-vous ma voix, me comprenez-vous ? »* J'ai répondu par l'affirmative, mais j'étais tout de même incertain. Il me vint à l'esprit que quelqu'un pourrait peut-être imiter la voix du Führer. Je connaissais certes personnellement la voix du Führer depuis la remise de l'Eichenlau à la croix de chevalier l'année précédente, lorsque j'avais eu l'occasion de parler très ouvertement avec lui pendant environ une heure, seul, des soucis et des besoins du front, mais ce n'est que la suite de la conversation téléphonique qui m'a convaincu

que je m'adressais effectivement directement à lui en personne. Il poursuivit :

> *« Comme vous pouvez donc vous en convaincre, je suis vivant. L'attentat a échoué, la Providence ne l'a pas voulu. Une petite clique d'officiers ambitieux, perfides et traîtres a voulu me tuer. Mais maintenant, nous avons les saboteurs du front. Nous allons en finir avec cette peste de traîtres, si nécessaire en utilisant la force brutale.*
>
> *Vous, Major Remer, recevez en ce moment de ma part tous les pouvoirs pour Berlin et vous êtes responsable envers moi personnellement et envers personne d'autre de rétablir immédiatement le calme et la sécurité dans la capitale du Reich. À cette fin, vous serez personnellement sous mes ordres jusqu'à ce que le Reichsführer Himmler arrive sur place et vous libère de vos responsabilités ».*

Les paroles du Führer avaient été prononcées avec beaucoup de calme, de détermination et de conviction. Je pouvais respirer, car tous mes doutes étaient levés par cette conversation. Pour moi, le serment de soldat prêté au Führer restait contraignant et constituait la ligne directrice de mon action. Il s'agissait maintenant pour moi de dissiper les malentendus et d'éviter une effusion de sang inutile en agissant rapidement et en intervenant avec détermination. Goebbels m'a demandé de lui faire part du contenu de la conversation et m'a demandé ce que j'avais l'intention de faire maintenant. Il mit à ma disposition les pièces inférieures de sa maison, dans lesquelles j'installai mon poste de combat. Il était désormais 18h30. La première annonce à la radio Großdeutscher Rundfunk sur l'attentat à l'explosif au quartier général a eu lieu un quart d'heure plus tard.

Grâce à mon séjour à la Stadtkommandantur de Berlin, je connaissais dans les grandes lignes les dispositions à prendre pour les unités qui se rendaient à Berlin. Afin d'informer les commandants de ces unités de la situation réelle, j'ai envoyé des officiers d'ordonnance dans toutes les directions à leur rencontre. Cela a fonctionné dans toute la mesure du possible. Le mot « pour ou contre le Führer » a fait des merveilles. Je tiens à préciser que tous les commandants qui, comme moi, étaient indignés par ce qui se passait, se sont soumis sans condition à mon commandement, bien que je fusse plus jeune qu'eux en termes de grade. Il s'est donc avéré que pour eux aussi, le

serment d'allégeance était contraignant. Il n'y a eu que des difficultés passagères, là où une orientation personnelle n'avait pas été possible immédiatement.

En raison de l'insécurité qui régnait et de malentendus – on croyait que le régiment de garde s'était mutiné à cause du bouclage – il s'en est fallu de peu que d'autres troupes ne s'engagent contre mon régiment à deux endroits. Sur la Fehrbelliner Platz, une brigade de chars s'était mise en place sur ordre des conspirateurs, mais un ordre radio du général en chef Guderian a permis de la faire sortir des rangs des conspirateurs. Cette troupe a alors entrepris de son propre chef une reconnaissance et est arrivée à la conclusion erronée que le régiment de garde « Großdeutschland » était du côté des conspirateurs et avait arrêté le Ministre du Reich Goebbels. Quelques chars de la brigade ont anticipé et le sang aurait presque coulé si mon intervention personnelle n'avait pas permis de dissiper cette erreur. La même situation s'est produite devant le Bendlerblock, le service du commandant en chef de l'armée de réserve, lorsqu'une compagnie de grenadiers de chars a voulu prendre la relève de ma garde statutaire. L'intervention énergique de quelques officiers de mon régiment a permis de dissiper les malentendus au dernier moment et d'éviter un échange de tirs entre soldats allemands. Là encore, la question « pour ou contre Hitler » a permis de trancher sans ambiguïté. J'avais envoyé mon commandant de compagnie, le capitaine Schlee, au Bendlerblock pour qu'il clarifie la situation. Je ne me doutais pas encore à ce moment-là que c'était là que se trouvait le cerveau de la conspiration. Schlee avait reçu l'ordre de retirer notre garde, car je voulais éviter une éventuelle effusion de sang. À cette occasion, Schlee a été ordonné auprès du général Olbricht. Il s'est toutefois assuré de sa sécurité et a donné l'ordre à la garde de le faire sortir de force s'il ne revenait pas. Il fut effectivement retenu dans l'antichambre du général par le colonel Mertz v. Quirnheim avec l'ordre de ne pas quitter la pièce. Mais lorsque Mertz est entré dans le bureau d'Olbricht, Schlee a également quitté la pièce.

Lorsqu'il est retourné à notre poste, le lieutenant Arends lui a signalé un événement étrange. Il a entendu des cris provenant des étages supérieurs, puis une machine à écrire et un téléphone ont été

jetés par la fenêtre dans la cour. Schlee a immédiatement fait demi-tour et s'est rendu sur les lieux avec une équipe de choc afin d'élucider cet étrange incident. Il n'a pas tardé à identifier la pièce d'où provenait le bruit. Elle était fermée à clé, mais non gardée, et la clé était insérée dans la serrure depuis l'extérieur. C'est le général v. Kortzfleisch, commandant du district militaire de Berlin, qui avait jeté les objets par la fenêtre. Le général avait été convoqué au Bendlerblock pour recevoir des ordres, où il refusa constamment de collaborer avec les conspirateurs. Il avait été arrêté et emprisonné, mais pas surveillé. Il était désormais libre et nous a donné les premières indications sur le cerveau du complot.

À 19h30, conformément aux ordres, notre garde a été retirée. Olbricht a dû remplir la garde avec ses propres officiers. Le chef de cette garde était le lieutenant-colonel Fritz v. d. Lancken. Au moment de partir, Schlee a appris d'un capitaine de la centrale de renseignements qui se trouvait dans la maison que le major Remer avait été chargé par le Führer d'écraser le putsch. On avait pu écouter ma conversation avec le Führer et on avait compris que les télex à émettre étaient des ordres de putschistes. Ils ont donc été systématiquement retardés et sont parfois restés en suspens.

Un véritable coup d'État magistralement préparé et sans partisans ! De plus, les télex et les appels téléphoniques en provenance du quartier général du Führer indiquaient clairement la situation réelle.

La fin d'après-midi du 20 juillet fut remplie d'innombrables ordres individuels. J'avais entre autres fait venir la brigade de réserve « Großdeutschland » de Cottbus en réserve d'intervention à la périphérie de Berlin. Elle aussi avait reçu auparavant une autre mission de la part des conspirateurs. Le commandant manchot, le colonel Schulte-Neuhaus, que je connaissais depuis le front et qui avait fait ses preuves, se présenta à mon poste de commandement. Je lui ai présenté Goebbels. J'ai resserré mes propres troupes autour du complexe de la chancellerie du Reich et j'ai créé une forte réserve d'intervention dans le jardin de l'appartement ministériel de Goebbels. Goebbels me demanda de faire un discours devant mes soldats rassemblés là, ce qui fut fait. L'indignation face à l'événement

traître était si grande qu'ils auraient mis en pièces n'importe quel conspirateur s'il s'était montré.

J'ai ensuite fait boucler la Stadtkommandantur, car j'avais l'impression qu'il s'y trouvait quelques personnes douteuses. J'ai également appris qu'après mon refus, le service de patrouille de l'armée devait procéder à l'arrestation de Goebbels. J'ai attendu en vain. Comme je l'ai appris plus tard, aucune troupe ne s'est déclarée prête pour cette entreprise, de sorte que v. Hase aurait dû le faire seul. Le commandant de la ville lui-même s'était rendu à ce moment-là au commandement général adjoint pour s'entendre avec le général désigné par les conspirateurs sur les mesures à prendre. On y avait négocié pendant deux heures sans parvenir à une décision, un comportement typique des conspirateurs étrangers au front.

Après son retour à la Kommandantur, qui m'avait été annoncé, j'ai demandé par téléphone au général v. Hase de venir me voir à mon poste de commandement, dans le quartier de Goebbels, afin de clarifier la situation. Il a d'abord refusé ma demande et a exigé que je vienne à la Kommandantur en tant que son subordonné. Ce n'est que lorsque je lui ai fait remarquer que j'étais personnellement chargé par le Führer, sous sa subordination directe, de rétablir le calme et l'ordre, qu'il était donc sous mes ordres et que je viendrais le chercher s'il ne venait pas de son plein gré, qu'il s'est présenté. À ce moment-là, j'avais encore l'impression que v. Hase, qui avait été auparavant à plusieurs reprises mon hôte au mess, avait exprimé à plusieurs reprises son attachement au front combattant et n'avait en outre jamais omis de prononcer le « *Sieg Heil* » à la mémoire de son cher Führer lors d'une allocution, avait été trompé dans un premier temps, tout comme moi, et n'avait aucune connaissance de la situation réelle. Je lui ai donc présenté mes excuses pour cette mesure inhabituelle. Hase, à son arrivée, était l'amabilité même et m'a même félicité pour ma décision et mon action indépendantes d'aller voir Goebbels, car beaucoup de mal avait ainsi été évité.

Il a également joué l'ignorant face à Goebbels, faisant semblant de ne pas se douter de tout ce qui se passait. On lui demanda de se tenir à disposition pour d'autres questions. Une chambre fut mise à sa disposition. Lorsque v. Hase a quitté le bureau du Dr Goebbels, un

incident embarrassant s'est produit, qui m'a fait rougir de honte. Dans cette situation particulièrement tendue, Hase a souligné qu'il avait été accaparé toute la journée par son service épuisant et qu'il n'avait encore rien pris. Goebbels s'est immédiatement proposé de lui faire préparer quelques sandwichs et a demandé si un petit verre de vin de la Moselle ou du Rhin lui ferait plaisir. Lorsque Hase eut quitté le bureau, Goebbels a dit avec mépris :

> *« Je m'appelle Hase. Je ne sais rien ! Mais c'est ainsi que sont nos généraux révolutionnaires putschistes. Dans une situation aussi délicate, ils demandent qu'on leur serve à boire et à manger, ils veulent téléphoner à leur maman. Dans une telle situation, je préférerais me mordre la langue plutôt que de faire des demandes aussi indignes ».*

Deux événements suffisent à illustrer le peu de réflexion et de préparation de ce putsch. Mes conversations et mes ordres passaient en partie par la même centrale de renseignements du Bendlerblock, le siège de la centrale des conspirateurs, d'où partaient les ordres des conspirateurs dans le monde entier. Il pouvait donc arriver que les officiers de renseignement responsables hésitent à laisser partir des ordres importants ou ne les laissent pas partir du tout, ou interrompent mes conversations téléphoniques, ce qui n'a jamais été le cas. Ainsi, une demande de la radio du Reich m'a même été transmise pour s'enquérir de la situation. J'ai ainsi pu ordonner qu'en toutes circonstances, seules les émissions prévues initialement dans le programme puissent sortir. C'est ainsi que ce moyen de communication important a été supprimé. Que s'était-il passé dans la maison de radio Masurenallee ? Le major Jacob avait été chargé d'occuper la maison de la radio. Étonnamment, il n'avait pas reçu l'ordre d'intervenir dans la diffusion ou de la faire cesser. Il a donc essayé de téléphoner au Bendlerblock pour annoncer l'occupation et demander d'autres missions. Cette intention resta lettre morte. Car il n'obtint aucune communication, comme ce fut le cas pour de nombreux autres services. Pour un soldat du front, la défaillance d'une liaison téléphonique était un cas normal. Seulement, on avait l'habitude d'établir une liaison par radio ou d'envoyer un signaleur à pied ou un signaleur à moto. Il disposait également d'un téléscripteur. Mais il n'a rien fait de tout cela. L'État-major général Stauffenberg

n'avait pas pensé à la mise à disposition d'avertisseurs de forces lors de ses plans de putsch, de tels détails ont été délibérément ignorés !

Rudolf-Günther Wagner, désigné pour lire les appels, a déclaré à ce sujet :

> *« Depuis des années, je savais que j'étais désigné pour être le porte-parole de l'appel du jour X. J'ai donc décidé de m'y rendre. Comme convenu, j'ai attendu dans une tension fébrile le lieutenant qui devait me transmettre les proclamations à lire. Malheureusement en vain, jusqu'à ce que j'entende l'échec de l'attentat dans les haut-parleurs de Goebbels ».*

Comme on le sait, le général Lindemann n'a pas pu être retrouvé avec le manuscrit original de l'appel. Beck n'était pas disposé à s'engouffrer dans la brèche et chargea Gisevius d'assumer cette fonction. Mais ce dernier dut d'abord rédiger à la hâte un projet, au cours duquel Stauffenberg, Olbricht, Hoepner, Yorck, Schwerin et Schulenburg lui crièrent quelques mots clés. Le « directeur » de la résistance Stauffenberg était également responsable de cette panne. Or, pour maintenir l'émission, il faut un personnel spécialisé fiable et nombreux. Or, celui-ci avait été convoqué à la Stadtkommandantur, où il attendit passivement d'être arrêté dans le cadre de la contre-action. Hans Kasper, qui a vécu l'action Jacob, dit à ce sujet :

> *« C'est à peu près à cette époque que le 20 juillet a eu lieu. Le décrire du point de vue du rédacteur radio a quelque chose de tragique. Tragique, parce que des détails ont fait comprendre à quel point cette insurrection avait peu de chances de réussir ».*

Entre-temps, j'avais également été informé par le capitaine Schlee de ce qui se passait dans le Bendlerblock. Je ne savais rien des choses internes, pas même que le commandant en chef de la réserve militaire, le colonel général Fromm, avait été éliminé et arrêté par les conspirateurs. Schlee reçut alors l'ordre, après le départ de notre garde, d'encercler et de bloquer le Bendlerblock avec sa compagnie, sans y pénétrer. Vers 19 heures, je pensais avoir la situation en main à Berlin. L'agitation commençait à retomber.

CE QUI S'EST PASSÉ DANS LE BENDLERBLOCK

Pendant ce temps, au Bendlerblock, le siège du haut commandement de l'armée de l'intérieur, les conspirateurs faisaient preuve d'une nervosité tendue et les non-initiés affichaient la sérénité tranquille du service quotidien. L'impuissance des conspirateurs mérite d'être soulignée et n'est pas un titre de gloire du travail d'État-major. L'attentat au quartier général près de Rastenburg avait été déclenché par le comte v. Stauffenberg – j'en parlerai plus en détail dans le prochain chapitre – à 12h42. Mais ce n'est qu'à 16 heures que le comte a informé ses co-conspirateurs de la prétendue réussite de l'attentat, après être arrivé en avion sur l'aérodrome de Rangsdorf à Berlin, un oubli incompréhensible de la part des conspirateurs.

Le principe évident pour tout soldat du front de faire du renseignement dans des situations critiques a été grossièrement ignoré. Comme il n'y avait en réalité pas d'ennemi, un tel renseignement ne pouvait consister qu'à s'assurer de la situation par télex ou par téléphone. Mais à part la conspiration active, l'action n'était pas la caractéristique décisive des conspirateurs de la patrie assis à l'arrière-front.

Le commandant en chef de l'armée de réserve, le colonel général Fromm, qui n'était pas au courant, dînait avec plaisir à l'hôtel « Adlon » à Berlin et ne rentrait à son poste qu'à 16 heures, sans se douter de rien. Son aide de camp, le Rittmeister Ludwig Bertram, grièvement blessé – perte d'une jambe – avait été mis à sa disposition par la division « Großdeutschland ». Il était présent pendant toutes les heures critiques en tant que témoin oculaire incorruptible, de sorte que j'ai pu obtenir mes informations de première source.

La première mesure préalable au coup d'État n'a été prise qu'après l'appel de Stauffenberg depuis l'aérodrome de Rangsdorf. Il lui fallut environ quarante-cinq minutes pour se rendre au Bendlerblock, il ne put donc y arriver que peu avant 17 heures. Dans un premier temps,

le commandant de la ville de Berlin a reçu par téléphone un ordre d'alerte pour déclencher toutes les mesures de « Walkyrie ». Celles-ci avaient été préparées en cas de troubles intérieurs. En même temps, le général v. Hase a été convoqué au Bendlerblock pour recevoir d'autres ordres (voir annexes 1 et 2). Le colonel Gorn, commandant de l'école de troupes blindées de Krampnitz-Groß Glienicke, reçut un ordre préalable similaire par téléphone (voir annexe 3). Ces ordres ont été émis par le colonel Mertz v. Quirnheim. De plus, le Major Ulrich v. Oertzen fut envoyé au commandement du Wehrkreis, au général v. Kortzfleisch déjà mentionné, pour le prier instamment de se rendre à la Bendlerstraße. Kortzfleisch ne se doutait de rien. Le seul à avoir agi de manière cohérente fut le lieutenant-général v. Hase, qui transmit immédiatement les ordres d'alerte. Après avoir été personnellement briefé par le général Olbricht, il se vit attribuer comme officier de liaison le major en retraite Hayessen, que je trouvai déjà vers 16h30 à la Kommandantur, lorsque je m'y présentai en tant que commandant du régiment de garde. Von Hase était sans aucun doute co-conspirateur et complice. En outre, l'école d'infanterie et l'école des sous-officiers de Potsdam ont été alertées par le lieutenant-colonel en retraite Robert Bemardis.

Il est significatif que ce ne soit qu'après le début de toutes ces mesures que le général Olbricht se soit rendu chez son commandant en chef, le général-major Fromm, de retour du dîner, et lui ait annoncé, en contradiction avec la vérité, que le service de renseignements Fellgiebel avait annoncé la mort de Hitler depuis le quartier général du Führer. En présence d'Olbricht, Fromm fit immédiatement passer un appel éclair au quartier général et demanda le maréchal Keitel. À la surprise d'Olbricht, qui était fermement convaincu de la mort de Hitler d'après les informations fournies par Stauffenberg à Rangsdorf, il put déduire de la conversation immédiatement établie que ce n'était absolument pas le cas. Fromm demanda en effet à Keitel ce qui se passait au quartier général, les rumeurs les plus étranges circulaient à Berlin. Keitel répondit avec agacement : *« Qu'est-ce qui se passe ? Tout est en ordre ici ».* Fromm se montra alors plus concret : *« On vient de m'annoncer que le Führer a été victime d'un attentat ».* Keitel répondit : *« Tout cela est absurde. Il y a bien eu une*

tentative d'assassinat, mais elle a heureusement échoué. Le Führer est en vie et n'est pas blessé. Où est donc votre chef d'État-major, le comte Stauffenberg ? » Fromm répondit en toute vérité : *« Le colonel Stauffenberg n'est pas revenu me voir ».*

Pour Fromm, la nécessité de déclencher une alarme n'avait donc plus lieu d'être, si bien qu'Olbricht dut le quitter sans rien faire. Les conspirateurs n'avaient pas prévu cette réaction, qui devait avoir de graves conséquences sur le déroulement des événements. De plus, pendant ce temps, d'autres scènes fantomatiques se déroulaient dans le dos de Fromm. Les colonels généraux Beck et Hoepner – tous deux hors service – apparurent en civil. Ils avaient apporté leurs uniformes dans leurs valises. Beck devait assumer la fonction de Reichsverweser, c'est-à-dire de chef d'État, tandis qu'il était prévu que Hoepner prenne le commandement suprême de l'armée de l'intérieur.

Des messieurs aussi illustres que le Président du gouvernement de Potsdam, Gottfried Graf v. Bismarck-Schönhausen, et le co-conspirateur SA-Obergruppenführer et chef de la police de Berlin, Wolf Heinrich Graf v. Helldorf, sont également présents. Hans-Bernd Gisevius, Peter Graf Yorck v. Wartenburg, le capitaine Ulrich Wilhelm Graf v. Schwerin-Schwanefeld, le lieutenant-colonel Fritz v. d. Lancken, que nous avons déjà rencontré dans le chapitre précédent en tant que sentinelle, Berthold Graf Stauffenberg, qui avait passé la nuit précédente avec son frère Claus, le lieutenant Ewald Heinrich v. Kleist-Schmenzin, le capitaine Hans Fritzsche, le capitaine Friedrich Karl Klausing, le major Freiherr Ludwig v. Leonrod, le lieutenant Kurt Freiherr v. Hammerstein-Equord, le major i. G. Harnack. Tous étaient des représentants de la classe qui ne pouvait pas surmonter le fait que Hitler ne portait pas le petit mot « von » dans son nom et n'était donc pas digne de son rang. À cela s'ajoutait le conseiller consistorial Eugen Gerstenmaier, dont l'activité se limitait essentiellement, selon les chercheurs de sources, à beurrer des tartines pendant les longues nuits.

Avant que Stauffenberg n'atteigne le Bendlerblock, le général Olbricht a fait envoyer vers 16h30 le télex suivant à tous les commandements des districts militaires au nom du nouveau

commandant en chef de la Wehrmacht, le maréchal v. Witzleben, qui n'était pas encore présent :

I. Le Führer Adolf Hitler est mort.

Profitant de cette situation, une clique sans conscience de dirigeants du Parti étrangers au front a tenté de poignarder le front dans le dos et de s'emparer du pouvoir à des fins égoïstes. (Ce qu'ils ont fait eux-mêmes, ils l'ont mis sur le dos des dirigeants du Parti. L'auteur).

II. En cette heure de danger extrême, le gouvernement du Reich a décrété l'état d'urgence militaire pour le maintien de la loi et de l'ordre et m'a confié le pouvoir exécutif en même temps que le commandement suprême de la Wehrmacht.

III. À cet effet, j'ordonne :

1. Je transfère le pouvoir exécutif – avec le droit de délégation aux commandants territoriaux – sur le territoire national au commandant de l'armée de réserve, tout en le nommant commandant en chef sur le territoire de la guerre intérieure.

Dans les territoires occupés de l'Ouest, au commandant en chef de l'Ouest (commandant en chef du groupe d'armées D), en Italie, au commandant en chef du Sud-Ouest (commandant en chef du groupe d'armées C), dans l'espace du Sud-Est, au commandant en chef du Sud-Est (commandant en chef du groupe d'armées F), dans les territoires occupés de l'Est, aux commandants en chef des groupes d'armées Sud de l'Ukraine, Nord de l'Ukraine, Centre, Nord et au commandant en chef de l'Ostland, pour leur zone de commandement respective au Danemark et en Norvège, aux commandants de la Wehrmacht.

2. Les titulaires du pouvoir exécutif sont placés sous leur autorité :

a) Tous les services et unités de la Wehrmacht, y compris les Waffen-SS, le RAD et l'OT, se trouvant sur leur territoire.

b) Toutes les autorités publiques du Reich, des Länder et des communes, en particulier l'ensemble de la police d'ordre, de sécurité et administrative.

c) Tous les fonctionnaires et les sections du NSDAP et des associations qui lui sont affiliées.

d) Les entreprises de transport et d'approvisionnement.

3. L'ensemble des Waffen-SS doit être intégré à l'armée de terre avec effet immédiat.

4. Les détenteurs du pouvoir exécutif sont responsables du maintien de l'ordre et de la sécurité publique. Ils doivent notamment veiller à:

a) La sécurité des installations de renseignement

b) L'élimination du SD.

Toute résistance au pouvoir d'exécution militaire doit être brisée sans pitié.

5. En cette heure de grand danger pour la patrie, l'unité de la Wehrmacht et le maintien d'une discipline complète sont des impératifs absolus. Je fais donc un devoir à tous les commandants de l'armée de terre, de la marine de guerre et de l'armée de l'air de soutenir par tous les moyens possibles les détenteurs du pouvoir exécutif dans l'exécution de leur tâche difficile et de veiller à ce que leurs instructions soient suivies par les services subordonnés.

Le soldat allemand est confronté à une tâche historique. C'est de son énergie et de son attitude que dépendra le salut de l'Allemagne. Il en va de même pour tous les commandants territoriaux, les commandements supérieurs des composantes de la Wehrmacht et les autorités de commandement de l'armée de terre, de la marine de guerre et de l'armée de l'air directement subordonnées aux commandements supérieurs.

Le commandant en chef de la Wehrmacht
signé v. Witzleben
Generalfeldmarschall

Ici aussi, on reconnaît le déclenchement du coup d'État sur la base de prémisses mensongères et en sachant qu'il ne fallait attendre d'un tel renversement aucun soulagement quant à la pérennité du Reich. La capitulation inconditionnelle vis-à-vis de tous les alliés, de l'Ouest comme de l'Est, était acquise. L'exécution d'un tel ordre devait inévitablement conduire à une guerre civile interne, dont les conséquences pour l'avenir n'auraient absolument pas pu être évaluées. Un

chaos sans précédent en aurait été la conséquence et le Russe se trouverait probablement aujourd'hui au bord du Rhin.

Lorsque Stauffenberg arriva enfin au Bendlerblock peu avant 17 heures, la rumeur de la survie de Hitler s'était déjà répandue. C'est pourquoi la première intervention de Stauffenberg devant Beck, Olbricht et le commissaire de police présent, le comte Helldorf, ainsi que le Président du gouvernement de Potsdam, le comte v. Bismarck-Schönhausen, et Gisevius, avait pour but de clarifier la question de la survie éventuelle de Hitler. Beck tenait avant tout à faire rectifier, en présence de Helldorf, l'affirmation de Keitel concernant la survie de Hitler. *« Keitel ment »*, fut la réplique de Stauffenberg. *« J'ai vu de mes propres yeux la bombe exploser. C'était une détonation comme celle d'une grenade de quinze centimètres, à laquelle personne n'a pu survivre ».* Encore une fois, une fausse annonce fatale qui devait coûter la vie à de nombreux camarades de Stauffenberg. Sur le front, une telle annonce aux conséquences aussi désastreuses aurait entraîné un procès en cour martiale avec une condamnation à mort par fusillade.

Beck a brièvement interrompu les autres descriptions détaillées de Stauffenberg.

> *« Pour moi, Hitler est mort. C'est la base de mon action actuelle. Si Hitler est effectivement vivant, nous devons agir d'autant plus rapidement et résolument et mener à bien notre action à Berlin avant que des informations contraires ne parviennent du quartier général ».*

Avec quels sentiments d'insécurité le comte v. Bismarck ou le comte Helldorf ont-ils pu quitter la centrale de commandement du Bendlerblock face à un tel état de fait, quels doutes ont-ils pu avoir quant à la réussite de leur coup d'État voulu ? Gisevius y était plus robuste. Il poussait sans cesse à l'action, tout allait beaucoup trop lentement pour lui. Ses mots : *« Stauffenberg, nous devons avoir quelques cadavres ; Goebbels et Gestapo-Müller sont encore en vie ».*

Aucune décision n'avait encore été demandée à Fromm, le maître de service. C'est pourquoi, peu après 17 heures, le général Olbricht se rendit à nouveau chez Fromm avec Stauffenberg. Cela s'est bien entendu passé après l'envoi du télex, sans que Fromm ne le sache ni

ne l'autorise, ce qui signifiait une mutinerie flagrante contre son propre chef de service. *« J'ai vu moi-même comment Hitler a été transporté mort hors de la baraque »*, furent les mots de Stauffenberg lorsque Fromm, sur la base du message de Keitel, affirma le contraire. Faisant fi de tout respect envers son supérieur Fromm, Stauffenberg s'est alors écrié : *« Keitel ment comme toujours »*. Ensuite, Olbricht déclara brièvement : *« Face à la mort de Hitler, qui était pour nous certaine, nous avons fait sortir les ordres d'alerte prévus en cas de troubles intérieurs »*. Fromm en eut le souffle coupé : *« C'est une mutinerie. Qui a fait cela ? »*

Une fois de plus, il est significatif de l'esprit des conspirateurs qu'Olbricht lui-même n'ait pas assumé la responsabilité et ait d'abord mis en avant son chef d'État-major, le colonel Mertz v. Quirnheim. Il fut immédiatement convoqué à la demande de Fromm. Après qu'il eut confirmé la publication des ordres, Fromm ordonna son arrestation et demanda aux hommes présents d'arrêter immédiatement tous les ordres. Mertz refusa. Stauffenberg intervint alors :

> *« Monsieur le colonel général, j'ai moi-même fait exploser la bombe pendant la réunion avec Hitler, à proximité immédiate de celui-ci. Il y a eu une explosion, comme si une grenade de quinze centimètres avait frappé. Personne dans la pièce n'a pu y survivre »*.

Fromm était vraiment horrifié et cria furieusement à Stauffenberg : *« L'attentat a échoué. Il ne vous reste plus qu'à vous tirer une balle dans la tête »*. Comme Stauffenberg rejetait cette demande, Olbricht se jeta dans la mêlée et pria instamment son colonel général de participer malgré tout, car c'était la dernière possibilité de sauver la patrie en détresse. Fromm dut alors déduire de ces paroles qu'Olbricht avait également participé au coup d'État. La réponse étant affirmative, Fromm se leva furieux et voulut arrêter les trois hommes.

Olbricht, excédé, renversa alors la vapeur et déclara à son tour Fromm arrêté en raison du prétendu changement de rapport de force. Alors que Fromm, indigné, s'apprêtait à se jeter sur Stauffenberg, les lieutenants v. Kleist et Haeften, qui avaient fait irruption, menacèrent leur commandant en chef avec leur pistolet et le mirent aux arrêts dans sa chambre. Les lignes téléphoniques furent rompues et le major Ludwig Freiherr v. Leonrod se chargea de la

surveillance. Pendant tout ce temps, le Rittmeister Bertram, gravement blessé pendant la guerre, est resté volontairement auprès de son chef de service et a partagé son sort en toute camaraderie.

Bertram m'a raconté plus tard que Fromm avait été tellement choqué par cette mutinerie sauvage et cette trahison qu'il ne s'était plus défendu et était resté complètement inactif, ce qui lui a valu plus tard d'être accusé de lâcheté et de manque de surveillance. C'est par la faute de ses camarades mutinés qu'il a également été condamné à mort par fusillade. Il est mort tragiquement en disant : *« Vive le Führer Adolf Hitler et ma patrie allemande »*, avant que la salve n'éclate. Le Rittmeister a pu s'éclipser plus tard. J'entendais encore à minuit le déroulement détaillé de cet événement inconcevable.

Peu après cet événement, le chef SS Dr. Pfiffrader, mandaté par Himmler, est arrivé pour arrêter Stauffenberg après l'avoir manqué sur l'aérodrome de Rangsdorf. Sans se douter de rien, lui et ses deux officiers de police judiciaire tombèrent dans un piège au Bendlerblock et furent arrêtés et détenus par le colonel Fritz Jäger et le lieutenant v. Kleist. Dès lors, les conspirateurs devinrent plus prudents et prirent des mesures de sécurité. Les couloirs étaient contrôlés par des co-conspirateurs, sous la responsabilité du capitaine Fritzsche. À l'extérieur, le lieutenant Helmut Cords a tenté de réorganiser de son propre chef la garde existante du régiment de garde, mais il n'y est pas parvenu, car mes hommes refusaient de recevoir des ordres de personnes étrangères. Contrairement à d'autres habitudes, seuls les visiteurs munis d'une carte d'identité orange étaient admis à passer.

Ces circonstances, qui m'ont été rapportées peu après, m'ont fait soupçonner pour la première fois, comme je l'ai déjà dit, que le chef de la conspiration devait se trouver dans le Bendlerblock. Ni notre garde ni moi n'étions au courant de ce qui se passait à l'intérieur du bâtiment. Comme je l'ai déjà dit, la prochaine difficulté pour les conspirateurs est survenue lorsque le général commandant Kortzfleisch, qui y avait été convoqué, s'est présenté. Il fut dirigé vers le général en chef Hoepner, qui n'était pas en fonction. Mais il refusa catégoriquement les ordres donnés par Hoepner, sachant que Hitler l'avait renvoyé prématurément. Il demanda à parler à son supérieur

Fromm, ce qui lui fut refusé. Les tentatives de Beck et d'Olbricht pour le faire changer d'avis furent également vaines et ne firent qu'accroître sa colère. Il avait raison de traiter les conspirateurs de « traîtres ».

Les difficultés internes se poursuivirent. Comme pour Kortzfleisch, les généraux Kunze, chef de l'instruction, et Specht, inspecteur de la relève du commandement, envoyés en mission, refusèrent toute participation au putsch et le rejetèrent comme une trahison méprisable. Voilà donc à quoi ressemblait en réalité la solidarité des résistants, aujourd'hui si injustement vantée. Je n'exagère pas en affirmant que même une minorité de cinq pour cent ne s'identifiait pas à ces illusionnistes. C'est la vérité historique qui survivra historiquement à une falsification manipulée des faits.

Pour couronner le tout, la première nouvelle de l'attentat manqué a été annoncée vers 18h45 à la radio Großdeutscher Rundfunk.

> *« Le Führer a été victime aujourd'hui d'un attentat à l'explosif. Des membres de son entourage ont été grièvement blessés : le lieutenant-général Schmundt, le colonel Brandt et le collaborateur Berger. Les blessés légers sont le colonel général Jodl, les généraux Korten, Buhle, Bodenschatz, Heusinger, Scherff, les amiraux Voss, v. Puttkammer, le capitaine de vaisseau Aßmann et le lieutenant-colonel Borgmann. Le Führer lui-même n'a pas été blessé, à l'exception de légères brûlures et contusions. Il a immédiatement repris son travail et – comme prévu – a reçu le Duce (Mussolini) pour un long entretien. Peu de temps après l'attentat, le Reichsmarschall est arrivé chez le Führer ».*

À ce moment-là, le traître de Peenemünde, le Dr Otto John, fêtait la réussite de l'attentat avec son frère Hans et Klaus Bonhoeffer, et ils buvaient à la mort de Hitler.

Pendant ce temps, Stauffenberg était presque continuellement pendu au téléphone et tentait de sauver ce qui ne pouvait plus l'être en répétant sans cesse que le Führer était mort et que les messages radio étaient des mensonges. Bien qu'il sache que Fromm avait refusé toute collaboration, il n'a pas hésité, en tant que prétendu homme d'honneur, à émettre encore le télex suivant en son nom à 18 heures :

KR – HOKW 02155 20 juillet 1944 18:00 heures

À W Kdo 1–12, 17, 18, 20, 21, W Kdo. Gen. Gouv., Bohème-Moravie.

Secret défense !

I. En vertu de l'autorisation qui m'a été accordée par le commandant en chef de la Wehrmacht, je transfère le pouvoir exécutif dans les circonscriptions militaires aux généraux adjoints et aux commandants de circonscription militaire. Les compétences des commissaires de la défense du Reich sont transférées aux commandants des districts militaires en même temps que le pouvoir exécutif.

II. Les mesures d'urgence suivantes doivent être prises :

a) Installations de renseignement :

Les bâtiments et installations les plus importants du réseau de la poste militaire (y compris les installations radio) doivent être sécurisés militairement de manière planifiée. Les forces engagées à cet effet doivent être suffisantes pour empêcher les interventions non autorisées et les destructions violentes. Les installations techniques de renseignement importantes doivent être occupées par des officiers. Il convient notamment de sécuriser les bureaux d'amplification, les commutateurs de passage du réseau de commandement de l'armée ainsi que les grandes stations radio (émetteurs radio), les bureaux téléphoniques et télégraphiques, dans la mesure où des lignes téléphoniques importantes y passent, les amplificateurs et les salles de batteries. Le réseau de télécommunications de la Reichsbahn doit être protégé en accord avec les services de transport. Le réseau de radiocommunication doit être créé par les moyens propres de l'entreprise.

b) Arrestations :

Sont démis de leurs fonctions sans délai et placés en détention individuelle spécialement sécurisée : tous les Gauleiter, Reichsstatthalter, ministres, Oberpräsidenten, Polizeipräsidenten,

chefs de la Gestapo et des services SS, chefs des services de propagande et Kreisleiter.

J'ordonne les exceptions.

c) Camps de concentration :

Les camps de concentration doivent être occupés de manière accélérée, les commandants de camp doivent être arrêtés et casernés. Les détenus politiques doivent être informés qu'ils doivent s'abstenir de toute manifestation et de toute action individuelle jusqu'à leur libération.

d) Waffen-SS :

En cas de doute sur l'obéissance des chefs des formations de la Waffen-SS ou si ceux-ci semblent inaptes, ils doivent être mis en détention préventive et remplacés par des officiers de l'armée.

Les formations de la Waffen-SS dont la subordination illimitée est douteuse doivent être désarmées sans ménagement. Pour ce faire, il convient d'intervenir énergiquement avec des forces supérieures afin d'éviter une plus grande effusion de sang.

e) Police :

Les services de la Gestapo et du SD doivent être occupés. Pour le reste, la police de l'ordre doit être largement mise à contribution pour décharger la Wehrmacht. L'ordre est donné par le chef de la police par la voie du commandement policier.

f) Marine de guerre et armée de l'air :

Il convient de prendre contact avec les commandants de la Kriegsmarine et de l'armée de l'air. Une action commune doit être assurée.

III. Pour le traitement de toutes les questions politiques découlant de l'état d'urgence militaire, je nomme auprès de chaque commandant de circonscription militaire un chargé de mission politique. Celui-ci assume jusqu'à nouvel ordre les tâches du chef de l'administration. Il conseille le commandant de district militaire sur toutes les questions politiques.

IV. L'État-major de commandement de l'arrière est l'organe de traitement du commandant en chef dans la zone de la guerre

intérieure pour toutes les affaires relevant du pouvoir exécutif. Il envoie un officier de liaison (VOOKH) auprès des commandants de districts militaires afin de les informer mutuellement de la situation et des intentions.

V. Dans l'exercice du pouvoir exécutif, aucun acte arbitraire ou de vengeance ne doit être toléré. La population doit prendre conscience de la distance qui la sépare des méthodes arbitraires des anciens détenteurs du pouvoir.

Le commandant en chef de la zone de guerre intérieure
N° 32160/45 ordre d'exécution.
signé. Fromm
Colonel général
Colonel comte Stauffenberg

Le fait même d'envisager la mise sous tutelle ou, en cas de refus, le désarmement de formations de SS en dit long sur le manque de réalisme de ces illusionnistes. Il ne fait aucun doute que cela aurait conduit à une guerre civile totale. Avec une telle évolution, nous n'aurions fait que montrer aux Alliés, qui se frottaient les mains de joie, une honteuse auto-destruction. Un dogme indéniable du coup de poignard dans le dos aurait pesé pour longtemps sur l'histoire allemande.

Tandis que Stauffenberg s'efforçait de mettre en œuvre les plans bien préparés par l'État-major, lui et ses co-conspirateurs devaient de plus en plus constater que le compte n'y était pas. Surtout, ni l'armée ni la troupe ne pensaient leur accorder leur confiance ou même croire au succès. Un exemple typique fut la tentative du colonel Fritz Jäger de trouver un commandement de troupe pour arrêter avec lui le Ministre de la Propagande et également Commissaire à la Défense du Reich Goebbels. Comme je l'ai déjà raconté, j'avais refusé – même diplomatiquement – cet ordre du général v. Hase. Jäger se rendit donc à la Kommandantur pour donner à cet ordre le poids nécessaire. Mais les troupes de choc prévues à cet effet, qu'il s'agisse du service de patrouille de l'armée, des tireurs nationaux ou de l'école

d'artificiers, refusèrent cette demande et se dispersèrent tout simplement, de sorte que le conspirateur, le colonel Jäger, dut retourner au Bendlerblock sans avoir obtenu gain de cause et annoncer son échec.

Après le départ du peloton du régiment de garde, déployé de manière routinière dans le Bendlerblock, les conspirateurs attendirent en vain les unités de troupes qui y avaient été ordonnées. Le commandant de l'école des troupes blindées, le colonel Gläserner, s'est certes présenté comme l'exigeaient les ordres, mais il a catégoriquement refusé d'exécuter les tâches qui lui étaient assignées. Il a même réussi à informer sa troupe en approche de la trahison, ce qui avait d'ailleurs déjà été fait par des officiers de liaison du régiment de garde. Le colonel Gläserner fut alors arrêté par le colonel Mertz v. Quirnheim et détenu au Bendlerblock.

L'ordre de Stauffenberg, cité plus haut, de s'emparer de la radio et des moyens d'information, condition essentielle à la réussite du coup d'État, échoua également sur toute la ligne. Mais on ne trouva pas une seule compagnie prête à s'engager pour les conspirateurs. Il n'y avait donc rien à voir avec l'obéissance de cadavre tant décriée aujourd'hui. L'ensemble du coup d'État s'est transformé de plus en plus en une simulation théorique sans troupe d'exécution, preuve que le front combattant s'était fortement distancié de ces plans de coup d'État traîtres. Il s'agit là d'une vérité évidente, qui contraste fortement avec la propagande et le lavage de cerveau actuels visant à attribuer au 20 juillet 1944 un contexte héroïque ou idéaliste. Prétendre le contraire, c'est nier la vérité historique.

Les mêmes difficultés se sont présentées à la centrale de renseignements du Bendlerblock. Ici, c'est le lieutenant de service Röhrig qui a été intrigué et rendu méfiant par le contenu des télex qui sortaient, mais aussi par les textes et les conversations téléphoniques contradictoires. Il en a immédiatement informé son supérieur, le colonel Köllner, ainsi qu'une série d'autres officiers de renseignement en congé, qui ont hésité à transmettre les télex transmis par le major Harnack, le capitaine Klausing et le lieutenant Haeften, voire à les empêcher de circuler. Lorsqu'on s'en aperçut, on prétexta une « surcharge de travail ». Là encore, il n'y a pas eu l'ombre d'un début

d'action énergique ou de vérification de la part des conspirateurs étrangers au front.

L'incident suivant est typique de la situation. Lorsque la radio annonça l'échec de l'attentat, le colonel général Beck demanda au Dr Gisevius de rédiger immédiatement une contre-explication pour la radio. Il n'en fut rien non plus, car Gisevius quitta très vite les lieux et s'entretint à la préfecture de police avec le comte Helldorf et le chef de l'Office criminel du Reich Artur Nebe, qui furent tous deux exécutés plus tard en tant que co-conspirateurs, de la manière d'éliminer le Reichsführer Himmler dès son arrivée à Berlin. Mais pour Helldorf et Nebe, ce n'était plus un sujet sérieux. Ils avaient déjà abandonné et ne discutaient plus que de la manière dont ils pourraient plus tard dissimuler ou nier leur participation au putsch. Peu après, le Dr Gisevius dut se réfugier chez des amis pour échapper à ses responsabilités.

Le rôle du général Lindemann, qui devait lire les premiers appels préparés par le nouveau gouvernement, est également significatif. Lui aussi avait disparu et avec lui le concept préparé de ces discours. Dans de telles circonstances, je ne comprends pas comment on peut encore aujourd'hui héroïser le 20 juillet. Ce sont les personnalités impliquées elles-mêmes qui, par leur échec sur toute la ligne, ont contribué à son lamentable naufrage.

Après que des ordres aient été donnés au nom du maréchal v. Witzleben, ce dernier, en uniforme complet et avec son bâton de maréchal, ne se présenta qu'à 19h30 à l'OKW. Il avait depuis longtemps appris par la radio l'échec de l'attentat et, en présence de Beck et du capitaine Ulrich Wilheim, comte de Schwerin-Schwanenfeld, il soumit Stauffenberg à une critique accablante. Il reprocha à ce dernier d'avoir fait une fausse annonce à la légère et exprima sobrement que l'ensemble du projet devait d'ores et déjà être considéré comme un échec. Il quitta rapidement la place qui lui était réservée en tant que commandant en chef de la Wehrmacht, rentra chez lui et attendit son procès, dont il était en partie responsable. L'insécurité et l'anxiété parmi les conspirateurs augmentèrent encore. Les appels téléphoniques en cours dans le monde entier, mais surtout en France, ne donnèrent presque exclusivement que des refus et des

imprécations. L'héroïsme initial diminua visiblement, une partie de la conspiration s'effrita et put se mettre provisoirement à l'abri, comme Hammerstein, Klausing, Oppen, Fritzsche et Cords. Ils n'ont pas pensé à se battre au péril de leur vie, mais ont simplement quitté leur poste.

Mais entre-temps, une contre-action énergique, c'est-à-dire une sorte d'auto-épuration, s'était mise en place au sein du Bendlerblock. Après s'être approvisionnés en armes depuis l'extérieur à l'aide d'un camion, les lieutenants-colonels en retraite Herber, v. der Heyde, Pridun, Kuban et le major Fließbach se sont présentés vers 22h30 dans la chambre de leur supérieur Olbricht, armés de mitraillettes et de grenades à main, et ont exigé des explications et des comptes sur ses actes. Au lieu de ravitailler les troupes combattantes, comme c'était leur devoir, ils ont dit qu'un coup d'état inutile avait lieu ici. Ils ont contraint Olbricht à ne pas quitter la pièce.

Dans cette situation critique, Stauffenberg a regardé par la porte et a immédiatement compris la situation. Il claqua à nouveau la porte et s'enfuit par l'antichambre du colonel Mertz dans le couloir, suivi de près par son aide de camp Haeften. L'un des officiers a immédiatement tiré derrière Stauffenberg et l'a légèrement blessé. Il réussit à se réfugier dans la chambre de Beck et Hoepner. Olbricht et son gendre, le capitaine Barnim v. Ramin, qui n'était pas impliqué, furent désarmés et conduits à travers le couloir derrière Stauffenberg qui s'était enfui. Celui-ci a été retrouvé dans la chambre de Beck et Hoepner avec Haeften. Ils ont tous été désarmés.

Celui-ci est arrivé peu après, accompagné du lieutenant-colonel Gehrke et de son adjudant, le capitaine Bechtel. Gehrke était mon prédécesseur, dont j'avais repris le régiment de garde. Il a mis en place sur le terrain d'exercice de Fallingbostel l'une des sept brigades blindées qui devaient partir au front. Ce jour-là, il s'était rendu à Berlin et, par pur hasard, il assista sur la Fehrbelliner Platz au déploiement de l'unité blindée alertée par les conspirateurs et y rencontra par hasard un de mes officiers qui informa le commandant de la situation. À cette occasion, Gehrke s'est immédiatement impliqué activement et m'a ensuite rendu visite à mon poste de combat dans la maison de Goebbels. Il est arrivé juste au moment où le

capitaine Schlee me faisait son premier rapport détaillé sur les événements du Bendlerblock. Comme Gehrke était libre et qu'il connaissait aussi Fromm, je lui ai demandé d'aller voir avec Schlee ce qui se passait au Bendlerblock.

Le résultat fut la libération de Fromm. Il tenait son pistolet chargé à la main et a demandé aux putschistes de déposer leurs armes. *« Maintenant, nous allons renverser les rôles »*, a-t-il dit. Les armes furent également déposées sans résistance. Seul Beck demanda à Fromm de renoncer à cette exigence envers lui, son ancien supérieur, car il était lui-même prêt à tirer les conséquences de cette situation malheureuse. Il s'exécuta immédiatement, porta son pistolet à sa tempe et appuya sur la gâchette. Le coup n'était pas mortel, la balle l'a seulement effleuré, ce qui a fait s'effondrer Beck. *« Aidez le vieux monsieur »*, telles étaient les instructions de Fromm. On l'a alors fait asseoir, couvert de sang, dans un fauteuil où il a fait une deuxième tentative infructueuse et a été délivré par un troisième coup de feu tiré par un de mes soldats.

Fromm laissa encore un peu de temps aux autres dirigeants putschistes présents pour écrire des lettres d'adieu à leurs proches. Il a ensuite quitté la pièce pour réapparaître un peu plus tard. Entre-temps, le Bendlerblock avait été bouclé par la compagnie, puis pris d'assaut. Après ces événements, Fromm réapparut avec Gehrke et Schlee devant les meneurs surveillés. Hoepner remit sans mot dire une lettre que Fromm glissa dans une enveloppe sans la lire. Les mots de Fromm étaient à peu près les suivants :

> *« Êtes-vous prêts, messieurs ? La cour martiale vient de siéger sous ma direction. J'ai prononcé la sentence de mort de quatre officiers : le colonel d'État-major Mertz, le général d'infanterie Olbricht, ce colonel dont j'ai oublié le nom et cet Oberleutnant ».*

Fromm désigna Stauffenberg et Haeften. Le lieutenant Schady du régiment de garde reçut l'ordre de procéder immédiatement à l'exécution. Il était près de minuit lorsque, dans la cour du Bendlerblock, les conspirateurs les plus actifs, debout devant un tas de sable, furent abattus debout à la lueur des camions qui arrivaient. Tous les condamnés restèrent muets, seul Stauffenberg lança un cri strident dans la nuit : *« Vive notre sainte Allemagne ».*

Peu après, un télex a été envoyé à tous les services subordonnés :

« Tentative de putsch réprimée dans le sang par des généraux irresponsables. Tous les chefs ont été fusillés. Les ordres du maréchal général v. Witzleben, du colonel général Hoepner, du général Beck et du général Olbricht ne doivent pas être suivis. J'ai repris le commandement après avoir été temporairement arrêté par la force des armes. Fromm, colonel général ».

Mais ici, Fromm se trompait. Son successeur Himmler était déjà en route pour Berlin. À ce moment-là, je ne connaissais pas encore les événements du Bendlerblock. J'avais assez à faire à Berlin. Ce n'est qu'en apprenant par l'un de mes officiers que des exécutions avaient lieu dans la cour du Bendlerblock que j'ai sursauté. J'en étais donc très effrayé et indigné, car jusqu'à présent, j'avais été fier que l'action que je dirigeais ait pu être menée jusqu'à ce moment sans effusion de sang. Lorsque j'ai reçu cette information, je me trouvais justement dans le bureau de Goebbels, où se trouvait également à ce moment-là le Ministre de l'armement Speer. J'ai voulu partir immédiatement afin d'éviter dans tous les cas d'autres exécutions. Comme ma voiture était en route pour le moment, Speer s'est proposé de me conduire sur place avec sa voiture de sport. J'ai été surpris et étonné d'entendre de la bouche de Goebbels : *« Il est probable que des complices soient maintenant éliminés. Cela doit être évité à tout prix ».* C'est là aussi que Goebbels, si souverainement calme et prudent en ces heures, se trompait.

En moins de cinq minutes, Speer m'a conduit jusqu'à l'entrée du Bendlerblock. Je l'ai remercié poliment, car je n'avais encore jamais eu de chauffeur aussi haut placé. Dès le passage dans la cour intérieure, je suis tombé sur le général-major Fromm, visiblement bouleversé et bouleversant. Me reconnaissant, il s'est adressé à moi : *« Enfin un officier décent de la 'Großdeutschland' ! Que savez-vous de la situation ? »* Je répondis simplement :

« Monsieur le colonel général, j'ai été investi par le Führer lui-même de tous les pouvoirs pour rétablir le calme et l'ordre à Berlin. Cela s'est fait jusqu'à présent sans un coup de poudre. Malheureusement, la situation est différente ici. Je suis venu ici pour empêcher de nouvelles exécutions ».

Fromm m'a regardé avec surprise, visiblement affecté. Je remarquai un certain agacement. Je lui ai dit que j'étais seul responsa-

ble de tout ici à Berlin jusqu'à l'arrivée de Himmler, qui était en route pour Berlin. Mon poste de combat se trouvait dans l'appartement de fonction du Ministre Goebbels, qui en savait certainement plus que moi et connaissait les grandes lignes de l'affaire. Fromm s'est ensuite rendu chez Goebbels. Je l'ai vu après minuit en train de discuter avec de hauts responsables de la SS. Après que Fromm eut quitté le Bendlerblock, j'ai ordonné le bouclage le plus strict et j'ai veillé moi-même au rétablissement de l'ordre. Les arrestations ultérieures ainsi que la saisie des documents relatifs à la conspiration se sont déroulées dans le cadre de l'enquête.

De retour à mon poste de combat, j'y ai rencontré Himmler. Conformément à mon devoir, je lui ai fait part des mesures que j'avais ordonnées. À l'aube, ma troupe a regagné les casernes. Je me suis couché.

Pendant la nuit, j'avais encore entendu le discours radiodiffusé de Hitler à la Großdeutscher Rundfunk :

> *« Compatriotes allemands !*
>
> *Je ne sais pas combien de fois un attentat contre moi a été planifié et exécuté. Mais si je m'adresse à vous aujourd'hui, c'est surtout pour deux raisons :*
>
> *Premièrement, pour que vous entendiez ma voix et sachiez que je suis moi-même indemne et en bonne santé.*
>
> *Deuxièmement, pour que vous appreniez les détails d'un crime qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire allemande.*
>
> *Une toute petite clique d'officiers stupides, ambitieux, inconscients et criminels a comploté pour m'éliminer et, en même temps, pour exterminer avec moi l'État-major de la Wehrmacht allemande.*
>
> *La bombe posée par le colonel comte v. Stauffenberg a explosé à deux mètres sur ma droite. Elle a blessé très grièvement un certain nombre de collaborateurs qui me sont chers, l'un d'entre eux est mort. Moi-même, je suis totalement indemne, à l'exception de très petites écorchures, contusions ou brûlures. Je prends cela comme une confirmation de l'ordre de la Providence de poursuivre ma mission, comme je l'ai fait jusqu'à présent. Car je peux avouer solennellement devant toute la nation que, depuis le jour où je suis entré dans la Wilhelmstrasse, je n'ai eu qu'une seule pensée, celle de faire mon devoir en mon âme et conscience, et que, depuis que j'ai compris que la guerre était*

inévitable et ne pouvait plus être repoussée, je n'ai connu que le souci et le travail, et j'ai vécu pour mon peuple d'innombrables jours et nuits blanches. À l'heure où les armées allemandes sont engagées dans une lutte acharnée, il s'est trouvé, comme en Italie, un tout petit groupe qui a cru pouvoir porter le coup de poignard dans le dos, comme en 1918. Mais cette fois, ils se sont lourdement trompés. L'affirmation de ces usurpateurs selon laquelle je ne suis plus en vie est démentie à l'instant même où je m'adresse à vous, mes chers compatriotes. Le cercle que représentent ces usurpateurs est très petit. Il n'a rien à voir avec la force de défense allemande et surtout avec l'armée allemande. C'est une toute petite coterie d'éléments criminels qui sont en train d'être impitoyablement éliminés.

J'ordonne donc en ce moment :

1. qu'aucune autorité civile ne doit recevoir un ordre quelconque d'un service que ces usurpateurs s'arrogent.

2. qu'aucun service militaire, aucun chef de troupe, aucun soldat n'est tenu d'obéir à un ordre quelconque de ces usurpateurs, qu'au contraire chacun est tenu soit d'arrêter immédiatement l'auteur ou le transmetteur d'un tel ordre, soit de l'abattre instantanément en cas de résistance. Afin de mettre définitivement de l'ordre, j'ai nommé Himmler, Ministre du Reich, au commandement de l'armée de l'intérieur. J'ai nommé à l'État-major général le colonel général Guderian pour remplacer l'officier d'État-major général actuellement absent pour cause de maladie, et j'ai désigné un deuxième chef éprouvé du front de l'Est pour l'assister. Dans tous les autres services de l'Empire, rien ne change. Je suis convaincu qu'avec le départ de cette toute petite clique de traîtres et de conspirateurs, nous allons enfin créer à l'arrière de la patrie l'atmosphère dont les combattants du front ont besoin. Car il est impossible que des centaines de milliers et des millions de braves gens donnent leur dernier souffle alors qu'à la maison, une toute petite clique de créatures ambitieuses tente constamment de faire échouer cette position.

Cette fois-ci, les comptes seront réglés comme nous en avons l'habitude en tant que nationaux-socialistes. Je suis convaincu que tout officier digne de ce nom, tout soldat courageux le comprendra à cette heure.

Peu de gens sont capables d'imaginer le sort qui aurait été réservé à l'Allemagne si l'attentat avait réussi aujourd'hui. Pour ma part, je remercie la Providence et mon Créateur, non pas parce qu'il m'a préservé – ma vie n'est que souci et travail pour mon peuple –, mais parce qu'il m'a donné la

possibilité de continuer à porter ce souci et à poursuivre mon travail aussi bien que je peux en répondre devant ma conscience.

Chaque Allemand, quel qu'il soit, a le devoir de s'opposer sans pitié à ces éléments, soit en les arrêtant immédiatement, soit en les abattant sans autre forme de procès s'ils résistent. Les ordres ont été donnés à toutes les troupes. Ils seront exécutés avec une obéissance aveugle, comme l'armée allemande sait le faire.

Je me permets de vous saluer une fois de plus, mes anciens compagnons d'armes, pour le fait qu'il m'ait été donné d'échapper à un destin qui n'aurait pas été terrible pour moi, mais qui aurait apporté l'horreur au peuple allemand.

J'y vois aussi un doigt de la Providence qui me dit que je dois poursuivre mon œuvre et que je la poursuivrai donc ».

L'ATTENTAT DE STAUFFENBERG AU QUARTIER GÉNÉRAL DU FÜHRER

Le 20 juillet 1944, à 6 heures du matin, le colonel Graf v. Stauffenberg quitte son appartement de Wannsee pour se rendre à l'aérodrome de Rangsdorf. Dans sa serviette, il transporte un kilo de bombe d'origine anglaise. En chemin, il prend en charge son aide de camp, le lieutenant Werner v. Haeften, qui a également une bombe identique sur lui. Le général Wagner, intendant général, avait mis à disposition un avion pour le vol Rangsdorf–Rastenburg et retour, car il savait le stress que cela représentait. Le co-conspirateur, le major général Stieff, attend sur l'aérodrome avec son aide de camp Roel. À 10h15, l'aérodrome de Rastenburg est atteint et, après un trajet de dix-huit kilomètres en voiture à benne, le quartier général. Stauffenberg veut se présenter au commandant, le colonel Streve. Comme celui-ci n'est pas joignable, Stauffenberg et Haeften sont invités par l'adjudant, le Rittmeister v. Möllendorf, à prendre le petit-déjeuner au mess. Ce dernier se souvient que Stauffenberg gardait sa serviette comme la prunelle de ses yeux et la portait toujours sur lui. Au quartier général, seuls Stieff et le général des renseignements Erich Fellgiebel étaient au courant du projet d'attentat.

Après un entretien intermédiaire avec le général Buhle, Stauffenberg présente au maréchal Keitel ce qu'il veut dire en détail au Führer lors de l'exposé du compte-rendu militaire. Il apprend alors de Keitel, à son grand désarroi, que le briefing a été avancé à 12h30 en raison de la visite de Mussolini. Cela a bouleversé les rendez-vous fixés à 13h30 avec le Bendlerblock. Malgré cela, Stauffenberg s'en tient à son plan. Peu avant la réunion, qui commence également à 12h30 précises, Stauffenberg demande une pièce dans laquelle il veut se rafraîchir. L'aide de camp de Keitel, le lieutenant-colonel v. Freyend, lui propose sa chambre. Là, avec l'aide de v. Haeften,

Stauffenberg change de chemise en toute hâte et brise la capsule de verre de la bombe avec une pince plate. L'acide qui s'en dégage fissure le fil relié au percuteur, qui est ainsi libéré et se précipite dans le détonateur. La bombe avait un fil si fin que son explosion devait se produire après un peu plus de dix minutes à partir du moment où la capsule de verre était brisée.

Lorsque Stauffenberg ressortit, John v. Freyend lui proposa de porter son sac, compte tenu de ses graves blessures de guerre, mais il refusa. Keitel, Buhle et d'autres officiers attendaient déjà le début de la réunion devant la baraque en bois entourée de béton. L'adjudant de la Luftwaffe de Hitler, v. Below, demanda à ces messieurs d'entrer. Ce n'est qu'à ce moment-là que Stauffenberg demanda à v. Freyend de prendre son dossier et de lui réserver une place à proximité de Hitler. Freyend s'exécuta et déposa le dossier à environ trois mètres de Hitler, sur la chaise prévue pour Stauffenberg. Ce dernier resta dans l'antichambre et informa le sergent Adam, qui tenait le téléphone dans la Kartenhaus, qu'il attendait encore un appel urgent de Berlin. Qu'on le fasse donc sortir. En réalité, il avait été convenu avec le général des troupes de renseignement Fellgiebel de faire passer cet appel, ce qui fut fait par l'officier de renseignement, le lieutenant-colonel Sander, qui fit dire à Stauffenberg de se rendre chez Fellgiebel après la réunion.

Un peu plus tard, Stauffenberg est entré dans la Lageraum. La réunion avait déjà commencé. Stauffenberg salua brièvement de manière militaire. Hitler lui rendit son salut avec sérieux. Le général Heusinger fit un rapport sur la situation sur le front de l'Est. Après avoir parcouru le front roumain, il évoqua la situation tendue dans le secteur central. Heusinger indiqua que les réserves étaient épuisées et qu'il fallait des troupes fraîches en provenance du gouvernement général et de la patrie, sur lesquelles Stauffenberg devait faire un exposé. Le temps pressait. La bombe faisait tic-tac. Elle devait exploser à tout moment, ce qui aurait signifié la mort certaine de Stauffenberg. Mais le sacrifice de soi n'était pas à son programme. Il se considérait comme indispensable, contrairement aux usages honorables qui consistaient à expier par un sacrifice personnel la violation condamnable d'un serment, afin de créer les conditions nécessaires à

la réussite du coup d'État. C'est Hitler lui-même qui le sauva en ordonnant : *« Non, pas maintenant, plus tard, à la fin de la réunion, Stauffenberg pourra faire une conférence ».* Stauffenberg était sauvé. Il demanda à Keitel, en chuchotant, de pouvoir téléphoner. Keitel acquiesça. Il demanda au colonel Brandt de surveiller sa sacoche. Il revenait tout de suite.

Stauffenberg a donc quitté la pièce presque sans être observé et s'est précipité vers le bunker de renseignements où l'attendait Haeften. La réunion s'est poursuivie sans lui. Juste avant de quitter la pièce, Stauffenberg avait posé son dossier de la chaise sur la table à cartes. Celui-ci cachait désormais la carte déployée lorsque Hitler évoqua à nouveau le secteur sud. Le général Schmundt l'a donc retirée de la table et l'a placée à droite du socle en chêne massif de la table à cartes, créant ainsi un certain mur de protection entre Hitler et la bombe.

À 12h45 exactement, il y eut une énorme détonation, comparable à l'explosion d'une grenade de cinq à dix centimètres. Stauffenberg n'avait pas rencontré Fellgiebel qui, selon le plan, devait, après l'attentat, couper toutes les communications en provenance et à destination du quartier général en les faisant exploser. Au lieu de cela, Stauffenberg était assis avec son aide de camp dans la voiture qui avait démarré, à environ deux cents mètres de là, devant le bunker de Fellgiebel. Il aurait vu des flammes, de la fumée et des corps déchiquetés s'envoler de la salle des cartes, dont ses propres camarades qu'il était prêt à sacrifier de sang-froid en se ménageant. Au silence mortel qui suivit l'explosion succédèrent des appels et des cris.

Sans prendre contact avec Fellgiebel comme convenu, Stauffenberg s'est enfui sans réfléchir. Le premier obstacle fut la garde du cercle d'exclusion 1, elle aussi effrayée par l'explosion. Elle refusa le passage. Mais Stauffenberg prit le lieutenant de garde au dépourvu en sautant brièvement de la voiture, en décrochant simplement le combiné du téléphone dans la cabine de garde et en prétendant avec assurance avoir l'autorisation de passer. Ce bluff a réussi et deux minutes seulement après l'attentat, Stauffenberg a pu franchir la porte. Le deuxième obstacle était la garde sud du quartier général. Il fut stoppé par le Feldwebel Kolbe, qui lui refusa le passage

en raison de l'explosion entendue. Stauffenberg appela alors le Rittmeister v. Möllendorf, avec lequel il avait déjeuné quelques heures auparavant. Le général Fromm l'attendait de toute urgence, il devait se rendre immédiatement à l'aérodrome. Il raccroche à nouveau le téléphone, puis dit au sergent : *« Vous avez entendu, je peux passer »*. Mais le sergent ne se laissa pas déconcerter et appela à son tour l'aide de camp du commandant du quartier général pour s'en assurer. Ce n'est que lorsque ce dernier a autorisé le passage que l'adjudant l'a laissé partir.

Si je suis si bien informé sur les événements, c'est parce que deux mois plus tard, le Führer lui-même m'a nommé commandant de combat des sept quartiers généraux et que j'ai dû m'occuper des manquements du 20 juillet dans le cadre de mes fonctions. Le commandant de la Wolfsschanze près de Rastenburg – l'un des quartiers généraux de Hitler –, le colonel Streve, a été placé sous mes ordres, tout comme le groupe de sécurité SS de Rattenhuber. De graves reproches ont été adressés plus tard au Rittmeister v. Möllendorf et au lieutenant de la garde du cercle d'exclusion 1. Ils n'ont sauvé leur tête que parce que des supérieurs responsables sont intervenus en leur faveur. Le Rittmeister v. Möllendorf est tombé plus tard comme chef de bataillon de ma brigade d'accompagnement du Führer à Bastogne pendant l'offensive des Ardennes, en tant qu'officier éprouvé et d'une bravoure exemplaire. Je garde un souvenir particulier de lui.

Il n'est pas vrai qu'avant le 20 juillet, les visiteurs du quartier général devaient déposer leurs armes lors d'une visite du Führer. Cet ordre n'est venu que plus tard et ne s'appliquait qu'aux personnes que l'on ne connaissait pas. Personnellement, j'ai toujours porté mon pistolet, même lors d'entretiens avec le Führer. J'étais prêt à perdre la tête si, malgré tout, quelque chose devait arriver.

En tout cas, il était tout à fait possible pour Stauffenberg d'abattre Hitler et de se faire ensuite justice lui-même. Mais il préférait laisser mourir les autres et entraîner sans hésiter dans son malheur d'innombrables camarades complices.

Ce n'est vraiment pas un modèle pour les futures générations de soldats. C'est pourquoi je n'ai pas jugé bon, lors d'une visite d'après-guerre à Berlin, d'aller voir la plaque commémorative dans la cour du Bendlerblock.

À 15h15, Stauffenberg et Haeften arrivèrent à l'aérodrome de Rastenburg. Le décollage eut lieu quelques minutes plus tard avec le même appareil. Le vol dura deux heures et demie. Stauffenberg était de bonne humeur. Il croyait à la réussite de l'attentat et espérait que toutes les mesures de la Walkyrie avaient déjà été prises pendant son vol, après que Fellgiebel eut donné, comme convenu, le signal du départ de la démolition prévue du bunker de communication.

Mais que s'est-il passé ou n'a-t-on pas fait en réalité ? Quelles erreurs avaient été commises par les acteurs ? Tout d'abord, la condition préalable à la réussite du renversement, à savoir la mort de Hitler en tant que porteur décisif du serment auquel tous étaient tenus, n'était pas remplie. Il était vivant, bien que blessé, devant la baraque. Stauffenberg aurait pu s'en convaincre lui-même s'il avait attendu une minute de plus. Il aurait alors encore eu la possibilité d'abattre le Führer en personne. Il aurait pu profiter de la confusion générale. Les tympans du Führer avaient éclaté, son bras droit était tellement contusionné qu'il pendait encore sans force après des mois, ses cheveux étaient brûlés et sa peau avait reçu de petits éclats, des brûlures et des écorchures. Mais l'attentat s'est révélé être pour Stauffenberg le meurtre de ses camarades innocents. Le sténographe Dr. Berger a été déchiqueté par la bombe, le colonel général Korten, le général Schmundt et le colonel Brandt ont été si gravement blessés qu'ils sont morts par la suite. Pourquoi Stauffenberg n'a-t-il pas sorti son pistolet ? Uniquement pour sauver sa précieuse vie, qu'il a finalement perdue quelques heures plus tard ? Cela aurait été courageux et exemplaire. Mais il a ainsi entraîné des centaines de camarades dans sa perte et est devenu plus ou moins coresponsable de ce qui s'est passé plus tard à Plötzensee.

Le général Fellgiebel, personnage clé de l'entreprise, a vu Hitler sortir des décombres en titubant, soutenu par Keitel et une ordonnance. L'horreur lui fit non seulement oublier sa mission de faire sauter la centrale de renseignements du quartier général du

Führer, mais il se présenta ceinturé d'un pistolet devant son Führer, non pas pour l'abattre, non, pour être le premier à le féliciter pour son sauvetage miraculeux par la Providence. Aujourd'hui encore, il aurait pu sauver nombre de ses camarades exécutés par la suite s'il avait agi conformément à la mission qu'il avait volontairement acceptée. Sa vie était perdue dans tous les cas. Mais le courage et le sens des responsabilités étaient étrangers à ces guerriers de la patrie. Les proposer aujourd'hui comme modèles à l'armée fédérale en difficulté doit sembler une gageure à un soldat qui sait et qui pense, ou alors ses vertus doivent être si misérables qu'il est inutilisable et superflu en tant que soldat. Si c'est le dernier cas, je suis pour la suppression de la Bundeswehr. En effet, on ne défend pas des systèmes tels que des empires, des républiques, des régimes autoritaires ou des démocraties libérales, mais sa patrie et son pays, qui devraient incarner pour chacun les valeurs pour lesquelles il vaut la peine de donner sa vie. Les formes d'État ne sont que des enveloppes, jamais le contenu et l'indicateur de valeur d'un dévouement désintéressé. Cela vaut également pour le serment du soldat. Le fait de pouvoir le respecter ou le rompre à sa guise conduit à l'immoralité. Celui qui rompt son serment est condamné à mort ! En discuter de manière controversée, c'est remettre en question sa patrie.

Des heures précieuses sont passées inutilement pour les conspirateurs et ont ainsi été perdues. Le porteur du serment n'avait pas été éliminé, et le serment prêté au chef de l'État, le Führer, restait donc contraignant pour tout soldat honorable. Dès le début, la condition la plus importante pour la réussite du renversement n'était donc pas remplie.

Après l'explosion, Stauffenberg n'a pas pris le temps de vérifier le succès de l'attentat ni de se concerter avec Fellgiebel, alors qu'il se trouvait devant son bunker. Il a perdu son sang-froid et a d'abord voulu se mettre lui-même en sécurité. Il se croyait tellement indispensable qu'il pensait devoir tout faire lui-même. Sa première prise de contact après son atterrissage à Rangsdorf, lorsqu'il a établi la première liaison par téléphone avec son service, est révélatrice. Non seulement sa fausse annonce de la mort de Hitler est documentée,

mais aussi son message au téléphone : *« Ici le général Stauffenberg, tout s'est déroulé comme prévu. Je ferai un rapport immédiatement après mon arrivée, dans trois quarts d'heure ».* Il s'entretint avec le colonel Mertz v. Quirnheim et apprit, à sa plus grande surprise, que le putsch n'avait pas été déclenché en raison de l'absence de toute nouvelle.

Il ne lui vint pas à l'idée qu'il n'était pas tout à fait innocent. Le lieutenant-colonel Stepp, qui était de service à l'aérodrome et qui n'était pas au courant d'un coup d'État prévu, fut témoin de cette conversation. Il s'étonna seulement de voir Stauffenberg porter les épaulettes du colonel, mais se présenter comme général. *« Puis-je vous féliciter pour votre promotion »*, demanda-t-il. *« Oui, je suis général depuis aujourd'hui »*, répondit Stauffenberg. En tant que soldat du front, on doit vraiment s'étonner qu'un officier, après un tel acte et avec une telle responsabilité, puisse trouver la pensée et le temps de penser à une auto-promotion. Mais aujourd'hui, on donne son nom à des rues et à des casernes.

Il faut savoir que deux jours auparavant, le Dr John, arrivant de Madrid à Berlin, avait informé les conspirateurs du Bendlerblock que les Alliés, même en cas d'élimination de Hitler, continueraient à exiger une capitulation inconditionnelle, même vis-à-vis des Soviétiques. Stauffenberg était donc conscient qu'il ne pouvait pas non plus attendre de facilités de la part de nos ennemis.

À ce moment-là, le quartier général savait déjà que Stauffenberg était l'artificier. Son compagnon v. Haeften en avait fourni la preuve irréfutable. En effet, sur le trajet entre le QG et l'aérodrome, il avait commis l'erreur de démonter la deuxième bombe qu'il transportait et de la jeter négligemment dans le fossé, si bien que peu de temps après, alors que Stauffenberg était lui-même soupçonné par Hitler, le chauffeur attentif qui avait remarqué le jet d'un objet avait pu être amené à trouver cette bombe désamorcée.

Mais Stauffenberg ne se doutait pas de tout cela, pas plus que du fait que, sur ordre de Himmler, le SS-Obersturmführer Piffrader se rendait à l'aérodrome de Rangsdorf pour l'arrêter. Stauffenberg a dû utiliser une voiture empruntée à l'aéroport, car on avait oublié de

faire venir sa propre voiture. Les deux voitures ont dû se croiser à Berlin sans se découvrir mutuellement.

Au quartier général même, on avait d'abord pensé, après le premier choc, à un impact total d'une bombe aérienne. Ensuite, on a soupçonné des ouvriers du bâtiment de l'organisation Todt, qui avaient récemment érigé ce Kartenhaus non consolidé, seulement recouvert de béton. Hitler fut le seul à rejeter cette accusation en déclarant :

> *« Un ouvrier allemand ne lèvera jamais la main sur moi. Un tel sacrilège ne peut provenir que du cerveau maladif d'un noble décadent ».*

Himmler était arrivé environ une demi-heure après l'attentat. Il fit immédiatement examiner le lieu du crime. L'examen de la liste des participants révéla l'absence de Stauffenberg. On s'aperçut ensuite rapidement que celui-ci avait quitté la salle des cartes peu avant l'explosion sans casquette ni serviette. Une vérification des barrages a révélé que Stauffenberg avait quitté la Wolfsschanze et s'était envolé en avion pour Rangsdorf. Le conducteur de la voiture a déclaré que plusieurs objets avaient été jetés hors de la voiture pendant le trajet. Une recherche a permis de trouver une masse explosive de neuf cent soixante-dix grammes avec deux détonateurs et un détonateur chimico-mécanique anglais. Après la découverte des restes d'une serviette dans la Kartenhaus, les soupçons pesant sur Stauffenberg se sont renforcés. On a d'abord supposé qu'il s'était rendu chez les Russes, jusqu'à ce que l'aérodrome de Rastenburg annonce le départ de l'avion Heinkel utilisé par Stauffenberg pour Berlin-Rangsdorf.

Alors que toutes ces enquêtes étaient en cours et que Stauffenberg était en route pour Berlin, Hitler s'était changé, avait reçu comme prévu le Duce annoncé et lui avait montré personnellement la baraque de fortune détruite. En interne, Hitler avait ordonné que rien de ce qui s'était passé ne soit divulgué à l'extérieur. Hitler considérait également cet attentat comme l'un des nombreux événements dirigés contre lui personnellement, mais ne pensait en aucun cas à un coup d'État bien préparé qui devait être initié par ce meurtre. Il a seulement parlé de la Providence divine qui, cette fois encore, avait gardé sa main protectrice sur lui. Il n'y voyait qu'un signe pour poursuivre son œuvre jusqu'à la victoire.

À 16h05, Stauffenberg a quitté l'aérodrome de Rangsdorf dans une voiture empruntée et n'est arrivé à son bureau du Bendlerblock que vers 16h45. Cela signifie que quatre heures entières ont été perdues inutilement, ce qui présageait déjà l'échec de ce putsch.

L'AUTEUR DE L'ATTENTAT
LE COLONEL CLAUS SCHENK GRAF VON STAUFFENBERG

Stauffenberg avait rejoint le régiment de cavalerie 17 de la Reichswehr en 1926 en tant que porte-drapeau à Bamberg. Fin 1929, après avoir fréquenté l'école d'infanterie de Dresde et l'école de cavalerie de Hanovre, il est revenu à son ancien régiment en tant qu'Oberfähnrich. En tant que jeune lieutenant, il participe l'année suivante à un stage de formation de chef de pièce d'infanterie à Döberitz et devient à partir de mars 1931 chef de section de l'escadron de lance-mines de son régiment à Bamberg. Après la prise de pouvoir, il devint officier cavalier à l'école de cavalerie de Hanovre. Le 1.1.1937, il avait été promu au grade de Rittmeister. En automne 1937, il fut assigné à l'académie de guerre, dont il sortit avec succès le 24.6.1938. Il devint Ib (ravitaillement) à la 1ère division légère à Wuppertal, que dirigeait le futur conspirateur Hoepner. Dans cette fonction, il participa pendant quatorze jours à l'invasion pacifique du pays des Sudètes. En cette même qualité d'officier de ravitaillement, il participa également à la campagne de Pologne. Pendant la campagne de France, il fut nommé au service d'organisation de l'État-major général.

Sa carrière de quatorze ans n'a pas présenté de caractéristiques exceptionnelles. Il est frappant de constater qu'il n'a jamais été chef de troupe indépendant, comme chef de compagnie ou, plus tard, chef de bataillon ou de régiment, et qu'il n'a donc pas connu le combat difficile et plein de sacrifices sur le front. Après sa promotion au grade de lieutenant-colonel le 1.1.1943, il fut nommé en février de la même année au poste de Ia d'une division de l'Afrikakorps, alors que celle-ci se trouvait déjà dans une situation désespérée dans la région de Tunis. Le 7.4.1943, il fut grièvement blessé par des avions ennemis et échappa ainsi à la captivité qui le menaçait. Il avait perdu l'œil gauche. Selon le professeur Sauerbruch, le projectile était encore

logé à l'arrière de sa tête et n'avait pas été retiré en raison du refus de Stauffenberg. De plus, il avait perdu son bras droit et il lui manquait l'index et l'annulaire de la main gauche. Après la guérison de sa blessure, il fut transféré le 1.10.1943 à l'AHA (Allgemeines Heeresamt). Son supérieur direct était le lieutenant-général Olbricht, l'un des résistants les plus actifs. Le 1.7.1944, Stauffenberg fut muté, avec une promotion simultanée au grade de colonel, auprès du chef d'État-major du BdE (commandant de l'armée de réserve), le général-colonel Fromm.

Il ne fait aucun doute que Stauffenberg, comme beaucoup d'autres de ses camarades, a approuvé la prise de pouvoir de Hitler pour des raisons nationales et également en tant que jeune officier de la Reichswehr sans avenir. Il a également salué le rétablissement des droits de souveraineté dans la zone démilitarisée de Rhénanie, l'introduction du service militaire obligatoire et s'est enthousiasmé pour le succès historique de la réunification de l'Autriche avec le Reich allemand. Ni l'annexion des Sudètes allemands, ni la création ultérieure d'une Slovaquie indépendante provoquée par les Slovaques et les Tchèques, ni la naissance du protectorat de Bohême-Moravie n'ont fait apparaître chez Stauffenberg une opposition sérieuse au régime, ni la campagne de Pologne et la campagne de l'Ouest qui s'en est suivie n'ont suscité la moindre remarque ou attitude critique. Lui aussi avait été pris dans l'enthousiasme général. Si, dans ce contexte, les auteurs qui lui sont favorables se contentent de rapporter *« que l'aristocrate Stauffenberg était moins à l'aise avec la composante plébéienne de la révolution nationale-socialiste et qu'il l'a toujours rejetée »*, cela n'indique évidemment pas encore une quelconque opposition sérieuse au Troisième Reich. Si, comme le fait Christian Müller dans sa biographie de Stauffenberg, on parle, à propos de la révolte de Röhm, d'une *« flambée de l'esprit de résistance »* et d'une *« évolution funeste »*, c'est sans doute davantage la crainte que les SA ne parviennent à faire valoir une véritable prétention à la concurrence face à la Wehrmacht qui s'est exprimée chez Stauffenberg, comme chez la majorité des officiers de l'époque.

Un examen historique de ces événements devra certainement constater que ce fameux putsch était en fait une initiative de l'armée,

qui devait contraindre Hitler à prendre une décision en faveur de l'armée. Je n'oublierai jamais, contrairement à ce que l'on dit aujourd'hui, l'allégresse qui régnait parmi les officiers réactionnaires appartenant à la future résistance, lorsque Hitler s'est décidé à sa manière dans le sens des militaires. Ces mêmes cercles avaient également souhaité l'élimination de la Waffen-SS en tant qu'entreprise concurrente. Mais malgré tous leurs efforts, ils n'en eurent pas l'occasion. L'intervention de Hitler, imposée par la Wehrmacht, a brisé l'épine dorsale de la SA, qui s'était développée pendant la période de combat et qui avait alors fait ses preuves. Nous, les jeunes officiers, l'avons beaucoup regretté. Nous savions que c'était justement dans les SA que s'était rassemblée une grande partie de la jeune Allemagne combative, et que sans les sections d'assaut, une prise de pouvoir par Hitler n'aurait même pas été possible. En effet, beaucoup de ces jeunes combattants, pour la plupart sans emploi, s'étaient opposés eux-mêmes à la terreur régnante dans les rues et dans les assemblées, faisant des sacrifices considérables et contribuant largement à la réussite de la révolution.

Ces SA désintéressés n'avaient plus de mission après la prise de pouvoir. Comme nous le savons aujourd'hui, ces jeunes combattants n'ont pas grandi dans les prébendes de l'État ou du Parti national-socialiste. Malgré leurs mérites, ils étaient en dehors. Mais il ne fallait pas laisser en friche une telle organisation de combat jeune et éprouvée. Il fallait lui donner une mission appropriée. Il aurait certainement été préférable qu'une grande partie de ces jeunes combattants trouvent un nouveau champ d'action au sein de la Wehrmacht. Mais c'est précisément ce que l'administration aristocratique conservatrice de la Reichswehr a su empêcher. Hitler a été leur victime à cet égard. Stauffenberg faisait certainement partie de ces personnes à l'époque, non pas parce qu'il était contre Hitler, mais parce qu'il ne voulait pas que l'indépendance de la Wehrmacht, en tant qu'État dans l'État, soit menacée par des influences étrangères.

À l'époque, ces cercles n'ont pas été dérangés par le fait que, dans le cadre de cet événement révolutionnaire, certains dirigeants de la SA aient été mis sur la touche ; ils ont toutefois été choqués que le général v. Schleicher et l'auteur du discours retentissant de Papen,

l'avocat Edgar J. Jung, aient également été victimes de cet événement ; ils faisaient en effet partie de leurs cercles intouchables. Mais on passe soigneusement sous silence le fait que c'est justement Jung et ses hommes de main qui, en raison des tensions existantes et attisées entre la SA et la Wehrmacht, avaient prévu un renversement par le haut avec l'aide de Hindenburg. Ce n'est que grâce à l'intervention énergique de Hitler qu'une éventuelle guerre civile a pu être évitée.

Jusqu'à la fin de l'année 1942, le parcours de Stauffenberg ne révèle rien d'essentiel concernant une véritable résistance contre Hitler et le national-socialisme. Il est certain qu'il a été en contact avec le « Kreisauer Kreis ». Une partie de ses amis, comme le conseiller d'État Yorck v. Wartenburg, le comte Helmut v. Moltke, le conseiller de légation Adam v. Trott zu Solz, le docteur Carlo Mierendorf, le professeur Adolf Reichwein, le docteur Julius Leber, le docteur Horst v. Einsiedel, le docteur Dietrich v. Trotha, le père jésuite Alfred Delp, le conseiller consistorial Eugen Gerstenmaier et d'autres, s'y réunissaient régulièrement pour des « cafés ». On y discutait principalement de sujets de politique intérieure. En tant que « non-politicien », Stauffenberg, pour qui ce cercle était trop conservateur, s'y heurtait à la méfiance avec ses idées peu élaborées, d'autant plus qu'il essayait de cacher ses véritables intentions politiques lors de ces réunions. On attribue généralement à Stauffenberg une conscience aiguë de sa valeur. Certains de ses camarades parlent d'une ambition démesurée et supposent qu'une altération pathologique de la conscience a pu résulter de sa blessure à la jambe. Sa *« soif d'action dévorante »* avait été jusqu'ici largement négligée. Il n'avait jamais connu les minutes d'excitation d'un combattant de première ligne avant l'attaque, ni la lutte acharnée pour chaque mètre de terrain lors de la défense. Il devait remplir sa mission derrière son bureau et voir comment d'autres atteignaient le succès et la gloire dans l'engagement actif. Cela aura été d'autant plus difficile à supporter pour lui si son biographe, Peter Hoffmann, avait raison de dire : *« Depuis sa plus tendre enfance, Stauffenberg avait le sentiment d'être destiné à quelque chose d'extraordinaire ».* Il se sentait comme un descendant génial de Gneisenau et sentait en lui le bagage nécessaire

pour « succéder à un Moltke ou à un Schlieffen ». Gerhard Ritter parle d' *« une part de volonté de puissance démoniaque »*. Mais malgré toute son ambition, sa carrière jusqu'à présent n'offrait que peu de perspectives à cet égard. En particulier après sa grave blessure et son handicap physique, il dut se rendre à l'évidence : le destin ne laissait que peu de chances à ses rêves d'avenir.

Il n'était pas devenu chef de troupe et ne pouvait probablement plus l'être. Le poste de chef de l'AHA, puis du BdE, qui lui a été proposé et qui faisait de lui un officier de bureau, même s'il occupait certainement une position d'influence, ne correspondait certainement pas à ses aspirations les plus élevées. De plus, à l'âge de trente-cinq ans, il devait nourrir des espoirs assez pessimistes quant à son affectation en tant qu'officier de carrière après la fin de la guerre, d'autant plus que, dans sa position, il estimait que la situation militaire de l'Allemagne était désespérée. Qu'allait-il devenir, lui qui n'avait pas eu l'occasion de faire ses preuves en tant que chef de troupe de haut rang et qui ne disposait d'aucune distinction de guerre. Ces deux éléments auraient certainement été des critères pour une éventuelle affectation après la guerre. En outre, son handicap physique le rendait susceptible de prendre une retraite anticipée. L'un dans l'autre, ce bilan montre peu de chances de réaliser des rêves ambitieux.

Il dut donc accepter avec reconnaissance le poste de chef de l'Office général de l'armée de terre que lui proposait le lieutenant-général Olbricht. Il prit ses fonctions début octobre 1943 en tant que lieutenant-colonel en retraite. C'est là qu'il fut confronté pour la première fois à l'un des résistants les plus actifs. C'est Olbricht qui l'a recruté et l'a mis en contact direct avec Goerdeler, mais surtout avec Beck, v. Witzleben et son ancien commandant de division Hoepner.

Une autre circonstance a également contribué à l'embauche de Stauffenberg. Le poste de l'ancien « directeur » de la résistance était devenu vacant. Le major-général Oster, chef du département de l'organisation de l'Abwehr, avait fait défaut. Il avait été mis à la retraite lorsque des papiers compromettants de son collaborateur, le conseiller à la Cour suprême Hans v. Dohnanyi, qui avait également servi dans la conspiration, avaient été trouvés dans son coffre-fort

par le conseiller à la Cour suprême Roeder, ce qui avait conduit à son arrestation et à son exécution ultérieure. Cette affaire marqua le début de la fin de la défense allemande sous Canaris. Celui-ci était, du point de vue des résistants, d'autant plus irresponsable que Dohnanyi, en plus de la conspiration menée pour Oster, gaspillait des devises à des fins personnelles et, de surcroît, se faisait verser quarante mille Reichsmarks pour l'achat d'une villa de la société Jauch und Hübner sous forme d'un prétendu prêt en Suisse.

Je ne sais pas comment on peut parler ici de modèles, lorsque des conspirateurs mettent sérieusement en danger leurs objectifs soi-disant idéalistes en commettant des délits criminels. Quoi qu'il en soit, ces événements peu honorables ont été la raison pour laquelle Olbricht, qui en avait été chargé, a dû se mettre à la recherche d'un nouveau directeur. Il jugea Stauffenberg apte à remplir cette mission, ce qu'il accepta, voyant là une occasion de se distinguer et d'inscrire ainsi son nom dans le livre de l'histoire.

C'est ainsi qu'en plus de son activité de chef d'État-major auprès d'Olbricht, qui le remplissait pleinement, et plus tard, à partir du 1er juillet 1944, de chef d'État-major auprès du BdE (Generaloberst Fromm), avec une promotion simultanée au grade de colonel, Stauffenberg se vit confier la tâche difficile et pleine de responsabilités de devenir le moteur d'un coup d'État. Cette double fonction représentait à elle seule une tâche gigantesque et une responsabilité impossible à assumer pour un homme gravement handicapé par la guerre et, de surcroît, blessé à la tête. Le principe de tout travail d'État-major général, qui consiste à se limiter sobrement et de manière concentrée à un seul objectif dans l'intérêt d'une réussite, était déjà violé ici. Mais ce n'est pas tout.

Lui-même a gravement manqué à ses devoirs d'État-major général en se laissant entraîner par sa vocation messianique et sa soif d'action vers un nouveau cumul de fonctions en tant qu'homme politique, manager général du coup d'État et assassin. Personne, ni Olbricht, ni aucun autre haut responsable de la Fronde, ne lui est tombé dessus et l'a contraint à limiter son champ d'action. C'est déjà là, c'est-à-dire dans la démesure et non dans la limitation à ce qui est faisable, que se trouvait le germe de l'échec du coup d'État du 20 juillet 1944. On ne

peut pas être à la fois chef de campagne et aide au commandement. On ne peut pas vouloir tout faire soi-même.

L'art de la direction réside dans la répartition des tâches entre des personnalités agissant de manière responsable. Car il ne s'agissait pas ici d'un coup d'État tel que nous le connaissons dans l'histoire sud-américaine, mais d'un coup d'État aux proportions véritablement gigantesques, au milieu d'une guerre à laquelle la moitié du monde participait pour mettre Hitler et le Reich allemand à genoux. Ce coup d'État devait être déclenché par un attentat et permettre au Reich d'obtenir une paix négociée, alors qu'aucune condition n'était réunie pour cela. Un événement unique dans l'histoire allemande. Le colonel-général Guderian juge :

> *« Jamais encore dans l'Empire germano-prussien on ne s'était débarrassé d'un chef d'État en l'assassinant. Pour cette raison et parce que cela n'a pas réussi, le 20 juillet restera une tache éternelle dans notre histoire ».*

Tous, y compris Stauffenberg, étaient conscients que la réussite du putsch n'était possible que si Hitler était éliminé en tant que chef d'État et commandant en chef de la Wehrmacht. Stauffenberg n'ayant pas réussi à trouver un assassin approprié, il décida lui-même de passer à l'acte. C'était d'autant plus étonnant que Stauffenberg faisait non seulement partie des catholiques croyants, même s'il ne pouvait pas être compté parmi les pratiquants réguliers, mais qu'il allait également à l'encontre de l'opinion de nombreux frondeurs de premier plan selon laquelle ce sale boulot ne pouvait être exigé d'un haut fonctionnaire d'un État. De tels arguments avaient également conduit Stauffenberg à refuser de recruter le colonel Meichssner. Face à la contre-attaque de Meichssner, qui lui demandait pourquoi il ne le faisait pas lui-même, Stauffenberg aurait répondu : *« Je ne suis pas un homme qui veut faire des autres des assassins sans être fondamentalement prêt à le faire lui-même. Mais malheureusement, je ne peux pas m'approcher de ce type ».*

C'est ainsi que Stauffenberg s'est engagé. Lorsqu'il est devenu chef d'État-major du BdE le 1er juillet 1944, il a eu accès au Führer. À partir de ce moment, il s'est trouvé dans une situation nouvelle. En tant qu'homme d'État-major calculant sobrement, il devait se demander si sa mission de directeur de la résistance était compatible

avec le rôle d'assassin. L'attentat à lui seul exigeait un homme entier. Seuls une préparation minutieuse, une réflexion et une planification jusque dans les moindres détails, y compris les éventuelles pannes et leur maîtrise, étaient les conditions de la réussite. Si l'on ajoute à cela la charge mentale et physique ainsi que la responsabilité pour soi-même et pour la vie des autres, il me semble totalement incompréhensible qu'il n'y ait pas eu ici une séparation claire et nécessaire des tâches. Or, comme l'a montré le déroulement des événements, c'est non seulement imprudent, mais aussi criminel, et cela ne parle pas en faveur des qualifications d'un officier d'État-major général. Stauffenberg a dû le ressentir. Car ses hésitations et son incertitude ne s'expliquent pas autrement.

Le 6 juillet, sur l'Obersalzberg près de Berchtesgaden, il omet par deux fois de mettre sa décision à exécution lors d'entretiens avec Hitler. La même chose se produit à nouveau le 11 juillet, puis encore une fois le 15 du même mois, alors que les mesures de la Walkyrie ont déjà été déclenchées à Berlin sur la base de la promesse de Stauffenberg de tuer Hitler cette fois-ci, sans que l'attentat prévu ne soit exécuté. Lors de toutes ces dates, Stauffenberg avait toujours la bombe sur lui. Ce fait à lui seul réfute la thèse, construite plus tard, d'une surveillance étroite des visiteurs du quartier général. Comme nous l'avons déjà expliqué, la réalisation d'un attentat contre le chef de l'État allemand ne nécessitait pas seulement un homme déterminé à tout, capable et prêt à se sacrifier, mais aussi une planification et une préparation minutieuses, dans les moindres détails, de la part de l'État-major. Là encore, les connaissances techniques, l'étude nécessaire des possibilités qui s'offraient et les préparations intensives d'entraînement d'un amateur ont fait défaut. Les conséquences ont été terribles et ont entraîné le sacrifice inconsidéré de camarades et de membres de la famille, impliqués ou non. On se plaint aujourd'hui de ces dernières, mais pas de l'auteur de telles souffrances.

Pourquoi Stauffenberg a-t-il repris sans examen le même explosif anglais avec le détonateur à retardement à l'acide qui s'était déjà révélé inefficace entre les mains de Schlabrendorff et de von Gersdorff ? Cette indication prouve déjà clairement que les planificateurs n'étaient pas des spécialistes, mais des dilettantes qui n'ont

même pas jugé nécessaire de se faire conseiller et de suivre une formation adéquate. Pour cette raison déjà, il faut dénier à Stauffenberg la capacité d'être un assassin.

En tant que spécialiste, on ne peut que s'étonner du fait que Stauffenberg compare l'explosion à la détonation d'une grenade de quinze centimètres. Comme chacun sait, un explosif n'est pas enrobé et n'agit donc que par la pression atmosphérique dans un rayon d'action très limité. Or, lors de l'explosion d'une grenade de quinze centimètres, des centaines d'éclats d'obus de cinquante kilos de fer ont un effet mortel dans un rayon de quinze mètres. Les explosifs non compactés perdent leur effet mortel au bout d'un mètre seulement. Pour cette seule raison, il est incompréhensible et imprudent que Stauffenberg n'ait utilisé qu'un kilogramme d'explosif au lieu des deux kilogrammes qu'il avait emportés et qui lui avaient été conseillés. Là encore, Stauffenberg a perdu son sang-froid et n'était pas un homme d'État-major calculant sobrement. L'excuse souvent invoquée selon laquelle il n'y avait pas de place dans sa serviette pour cette quantité est inexacte. Il aurait pu facilement y placer quatre kilogrammes d'explosifs, car les dimensions d'un kilogramme n'étaient que de neuf/huit/trente-deux centimètres, et selon d'autres rapports de cinq/quatorze/vingt centimètres. Le tout aurait très bien pu être rangé dans un classeur Leitz et habilement camouflé.

En tout état de cause, Stauffenberg et ses supérieurs ont fait preuve d'une légèreté criminelle en préparant superficiellement cet attentat sans tenir compte de la possibilité qu'il puisse être découvert et ne pas revenir à Berlin. Si l'on tient compte de toutes ces erreurs, il est difficile de parler d'une action et d'une réflexion froides et équilibrées de la part d'un général-major. Il s'agit plutôt d'une image de grande nervosité, d'agitation et de manque de concentration, voire même, en raison de sa lésion cérébrale, d'un rétrécissement de l'esprit, sans commune mesure avec la responsabilité et le sens du devoir d'un personnage clé d'un bouleversement d'une importance véritablement historique pour le monde. Cette incertitude et cette indécision se sont déjà manifestées le 15 juillet, lorsque Stauffenberg n'a pas tenu sa parole, alors qu'il savait que les mesures de la Walkyrie

étaient déjà déclenchées, et qu'il a téléphoné au lieu d'agir. Dès ce moment, Stauffenberg aurait dû être relevé de ses fonctions pour avoir mis en danger ses camarades et l'ensemble de l'entreprise à la légère. Car son comportement n'était pas excusable, mais digne d'être puni.

Le choix des moyens était déjà douteux et déshonorant. Un homme qui se propose de jouer un rôle politique et militaire important après un tel attentat ne peut pas faire exploser une bombe anonymement et s'éclipser ensuite en douce. Cela va à l'encontre de toute notion d'honneur pour un officier. La question se pose tout simplement : pourquoi Stauffenberg ne s'est-il pas servi d'un pistolet pour éliminer le porteur du serment, au besoin en sacrifiant sa propre vie ? De nombreux auteurs se sont efforcés de démontrer que Stauffenberg n'était pas en mesure de le faire en raison de son handicap. Je pense qu'il s'agit d'une excuse bienveillante fabriquée de toutes pièces. Comme le prouvent des expériences, il est tout à fait possible, même en l'absence de deux doigts et avec un entraînement approprié, de se servir d'un pistolet armé avec précision. Il aurait pu porter sa main blessée dans une écharpe, dans laquelle un pistolet caché et déverrouillé était discrètement à portée de main. De cette manière, il ne serait pas devenu l'assassin de camarades innocents et n'aurait pas non plus mis en danger la vie de ses co-conspirateurs. Car le coup d'État n'aurait été déclenché que si l'attentat avait eu le succès escompté. Mais une telle réflexion aurait été nécessaire avant. Or, cela aurait exigé un homme qui avait déjà « senti la poudre » et qui aurait dû se limiter exclusivement à la planification et à l'exécution de l'attentat. Mais Stauffenberg voulait tout faire seul et n'a donc rien obtenu.

Il était prévu de faire exploser le centre de renseignements du quartier général après une tentative d'assassinat réussie. Que s'est-il passé ? Stauffenberg, croyant avoir tué Hitler, a quitté la Wolfsschanze. Mais Fellgiebel n'a pas fait exploser le bunker de renseignements comme convenu, puisque Hitler avait survécu, et a omis de verser du vin clair à ses co-conspirateurs à Berlin. Cette panne était également la conséquence d'une mauvaise planification préalable de Stauffenberg. Pourquoi n'avait-il pas fait préparer, avec l'aide des

officiers de renseignements co-conspirateurs, sa propre liaison indépendante par téléphone, radio et téléscripteur entre Berlin et le quartier général ? Le domaine de Steindorf, propriété du comte Heinrich v. Lehndorf, se trouvait à proximité immédiate du quartier général. Il faisait partie de la résistance et a été exécuté dans le cadre des événements du 20 juillet. Ce domaine se prêtait parfaitement à l'établissement d'une liaison de renseignements indépendante et discrète. De là, Stauffenberg ou des co-conspirateurs mandatés par lui auraient pu informer le Bendlerblock sans avoir à subir la perte de temps due au vol de Stauffenberg vers Berlin. Il s'agissait sans aucun doute d'une omission fatale d'une planification d'État-major général. Il en va de même pour la planification à Berlin. Le renversement ne pouvait réussir que s'il avait été déclenché de manière soudaine et concentrée. Pour cela, il fallait une salle de réunion préparée pour les principaux dirigeants. Celle-ci devait se trouver à proximité du Bendlerblock. Ce n'est qu'après la réunion de tous les organes de direction déterminants qu'une action unitaire énergique était possible, d'autant plus qu'il s'agissait ici d'une révolte venue d'en haut. Goerdeler n'était pas joignable, v. Witzleben s'était rendu par erreur à Zossen et n'est apparu que sept heures après l'attentat. Lindemann, qui devait lire l'appel de Beck à la radio, n'était pas là, si bien qu'il fallut d'abord charger Gisevius de rédiger un nouveau projet, qui ne fut pas lu par la suite. L'émetteur radio était certes occupé par la troupe, c'est-à-dire par des non-spécialistes, mais les spécialistes prévus à cet effet restaient inactifs à la Kommandantur jusqu'à ce qu'ils soient arrêtés parce que les liaisons téléphoniques ne fonctionnaient pas et qu'aucun motard n'était disponible. Même le Reichsverweser Beck n'apparaît qu'une demi-heure après le déclenchement des mesures de Walkyrie.

Si, dans la littérature sur la résistance, on parle du fait que les préparatifs du renversement n'ont pris « couleur et visage » que grâce à Stauffenberg, et même que le comte v. d. Schulenburg les a qualifiés de carrément « classiques », toutes ces pannes témoignent exactement du contraire. Le 15 juillet, les mesures relatives à la Walkyrie avaient déjà commencé avant l'attentat prévu. Cela signifie qu'au moment de l'élimination de Hitler, on avait déjà procédé à une

mise à disposition de formations de troupes suffisamment fortes. Mais le 20 juillet, rien de tel n'avait été fait, on n'était donc pas en mesure d'agir au moment décisif. On le voit aussi au fait que les cadres qui arrivaient peu à peu au Bendlerblock restaient inactifs. Ils attendaient. Ils n'avaient pas reçu de tâches et de responsabilités prédéfinies. Il n'y avait pas d'agendas ni de répertoires téléphoniques préparés pour les mesures à prendre immédiatement. Les adresses des co-conspirateurs nécessaires, mais aussi des personnes à arrêter, étaient en partie dépassées. Le général Hoepner ne voulait pas prendre ses fonctions sans acte de nomination. Curieux rebelles ! Stauffenberg ne connaissait-il pas la mentalité de ses supérieurs co-conspirateurs ou ne leur faisait-il pas confiance pour mener à bien un coup d'État ? Était-ce la raison pour laquelle il se sentait irremplaçable ? Ou avait-il le sentiment de ne pas avoir préparé le coup d'État avec suffisamment de soin en tant qu'État-major général, de sorte qu'il pensait que seule sa participation personnelle pouvait compenser cette faiblesse ? Le fait qu'il se soit cru indispensable est contraire à l'éducation d'un officier d'État-major général et reflète son besoin maladif de reconnaissance.

Il est attesté que Stauffenberg a quitté le Lagebunker sans casquette ni baudrier et qu'il a attendu la détonation. Dans l'agitation, ces deux éléments étaient restés dans la Lagebaracke. C'est également dans cette tenue qu'il a quitté le quartier général, donc « à moitié nu », comme on disait à l'époque. Pour les personnes extérieures, cela ne peut signifier qu'un détail ridicule. Mais en réalité, cette image inhabituelle devait attirer l'attention de tout contrôleur de la garde et le rendre suspect. Le chauffeur devait lui aussi s'en apercevoir. Le fait de jeter le deuxième explosif non utilisé hors du véhicule qui se dirigeait vers l'aérodrome était tout aussi imprudent et n'a pas échappé à l'attention du conducteur. Il a signalé l'incident, si bien que l'engin explosif a été retrouvé lors d'une recherche ordonnée. Cette erreur fatale a très vite confondu Stauffenberg. Ces deux incidents révèlent le manque de planification préalable. Haeften aurait dû s'occuper du baudrier et de la casquette de Stauffenberg et les emporter avec lui. Il s'agit donc là aussi d'une erreur de planification et d'une mise en danger par négligence d'une entreprise aussi impor-

tante. De même, on ne comprend pas pourquoi Stauffenberg a attendu la détonation à l'intérieur du périmètre interdit. Cela n'aurait eu de sens que s'il avait pu tenter un deuxième attentat. Dans ce contexte, il faut sérieusement se demander pourquoi on n'a pas utilisé un détonateur électrique qui avait en outre l'avantage de pouvoir déterminer lui-même le moment de l'explosion. Il semble que l'on n'y ait guère réfléchi non plus et que l'on n'ait pas fait d'essais pratiques. Mais si Stauffenberg se considérait comme indispensable en tant que « gérant » de la résistance, on ne comprend pas qu'il n'ait pas quitté immédiatement le quartier général pour éviter le danger d'une éventuelle arrestation. Il aurait pu attendre et entendre la détonation même en dehors du périmètre de sécurité. Là encore, on constate une confusion et non une action réfléchie et sobre.

Je ne peux pas considérer un tel comportement comme une performance téméraire. Il s'agissait ici pour un général d'État-major, dans l'intérêt d'un succès, d'éliminer tout risque en pesant froidement le pour et le contre et en évitant toutes les pannes imaginables. On ne comprend pas non plus que Stauffenberg, après son arrivée sur l'aérodrome de Rastenburg, n'ait pas immédiatement contacté par téléphone le général Olbricht au Bendlerblock pour lui annoncer l'attentat. S'en remettait-il exclusivement à Fellgiebel ou tenait-il à faire patienter ces messieurs afin de pouvoir tout prendre en main lui-même à son retour ? Dans tous les cas, on reconnaît ici les inconvénients du cumul des fonctions et son intention de ne rien devoir aux autres, mais de se fier en tout à lui et lui seul.

Je ne peux tout simplement pas m'imaginer que des généraux comme Beck, v. Witzleben ou Hoepner aient fait dépendre le déclenchement et l'exécution du coup d'État du retour de Stauffenberg. Ce serait une erreur d'appréciation de l'intelligence de ces hommes. Vu la superficialité des préparatifs de cette entreprise, ils devaient s'attendre à ce que Stauffenberg soit arrêté même après un attentat réussi et ne puisse donc pas retourner à Berlin. Pour cette raison déjà, il était du devoir du manager général de la résistance de préparer et d'établir tous les plans en détail de manière à ce que tout puisse fonctionner même sans lui. Il ne fait aucun doute qu'Olbricht tenait toutes les ficelles à Berlin. Il avait déjà mis en place les mesures

de la Walkyrie avant le retour de Stauffenberg. Il était le commanditaire des plans réalisés par Stauffenberg et les avait certainement vérifiés et approuvés, de sorte que le déroulement des plans devait être possible même sans Stauffenberg.

Une fois arrivé au Bendlerblock, Stauffenberg devait se rendre compte qu'il avait perdu plus de quatre précieuses heures à cause de ses propres erreurs de disposition, heures qui ne pouvaient plus être rattrapées. Le fait que le quartier général n'ait pas été éliminé avait déjà fait échouer ses plans. Il devait s'en rendre compte au plus tard lorsqu'il rencontra Fromm. Il n'a pas compris, ou n'a pas voulu comprendre, que l'invitation de Fromm à se tirer une balle dans la tête, compte tenu de la situation, aurait été une solution honorable qui aurait sauvé la vie de nombreux co-conspirateurs. Ceux-ci auraient de toute façon pu faire valoir qu'ils avaient agi de bonne foi dans le cadre des mesures de la Walkyrie. Ici, le destin lui avait offert la possibilité de jouer au héros tragique. Je pense qu'il est exclu que Stauffenberg ait fait sienne à ce moment-là la conception construite plus tard par des historiens bienveillants : *« Ce qui compte, ce n'est plus le but pratique, mais le fait que le mouvement de résistance allemand ait osé, devant le monde et devant l'histoire, lancer le coup décisif ».* C'est par ces mots que le général v. Tresckow, l'un des conspirateurs les plus actifs, a mis fin à ses jours après l'échec du coup d'État et en sachant pertinemment qu'il allait être arrêté entre les lignes allemandes et russes. Cela devrait être respecté. Mais Stauffenberg ne pensait pas à se redresser, il voulait vivre, inscrire son succès dans le livre de l'histoire et ne pas s'en tenir à un putsch non héroïque. Mais il s'agit ici de vérifier historiquement et objectivement si, dans cette situation sans issue qu'il a lui-même provoquée, il n'a pas commis la même erreur que celle qu'il s'est permis d'appliquer à Hitler, sans se soucier du fait qu'il entraînait ainsi ses camarades co-conspirateurs dans sa perte.

Mais s'il était prêt à s'engager dans cette voie en dépit du bon sens et presque sans aucune chance de succès, il faut clairement se demander s'il était l'homme adéquat pour cela, tant sur le plan matériel que sur celui de ses qualités de dirigeant. Dans cette situation désespérée, il ne pouvait qu'agir en rassemblant toutes les forces disponibles, en se concentrant avec une énergie surhumaine et en

évitant toute erreur. Dans cette situation, il s'agissait pour lui, comme dans une bataille de chaudrons, de faire preuve d'un maximum d'ingéniosité et d'un leadership souverain inébranlable. L'a-t-il fait ? Ses allées et venues agitées d'un appareil téléphonique à l'autre, ses instructions et ses « Sattelbefehle » [?] donnés de manière brusque et frénétique ne révèlent pas encore ses qualités de dirigeant. Il s'agissait d'abord, après tous les échecs, de faire sortir les ordres préparés le plus rapidement possible. Si cela avait été bien pensé, ils auraient pu être envoyés en l'espace d'une demi-heure par ce que l'on appelle une « téléconférence ». Mais pour cela, il fallait convoquer à temps et à titre préventif suffisamment de personnel de renseignement formé, ce qui n'a pas été le cas. Or, les ordres ont été publiés de manière inappropriée en tant que FFR et gKdos, le niveau de secret le plus élevé, ce qui signifiait en pratique qu'au lieu d'atteindre dix-neuf services en même temps, ces instructions devaient être recopiées dix-neuf fois et envoyées les unes après les autres. C'est ainsi que les derniers télex ne sont parvenus aux destinataires qu'à 20 heures. Il en résulta un sentiment d'insécurité et de nervosité, ce qui conduisit les différents arrondissements militaires à s'appeler et à s'informer entre eux, sans compter que l'on demanda également au quartier général une clarification de la situation, ce qui entraîna automatiquement l'abandon des frondeurs.

La négligence avec laquelle Stauffenberg a préparé les plans du putsch se voit également dans le fait qu'aucun officier de renseignement fiable et responsable n'a été désigné dans les rangs des co-conspirateurs. Il est vrai que Stauffenberg avait des complices dans un certain nombre de cercles militaire, dont certains généraux commandants, qui étaient tout à fait accessibles pour lui. Mais là encore, il échoua en ne répondant que superficiellement à des questions précises et en se défilant en évoquant les ordres écrits à venir. Dans certains cas, il n'était pas joignable par les généraux commandants qui le rappelaient, car il était soi-disant en train de tenir des réunions importantes. Un comportement aussi incroyable envers des représentants de premier plan est à lui seul inconcevable et était de nature à détruire toute confiance. Il n'était donc pas étonnant que même ses camarades initiés ne réagissent plus qu'aux ordres de la

Wolfsschanze. À quoi servaient les incantations répétées de Stauffenberg « Le Führer est mort, j'y ai assisté moi-même », si Keitel avait déjà donné des informations contraires auparavant. Les paroles de Stauffenberg, *« Vous ne voulez tout de même pas renoncer »* ou *« Vous ne voulez tout de même pas non plus vous dégonfler »*, ne sont pas non plus de nature à faire réagir. Elles ne tiennent pas en haleine et n'expriment pas une force de persuasion particulière.

On reconnaît ici les préparatifs erronés et insuffisants du coup d'État, mais aussi l'incompétence et la mégalomanie de Stauffenberg. Depuis quand, dans une armée, des petits colonels en retraite occupant une fonction non subordonnée ont-ils été en mesure de donner des instructions opérationnelles fondamentales aux généraux commandants ou aux chefs d'armée qui sortaient totalement du cadre ? Cela relevait de la compétence du colonel général Fromm. Même Beck, v. Witzleben et Hoepner, dont tout le monde savait qu'ils avaient quitté l'armée, n'étaient pas aptes à le faire. Pour l'essentiel, ils n'ont même pas essayé. L'attitude tiède de Hoepner est significative lorsqu'il était lui-même au téléphone à la place de Fromm et qu'il fut appelé à 20h24 par le général Schaal, le commandant en chef du district militaire de Bohême-Moravie. En effet, contrairement aux instructions claires, celui-ci avait pris contact avec l'adjoint du Reichsprotektor Frank, ne l'avait pas arrêté et avait conclu un accord honorifique avec lui. Il voulait se faire confirmer cette autonomie. Hoepner l'a laissé libre de collaborer avec Frank. Peter Hoffmann écrit à ce sujet dans son ouvrage *Widerstand, Staatsstreich, Attentat* [Résistance – Coup d'État – Assassinat. Le combat de l'opposition contre Hitler] : *« Or, Hoepner avait si peu à dire sur cette situation pourtant peu banale – il n'y aurait rien de nouveau – que Schaal se décida à prendre sa propre initiative ».* C'est-à-dire qu'il se retira. Von Witzleben avait rabroué v. Stauffenberg comme un écolier à cause de sa fausse annonce et rentra chez lui. Le chef militaire était ainsi éliminé. Les difficultés de compétence bloquaient tout travail utile. Laissé seul, Stauffenberg crut désespé-rément pouvoir sauver ce qui pouvait encore l'être par des conversations téléphoniques inutiles. Lors d'une de ses dernières conversations avec son cousin v.

Hofacker à Paris, il dut admettre sa capitulation : *« Les sbires font déjà du bruit dehors dans le couloir. C'est fini ».*

Mais Stauffenberg avait aussi joué à la Vabanque[2] en tant qu'homme politique. Il prétendait vouloir sauver l'Allemagne dans sa plus grande détresse. De multiples prises de contact clandestines avec nos adversaires avaient pourtant clairement montré que l'on insistait sur la capitulation inconditionnelle, tant vis-à-vis des Soviétiques que des Alliés occidentaux. Il n'était pas question d'une cessation de feu espérée face à l'Ouest afin de pouvoir établir un front oriental stable. Stauffenberg comme ses co-conspirateurs ne voulaient pas comprendre que nos adversaires de guerre n'étaient pas tant préoccupés par la destruction du national-socialisme, que l'on considérait comme une simple affaire de politique intérieure allemande. De même, l'espoir d'obtenir des conditions plus supportables par une capitulation était irréaliste et ne se justifiait en rien.

À l'époque comme aujourd'hui, il s'agissait pour les futurs vainqueurs d'une pure politique de puissance. La seule différence réside dans le fait qu'à l'époque, les Alliés occidentaux comme les Soviétiques voulaient détruire une fois pour toutes la pièce maîtresse du centre du pouvoir européen, la Prusse-Allemagne, avec son prétendu militarisme et sa classe aristocratique dirigeante. C'était plus ou moins la force politique dirigeante qui, pour sauver sa tête, s'était rassemblée dans la résistance. Après la capitulation, il était moins question d'anéantir le national-socialisme que la junkerie prussienne, le militarisme, voire la Prusse en général. Le processus historique unique, la dissolution de la Prusse par le Conseil de contrôle allié en 1947, en violation du droit international, prouve clairement l'objectif principal des vainqueurs. Aujourd'hui, compte tenu de l'évolution de la situation mondiale, les Américains et les Anglais seraient certainement heureux de ne pas avoir commis cette erreur historique. Mais Stauffenberg n'a pas voulu comprendre que la classe aristocratique

[2] [NdT : Va banque ou Vabanque est une locution allemande issue des jeux de hasard de l'époque moderne. Elle provient de l'expression française Va banque !, signifiant qu'un joueur place une mise égale au dépôt bancaire en cours (équivalent du Banco au baccara).]

prusso-allemande, qui avait participé de façon déterminante à la révolte militaire du 20 juillet 1944, avait déjà creusé elle-même sa tombe à l'époque, une tombe que les vainqueurs leur avaient de toute façon réservée après la défaite.

AUTRES ATTENTATS PRÉVUS

Il est surprenant que la littérature sur la résistance ne mentionne jamais la tentative d'assassinat réussie du 9 novembre 1939 dans la salle de la Hofbräuhaus à Munich, menée par le solitaire Johann Georg Elsner. Comme chacun sait, Hitler y réunissait chaque année ses anciens compagnons d'armes en souvenir du putsch de 1923 à Munich. Tout avait été préparé avec soin, et même avec une précision d'État-major, par quelqu'un qui n'était pas prédestiné. L'explosion s'est produite ponctuellement, comme prévu. Seul Hitler avait quitté l'événement de manière imprévisible et surprenante quelques minutes avant l'explosion. Contrairement à l'attentat d'un comte de Stauffenberg, cet acte ne mérite-t-il pas d'être mentionné uniquement parce que celui-ci n'appartenait pas à leurs cercles et n'était qu'un petit artisan insignifiant qui a dû s'éclipser pour payer sa pension alimentaire ? Y a-t-il deux poids et deux mesures ? Cette tentative d'assassinat, menée par un homme simple comme Elsner, contredit-elle la thèse, construite à chaud après la guerre, selon laquelle il s'agissait d'une élite politique et morale qui s'est élevée contre Hitler ? Elsner n'avait aucune ambition politique. Il voulait seulement éliminer Hitler, qu'il détestait.

Selon les dernières découvertes, il avait toutefois des commanditaires anglais qui ont financé son acte. Après la guerre, le député juif Strauss a revendiqué la complicité à la Chambre des Communes anglaise. Mais il me semble qu'un attentat n'a pas grand-chose à voir avec la morale, peu importe qui le planifie et l'exécute. Il ne fait aucun doute qu'un attentat contre un chef d'État a des raisons politiques. Mais la politique a toujours été régie par l'éthique du pouvoir, qui est certes enrobée de paroles moralisatrices, mais qui n'a pas grand-chose à voir avec la morale. Même une démocratie n'en est pas à l'abri. Un attentat reste un attentat, tout comme un meurtre reste un meurtre. Mais vouloir juger et évaluer les auteurs d'attentats sous différents aspects, selon les milieux et les couches sociales dont ils sont issus ou selon qu'il s'agit d'un petit homme amoral comme Elsner ou d'un militaire ou d'un politicien hautement moral, ne tient

pas la route. Les assassins sont jugés sur leurs performances. Mais si l'évaluation des attentats se base sur ces derniers, l'inconnu Elsner se retrouve seul en tête.

Il a sondé seul le lieu et le moment de l'acte. Il a trouvé seul les moyens de se procurer les explosifs nécessaires. Il a réfléchi à toutes les possibilités et à tous les obstacles. Il a fait tous les préparatifs lui-même, de manière méthodique, voire classique, comme un chef d'État-major. Il a conçu et installé lui-même les doubles détonateurs à retardement afin d'éviter tout risque de panne. L'installation du paquet d'explosifs avec la minuterie mécanique a duré près de quatre semaines. Il a effectué ce travail de nuit, toujours avec le risque d'être découvert. La planification et l'exécution de l'attentat étaient sans faille. Il aurait pu servir de modèle à tous les assassins dont on n'a entendu parler qu'après la guerre et qui ont fait de grandes choses sans pouvoir montrer le moindre succès.

Selon ses propres dires, le conseiller à la légation Erich Kordt se serait proposé, après la campagne de Pologne, d'éliminer Hitler par un attentat à la bombe afin d'empêcher la campagne de l'Ouest dans l'intérêt de la paix. Il s'est adressé à cet effet au premier « directeur » de la résistance, le colonel de défense de l'époque Oster, en lui demandant de lui procurer les explosifs nécessaires. En tant que conseiller de la légation, il avait accès à l'antichambre de Hitler à la chancellerie du Reich. Oster s'était engagé à lui procurer la bombe.

Ce qui frappe ici aussi et qui rend le projet peu crédible, c'est simplement l'annonce ultérieure de l'intention de commettre un tel acte, sans donner au lecteur curieux la moindre information concrète sur la manière et la réalisation pratique. Car ici aussi, l'auteur devait s'attendre à un sacrifice personnel, ce qu'il semble avoir fait. Mais ici aussi, on peut se demander pourquoi il n'a pas préféré le tir au pistolet, plus sûr et moins risqué.

Si Kordt avait vraiment eu la possibilité d'approcher Hitler et la volonté de passer à l'acte, l'attentat au pistolet aurait forcément été la solution, après qu'Oster se soit déclaré incapable de se procurer des explosifs sans signer en son nom. Tout comme cette excuse disqualifie Oster en tant que résistant, Kordt se comporte de manière

tout aussi méprisante après son échec lorsqu'il dénigre son camarade de résistance Oster, *« en me serrant la main avec ces mots, cette poignée de main est restée, comme il s'est finalement avéré, la seule chose qu'il a effectivement fournie »*. Kordt aurait mieux fait de se taire après la guerre plutôt que de se donner de l'importance. Il aurait certainement rendu un meilleur service à la résistance. Cela vaut également pour le défunt Oster qui, en tant qu'officier supérieur de défense, n'était pas en mesure de se procurer des explosifs, qui faisaient pourtant certainement partie de l'équipement de ses entreprises de sabotage, sans compter qu'il aurait pu les obtenir discrètement de n'importe quel chef de troupe ami. Toujours après la guerre, deux officiers qui se connaissaient bien pour avoir travaillé au sein d'un État-major de groupe d'armées ont fait parler d'eux en tentant de s'inscrire de manière presque sensationnelle dans le livre des histoires d'assassinat contre Hitler. Il s'agissait de l'ancien colonel en retraite et futur major général Freiherr v. Gersdorff et de l'Oberleutnant d. R. v. Schlabrendorff, qui servaient tous deux au sein du groupe d'armées Centre sur le front Est sous les ordres du maréchal v. Kluge. Tous deux étaient sous l'influence du principal conspirateur, le lieutenant-général v. Tresckow, qui était le chef de l'État-major. Dans leur quête de crédibilité, les deux hommes se sont mutuellement aidés. Malheureusement, après la Seconde Guerre mondiale, il n'y a pas eu de Cour d'honneur des officiers devant laquelle tous les officiers auraient dû répondre de leurs actes, comme ce fut le cas après la défaite de la Prusse par Napoléon. Cela a été impossible pendant l'occupation, puis indésirable sous les deux gouvernements partiels à l'Est et à l'Ouest, car la représentation des intérêts allemands n'était pas exigée et n'aurait pas été acceptée par les vainqueurs.

Schlabrendorff s'est fait connaître très tôt après l'effondrement avec sa brochure « Offiziere gegen Plitier » [Les officiers contre Plitier], à une époque où il était encore impossible pour le commun des mortels de publier quoi que ce soit. Lors de la publication de la première édition, il a manifestement manqué de discernement par rapport à l'évolution politique qui s'annonçait. La retenue appropriée et la modestie prudente n'étaient pas son fort. On reconnaît sa précipitation au fait que dans sa deuxième édition, tous les noms des

communistes et des membres de l'armée rouge ne figurent pas sur son tableau d'honneur, alors qu'il les avait auparavant placés sur un pied d'égalité avec les victimes du 20 juillet. Mais cela n'était entretemps plus opportun en raison de l'évolution politique en Allemagne de l'Ouest.

Afin de ne laisser aucun doute sur la crédibilité de Schlabrendorff, son éditeur v. Gaevernitz écrit qu'il a consigné dès l'été 1945 les déclarations de son client afin de *« fixer ses souvenirs sans les troubler, avant qu'ils ne soient effacés par de nouvelles impressions »*. Je pense que les événements d'une tentative d'attentat contre le chef du Reich devraient, compte tenu d'un événement aussi exceptionnel, être si bien gravés dans la mémoire qu'il n'est pas nécessaire de les consigner dans un procès-verbal. Le 15 mars 1943, Hitler avait rendu visite au groupe d'armées Centre, avant de retourner le jour même à son quartier général près de Rastenburg. Le général v. Tresckow prétend avoir attendu auparavant une telle occasion pour arrêter Hitler avec une troupe prétendument fiable. Je pense qu'il s'agit là aussi d'un conte de fées. En ce qui concerne la fiabilité supposée d'une telle opération, elle a peut-être été valable pour certains officiers conspirateurs, mais jamais pour une troupe. Il s'agit certainement d'un acte de foi facile. En tout cas, cette troupe n'était pas disponible à ce moment-là, si bien que Schlabrendorff a décidé de devenir lui-même assassin. Il n'était pas un spécialiste des explosifs, mais prétendait s'être suffisamment familiarisé avec les moyens et les possibilités disponibles. Il faut dire qu'il était officier d'ordonnance et non pionnier.

On comprend donc pourquoi lui et ses amis ont jugé à tort que les explosifs anglais étaient meilleurs que les explosifs allemands, car ils ne pouvaient être mis à feu qu'avec une mèche. Apparemment, ces experts n'avaient pas encore entendu parler d'une minuterie mécanique ou électrique. Comme Stauffenberg, Schlabrendorff opta plus tard pour le détonateur à retardement mécanique et chimique qui, en dix minutes ou en quelques heures, selon le choix, rompt un mince fil métallique et permet au percuteur, tendu par un ressort en acier, de se projeter sur une amorce qui, à son tour, fait exploser le détonateur et donc l'explosif avec une flamme instantanée. Pour déclencher ce

mécanisme, il faut d'abord écraser la capsule d'acide qui dépasse de la mine adhérente [Haftmine] (appelée Clam) comme une sorte de goulot de bouteille. Une Clam pèse environ cinq cents grammes. Schlabrendorff parle de deux engins explosifs utilisés, v. Gersdorff de quatre mines antipersonnel formées en deux bouteilles. Une Clam mesure environ quinze/sept/quatre centimètres, deux mesurent donc quinze/sept/huit centimètres. On a d'abord dit qu'il s'agissait d'un paquet de bouteilles de cognac, puis d'un paquet de bouteilles de Cointreau. D'après v. Gersdorff (quatre mines antipersonnel), il devait donc s'agir de deux bouteilles de quinze centimètres de haut, quatorze centimètres de large et huit centimètres de profondeur, des dimensions qui devaient approximativement être camouflées en deux bouteilles de Cointreau.

Ces dimensions jouent en effet un rôle en ce qui concerne la crédibilité des assassins sans témoins. Le général v. Tresckow aurait demandé pendant le repas au lieutenant en chef Brandt, l'un des accompagnateurs de Hitler, d'emporter un paquet contenant deux bouteilles de cognac en guise de cadeau pour le major-général Helmuth Stieff, chef du département d'organisation de l'OKH. Brandt a promis de le faire, sans se douter que sa vie était ainsi mise en danger par de prétendus camarades. Lorsque l'on partit pour l'aérodrome, Schlabrendorff prépara en toute hâte le paquet décrit ci-dessus, en insérant un détonateur dans l'ouverture prévue à cet effet, sans toutefois armer les deux ou quatre Haftmines (mines adhérentes) en écrasant la capsule d'acide. Il avait choisi un détonateur d'une durée de fonctionnement d'une demi-heure. Ce n'est que juste avant de partir pour l'aérodrome qu'il dit avoir écrasé la capsule d'acide avec une clé. Dans aucune de ses déclarations, il ne mentionne la goupille de sécurité, qui devait également être retirée si les Hafmines devaient fonctionner.

En raison de cette erreur humaine, il ne s'est évidemment rien passé et l'avion du Führer a atterri comme prévu deux heures plus tard à Rastenburg. Mais, ô horreur, qu'advient-il du cognac, c'est-à-dire du paquet d'explosifs ? Schlabrendorff doit donc appeler Brandt et le prier de ne pas le remettre, car il veut venir lui-même s'en occuper personnellement. Pour moi, la question se pose : n'y avait-il

pas un ami fiable au quartier général qui était prêt à faire cela ? Comment est-il possible qu'un petit officier d'ordonnance puisse se rendre aussi facilement au quartier général et y être admis ? Le récit de Schlabrendorff sur le désamorçage des explosifs dans un compartiment de wagon-lit est tout aussi mystérieux, bien sûr sans témoins ! Pendant la guerre, il ne m'a pas été possible, étant donné que j'étais un officier supérieur, d'obtenir un compartiment de wagon-lit. Pourquoi n'a-t-il pas retiré le détonateur immédiatement après avoir reçu le paquet ? Était-il assez courageux pour aller jusqu'à la gare avec ce colis et assez imprudent pour mettre en danger d'autres personnes dans le train ? Toutes ces descriptions, qui ne peuvent être prouvées, font naître en moi les plus grands doutes, qui sont encore renforcés lorsque l'on examine à la loupe les détails techniques contradictoires.

Une fois, Schlabrendorff parle du fait qu'en vérifiant le mécanisme de mise à feu, il a constaté que le percuteur s'était déplacé vers l'avant, mais que l'amorce ne s'était pas déclenchée. Il s'agirait toutefois d'un cas vraiment unique. Il aurait donc également dû retirer la goupille de sécurité, ce sur quoi l'expert Schlabrendorff est resté muet jusqu'à présent. Selon moi, Schlabrendorff devait avoir intérêt à prouver à ses co-conspirateurs qu'il n'y avait pas eu d'erreur humaine de sa part. Il devait donc présenter la pièce à conviction. L'a-t-il fait et à qui ? Peut-il également prouver, si le percuteur a effectivement été actionné, qu'il ne l'a pas fait lui-même par la suite pour ne pas se ridiculiser ? Le 30 juin 1948, à Nuremberg, Schlabrendorff a témoigné lors du procès contre le ministère des Affaires étrangères et le haut commandement de la Wehrmacht :

> *« J'ai ouvert le paquet d'explosifs et j'ai constaté que le détonateur avait d'abord fonctionné, mais qu'à la périphérie du détonateur, le détonateur n'avait pas explosé ».*

Ici, ce n'était donc pas l'amorce, mais le détonateur qui n'avait pas fonctionné. Des années plus tard, son auteur Hoffmann l'a présenté ainsi : *« L'amorce avait été brûlée, le détonateur en avait été noirci à l'extérieur ! »* Lors du débat télévisé du 21 avril 1975, on a de nouveau dit que le détonateur avait failli. Qu'est-ce qui est juste maintenant ? Il

serait bon que Monsieur v. Schlabrendorff s'exprime de manière convaincante dans l'intérêt de la crédibilité.

Contrairement à la préparation minutieuse de l'assassin Elsner, qui a tout sécurisé deux fois, on ne peut pas épargner à Schlabrendorff le reproche d'avoir agi à la légère et d'avoir ainsi déjà prouvé son erreur humaine. Dans son rapport, il parle du détonateur, du percuteur et de l'amorce. Cela signifie tout de même qu'il n'a équipé les quatre Haftmines utilisées que d'un seul détonateur au lieu de quatre. Était-ce de la légèreté ou ne comprenait-il pas son métier ? Tant que toutes ces questions ne sont pas résolues, je ne peux pas croire à cette tentative d'assassinat et je dois supposer qu'il a inventé quelque chose après la guerre pour attirer l'attention sur lui.

Je ne porte pas un jugement très différent sur l'entreprise de Gersdorff. J'ai entendu pour la première fois en captivité cette histoire qu'il a lui-même racontée et qui a été reprise comme telle par un certain nombre d'autres camarades. Lui aussi avait été convoqué à Nuremberg. Là, il a déclaré en tant que témoin au procès de l'OKW le 14 avril 1948 :

> *« Comme la durée d'allumage du détonateur chimique à retardement était d'environ quinze minutes, l'exécution de l'attentat n'a pas été possible ».*

Il ne parle à aucun moment du déclenchement des Haftmines qu'il dit avoir portées sur lui dans les poches droite et gauche de son manteau. Il a défendu la même version dans son rapport du 1er janvier 1946 et même plus tard. En effet, Gersdorff avait été désigné pour expliquer les armes soviétiques exposées à l'intérieur de l'arsenal après la cérémonie de commémoration des héros de 1943 à Berlin, à laquelle Flider avait participé. Gersdorff voulait profiter de cette occasion favorable pour se faire exploser en compagnie de Hitler. Selon ses propres dires, il voulait donc faire un sacrifice personnel héroïque. Dès lors, tout spécialiste qui porte un jugement objectif doit émettre de sérieux doutes quant au choix des moyens.

Si v. Gersdorff s'était résolu à se sacrifier et ne voulait pas vivre « l'après », le moyen le plus simple et le plus sûr de réussir était de prendre le pistolet. Après l'échec de la tentative d'assassinat dans l'avion huit jours auparavant, le manque de fiabilité des Haftmines

Clam avec leur détonateur à acide aurait dû alerter Gersdorff. De plus, il ne pouvait ni déterminer ni reconnaître le moment exact de la détonation. Il aurait porté dans chaque poche de son manteau une Clam de seulement cinq cents grammes chacune. Avec ces petites quantités, il n'aurait réussi que s'il avait embrassé Hitler au moment de l'explosion. Mais comment pouvait-il déterminer ce moment précis ? S'il avait marché immédiatement à gauche de Hitler et que la Clam qui se trouvait dans sa poche gauche avait explosé, il ne se serait pas passé la même chose qu'avec la Clam qui se trouvait dans sa poche droite et qui aurait donc pu tuer Hitler. Il est probable que v. Gersdorff aurait été déchiqueté, mais pas Hitler. Même à une distance inférieure à un mètre, l'onde de choc aurait été inefficace. Cette méthode ne peut être qualifiée que d'absurdité grossière. Les deux Clams n'auraient pu exploser simultanément que s'ils avaient été reliés par une mèche. Mais Gersdorff, qui n'est pas un spécialiste, ne dit rien à ce sujet.

Hitler était bien sûr pressé et a rapidement interrompu la visite. Le baron v. Gersdorff, en sa qualité d'officier de défense du groupe d'armées Centre, avait été convoqué par son chef d'État-major v. Tresckow pour voir et expliquer les armes russes capturées. Il est frappant de constater que le quasi-assassin v. Schlabrendorff dit lui avoir remis tôt le matin à son hôtel les deux Haftmines du même type que celles qui avaient échoué auparavant. Contrairement à ses récits antérieurs, v. Gersdorff rapporte dans son livre *Soldat im Untergang* [Soldat en perdition], à la page 131, ce qui suit :

> *« ... Comme je ne pouvais pas prévoir combien de temps il (Hitler, ndlr) parlerait et combien de temps l'orchestre jouerait ensuite, il était exclu que je puisse déjà actionner les détonateurs (c'est-à-dire les deux détonateurs des Clams placés dans les poches droite et gauche de mon manteau, ndlr) pendant la cérémonie. J'ai pris un cachet de Pervitin que Tresckow m'avait donné par mesure de sécurité et je me suis rendu à l'entrée des salles d'exposition pendant le récital de musique final. J'y ai rencontré le colonel général Model et le directeur du musée. Nous nous sommes tous les trois alignés à l'entrée... Il fallut cependant attendre encore un bon moment avant que Hitler n'apparaisse... Hitler était accompagné de Himmler, Keitel, Dönitz, Schmundt ainsi que de deux ou trois officiers d'ordonnance. Sur le pas de la*

porte, Hitler se retourna soudain et dit : 'Monsieur le maréchal v. Bock, je vous prie, en tant qu'ancien commandant en chef du groupe d'armées Centre, de vous joindre à moi'. Bock s'inclina de manière un peu exagérée et entra dans la pièce avec son officier de réserve, le major Hans Carl Graf v. Hardenberg-Neuhardenberg. J'ai profité de ce moment où l'attention de tous était tournée vers Hitler, Bock et Hardenberg, pour actionner le détonateur de l'Haftmine 'Clam' qui se trouvait dans la poche gauche de mon manteau. J'avais l'autre 'Clam' dans la poche droite de mon manteau. Mais j'avais déjà levé le bras droit pour faire le 'salut allemand', comme mes deux voisins. Hitler ne serra la main qu'à Model. La visite commença alors, et je me pressai contre le côté gauche de Hitler. Lorsque j'ai voulu donner des explications sur différents objets exposés, Hitler n'a manifestement pas écouté. Même lorsque j'ai attiré son attention sur un aigle napoléonien que des pionniers allemands avaient trouvé dans le lit de la rivière lors de la construction d'un pont sur la Bérézina, je n'ai pas obtenu de réponse. Au lieu de cela, Hitler s'est dirigé – ou plutôt, il a couru – vers la sortie latérale. À la sortie, du côté de l'arsenal, à proximité duquel se trouve le monument aux morts, Flider a pris congé de Model et de moi en levant l'avant-bras droit à angle droit, comme le veut la coutume. Hitler n'avait pas prononcé un mot et n'avait presque rien regardé pendant la courte traversée de l'exposition ».

Je ne suppose pas que Hitler se soit senti instinctivement menacé par une tentative d'assassinat et qu'il ait interrompu la visite pour cette raison. Mais Gersdorff aurait dû attirer l'attention dans son manteau militaire sur mesure, s'il avait transporté dans les poches latérales de ce dernier des Clams de quatre centimètres d'épaisseur. Je ne me souviens pas non plus qu'en 1943 déjà, l'armée allemande saluait avec le salut allemand. Cela n'a été ordonné qu'après le 20 juillet 1944. Mais il se pourrait qu'à l'intérieur du bâtiment, la casquette ait été retirée et qu'il faille donc saluer avec le salut allemand. Quoi qu'il en soit, la casquette était alors portée dans la main gauche et n'était pas libre pour écraser la capsule d'acide. Je considère donc que le récit de Gersdorff est irréaliste et qu'il s'agit d'un récit inventé de toutes pièces. À sa place, j'aurais préféré garder le silence. Le choix d'un détonateur à retardement ne témoigne pas non plus d'un degré d'intelligence particulier de la part d'un officier d'État-major général. En tout cas, l'utilisation d'un détonateur à pression ou à tirage, voire d'un détonateur électrique avec une

batterie de poche, aurait été plus appropriée, sans parler de l'utilisation du pistolet. Ce n'est qu'avec de tels détonateurs qu'il aurait pu déterminer le moment des explosions et compter sur un succès modeste.

Mais pourquoi Gersdorff s'est-il écarté de sa première version, à savoir la prétendue communication de Schmundt selon laquelle Hitler ne disposait que de peu de temps pour visiter l'exposition, et qui consistait à dire qu'il avait renoncé à l'allumage pour cette raison ? Lui a-t-on reproché de faire de l'esbroufe ? Il a également une justification peu convaincante. « Il aurait nié le déclenchement du détonateur pour la seule raison qu'il ne voulait pas être accusé d'avoir tué ses amis accompagnant Hitler, comme Szymonsky et Hardenberg, afin d'éliminer le corrupteur ». Il serait extrêmement important pour la clarification d'un fait historique aussi important que Gersdorff s'exprime en détail sur tous les doutes qu'il a exprimés et qu'il a soulevés. Cela serait indispensable pour sa crédibilité.

Il faut aussi une explication crédible sur la fin de la tentative d'assassinat, qui a de nouveau échoué. Hitler était parti, mais Gersdorff s'était retrouvé seul avec sa mine adhérente armée, risquant d'être déchiqueté à tout moment. Pour cela aussi, il a une excuse toute simple. Il s'est précipité vers le premier cabinet de toilette venu, y a tout jeté et est parti sans savoir ce qui s'était passé ensuite. Qu'y a-t-il jeté ? La Clam amorcée, les deux, ou seulement le détonateur déclenché ? Même le détonateur n'a pas pu être évacué. Personne n'a entendu de détonation ni constaté de dégâts dans les toilettes. Si M. v. Gersdorff ne veut pas emporter tous ces secrets dans sa tombe sans les avoir élucidés et s'il ne veut pas être soupçonné à tort de vantardise, il est grand temps de dissiper toutes ces zones d'ombre. Son témoin Schlabrendorff n'est pas le mieux placé pour apporter son aide.

Une autre tentative d'assassinat contre Hitler mérite d'être mentionnée, car elle a été planifiée de manière particulièrement odieuse et détestable. Son auteur était le major général Stieff, qui fit également remettre les explosifs anglais à Stauffenberg par l'intermédiaire des lieutenants Bernhard v. Klammroth et Albrecht v. Hagen, qui révélèrent leurs noms lors de leur interrogatoire et les livrèrent

ainsi au bourreau. Hitler prévoyait de se faire présenter les nouveaux uniformes et équipements prévus pour la campagne de Russie. Stieff a tout de suite vu là une possibilité d'attentat à l'explosif. Dans un premier temps, le jeune capitaine Axel von dem Busche s'était déclaré prêt à se faire exploser avec une bombe dans la poche de son manteau pendant la visite de Hitler, Göring et Himmler, ainsi que tous les participants, y compris les soldats sans méfiance qui faisaient la démonstration. Mais il n'en fut rien, car l'arrivée des objets de démonstration fut retardée. Ensuite, von dem Busche a fait défaut, car il a été rappelé au front et grièvement blessé quelques jours plus tard.

Ensuite, le 11 février 1944, cette conspiration devait être reproduite. Au lieu de von dem Busche, Stauffenberg avait recruté le lieutenant Ewald Heinrich v. Kleist-Schmenzin. Cette manifestation dut également être annulée, car Himmler avait un empêchement.

Enfin, la démonstration du nouvel uniforme de combat des unités d'assaut avec bagages, fusil d'assaut et grenades à main avait été préparée pour le 7 juillet 1944 à proximité du château de Kleßheim. Quatre jours auparavant, les généraux Stieff, Wagner, Fellgiebel et Lindemann s'étaient déjà réunis avec Stauffenberg au « Berchtesgadener Hof » pour discuter de tous les détails de l'attentat. Trois sous-officiers gradés ayant fait leurs preuves sur le front, avec de hautes distinctions et une barrette d'or pour le combat rapproché, avaient été expressément choisis pour recevoir la distinction de pouvoir rencontrer un jour leur Führer en personne, en reconnaissance de leur bravoure démontrée. Comme v. Kleist-Schmenzin n'était pas disponible, les explosifs devaient désormais être placés dans les bagages d'assaut des sous-officiers qui ne se doutaient de rien. Il est difficile d'imaginer une plus grande bassesse et une plus grande brutalité, imaginées par des officiers d'arrière-front et de bureau qui n'avaient jamais senti la poudre. Le fait que ces messieurs aient été exécutés par la suite ne peut être considéré, aujourd'hui encore, que comme une justice compensatoire.

Hermann Giesler, l'un des meilleurs architectes de Hitler, écrit dans *Ein anderer Hitler* (Un autre Hitler[3]) à la page 445 :

> *« Après la démonstration d'armes, Adolf Hitler a annulé la présentation du nouvel équipement de combat en raison d'un dépassement de temps et d'un rendez-vous fixé pour le compte-rendu militaire. Nous sommes retournés au Berghof. Lors de la démonstration, j'avais toutefois remarqué un petit général qui se distinguait du reste de l'État-major militaire par son importance et son agitation. 'Qui est ce petit gars ?' avais-je demandé à l'adjudant SS. 'C'est le major général Stieff', m'avait-il répondu.*
>
> *Le fait que des traîtres aient planifié de mettre la bombe dans le sac à dos de trois soldats ayant fait leurs preuves sur le front et qui devaient être présentés au Führer pour voir un nouvel uniforme a provoqué une véritable horreur dans toute la population ainsi que dans les cercles de la Wehrmacht, surtout chez les hommes et les sous-officiers ».*

On ne peut pas verser une larme sur des planificateurs de telles atrocités.

[3] [NdT : *Un autre Hitler*, publié, en français, chez didi18edition.com.]

LE 20 JUILLET À PARIS

Pour les présentations suivantes des multiples et monstrueux crimes de trahison et de sabotage commis par la Résistance, je me suis principalement appuyé sur les ouvrages documentaires *Der 20. Juli und der Landesverrat* [4], *Sabotage gegen Deutschland* [5] et *Verschwörung gegen Deutschland* [6] de l'auteur Karl Balzer, parus aux éditions K. W. Schütz KG en 1967, 1974 et 1978, qui sont si bien documentés qu'ils n'ont pu être contestés par aucune partie.

Le complot n'avait pu s'imposer dans aucun des arrondissements militaires du territoire du Reich. À Vienne, les hauts dirigeants de la SS et du Parti avaient bien été convoqués au commandement général, mais il n'y eut qu'une arrestation partielle, annulée par une conversation téléphonique avec Keitel.

Il en fut autrement à Paris. L'invasion avait commencé le 6 juillet 1944. Le 17 juillet, le maréchal Rommel avait été grièvement blessé. Le même jour, les Soviétiques lançaient leur offensive sur le front sud. Le 18 juillet, Caen et St Lô étaient tombés. La décision sur la victoire ou la défaite devait être prise en France. Il était clair pour tous les observateurs que la bataille de l'invasion serait décidée au plus tard dans le courant de l'année. Seule une nette victoire défensive allemande, et donc une victoire des armes allemandes à l'Ouest, pouvait libérer suffisamment de forces pour la bataille décisive à l'Est. Il s'agissait donc pour nous, Allemands, de décider de cette bataille au bon moment, avec des forces supérieures concentrées et avec la volonté indispensable de gagner sur le lieu de débarquement désigné par l'ennemi.

Ce n'est pas pour rien que Hitler avait envoyé en France le maréchal Rommel, « renard du désert » expérimenté et plein de ruses, en tant que commandant en chef du groupe d'armées B, et l'avait

[4] [NdT : Le 20 juillet et la trahison nationale.]
[5] [NdT : Sabotage contre l'Allemagne.]
[6] [NdT : Complot contre l'Allemagne.]

chargé de préparer la défense contre une telle entreprise terrestre alliée. C'est Rommel qui a inventé le concept de défense avancée rigide. L'ennemi devait donc être battu de manière si décisive dès son débarquement qu'il ne lui restait aucune possibilité de former de grandes têtes de pont, tandis que le commandant en chef de l'Ouest, le maréchal v. Rundstedt, pensait pouvoir détruire l'adversaire débarqué de manière opérationnelle dans les profondeurs de la zone.

Mais qu'en était-il, au tournant de l'année, de la préparation d'une telle bataille décisive et de la confiance en la victoire d'une partie décisive des chefs militaires chargés de ce combat ? On ne peut que frémir de leur repli face à la volonté affichée de nos adversaires d'exiger la capitulation sans condition et le démantèlement du Reich et de l'Europe occidentale, comme l'issue de la guerre l'a prouvé devant l'histoire. Ici, en France, des illusionnistes défaitistes étaient à l'œuvre, qui pensaient la guerre perdue avant même l'invasion et souhaitaient des négociations d'armistice. Leur illogisme résidait dans le fait que, d'un côté, ils reconnaissaient certes la nécessité d'un front solide comme condition sine qua non de négociations fructueuses, mais que, de l'autre, ils ne s'engageaient qu'à moitié dans la préparation défensive nécessaire à cet effet, en mobilisant une grande partie de leurs forces de volonté par la mise en avant de plans de renversement. L'illusion de Rommel consistait également à pouvoir diviser la capitulation inconditionnelle face à l'Occident et aux Soviétiques. La fièvre du renversement et de l'armistice des conspirateurs devait naturellement affaiblir considérablement l'esprit de l'armée combattante. C'est ici que les États-majors de la résistance, qui se vantent habituellement de leur précision, ont commis une erreur de calendrier. 1944 n'était pas 1947, lorsque la guerre froide a commencé et que les amis sont devenus des ennemis.

Le général conspirateur v. Stülpnagel, qui était depuis toujours un corps étranger au sein du Troisième Reich, se trouvait à Paris en tant que commandant militaire. Paris se trouvait loin du feu et offrait en outre des avantages supplémentaires par rapport au difficile front de l'Est. On s'y sentait aussi beaucoup moins dérangé et moins observé, loin du quartier général et de Berlin. Il était donc beaucoup moins difficile de mettre en place un vaste cercle de conspirateurs à l'aide

d'une « mafia » intrigante occupant des positions clés et relativement peu surveillée. Les bonnes relations familiales ont fait le reste.

C'est ainsi que le résistant Oberleutnant d. R. Graf Fritz v. der Schulenburg s'est discrètement infiltré dans la commission du valeureux général Unruh – appelé à l'époque « Heldenklau » – qui devait passer au peigne fin la patrie et l'arrière-front à la recherche de soldats prêts à être envoyés au front. Cela passait d'autant moins inaperçu que ce dernier, ancien vice-président de la police de Basse-Silésie, était encore le gentil camarade de Parti NSDAP. Avec un tel casier judiciaire vierge, il n'était pas difficile, dès 1943, de rechercher des amis politiquement proches lors des visites des plus hauts commandements militaires pour Beck, Goerdeler et Stauffenberg, et de mettre en place une politique de recrutement adaptée à la résistance parmi les amis de conviction.

Stülpnagel lui-même se sentait redevable envers son ancien supérieur Beck et était ami avec lui. Son État-major comprenait l'un des conspirateurs les plus actifs, le lieutenant-colonel d. R. Dr. Caesar v. Hofakker, qui avait les contacts les plus étroits avec le groupe de conspirateurs berlinois et qui, de surcroît, était un cousin de v. Stauffenberg. En outre, il connaissait bien le général d'infanterie v. Falkenhausen, commandant de la Wehrmacht en Belgique, qui faisait lui-même partie, avec Stülpnagel, du cercle de résistance de longue date.

Mais v. Stülpnagel n'était pas commandant de front et n'avait pas de formations de combat. Le commandant en chef v. Rundstedt était un vieux maréchal prussien expérimenté qui se sentait obligé d'assumer ses difficiles tâches de commandement militaire. Il n'était pas du genre à se laisser entraîner dans des conspirations. Il a bien pris connaissance de certaines conversations négatives émanant de son entourage, mais sans jamais s'engager ni même s'impliquer activement en politique. Participer à des projets de coup d'État ou même fomenter un attentat contre le Führer du Reich, auquel il avait juré fidélité, n'était sans aucun doute pas sa spécialité.

Mais qui pouvait être, du point de vue de la résistance, l'homme qui, en raison de son nom éprouvé et de sa personnalité captivante,

devait être convaincu de servir de point de mire à un coup d'État incompréhensible pour la troupe ? Seul un homme tel que Rommel, si bien mis en avant par les médias du Troisième Reich, semblait apte à remplir cette fonction, même selon les conspirateurs. Seulement, ses collègues maréchaux le considéraient comme un parvenu et n'avaient pas oublié que sa carrière avait débuté au début de la guerre en tant que chef du commando d'accompagnement de Flider. De plus, ses camarades au plus haut niveau avaient pris l'habitude de lui dénier toute capacité de chef de guerre. Peut-être y avait-il aussi une certaine jalousie. En principe, on le considérait comme un commandant de division extrêmement courageux et plein de ressources, et peut-être même comme le général commandant un corps d'armée, mais jamais comme un général prédestiné au plus haut niveau. Son pessimisme dans les situations difficiles n'avait pas échappé à Hitler. Pourtant, la résistance avait justement besoin de lui comme figure symbolique pour la troupe et la Patrie.

Une certaine aliénation s'était produite dans sa relation avec son Führer, qu'il aimait tant auparavant, du fait que Rommel était d'avis, après l'abandon du théâtre d'opérations nord-africain, qu'il fallait évacuer l'Italie plus ou moins en une seule fois pour des raisons d'économie de forces. Hitler était d'avis, contrairement à cette opinion, que l'on laissait ainsi l'Italie aux Alliés comme vaisseau-mère pour les avions, avec seulement de courtes distances d'approche en direction du Reich et des champs pétrolifères de Roumanie dont on avait un besoin urgent.

Il ne fait aucun doute que Rommel était d'une importance capitale pour Hitler et les conspirateurs. Mais comme on supposait que Rommel n'était pas comme eux dans l'esprit des conspirateurs et qu'il était considéré comme peu fiable, on s'est habilement débrouillé pour lui attribuer comme co-conspirateur actif le lieutenant-général Dr. Hans Speidel en tant que chef d'État-major général du groupe d'armées qu'il dirigeait.

Pour Speidel, il s'agissait de gagner son commandant en chef à la résistance. Dans son livre *Invasion 1944* (page 81), il raconte ses efforts en détail de la manière suivante :

« L'objet des premiers entretiens avec le commandant en chef était, entre autres, les réflexions de l'ancien maire de Leipzig, le Dr Goerdeler, qui avaient été transmises au chef de l'État-major général – à savoir Speidel – par le maire en chef, le Dr StröIin, le 14 avril à Freudenstadt pour Rommel. Fin 1943, Goerdeler avait demandé à Strölin de prendre contact avec le maréchal Rommel. Celui-ci devait être convaincu que Hitler et son régime devaient être éliminés pour sauver l'Allemagne et l'Europe. Le maire de Stuttgart, que Rommel estimait depuis longtemps comme un homme énergique et perspicace, s'était référé à son premier entretien avec Rommel en février 1943. Lors de cette réunion, les possibilités d'un changement de régime et d'une fin de la guerre avaient été discutées.

Des informations du côté militaire, entre autres du colonel général à la retraite Beck et de l'intendant général, le général d'artillerie Wagner, complétaient le tableau. Les jugements s'accordaient sur le fait que des moyens de mettre fin à la guerre devaient être trouvés immédiatement, avant que la catastrophe inévitable ne coupe toute possibilité de négociation ».

Tout cela semble très beau, mais à cette époque, il n'y avait aucune possibilité de négociation, seulement une capitulation inconditionnelle ! Pour le 15 mai 1944, Speidel a convenu avec le colonel i. G. Kossmann, le chef d'État-major de v. Stülpnagel, dans une maison de campagne près de Mareil-Marly, d'une discussion entre Rommel et v. Stülpnagel sur la fin de la guerre à l'Ouest et le renversement du régime national-socialiste, sur laquelle on serait tombé d'accord.

Des contacts permanents et particuliers existaient entre les conspirateurs du Bendlerblock à Berlin ainsi que leurs organes auxiliaires à Zossen, le siège de l'OKH, et la centrale à Paris avec les hommes autour de Stülpnagel. Ainsi, comme à Berlin, Paris avait été alerté dès le 15 juillet, lorsque Fromm et Stauffenberg s'étaient envolés ensemble pour Rastenburg. Là, Stauffenberg avait déjà la bombe sur lui, à l'insu de Fromm. L'attentat n'a pas eu lieu uniquement parce que Himmler n'était pas venu et que Hitler avait interrompu la réunion avant la fin. Déjà à l'époque, Olbricht avait lancé les mesures de « Walkyrie » à Berlin, mais celles-ci ont pu être présentées plus tard comme une alarme d'essai et donc camouflées. Déjà là, Fromm aurait dû avoir des doutes et des soupçons à son retour ; car cette alarme avait également été déclenchée à son insu.

Après la chute de Stalingrad, v. Stülpnagel était déjà allé si loin qu'il avait fait établir par son confident, le Dr Hans Buwert, chargé par le ministère des Affaires étrangères de la direction de la maison d'édition française du groupe Hachette, des liaisons via Madrid et Lisbonne, afin de discuter avec l'ennemi des possibilités de négociations. Cette initiative, qui n'avait absolument rien à voir avec ses obligations de service, était incontestablement une trahison. Cet acte d'indépendance, qui n'avait absolument rien à voir avec ses obligations de service, constituait sans aucun doute une trahison. Ce cas ne permettait déjà pas de soutenir la thèse selon laquelle les auteurs du 20 juillet n'étaient pas des traîtres à la nation. Ici aussi, v. Hofacker avait les mains dans le cambouis. Il avait été présenté à Buwert par le comte Helldorf et le comte Dohna.

Ces contacts ont été rendus publics par des révélations russes ultérieures. Selon ces informations, Churchill aurait certes pris connaissance avec bienveillance de l'offre d'évacuation de la France et de poursuite de la lutte contre l'Union soviétique, mais Roosevelt aurait rejeté avec la plus grande fermeté de tels fantasmes.

Il est choquant que l'on soit allé encore plus loin et que l'on ait négocié avec la « Résistance » française, dans un cas même avec l'aide d'un colonel français de de Gaulle, afin de parvenir à une certaine collaboration avec celle-ci après un coup d'État réussi.

Alors que le soldat allemand devait faire des sacrifices quotidiens dans la lutte contre la résistance française, ses chefs s'entretenaient en secret avec leurs assassins. Un tel comportement en temps de guerre ne peut être qualifié que de démoralisation la plus condamnable.

On voit déjà ici l'attitude destructrice de ces conspirateurs, qui ne s'explique que si l'on est prêt à accepter d'emblée la perte de la guerre. Mais si l'on veut mener des négociations d'armistice sérieuses, qui devraient conduire à une paix acceptable, cela présuppose tout de même une position forte, une tenue du front, donc un succès défensif clair, mais jamais une évacuation volontaire ou une ouverture des portes du Reich. Or, celui qui a joué avec de telles idées n'est à mes yeux rien d'autre qu'un traître et donc un criminel.

Que s'est-il passé en détail le 20 juillet 1944 à Paris et en France ? Bien plus tôt qu'à Berlin et ailleurs, le général Blumentritt, en tant que chef d'État-major responsable du commandant en chef Ouest (à l'époque le maréchal v. Kluge, Rundstedt ayant déjà été remplacé), reçut vers 15 heures la grave information selon laquelle Hitler était mort. Le porteur de cette annonce était, de manière significative, le quartier-maître en chef du commandant en chef Ouest, le colonel Eberhard Ludwig Finckh, donc un subordonné de Blumentritt. Lorsqu'on lui demanda d'où provenait cette information, Finckh indiqua le lieutenant-général v. Stülpnagel. Cette voie hiérarchique devait déjà paraître étrange et attirer l'attention. Il faut savoir que Finckh était un proche de Stauffenberg et qu'il lui avait rendu visite six semaines avant de prendre ses fonctions en France. Il était donc parfaitement au courant de tous les plans. En réalité, Finckh avait reçu dès le matin un appel du quartier-maître général Wagner de Zossen lui annonçant que « l'exercice était lancé ». Ce mot-clé avait été convenu entre Beck, Stauffenberg et Finckh si l'attentat prévu se concrétisait. Hofacker avait reçu la même information de Berlin. C'est ainsi que Finckh, comme convenu, appela v. Hofacker après avoir reçu cette information et reçut la confirmation de ce dernier.

De même que dans le Reich, le mot-clé « Walkyrie » déclenchait des mesures précises, de même en France, le mot « exercice » déclenchait l'exécution d'ordres ayant pour but le coup d'État. Conformément aux ordres, Finckh avait apporté son message déclenchant le coup d'État à St Germain, au centre de commandement du maréchal v. Kluge. Ce quartier général n'était cependant occupé que par Blumentritt, car le commandant en chef utilisait lui-même le poste de combat de Rommel à La Roche-Guyon, après son absence suite à sa grave blessure. Blumentritt, complice mais non impliqué dans le complot, appela immédiatement v. Kluge, mais dut constater qu'il n'était pas là et qu'il se trouvait en mission sur le front. Avec Speidel, présent sur place, il prit rendez-vous avec son commandant en chef, sans rien révéler de ses informations. Le trajet dura environ une heure et demie. Il arriva à La Roche-Guyon en même temps que le feld-maréchal qui revenait de son voyage au front. Il était environ 17h30.

Tout d'abord, v. Kluge trouva un message disant qu'une tentative d'assassinat sur le Führer avait échoué. Mais en même temps, il reçut deux appels du Reich, sans que le porte-parole ne donne son nom : le Führer était mort, il devait maintenant prendre une décision. Alors que Kluge était encore au téléphone, un télex anonyme lui fut lu depuis son poste de combat à St. Germain, selon lequel Hitler n'était pas mort. D'après le rapport de Blumentritt, rédigé ultérieurement, les deux hommes se creusaient la tête à cause des messages contradictoires. Tout comme Fromm à Berlin, v. Kluge se fit mettre en contact avec le quartier général du Führer en Prusse orientale. Il demanda le général Warlimont, le représentant du général en chef Jodl, mais ne put le joindre car celui-ci avait une réunion avec Keitel. Il parvint finalement à joindre le chef du service d'organisation, le major général Stieff. Il ne se doutait pas qu'il parlait à l'un des principaux conspirateurs et s'étonna seulement de la réponse à la question de savoir si Hitler était mort, avec cette étrange contre-question : *« Comment avez-vous appris que le Führer était mort ? Le Führer se porte parfaitement bien et est de bonne humeur ».* Comme Blumentritt s'en souvient ensuite, v. Kluge lui aurait dit :

> *« Si cela avait réussi, la première mesure aurait été de cesser les tirs de V-1 sur l'Angleterre, et la deuxième étape de prendre contact avec les commandants en chef alliés ».*

Si cette déclaration de Kluge a été rapportée fidèlement par Blumentritt, cela signifie tout simplement que Kluge devait être au courant du projet de coup d'État.

Après ces réunions d'information, Blumentritt fut chargé de convoquer Stülpnagel et le commandant de la Luftwaffe à l'Ouest, le maréchal Sperrle, pour un entretien. Il ne reste plus qu'à constater que les plus hautes instances de commandement en France n'ont rien entrepris qui aille dans le sens du coup d'État.

À Paris, en revanche, les choses étaient différentes. Le général v. Stülpnagel fit appeler par téléphone, comme prévu dans le plan, tous les hommes nécessaires à l'action par son officier d'ordonnance, le lieutenant Baumgart. Au fur et à mesure qu'ils se présentaient, ils recevaient immédiatement leurs ordres et entraient en action. Le commandant de Paris, le lieutenant-général v. Boineburg-Lengsfeld,

et son adjoint, le major-général Brehme, qui portait encore la *Blutorden* [la médaille de l'Ordre du sang] de 1923, ont joué un rôle important. Ils alertèrent immédiatement le régiment de sécurité numéro un, dirigé par le lieutenant-colonel v. Kraewel, qui avait pour mission d'arrêter les chefs du SD et les chefs suprêmes de la SS parisiens avec tous les membres du service de sécurité allemand. Stülpnagel justifia cette mesure par le fait qu'un attentat avait été perpétré contre le Führer et qu'un putsch de la Gestapo avait eu lieu à Berlin. Cette action était probablement préparée. Un plan précis de tous les logements des SS et des SD était disponible. Tout comme à Berlin, personne ne se doutait des dessous de l'affaire.

L'opération s'est déroulée sans heurts et vers minuit, mille deux cents SS étaient en prison. Ils ont été maîtrisés sans résistance et enfermés dans la prison de la Wehrmacht à Fresnes et dans les casemates de l'ancien fort de l'Est. Tout cela n'a pu se dérouler sans heurts que parce que les officiers comme la troupe ont cru à la prétendue tentative de putsch de la Gestapo contre Hitler. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient le chef supérieur de la SS et de la police française, le SS-Gruppenführer Oberg, et le chef supérieur du SD de Paris, le SS-Standartenführer Dr. Knochen, avec leurs États-majors. Dans le logement du régiment de sécurité, on préparait déjà les lieux d'exécution avec des sacs de sable, où les condamnés à mort devaient être exécutés. Les officiers et la troupe agissaient de bonne foi. Personne n'a eu à rendre de comptes par la suite. Mais il est tout aussi clair que personne n'aurait mené cette action s'il n'avait pas été trompé par les fausses informations du bureau de Stülpnagel.

En revanche, les co-conspirateurs du service de Stülpnagel, le chef de l'État-major général, le colonel von Linstow, le chef de l'administration militaire, le directeur ministériel Dr. Michel, et Hofacker furent exécutés peu après. L'arrestation des chefs SS n'a d'ailleurs aucune signification, car une partie des jeunes officiers a réussi à s'échapper. Ils préviennent immédiatement l'Oberführer Kurt Meyer de la division Waffen-SS « Hitlerjugend », qui se trouve sur le front, et qui informe immédiatement Sepp Dietrich de ce qui se passe à Paris. Ainsi, même un putsch réussi à Paris n'aurait été que de courte durée.

Le général von Stülpnagel était la force motrice. Il était l'un des rares conjurés principaux à assumer pleinement les tâches qu'il avait acceptées. C'est ce qui ressort également de l'entretien rapporté qu'il eut vers 18 heures avec le colonel général Beck à Berlin *« Stülpnagel »*, dit Beck, *« vous êtes maintenant au courant des derniers événements ». « Oui, certainement »*, dit Stülpnagel. *« Alors j'ai à vous demander »*, dit Beck, *« si vous vous joignez à moi ? »* Stülpnagel : *« Sans aucun doute. J'ai déjà ordonné l'arrestation de l'ensemble du SD. Il ne faudra pas longtemps pour que les chefs SS responsables soient arrêtés. La troupe ici, comme ses chefs, sont fiables ».* Beck : *« Quoi qu'il arrive, les dés sont jetés ; il n'y a plus qu'à avancer ».* Stülpnagel : *« Je m'en porte garant ».* Puis vint la question décisive de Beck : *« Que va faire Kluge ? »* Stülpnagel : *« Je ne peux pas répondre avec certitude à cette question. Le mieux est de lui parler vous-même ».*

Peu après, Stülpnagel reçut l'ordre par téléphone de se rendre à 20 heures avec son chef d'État-major au poste de commandement de Kluge pour une réunion.

Kluge a également été contacté par Beck. Après que ce dernier eut brièvement décrit la situation à Berlin et dans le territoire du Reich sur la base des mesures prises, il invita Kluge à *« donner le signal de l'apostasie générale en se joignant ouvertement à l'action de Berlin ».* Mais comme l'annonce radiodiffusée de l'échec de l'attentat, diffusée entre-temps, était disponible, Kluge demanda : *« Quelle est vraiment la situation au quartier général ? »* Beck répondit : *« En fin de compte, cela n'est-il pas indifférent si nous sommes décidés à agir ? Kluge, je vous pose ici une question très claire : approuvez-vous l'action menée ici et vous soumettez-vous à moi ? »* La conversation ne pouvait pas se dérouler de manière plus dramatique. Kluge a éludé la question et s'est référé une fois de plus à l'annonce radiodiffusée. Pour lui, en tant que soldat et commandant en chef de l'Ouest, il était indispensable de clarifier la situation. Beck, en désespoir de cause, se fit alors encore plus insistant : *« Kluge, pour qu'il n'y ait pas de doute, je vous rappelle nos derniers entretiens et accords et vous demande : vous soumettez-vous clairement à moi ? ».* Kluge, qui se souvenait très bien et qui avait déjà suffisamment d'expérience avec les conspirateurs suite à ses contacts avec son ancien chef d'État-major dans le secteur central du front de l'Est, répondit : *« Je dois d'abord*

m'entretenir avec mes supérieurs locaux, en l'état actuel de la situation. Je vous rappellerai dans une demi-heure ».

Comme il était clair pour lui que Hitler était vivant, il ne voyait aucune raison de le rappeler. Lors de la réunion qui commença à 20 heures, Stülpnagel pensa que le confident v. Kluge était désormais décidé à agir après l'entretien prévu avec Berlin. Mais il fut très vite détrompé. Après que v. Hofacker eut entamé la conversation en décrivant tous les détails des liens existants entre Beck, Stauffenberg et Stülpnagel, Kluge, déçu, mit fin à cet entretien : *« Bien, messieurs, l'attentat a échoué. Tout est terminé ».* Excédé, Stülpnagel répliqua : *« Monsieur le maréchal, je pensais que vous étiez au courant du plan. Il faut faire quelque chose ».* Kluge : *« Rien ne peut plus être fait. Le Führer est encore en vie ».*

Pour Stülpnagel, le monde s'écroula. Il se leva pour aller respirer de l'air frais sur le balcon et, à son retour, il était complètement apathique. C'est dans cette atmosphère qu'arriva le maréchal Sperrle, qui ne resta que peu de temps et refusa également une invitation à dîner. Il avait probablement le sentiment que la situation ne s'y prêtait pas. Il ne voulait probablement pas non plus être impliqué dans une discussion, éventuellement en tant que témoin. Il est reparti.

Le dîner qui suivit fut silencieux, voire fantomatique. Le documentaire « Walkyrie » du Dr Prigge en témoigne particulièrement. Pendant le repas, Stülpnagel demanda au feld-maréchal Kluge de lui parler en privé. Les deux hommes quittèrent la pièce avec Blumentritt comme témoin, expressément invité par Kluge. Ce n'est qu'à ce moment-là que Stülpnagel annonça les mesures de sécurité qu'il avait prises à Paris.

Kluge fut visiblement effrayé : *« Bon sang, qu'avez-vous fait ? »* Stülpnagel : *« J'ai donné l'ordre d'arrêter tous les SS à Paris ».* Kluge : *« Mais vous ne pouviez pas le faire sans mon ordre ».* Stülpnagel : *« J'ai essayé de vous joindre par téléphone dans l'après-midi, mais vous n'étiez pas à votre quartier général, j'ai donc agi selon mon propre jugement ».* Kluge : *« D'accord, mais sous votre responsabilité ».* Kluge incita ensuite Blumentritt à demander au chef d'État-major de Stülpnagel si des mesures avaient effectivement été prises pour arrêter les SS. Lorsque le colonel von

Linstow a confirmé que « rien ne pouvait plus les arrêter », Kluge s'est adressé à Stülpnagel : *« Écoutez, le mieux que vous puissiez faire, c'est qu'ils se mettent en civil et qu'ils disparaissent ».* Il ordonna ensuite à Stülpnagel de relâcher immédiatement tous les SS arrêtés. Il s'agissait d'une réaction inhabituelle qui ne pouvait être que le fruit de la mauvaise conscience de Kluge. Selon les lois de la guerre, il aurait dû arrêter Stülpnagel.

Mais Stülpnagel ne se cacha pas. Blumentritt, qui, à son retour à Saint-Germain, trouva parmi les télex reçus celui de Keitel, dans lequel tous les ordres reçus de Berlin étaient annulés, partit immédiatement pour Paris. Sa première visite fut pour l'État-major de la marine. Il y trouva tous les responsables, prit connaissance du télex reçu de von Witzleben et apprit que l'amiral Krancke, à l'OKW, avait par hasard parlé au téléphone avec le grand amiral Dönitz, qui avait déclaré que tous les ordres venant de Berlin étaient invalides. Sa visite suivante, bien après minuit, le conduisit au quartier général de la police de sécurité. Il constata que toutes les personnes arrêtées avaient déjà été relâchées. Lorsqu'il demanda des nouvelles du chef de groupe Oberg, on lui répondit qu'il était en bons termes avec Stülpnagel et qu'il était d'excellente humeur. Il s'y rendit immédiatement et constata avec étonnement que Stülpnagel et ses anciens détenus étaient effectivement assis joyeusement les uns à côté des autres. Un événement incroyable si l'on considère que v. Stülpnagel avait prévu d'exécuter en premier ses partenaires de soirée qui buvaient avec lui.

L'historien Wilhelm von Schramm écrit à ce sujet :

> *« Il y a une chose que ces chefs SS ne savaient pas plus que le général Blumentritt ou l'ambassadeur à Paris Abetz, lorsqu'ils ont dit que quelques personnes incriminées auraient probablement été exécutées après une révolte réussie. Cela aussi doit être dit ici pour la vérité et l'exhaustivité de notre récit : dans la cour de l'École Militaire, où logeait le régiment de garde n°1, les sacs de sable avaient également été montés dès minuit, devant lesquels devaient être fusillés les chefs SS dont la sentence de mort aurait peut-être été prononcée à l'aube par le tribunal militaire prévu. Ce pare-balles préparé a été enlevé en toute hâte à l'aube du 21 juillet, avant même que la troupe n'entre en scène ».*

Le rapport du juriste Bargatzky, qui faisait partie de l'équipe de Stülpnagel, nous apprend ce qu'il en était vraiment de l'état d'esprit du service Stülpnagel :

> *« Tandis que la voix dégoulinante de sang de Hitler retentissait sur toutes les chaînes et promettait une terrible vengeance, les portes de la prison parisienne se refermaient derrière des centaines d'hommes du SD. Stülpnagel, à deux heures de route, luttait avec Kluge pour l'exécution (Stülpnagel n'avait plus le courage lors de son entretien avec Kluge – l'auteur). Le baron v. Teuchert conjura Linstow de maintenir l'arrestation jusqu'au retour de Stülpnagel. Nous fûmes les trois seuls à nous mettre d'accord après une brève consultation : Paris devait assumer l'héritage de Berlin. C'est de l'Ouest, où l'insurrection s'était déroulée comme une horloge, que les [chemises] brunes du Reich devaient recevoir le dernier coup fatal (c'est-à-dire le coup de poignard – l'auteur). Stülpnagel devrait donner l'ordre d'abattre, sans procès si nécessaire, les quatre SS en chef (donc meurtre – l'auteur) et ouvrir les vannes aux troupes d'invasion d'Eisenhower et de Montgomery (donc mutinerie, sabotage et trahison – l'auteur), afin qu'elles se dirigent vers le Rhin avec les formations allemandes. Nous en avions déjà parlé auparavant, alors que nous étions sur le point de désespérer que la tentative d'assassinat n'aboutisse jamais. Le général Speidel avait gagné. Discrètement, il avait déployé les divisions SS sur les ailes les plus éloignées du front d'invasion ».*

Je reviendrai sur le rôle désastreux de Speidel dans le prochain chapitre. Je peux seulement dire d'emblée que ses idées, et malheureusement aussi celles de Rommel, n'étaient pas la volonté de vaincre, mais la capitulation et les négociations d'armistice. Mais celles-ci ne pouvaient être atteintes sans une rupture avec Hitler. Speidel ne faisait certainement pas partie de ceux pour lesquels le général Blumentritt, au nom de tous les officiers d'État-major général, envoya un télégramme de dévotion au Führer :

> *« À l'occasion de l'attentat manqué contre votre vie, mon Führer, je vous transmets les félicitations et les salutations de fidélité les plus respectueuses de l'ensemble des officiers d'État-major général de l'armée de l'Ouest ».*

Au sujet des officiers d'État-major général, je voudrais faire les remarques suivantes : les officiers d'État-major général sont nécessaires et l'État-major général est un organe utile pour le commandement des troupes. Les officiers d'État-major général doivent décharger les

troupes et les chefs d'armée du travail manuel, ils doivent conseiller le chef des troupes, seul responsable, sur le plan tactique et stratégique et le décharger des tâches administratives et d'approvisionnement, c'est-à-dire aussi de ces nécessités quotidiennes.

Le général et les chefs de troupe au front ont besoin de cette détente pour conserver, au contact permanent de la troupe combattante et en faisant appel à toute leur personnalité, la liberté de décision nécessaire qui découle de la situation sans cesse changeante du front et de la volonté de vaincre. Il est grave que les chefs d'armée et de troupe soient encombrés d'officiers d'État-major général qui ne se mettent pas au service de leur mission originelle, qui veulent eux-mêmes diriger ou séduire et qui, par leur défaitisme, ne font qu'entraver la volonté et l'élan des chefs de troupe au lieu de les soutenir. La responsabilité du succès et de l'échec incombe dans tous les cas au chef de troupe, jamais à l'officier d'État-major général. Il est un auxiliaire de commandement. C'est pourquoi, après la Première Guerre mondiale, il était inutile de se demander si c'était Hindenburg, un peu lourd, ou Ludendorff, plus agile mentalement, qui avait remporté Tannenberg. C'est Hindenburg qui a dû prendre la décision pour tous les plans de bataille présentés, mais aussi en assumer la responsabilité. La victoire et la défaite sont souvent très proches l'une de l'autre.

Dans les deux cas, le chef de troupe est le seul responsable et doit porter le chapeau en cas de catastrophe, tout comme les lauriers de la victoire lui reviennent. Mais les États-majors généraux qui n'ont pas la volonté de gagner, mais qui font du défaitisme, de la résistance politique et militaire ou, pire encore, de la volonté de perdre, le critère de leur action, sont et resteront à jamais des saboteurs et des criminels pour une troupe qui s'engage dans la lutte pour la victoire. En tout cas, je me serais fortement défendu si le premier officier d'État-major général de ma division avait exercé une influence négative sur l'éducation, l'esprit et l'attitude de ma troupe. Je l'aurais chassé ou, dans des situations critiques, je l'aurais traduit en cour martiale. Les officiers d'État-major général sont des organes auxiliaires formés d'un commandement de troupe volontaire. Celui qui outrepasse ses compétences n'est pas apte à occuper son poste et

devrait être remplacé. L'erreur a été de permettre aux organes auxiliaires de s'arroger des tâches de commandement qui ne leur incombaient pas. C'est au fond la tragédie et l'échec d'hommes tels que Kluge et Rommel : par une camaraderie mal comprise et en tant que prétendus gentilshommes, ils ont laissé se produire des peccadilles qui étaient en réalité des crimes. C'est là que réside en réalité leur culpabilité. Une troupe mutinée a toujours suscité notre répulsion. Les organes de direction qui agissent de la sorte ou qui planifient de manière conspiratrice sont tout aussi inutiles et méprisables. Ils doivent remplir la mission qui leur a été confiée par la direction politique en étant conscients de leurs responsabilités. S'ils sont éduqués différemment, leur mission est d'emblée remise en question. Il faudrait alors avoir le courage de les supprimer. Dans chaque armée, des notions telles que la décence, la loyauté, l'honneur, la fiabilité et la camaraderie sont des valeurs éthiques de premier plan. Celui qui les enfreint, consciemment ou inconsciemment, commet un péché et remet en question la valeur de toute armée.

À l'exception des traîtres et des saboteurs, qui siégeaient principalement dans les hauts États-majors de l'OKW et de l'OKH ainsi que dans les groupes d'armées, les officiers d'État-major général ont également accompli tout leur devoir pour leur peuple et leur patrie – fidèles à leur serment d'allégeance – de manière exemplaire pendant la Seconde Guerre mondiale.

Il est certain qu'après les événements du 20 juillet 1944 à Paris et en France, un grand nombre d'hommes auraient « passé l'arme à gauche » si, précisément dans les rangs des SS arrêtés, il n'y avait pas eu d'autres principes moraux que ceux défendus par les forces de la résistance. À propos de l'attitude des chefs SS libérés de prison, v. Schramm écrit :

> *« Il y avait cet étrange chef supérieur de la SS et de la police française, l'Obergruppenführer Oberg. Il n'était pas très apprécié au sein de l'État-major de commandement, ni même en partie au sein de l'État-major du commandant militaire. Mais à cette époque, il faisait honte à certains de ses adversaires. Il était peut-être têtu sur d'autres sujets, mais dans ce cas, il respectait les lois non écrites de la bienséance entre camarades. Il n'appréciait certainement pas que le SD n'ait pas joué un rôle très héroïque dans la nuit*

du 20 juillet, mais le fait qu'il ait renoncé à toute forme de vengeance plaide en sa faveur.

Il est certain qu'Oberg en savait plus qu'il ne l'a dit sur cette nuit. Il aurait certainement pu refroidir ses ardeurs et en corrompre quelques-uns après avoir compris tous les tenants et aboutissants. Mais il est évident que cela ne correspondait pas à son caractère.

Oberg avait fait appel dès le début à un homme comme Blumentritt et – il est difficile de dire s'il était à moitié ou totalement au courant – il a donné à un complice la chance de délimiter l'enquête comme celui-ci en avait besoin ».

Le maréchal Kluge envoya dans la nuit le télex suivant à Adolf Hitler :

« L'attentat contre votre vie, mon Führer, entrepris par une main meurtrière impitoyable, a échoué grâce à un coup de pouce bienveillant de la Providence. En même temps, au nom des trois parties de la Wehrmacht qui me sont subordonnées en tant que commandant en chef de l'Ouest, je vous félicite et je vous assure, mon Führer, de notre fidélité inaltérable, quoi qu'il arrive ».

Stülpnagel fut convoqué par téléphone à Berlin pour faire un rapport. Il pressentait son destin. Pendant son voyage, il fit une halte sur les anciens champs de bataille près de Verdun pour se faire lui-même justice. Cela n'a pas marché. Il se tira une balle dans l'œil et fut grièvement blessé et hospitalisé. Après un séjour de quinze jours à l'hôpital, il fut transféré à Berlin, expulsé de l'armée, condamné à mort par le Volksgerichtshof et exécuté. Dans n'importe quelle armée du monde, son comportement aurait entraîné la même sanction.

LA BATAILLE DE L'INVASION EN FRANCE

Sabotage sur le front de l'invasion par le département « Armées étrangères Ouest » du haut commandement de l'armée de terre.

Le 20 juillet à Paris s'était déroulé, comme partout ailleurs dans le Reich, sans effusion de sang ni guerre civile. Mais le coup d'État manqué laissait entrevoir la pointe d'un iceberg qui ne laissait pas seulement apparaître les caractéristiques de la résistance intérieure contre un régime haï, c'est-à-dire la haute trahison, mais aussi la trahison du pays avec l'aide de l'ennemi. En France, la bataille de l'invasion se poursuivit avec un acharnement qui ne faiblit pas. J'ai dit au début du chapitre précédent que le succès ou l'échec de l'invasion était décisif pour l'Allemagne. Pour l'examiner, il faut d'abord répondre à la question suivante : une défense réussie contre une invasion conçue avec une force armée supérieure était-elle encore possible compte tenu de l'usure de nos forces sur tous les fronts ou n'était-ce qu'une illusion ? À ce sujet, je voudrais citer le grand amiral Karl Dönitz dans son livre *Zehn Jahre und zwanzig Tage : Erinnerungen 1935-1945*[7], Munich 1958, à la page 344 :

> *« Que l'invasion n'aurait pas nécessairement dû réussir malgré la domination aérienne et maritime de l'ennemi :*
>
> *si l'opinion de Rommel et de la marine, selon laquelle l'adversaire devait être battu dès le débarquement sur la côte, avait été acceptée comme une opinion unanime et si le développement de la défense, le déploiement des unités de l'armée de terre ainsi qu'un plan pour le déroulement des opérations après le débarquement avaient été préparés en conséquence ;*

[7] [NdT : Dix ans et vingt jours : souvenirs 1935-1945.]

si l'armée de terre ne s'était pas engagée dans l'hypothèse d'un débarquement de l'ennemi dans la région de la Somme ;

si l'armée de l'air et la marine avaient fait plus d'efforts en matière de reconnaissance la veille de l'invasion et la nuit de son commencement, étant donné qu'à ces dates, en raison des marées, un débarquement ennemi devait être attendu avec une plus grande probabilité ; et enfin ;

si tant le Haut Commandement Ouest que Hitler avaient immédiatement considéré le débarquement effectué dans la Baie de Seine comme l'invasion principale ».

Il est donc clair qu'une défense efficace était possible. Mais s'il en est ainsi, il convient d'examiner les raisons de la perte de la bataille et qui en porte la responsabilité. Il aurait été préférable de ne pas se vanter de la résistance après la guerre et de la couvrir d'un halo de gloire. Il serait plus utile pour l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe que l'on s'efforce d'expliquer objectivement l'échec de nombreuses opérations qui ont finalement conduit au démantèlement fatal de l'Europe et créé l'incertitude actuelle pour notre avenir.

Il serait plus judicieux de ne pas toujours voir l'histoire sous l'angle de Hitler et de l'Allemagne « nazie » et de nous jeter de la poudre aux yeux, à nous Européens, afin de nous rendre aveugles aux dangers qui nous guettent. Il est indéniable que l'invasion réussie a marqué le début du démantèlement de l'Europe et donc la naissance de la puissance mondiale soviétique ; car sans l'engagement de forces allemandes puissantes à l'Ouest, les Soviétiques ne seraient pas aujourd'hui au milieu de l'Europe.

Dans les deux derniers paragraphes de son évaluation de la situation, Dönitz aborde déjà le problème principal. *« Où était alors notre renseignement face à l'ennemi ? »* De même qu'un an et demi plus tôt, la perte de la bataille de Stalingrad était due à un manque de renseignements de la part de « l'armée étrangère de l'Est » dirigée par le légendaire général Gehlen, c'est ici « l'armée étrangère de l'Ouest » dirigée par le colonel en retraite Alexis Freiherr v. Roenne et son collaborateur, le lieutenant Roger Michel, qui a joué un rôle essentiel dans la perte de la bataille d'invasion. Il faut ici aller plus loin pour comprendre le rôle fatal de ces deux traîtres dans la mauvaise appréciation du compte-rendu militaire par Hitler et Jodl. Il s'agit ici

de savoir pourquoi, après les premiers succès alliés lors du débarquement, toutes les forces disponibles n'ont pas été utilisées pour repousser les Alliés à la mer ?

Le colonel Roenne a d'abord joui d'une grande estime auprès de Hitler, car il avait à plusieurs reprises fait des évaluations très perspicaces et pertinentes de la situation militaire. Ce fut notamment le cas avant la campagne de Pologne, lorsque Hitler dut se décider à intervenir militairement en raison des exactions et des meurtres d'Allemands. Cette étude indiquait à juste titre que les puissances occidentales, l'Angleterre et la France, *« se mobiliseraient certes, mais n'attaqueraient pas l'Allemagne pendant l'avancée vers la Pologne ».* C'était pour Hitler la raison de résoudre le problème polonais en un éclair, afin d'arriver ensuite à des négociations de paix avec un résultat à long terme. La deuxième évaluation de l'ennemi établie par Roenne avant la campagne de l'Ouest était également correcte. Elle indiquait *« que si les divisions blindées allemandes franchissaient la Meuse entre Givet et Sedan et attaquaient l'adversaire, l'armée française s'effondrerait ».* Ces circonstances ont été expressément confirmées par le lieutenant Less, alors chargé du dossier, à l'écrivain américain Anthony Cave Brown lors d'un entretien après la guerre.

Roenne, qui était allemand de la Baltique, a été décoré de la Croix allemande par le Führer pour ses excellentes évaluations de la situation militaire. Il s'est porté volontaire pour le front avant la campagne de Russie, a été affecté au secteur nord et espérait récupérer ses biens en Lettonie pour sa famille. Blessé, il revint après un long séjour à l'hôpital à la division des armées « Étrangères de l'Ouest », dont il devint le chef. C'était une position importante et influente. Tous les résultats de renseignements sur les puissances occidentales atterrissaient sur son bureau. Il n'est donc pas étonnant que les résistants et les saboteurs aient tout tenté pour obtenir une influence sur ces postes clés. De plus, il avait une grande estime pour Canaris et était ami avec le général Oster. Il connaissait également Stauffenberg de l'Académie de guerre. On peut donc expliquer qu'il se soit automatiquement retrouvé dans une atmosphère qui allait avoir des effets très néfastes pour lui. Une fois de plus, il s'est avéré qu'un environnement défaitiste avec des idées de conspiration

pouvait détourner l'attention d'un travail incorruptible consacré à la victoire.

Fin 1943, le lieutenant-colonel Roger Michel, dont on pouvait craindre qu'il soit à la solde des Anglais parce que sa mère était anglaise, lui fut adjoint comme chef du groupe Angleterre. Il est significatif qu'on l'ait vu porter l'uniforme américain après sa libération anticipée de captivité. Ou bien est-ce Gehlen qui l'a recruté ? Quoi qu'il en soit, Michel déclara qu'il appartenait au service de renseignement américain C.I.C. Selon ses propres dires, Gehlen faisait lui aussi partie de la résistance. A-t-il contribué en tant que tel à la perte de la guerre ? Est-ce là la récompense et la reconnaissance de ses mérites par les Alliés ? Autant de questions qui, dans le cas de nos conspirateurs, sont tout à fait légitimes.

Il s'agit ici d'évaluer les forces ennemies et le nombre de grandes unités attendues pour l'invasion. Bien entendu, il n'était pas facile d'obtenir des informations fiables par le biais d'agents en poste en Angleterre, d'autant plus qu'une forte organisation de défense et des mesures de brouillage et de camouflage avaient été prises par l'Angleterre. Malgré cela, l'évaluation de Roenne sur la situation de l'ennemi au début de l'année 1944 était correcte, selon laquelle il avait des preuves concluantes que les Alliés ne porteraient en aucun cas le coup décisif dans les Balkans cette année-là, mais en France. Le 2 février, un deuxième rapport fut rédigé :

> *« Pour 1944, les Alliés prévoient en tout cas une opération en dehors de la Méditerranée, qui doit apporter la décision. Cette opération doit être menée à partir de l'Angleterre avec toutes les forces disponibles et est préparée sous le nom de couverture 'Overlock'. Les mouvements de troupes et la répartition des forces ennemies indiquent clairement que l'Angleterre sera le point de départ de l'opération ».*

Cette information importante n'a été possible que parce que l'omniprésente reconnaissance radio allemande, dotée des techniques de défense les plus modernes, l'a constatée. Malgré le camouflage, on a constaté une diminution du trafic radio en provenance de la Méditerranée au profit de l'île britannique. Début 1944, on signala également un déplacement des forces offensives, notamment le transfert de la formation d'élite américaine, la 82^{e} division aéroportée,

de l'Italie vers l'Angleterre ainsi que le débarquement de nouvelles formations en provenance d'Amérique. En tant que spécialiste, Roenne savait très bien qu'il était possible de simuler une communication radio et d'obtenir ainsi une image voulue de l'ennemi pour l'adversaire. Il connaissait même l'entreprise alliée « Quicksilver[8] », qui avait été montée exclusivement depuis le sud-est de l'Angleterre comme manœuvre de tromperie. Jusqu'ici, tout va bien.

Depuis la fin de la campagne de France, le commandement allemand était devenu méfiant à l'égard de Canaris et de sa défense et faisait donc vérifier tous les rapports par le SD avant de les soumettre à Hitler. Il arrivait souvent que le Sicherheitsdienst réduise de moitié le nombre d'unités indiquées dans les rapports et qu'il trouve ainsi la bonne information. Le douteux lieutenant-colonel Michel a profité de cette situation pour participer au jeu de confusion anglais évident, à savoir rendre les forces anglaises plus fortes qu'elles ne l'étaient. Il profita des divergences qui existaient sans doute entre les deux services de renseignement pour convaincre son supérieur Roenne du bien-fondé de son idée de doubler tout simplement les forces ennemies signalées, puisque ce nombre serait toujours réduit de cinquante pour cent par le SD. Il fit miroiter à Roenne ce jeu dangereux en lui disant que la prétendue « armée étrangère ouest » deviendrait de moins en moins crédible si les données réduites par le SD étaient effectivement acceptées et que la preuve était ainsi apportée que les sources de renseignements du SD étaient plus fiables. Il semble presque incompréhensible qu'un homme aussi intelligent que Roenne ait accepté cette proposition, peut-être fascinante sur le moment. Il violait ainsi tous les principes qui convenaient à une autorité aussi importante. Les conséquences fatales se sont alors immédiatement produites. Pour une raison ou une autre, le rapport augmenté qui suivit a été envoyé à Hitler sans aucune réduction.

Ainsi, le quartier général a supposé que quatre-vingt-cinq à quatre-vingt-dix divisions alliées s'étaient rassemblées en Angleterre, dont

[8] [NdT : Opération Fortitude.]

sept divisions aéroportées. La réalité était de trente-cinq divisions, y compris trois divisions aéroportées. Le premier péché devait être suivi d'un second. En effet, lorsque des preuves de cette annonce exagérée ont été demandées, des informations tirées de communiqués de presse, d'autres rapports et du matériel de simulation de l'émission de radio anglaise « Quicksilver » ont simplement été transmises en tant qu'informations réelles.

L'OKW a été trompé par cette incroyable manipulation, qui a été réalisée pratiquement main dans la main avec les Alliés. Au lieu des trente-cinq divisions prévues, quatre-vingt-cinq divisions figurèrent sur la carte de l'OKW. Mais c'est la raison profonde pour laquelle Hitler et Jodl, après l'invasion de la Normandie, devaient à juste titre s'attendre à une invasion encore plus grande et plus décisive et ont longtemps hésité à entreprendre une mise à nu des côtes de la Manche à un autre endroit. On empêchait ainsi que l'ennemi débarqué en Normandie puisse être repoussé à la mer ou détruit avec des forces rapidement rassemblées, qui étaient suffisamment disponibles. Eisenhower a toujours craint cela et l'a considéré comme du domaine du possible.

Paul Carell écrit à la page 223 de son livre, *Ils arrivent* :

> *« Même Eisenhower était dominé par l'inquiétude que si les Allemands faisaient venir leur infanterie du sud de la France – et ils avaient le temps de le faire –, on ne pouvait pas prévoir ce qui se passerait. Alors peut-être que les Alliés seront encore cloués dans leurs têtes de pont à l'aube de l'hiver, sans possibilité de mouvements opérationnels à grande échelle. Ensuite, le temps se gâte et élimine les bombardiers, surtout les Jabos. Mais l'arme décisive du côté allié serait alors hors-jeu. Manœuvré par le général Winter ! Telles étaient les sombres pensées des États-majors alliés. Le mot maléfique de 'torpeur du front' circulait ».*

Anthony Cave Brown rapporte dans *Die inichtbare Front* [Le front invisible], à la page 467, à propos de l'activité de Roenne :

> *« Les Alliés avaient ainsi trouvé un allié involontaire. Son aperçu des forces alliées en Angleterre avant le jour du débarquement correspondait en tous points au plan de déploiement de 'Quicksilver'. En mai, la fictive*

'FUSAG[9]', la fameuse armée fantôme, devint une réalité pour le Führer et l'OKW, et Roenne ne pouvait plus rien faire pour effacer cette impression.

Roenne a dû payer de sa vie cette intrigue (une honteuse trahison serait le terme approprié, ndlr). Quant à l'homme qui avait conçu l'idée, le lieutenant-colonel Roger Michel, il s'en est sorti... Roenne et Michel ont contribué ensemble à parachever la toile finement tissée avec laquelle les Alliés ont tenté de dissimuler l'entreprise 'Neptune', une toile dans laquelle Hitler est également tombé et qui a réduit à néant tous ses efforts pour repousser l'invasion ».

Paul Carell confirme dans *Ils arrivent*, à la page 205, ce jeu de chiffres révélateur. Il cite le correspondant de guerre australien Chester Wilmot :

« Lors de la chute de Cherbourg, 25 divisions britanniques et américaines se trouvaient dans la tête de pont. Au Royaume-Uni, 15 divisions attendaient d'être embarquées pour la Normandie et 6, en cours d'entraînement, servaient de dépôts de renforts pour l'armée britannique sur tous les fronts. Le service de renseignement allemand rapportait cependant à son commandement : 'L'ennemi a engagé 27 à 31 divisions et un grand nombre de troupes d'armée de toutes sortes dans la tête de pont. En Angleterre, 67 grandes unités sont encore prêtes, dont 57 au moins peuvent être engagées dans une grande entreprise.

Les 42 divisions inexistantes que les services secrets allemands ont classées dans les réserves d'Eisenhower étaient le résultat de la ruse de guerre britannique et de la stupidité conceptuelle allemande. (Carell se trompe ici. C'est la trahison de Roenne et Michel, ndlr) Il était facile pour les agents alliés de faire accepter par les agents allemands une force de déploiement exagérée jusqu'au ridicule, car le service de renseignement de l'OKH était prêt à les accepter. Ces divisions détournées obscurcissaient le jugement du haut commandement allemand et contribuaient à fausser sa stratégie. Cherbourg fut le premier fruit de cette 'stratégie faussée'. Elle ne devait pas être la seule ».

Cette trahison honteuse a eu pour conséquence que les réserves abondantes n'ont pas été utilisées ou ne l'ont pas été à temps, car on attendait contre le Pas de Calais l'invasion principale décisive. Si, malgré l'infériorité allemande locale, la percée des Alliés n'a pas été facile et a dû être obtenue au prix des plus grands sacrifices de sang,

[9] [NdT : First United States Army Group.]

le mérite en revient exclusivement aux troupes de première ligne qui se sont battues vaillamment et qui ont été privées d'une victoire possible par des traîtres allemands. C'est aussi la raison pour laquelle le 20 juillet n'a jamais trouvé sa place dans le cœur du peuple allemand et le trouvera encore moins à l'avenir. Car cette trahison a coûté la vie à des centaines de milliers de fils allemands pour rien. Elle a été un coup de poignard dans le dos de la troupe allemande. L'histoire le confirmera chaque jour davantage.

La mauvaise évaluation manigancée des forces armées disponibles des Alliés a été une raison décisive de notre défaite lors de l'invasion et de la perte ultérieure de la France, de la Belgique et de la Hollande.

Pas d'alerte à temps pour la troupe

Depuis des mois, le front occidental allemand attendait l'invasion. Lorsque celle-ci arriva enfin, on fut surpris et seulement partiellement prêt à se défendre. S'agissait-il seulement de légèreté ou d'insouciance, ou le sabotage et la trahison ont-ils également joué un rôle important ? Il est aujourd'hui parfaitement établi que le Haut Commandement Ouest, avec le maréchal von Rundstedt encore responsable au début de l'invasion, connaissait la date de l'attaque au jour près.

Comme on le sait, le Haut Commandement allié a créé depuis un certain temps le SOE, une organisation secrète de sabotage et de renseignement en France. Ces troupes de sabotage étaient activement prévues pour combattre à l'arrière du front allemand en cas d'invasion. Elles devaient attaquer les postes de commandement allemands, faire sauter ou miner les ponts, les routes et les carrefours. Il s'agissait notamment de paralyser le réseau ferroviaire par des centaines d'explosions afin de rendre plus difficile le déplacement des troupes allemandes. Il s'agissait d'une lutte partisane qui, par nature, exigeait des contre-mesures appropriées, dont on ne devrait plus s'inquiéter aujourd'hui, car elles étaient justifiées. Il s'agissait avant tout de saboter les lignes téléphoniques afin de paralyser les possibilités de commandement. Ces équipes de sabotage étaient bien équipées et disposaient de suffisamment d'armes et d'explosifs qui

traversaient la Manche la nuit et étaient parachutés. Malgré toute l'héroïsation dont elles ont fait l'objet après coup, ces formations de partisans ne représentaient guère un danger sérieux pour les troupes allemandes. Comme d'habitude, c'est la population pacifique qui a souffert et s'est distanciée de ce combat. C'est pourquoi les contre-actions importantes de la troupe allemande ont été relativement rares.

La difficulté pour ces organisations de partisans était le commandement ciblé. Mais pour l'invasion, il était important que cette organisation secrète soit activée à l'échelle nationale. C'est pourquoi le commandement à Londres avait convenu avec les chefs de ces unités d'écouter les émissions françaises de la BBC les 1er, 2, 15 et 16 de chaque mois et de prêter attention à un mot de code précis. L'accord portait sur un vers du poème de Paul Verlaine, qui se lit comme suit :

> *« Les sanglots longs des violons de l'automne*
> *blessent mon cœur d'une langue monotone ».*

Lorsque la première ligne du poème ci-dessus était lue parmi d'autres messages, cela signifiait que l'invasion était imminente. À la lecture de la deuxième ligne, il était clair que l'invasion aurait lieu dans les 48 heures. Naturellement, après l'annonce de cette information, les unités de sabotage françaises ont commencé à écouter avec attention les messages radio de la BBC. Mais elles n'étaient pas les seules à attendre avec impatience l'annonce de ces lignes, le service de renseignement allemand l'était également. L'un des collaborateurs de cette organisation française travaillait dans les services allemands et avait révélé son secret. Parmi d'autres, des spécialistes de la 15e armée allemande, sous la direction du colonel général Salmuth, avaient écouté et transmis au quartier général de Tourcoing – l'armée était déployée entre la Seine et la Meuse – les lignes du poème convenu pour le début de l'invasion. L'historien Paul Carell a par la suite consulté le journal de guerre de la 15e armée et y a lu les inscriptions exactes. Il écrit dans *Ils arrivent* à la page 17 :

> *« Le 5 juin 1944, le journal de guerre de la 15e armée contient cinq inscriptions. La première indique que le service de renseignements a écouté la première partie du couplet de Verlaine 'Les sanglots longs des violons de l'automne' les 1er, 2 et 3 juin. La deuxième inscription rapporte, à l'heure de*

21h15, que « la deuxième moitié du proverbe blessent mon cœur d'une langue monotone a été interceptée ».

Les troisième, quatrième et cinquième enregistrements, à 21h30, 22h00 et 22h15, révèlent justement l'excitation dramatique du transcripteur. Elles indiquent que la nouvelle sensationnelle, le grand secret, a été transmise au chef de la 15e armée, au commandant en chef de l'Ouest, aux commandements généraux, à la division antiaérienne, aux commandants en Belgique et en France ainsi qu'au groupe d'armées B (donc Rommel-Speidel) et à l'OKW à Rastenburg. Au plus tard à 22h15 le 5 juin, l'OKW, le maréchal Rundstedt, l'État-major des groupes de marine à Paris et le groupe d'armées Rommel savaient que l'invasion était imminente.

Aucun coup de feu n'avait encore été tiré. Les bombardiers venaient de décoller des aérodromes anglais et les transporteurs de troupes de débarquement roulaient vers les pistes de décollage. Les pilotes et les parachutistes croyaient tous au secret. Mais leur secret était déjà dévoilé.

Mais ne vous inquiétez pas – cela n'a pas été préjudiciable. Un gros effort avait été perdu, la première victoire gâchée par le haut commandement allemand. Le colonel général Salmuth mit certes immédiatement sa 15e armée, qui ne se trouvait pas dans la zone des événements à venir, en état d'alerte maximale. Mais rien d'autre ne se produisit – rien du tout. Le groupe d'armées B (Rommel était rentré chez lui pour l'anniversaire de sa femme, Speidel faisait la fête à son poste de commandement avec des invités) n'a *pas* alerté sa 7e armée (elle a subi toute l'invasion de plein fouet) et l'a laissée sans se douter, quelques heures plus tard, être la victime de la plus puissante attaque de l'histoire de la guerre. Le 84e corps, dont les divisions côtières étaient visées par les premiers débarquements aériens et maritimes, fut laissé à la surprise générale. Ni le commandant maritime de Normandie, l'amiral Hennecke, ni ses principales batteries côtières et stations radar ne furent alertés. Rommel ne fut pas immédiatement rappelé de Herrlingen. Son groupe d'armées resta quatorze heures décisives sans sa tête, sans la force motrice qui dominait tout. Le chef d'État-major, Speidel, était livré à lui-même.

On peut accorder au général Jodl, au quartier général du Führer, qu'il pensait que le maréchal von Rundstedt allait donner l'alerte. Mais il ne l'a pas fait parce qu'il ne croyait pas à l'invasion. L'ouvrage américain de référence sur l'histoire de l'invasion cite un mot de son État-major :

> *« 'Le général Eisenhower n'annonce tout de même pas l'invasion par le biais des émissions de la BBC'. On ne croyait tout simplement pas à cette information. Une ligne de poème de Verlaine – risible ! La raison pour laquelle l'État-major du groupe d'armées B (dont seul Speidel est responsable, ndlr) s'est laissé guider par ce mépris souverain de la guerre psychologique et n'a pas alerté ses corps et divisions de sa propre initiative reste inexpliquée ! Ainsi, la victoire de la défense allemande est restée stérile. La nuit du 5 au 6 juin s'est déroulée dans le travail routinier, l'insouciance et, bien souvent, dans une joyeuse allégresse ».*

Il est connu que Speidel a été rétrogradé par la suite. Cela n'a pas empêché Bonn de le faire revenir dans l'armée allemande. Il a tout de même réussi à devenir commandant en chef des forces terrestres de l'OTAN en Europe centrale. Entre-temps, il a toutefois quitté cette fonction.

Mais les manquements inexcusables ont continué. Rommel n'a pas été appelé par Speidel pendant la nuit, mais seulement le lendemain matin, alors que le débarquement des troupes battait son plein. Un rapport du *Deutsche Wochenzeitung* du 11 janvier 1974, rédigé par l'ancien colonel Hans Oelze du Sicherangsregiment sur l'île anglo-normande de Guernesey, est révélateur de toute cette situation :

> *« Le soir du 5 juin, une compagnie de renseignements aériens, équipée des meilleurs appareils de repérage disponibles à l'époque, de type 'Freya' et 'Würzburg', se trouve sur l'île anglaise de Guernesey, conquise par l'armée allemande. Vers 22h40, des bombardiers Lancaster quadrimoteurs apparaissent sur leurs écrans en formations régulières et à intervalles égaux ; derrière chaque avion, on peut observer à la même distance un autre engin volant, qui peut bientôt être identifié comme un planeur de transport.*
>
> *Au total, 180 attelages sont repérés par cette seule compagnie de renseignements aériens... Le commandant de la compagnie – conscient de ses responsabilités – veut être sûr de son affaire avant de donner l'alerte. C'est pourquoi il invite le commandant d'un régiment de sécurité voisin de l'armée*

de terre dans son poste d'observation, qui confirme aussitôt qu'il ne s'agit pas d'un fantasme de nerfs surexcités.

Déterminé, le colonel passe outre toutes les instances compétentes de sa longue voie hiérarchique et se fait immédiatement mettre en relation avec le commandement général supérieur de son corps d'armée à St Lô (côte normande). Il demande le chef d'État-major. Celui-ci est injoignable. Il demande alors à parler au premier officier d'État-major général (Ia). Absent de la réunion. Accablé par la détresse, le colonel demande le général commandant en personne…

Puis il perd son sang-froid : l'un de ces messieurs est à Paris pour une réunion auprès du groupe d'armées, l'autre pour une fête d'anniversaire et l'un d'eux est en vacances, lui annonce l'officier de service, un officier d'ordonnance.

Le colonel lui ordonne, voire le conjure, de déclencher immédiatement l'alerte aérienne car, selon son impression certaine, une grande opération de débarquement se déroulera dans les prochaines minutes sur le continent. L'officier de service promet de faire tout son possible…

Une vingtaine de minutes plus tard, le commandement général se manifeste à nouveau. Les hommes de l'État-major souhaitent une bonne nuit au camarade sur l'île et lui conseillent de ne pas voir de fantômes et de ne pas déchaîner les chevaux...

Vingt minutes plus tard, le commandement général, et plus précisément le Ia, tout excité et maintenant lui-même au bout du fil, se manifeste : 'Vous aviez raison. De grands atterrissages aériens derrière tout le front. Alerte !' La défense contre l'invasion anglo-américaine fut ainsi retardée d'au moins trente minutes décisives – et c'est ce qui comptait. Les Lancester ont pu déposer sans résistance leurs parachutistes pour sécuriser les lieux de débarquement et les planeurs de charge ont ensuite pu se poser derrière la ligne de front sans être du tout dérangés ».

Il faut retenir que la 15e armée, située entre la Seine et la Meuse et donc non concernée par l'invasion, était alertée et entièrement prête à se défendre, alors que là où cela comptait, c'est-à-dire dans le secteur de la 7e armée avec le 84e corps, principalement concerné, l'alerte n'était pas donnée. Rommel n'était pas là, bien que les vers de Verlaine lui fussent également connus. En se déplaçant à la légère, il a lui-même saboté sa défense en avant. Il comptait sur un homme pour qui les négociations de paix étaient plus importantes qu'un succès

défensif, qui consacrait un temps précieux à des plans de renversement et ne croyait plus à la victoire. La question historiquement importante qui se pose ici est de savoir s'il est devenu commandant en chef des forces terrestres de l'OTAN en Europe centrale parce qu'il avait apporté une aide décisive à ses amis, les Alliés.

Il est temps que le secret de Speidel sur la raison pour laquelle il n'a pas alerté la 7e armée à temps soit élucidé en priorité. Cela ne pourra jamais être fait par un tribunal, mais par une cour d'honneur d'anciens officiers, comme c'était autrefois la coutume après les guerres de libération. La clarification devrait donc être faite sérieusement, car Speidel a été arrêté après le 20 juillet. Il était accusé d'avoir délibérément omis d'alerter la 7e armée afin de ne pas entraver inutilement le débarquement des Alliés et leur passage immédiat à travers la France sur le territoire du Reich. C'est ce que l'on peut lire chez Anthony Cave Brown à la page 600 de *Die inichtbare Front*. Il ajoute :

> *« Plus tard, des rumeurs ont circulé selon lesquelles les Alliés, principalement les Américains, l'auraient récompensé après la guerre en lui offrant un commandement suprême de l'OTAN ».*

Jusqu'à présent, les intellectuels de gauche, tel Hochhut, ont toujours présenté au public des événements historiques sous une forme peu flatteuse, pour des raisons de traitement du passé dans un sens corrosif. Le cas Filbinger était l'un de ces exemples, dans lequel on a même pu prouver des inexactitudes absolues. Je pense que les Allemands vertueux qui ont prouvé leur amour pour leur patrie devraient avoir le même droit de soumettre à l'opinion publique leurs manquements historiques et leurs trahisons. Nous pourrons ainsi mesurer si l'égalité des droits et des devoirs existe encore dans cette démocratie prétendument libre et pacifique.

Récemment encore, j'ai reçu de mon libraire, après de grandes difficultés, un livre commandé depuis longtemps par un étranger, un professeur américain. Il est accompagné d'un papier jaune :

> *« À court terme, des ouvrages scientifiques standard se trouvant depuis longtemps sur le marché ont été mis à l' 'Index für jugendgefährdende*

Schrifte[10]*' Le 'Bundesprüfstelle für jugendgefährdende Schriften*[11]*' de Bad Godesberg a ainsi décrété que ces livres « ne servent pas la science'. »*

Il n'y a donc plus aujourd'hui de liberté d'opinion, et encore moins de liberté d'expression, sans que les tribunaux allemands ne soient « contraints ».

On peut donc se demander si les « autodafés de livres sous le troisième Reich » de Goebbels, si décriés aujourd'hui, n'étaient pas plus honnêtes que les interdictions hypocrites et souterraines d'aujourd'hui. En tout cas, je ne me tairai plus. Je ne l'ai pas fait par le passé et je n'ai pas l'intention de le faire aujourd'hui non plus. Il est temps que l'on fasse enfin front contre les falsifications de l'histoire et les méthodes perverses de rééducation, afin de mettre un terme à l'éducation de la jeunesse allemande dans la négation. Ou bien cela n'est-il plus possible aujourd'hui ? Dans ce cas, cela ne vaut plus la peine de vivre en Allemagne non plus.

Selon les constatations de l'historien David Irving, il ressort du journal du vice-amiral Rüge que Speidel a participé à la soirée du 5 juin au quartier général de Rommel, qu'il est allé « se reposer » à 1 heure du matin pour dormir trois heures. Il est étrange que la veille de ce jour fatidique, Speidel ait invité son beau-frère, le Dr Horst, et l'ami de Rommel, Ernst Jünger, à une soirée. En pratique, il s'agissait d'une réunion secrète de conspirateurs au cours de laquelle, selon les dires de Speidel, le projet de Jünger pour une négociation d'armistice avec les Alliés devait être discuté. Il paraît que Rommel avait confié ce travail à Jünger. On voit ici la tragédie. Sur la côte et dans l'arrière-pays, les soldats qui ne se doutaient de rien ne disposaient que de quelques heures avant de mourir ; à l'État-major de Speidel, on pratiquait à ce moment-là une politique hasardeuse et paralysante, qui manquait de toute volonté d'accepter le défi de cette bataille décisive.

Comme nous l'avons déjà dit, Speidel avait été informé de l'état d'alerte de la 15e armée. Mais il n'a pas donné l'alerte. Le chef des renseignements, le colonel Staubwasser, subordonné à Speidel, témoigne qu'à 22 heures, l'officier d'État-major de renseignements de

[10] [NdT : Index des ouvrages dangereux pour la jeunesse.]

[11] [NdT : Office fédéral de contrôle des écrits dangereux pour la jeunesse.]

la 15e armée lui a signalé par téléphone l'écoute du mot-clé de Verlaine et l'alerte de l'armée qui s'en est suivie. Staubwasser en a immédiatement informé Speidel. Ce dernier prétend ne pas avoir connu la signification du mot-clé. Il s'agit soit d'un mensonge pur et simple, soit d'un manquement à l'orientation. Il fit demander par Staubwasser à Rundstedt au quartier général. Plus tard, lors d'un interrogatoire, Staubwasser a fait la déclaration suivante :

> *« Lors de cette conversation téléphonique, que j'ai menée personnellement, un officier d'État-major en mission spéciale a transmis l'ordre de l'OB Ouest de s'abstenir d'alerter l'ensemble des troupes ».*

La question se pose de savoir qui était ici l'officier d'État-major en mission spéciale ? Ceux qui connaissent les habitudes des hauts États-majors savent qu'une telle procédure est impossible. Car il ne s'agit pas d'une information ou d'un renseignement anodin, mais d'un événement de la plus haute importance. Je considère qu'il est totalement exclu qu'un colonel adulte, qui plus est officier d'État-major général, reçoive une telle instruction de la part d'un inconnu et s'en contente. Du reste, seul le chef des renseignements du commandant en chef, que Staubwasser devait connaître, était responsable de cet appel.

Les recherches de l'Américain Brown dans *Die inichtbare Front* [Le front invisible], à la page 598, vont totalement à l'encontre de cette description des faits :

> *« Pourquoi le commandant en chef West s'est-il abstenu d'alerter l'ensemble de la troupe alors qu'il connaissait la signification des lignes de Verlaine ? Cela resta l'un des mystères les plus impénétrables de la guerre.*
>
> *Le colonel Bodo von Zimmermann, de l'État-major de Rundstedt, a affirmé plus tard que toutes les troupes à l'ouest avaient été mises en état d'alerte. Il a déclaré aux Américains qui l'ont interrogé après la guerre : 'Le 5 juin, à 21h15, l'officier de renseignements Meyer-Detring a annoncé de manière alarmante que la radio ennemie avait diffusé à plusieurs reprises un mot-clé appelant les mouvements de résistance de toute la France à se soulever immédiatement. L'annonce fut donc prise très au sérieux. Rundstedt ordonna que ce message soit transmis avec un avertissement général à toutes les unités et à tous les services de sa zone de commandement'. Il ajouta ensuite à propos de Zimmermann, et comme sa libération anticipée de la captivité alliée*

dépendait dans une certaine mesure de la véracité de sa déclaration, on peut la considérer comme une sorte de témoignage : 'Le groupe d'armées B, qui avait connaissance de cette information, reçut de Rundstedt l'ordre d'ordonner l'alerte II, le niveau d'alerte le plus élevé, pour l'ensemble de son secteur de commandement. . .' Selon Zimmermann, ce processus s'est achevé peu après minuit, c'est-à-dire avant qu'aucun rapport sur un débarquement en France n'ait été reçu. Par conséquent, toutes les forces armées allemandes à l'ouest, y compris la marine et l'armée de l'air, auraient dû être en état d'alerte maximale lorsque les premiers parachutistes alliés ont sauté, ce qui n'a pas été le cas ».

Si Zimmermann a dit la vérité dans ses déclarations, cela signifie sans aucun doute que les déclarations de Speidel et de Staubwasser sont inexactes. Mais cela signifierait que l'État-major de Speidel devait avoir une très mauvaise conscience. Cette mauvaise conscience aurait-elle quelque chose à voir avec le fait qu'il ne s'agissait plus du tout d'une résistance sérieuse contre un débarquement, mais plutôt d'une cessation des hostilités, pratiquement d'une capitulation ?

Différence d'appréciation de la situation météorologique

Le débarquement sur les côtes de la Manche dépendait de deux facteurs principaux, une fois que la préparation et la mise à disposition des forces prévues à cet effet étaient terminées : la marée et la météo. Le fait que la préparation des Alliés pour un débarquement ait été achevée et que les marées des jours autour du 6 juin devaient être considérées comme favorables pour un débarquement aux premières heures du matin ne pouvait pas échapper au commandant en chef de l'Ouest et au groupe d'armées B concerné. Cette circonstance à elle seule aurait dû imposer une vigilance et une préparation défensive accrues. Ces faits rendent également incompréhensible, voire irresponsable, le fait que le maréchal Rommel ait jugé bon de faire un exposé critique au Führer à cette date précise, en voulant joindre l'utile à l'agréable, à savoir la visite de sa femme pour son anniversaire. Mais qu'en était-il des prévisions et de l'évaluation de la situation météorologique ? Il y avait là des différences

inconcevables, surtout en ce qui concerne l'évaluation de la situation météorologique.

La veille de l'invasion, Eisenhower avait organisé une conférence du haut commandement à Southwick House à 4h15. Là, en présence de tous les membres de ce haut commandement, il se fit rendre compte de la situation météorologique par le chef météorologue Group Captain John Stagg, qui déclara en substance : *« Des changements importants ne se sont pas produits, et je crois pouvoir interpréter les changements peu importants de manière optimiste ».* Selon lui, le mardi 6 juin était propice à un débarquement sur la côte normande. Il prévoyait ensuite un « temps mitigé », mais probablement pas si mauvais que cela « pourrait sérieusement compromettre les phases importantes de mise en place de l'opération ». On pouvait littéralement voir – selon Brown – le commandant en chef Eisenhower se débarrasser d'un grand poids et dire avec un large sourire : *« Eh bien Stagg, si votre prévision est exacte, nous ferons la fête quand le moment sera venu, je vous le promets ».*

La décision était prise et peu après, Washington et les troupes prévues pour l'invasion étaient alertées. La guerre n'a pas eu lieu, comme on le dit si bien en allemand, *« à cause du mauvais temps dans la salle ».* Il a suffi à Eisenhower d'un bref anticyclone prévu par les météorologues pour prendre le risque d'un débarquement.

Mais comment la situation météorologique a-t-elle été évaluée du côté allemand et quelles conséquences en ont été tirées ? Dans tous les cas, il était clair qu'un atterrissage était possible en raison de la marée haute et basse, de la phase lunaire et de la situation météorologique générale. Il ne fait aucun doute que le commandant de la marine normande, le contre-amiral Hennecke, était inquiet la veille du débarquement. L'enquête menée auprès des « prévisionnistes » le 5 juin a révélé une mer agitée, une mauvaise visibilité et des vents de force cinq à six, et il ne fallait guère s'attendre à un changement de la situation météorologique à court terme. Cette situation n'excluait pas une invasion, mais la rendait improbable. Cependant, l'amiral était au courant des nouveaux messages de localisation de forts mouvements sur les écrans radars, qui laissaient

présager d'importants rassemblements de navires sur la côte sud de l'Angleterre.

Les prévisions météorologiques du conseiller d'État Müller, chef météorologue de l'État-major de l'OB Ouest, la veille du début de l'invasion, que l'historien polonais Janusz Piekalkiewicz a trouvées en fouillant dans les dossiers de l'armée américaine pour sa publication « Invasion de la France en 1944 », sont extrêmement révélatrices. Il en ressort que Müller, tout comme le météorologue en chef Stagg du cabinet d'Eisenhower, après les premières prévisions du 4 juin, selon lesquelles le mauvais temps durerait plusieurs jours, a également prédit dans l'après-midi du 5 juin qu'il fallait s'attendre à une amélioration du temps dans la nuit du 6 juin et ce jour-là.

À 17h30, après son premier rapport à 5 heures du matin le même jour, dans lequel il avait déjà prévu un meilleur temps pour le 6 juin, Müller décrivit en détail dans son deuxième pronostic les perspectives météorologiques pour une entreprise de l'ennemi dans la nuit du 5 juin au 6 juin 1944, comme suit :

1. armée de l'air : sortie de la zone de parachutage anglaise généralement possible sans difficultés majeures, seulement localement un peu gênée par une nébulosité plus importante. Activité aérienne dans le secteur OB Ouest avec une nébulosité se dissipant fortement, par endroits aussi avec des éclaircies, réalisable en grande partie sans gêne.

2. marine : dans les Hoofden et dans la Manche, vents frais de sud-ouest à ouest de force 3-5, par endroits faible houle de force 3-4, localement jusqu'à 5, également en légère diminution vers le matin. Bonne visibilité la plupart du temps. Au vu de ces prévisions météorologiques, il fallait sérieusement s'attendre à l'invasion. Au plus tard le soir du 5 juin, elle est parvenue aux États-majors du front de défense – y compris bien sûr à l'État-major de Rommel sous la responsabilité du conspirateur Speidel – et aurait dû au moins entraîner la préalerte de toutes les forces armées. Mais rien de tel ne se produisit, car les commandants et commandants du groupe d'armées Rommel avaient quitté leur poste de commandement depuis longtemps, comme nous l'avons déjà rapporté. Rommel lui-même, se

fiant aux prévisions dépassées de mauvais temps, fut pressé de quitter son quartier général le matin du 4 juin en direction de Herrlingen, afin de fêter chez lui l'anniversaire de sa femme le 6 juin.

Le 5 juin, la situation météorologique fut également discutée au Mans, au quartier général de la 7e armée, qui fut attaquée plus tard et qui était sous les ordres de Rommel. Cette question jouait déjà un rôle non négligeable, car le colonel général Dollmann avait prévu pour le 6 juin une simulation à Rennes, en Bretagne, à laquelle tous les commandants de l'armée, jusqu'aux divisions, avaient été convoqués, chacun avec deux commandants de régiment. Les prévisions météorologiques ont donc joué un rôle dans la conversation entre Dollmann et son chef d'État-major, le major général Pemsel. Selon ce dernier, celle-ci donnait à peu près les mêmes prévisions que celles décrites ci-dessus, mais il les limitait en disant : *« Pour autant que l'on puisse se fier à nos météorologues ! »* Or, les distances de marche pour se rendre à cette réunion des commandants pouvaient atteindre près de 200 kilomètres pour nombre d'entre eux. Afin de réduire au maximum l'absence des commandants de la troupe, Pemsel envoya des télex à ses unités subordonnées pour que les commandants concernés ne partent qu'au lever du jour pour la réunion prévue à 10 heures, car d'ici là, on serait certainement au clair sur un débarquement réussi.

Mais cette disposition prouve clairement que l'on n'excluait nullement le début d'une invasion, que l'on s'attendait donc à ce qu'elle se produise. Il est d'autant plus incompréhensible que l'on ait fait preuve de légèreté en fixant cette réunion si loin de la troupe, précisément à ce moment de marée favorable, et en renonçant à ordonner un état d'alerte élevé. Il ne s'agissait pas d'une quelconque action de combat, mais d'un combat décisif pour la victoire ou la chute du Reich.

Mais en fin de compte, les commandants participants connaissaient mieux les voies d'accès parfois difficiles. Depuis un certain temps, les bombardements s'étaient considérablement intensifiés. Ils avaient détruit des routes, ce qui obligeait à faire des détours. De plus, les trajets en plein jour n'étaient pas particulièrement agréables, car l'activité accrue des Jabo mettait en danger

même les véhicules isolés. Il ne pouvait pas non plus échapper aux responsables que cette activité aérienne remarquablement accrue indiquait une préparation à l'invasion. La 709e division du major général von Schlieben et la 91e division aéroportée du major général Falley avaient des marches d'approche particulièrement difficiles et longues. Les deux commandants décidèrent donc, indépendamment l'un de l'autre, de partir dès la tombée de la nuit.

Ils ont dit : *« il n'y avait rien à craindre avec ce temps de chien »*. À ce moment-là, Rommel se trouvait déjà en famille à Herrlingen et préparait l'anniversaire de sa femme. Le général Mareks, en tant que commandant du 84e corps, qui devait porter en quelques heures la charge principale des débarquements, devait diriger la simulation ordonnée par l'armée et s'occupait encore après minuit de la préparation de cet exercice militaire, alors que les troupes aéroportées ennemies décollaient déjà.

La première victime de cet exercice de guerre prévu à Rennes fut le général Falley. Il roulait en compagnie de son second officier d'État-major général. Alors qu'ils s'apprêtent tous deux à prendre la route de Rennes à Picauville à l'aube, Falley remarque que des escadrilles d'avions ennemis le survolent à l'arrière. En soldat du front expérimenté, il comprend la situation en un clin d'œil et fait immédiatement demi-tour. Pour lui, l'opération prévue est terminée et il ordonne immédiatement le retour à sa troupe, qui a désormais grand besoin de lui. Mais des tirs de MPi ennemis l'assaillent déjà. Il saute de la voiture avec son officier d'État-major général. Il peut encore tirer deux coups de son pistolet, puis il est le premier de sa division à tomber, loin de sa troupe bien-aimée dans l'arrière-pays. Le commandant et son Ib sont morts avant d'avoir pu donner un ordre à leurs troupes. De même, le général Schlieben est en route pour Rennes. Les deux divisions sont privées de leurs commandants au début de l'invasion.

Ce n'est pas le groupe d'armées B qui est alerté parce que le responsable Speidel dort, mais la troupe qui est surprise et alertée par l'ennemi. C'est la vérité historique, causée par ceux qui ont trahi leur mission et leur serment. Leur préoccupation n'était pas tant la préparation à la défense et le renforcement de la volonté de défense

que leur concentration sur les plans de renversement et les futures négociations de paix. Il est cruel de voir comment la troupe combattante a été abandonnée !

Speidel n'a rien fait de décisif après le début des hostilités. La force motrice de Rommel, qui avait l'habitude de tout dominer, son art du commandement en avant au milieu de l'action, ses ordres de manœuvre spontanés n'étaient pas là. Quatorze précieuses heures furent perdues avant que Rommel ne retourne à son quartier général. D'autres heures importantes ont été perdues jusqu'à ce qu'il puisse à nouveau faire la loi dans la partie décisive du front grâce à son engagement personnel. La première panne s'était déjà produite. Le général commandant Mareks, fortement pressé, fit intervenir dans l'espace de son 84e corps la 21e division blindée du général Feuchtinger pour une contre-attaque à l'est de l'Orne. La 21e division blindée était subordonnée à la 716e division d'infanterie du général Richter et avait déjà reçu de ce dernier, à 01h20, l'ordre d'attaquer les parachutistes débarqués avec les éléments les plus proches. À 02h00, l'ordre fut étendu à la lutte libre de tout l'espace à l'est de l'Orne. Mais ce n'est qu'à 10h00 du matin que les parties très dispersées de sa division ont été rassemblées, Feuchtinger ayant soi-disant attendu en vain le déblocage de sa division par l'OKW.

C'était un non-sens, car il se trouvait dans la zone de combat immédiate et avait donc le devoir d'attaquer immédiatement l'adversaire qui avait sauté. Ce n'est que huit heures après le débarquement, soit au moins six heures trop tard, que l'avancée des chars a commencé. Malgré cela, elle a conduit avec succès au dégagement des éléments de la 716e division d'infanterie qui se battaient encore dans leurs bases sur la côte. Pendant cette attaque, l'ennemi a largué d'autres parachutistes dans la région à l'est de Caen et également dans la région de la 21e division blindée attaquante. Cela suffit à montrer à quel point l'ennemi était mal à l'aise face à l'attaque de cette division. Je sais par expérience qu'une division blindée déployée est très vulnérable face aux parachutistes ennemis. À l'époque, dans la région de Bastogne, pendant l'offensive des Ardennes, presque personne n'est tombé vivant dans une situation similaire. La décision locale d'interrompre le combat pour dégager

des zones à l'arrière était donc d'autant plus incompréhensible. Il s'agissait certainement d'une erreur fatale qui devait avoir de lourdes conséquences. Il serait intéressant de savoir qui était ce chef local.

Trahison et sabotage lors de l'invasion

Tout ce qui a été mentionné jusqu'à présent n'est qu'un exemple des échecs de la première heure. Les véritables raisons de l'échec de la défense contre cette invasion sont plus profondes et de nature politique. Dans son livre *Invasion 1944*, Hans Speidel explique très clairement, à la page 90, quels étaient ses objectifs et ceux de Rommel, convenus sous la forme d'un calendrier de mobilisation entre Rommel et Stülpnagel :

> *« À l'Ouest, établir les conditions d'un armistice avec les généraux Eisenhower et Montgomery sans la participation de Hitler ! Pour les négociations, le maréchal Rommel avait prévu : General der Infanterie Karl Heinrich Stülpnagel, General der Panzertruppen Freiherr Leo v. Schweppenburg, Generalleutnant Dr. Hans Speidel, Generalleutnant Graf Gerd v. Schwerin, Vizeadmiral Friedrich Rüge, Oberstleutnant d. R. Dr. Caesar v. Hofacker.*
>
> *Les bases de négociation suivantes étaient prévues pour un armistice : évacuation des territoires occidentaux occupés, rapatriement de l'armée occidentale derrière le Westwall, remise de l'administration des territoires occidentaux occupés aux Alliés. Arrêt immédiat de la guerre de bombardement ennemie contre la patrie. L'armistice – et non une capitulation – devait être suivi de négociations pour une paix qui devait montrer la voie de l'ordre et non du chaos. Le feld-maréchal Rommel s'attendait à ce que les Alliés donnent une telle chance ... . .*
>
> *Appel au peuple allemand de la part de toutes les chaînes occidentales, information impitoyable sur la véritable situation militaire et politique et ses causes, plus largement sur les crimes commis par les dirigeants hitlériens, information de la troupe sur la nécessité de prendre toutes les mesures pour se sauver de la catastrophe.*
>
> *Patrie : arrestation d'Adolf Hitler pour qu'il soit jugé par un tribunal allemand. Exécution par les forces de résistance au sein du commandement suprême de l'armée ou par des unités de chars à faire venir. Prise en charge*

provisoire du pouvoir gouvernemental en Allemagne par les forces de résistance de toutes les couches et de toutes les classes sociales sous la direction du colonel général Beck, du maire Dr. Goerdeler et du dirigeant syndical Leuschner ...

Est : poursuite de la lutte, pour cela maintien d'un front oriental raccourci sur la ligne approximative embouchure du Danube – Carpates – Lemberg – Vistule – Memel, évacuation immédiate de la Courlande et d'autres forteresses.

Les préparatifs devaient être accélérés de manière à pouvoir agir avant le début de l'invasion. Pour toutes les négociations qui pourraient s'avérer nécessaires, un front occidental solide était une condition préalable. C'est pourquoi il était la préoccupation constante de tous ».

Si ces préoccupations avaient été réelles, on n'aurait pas permis les manquements mentionnés ci-dessus. En ce qui concerne l'irréalité d'une capitulation unilatérale, le colonel-général Guderian déclare :

« Toute idée de négociations avec l'adversaire, dans son ensemble ou séparément avec l'adversaire de l'Est ou de l'Ouest, était d'emblée devenue sans objet par l'exigence de la capitulation inconditionnelle, formulée conjointement par tous nos adversaires ».

Wilhelm v. Schramm nous révèle dès 1953 dans « Le 20 juillet à Paris » comment Rommel voulait obtenir sa liberté d'action. Il raconte que Rommel attendait déjà la visite de Hitler avant l'invasion. Mais il ne vint pas, soit parce que son état de santé ne le lui permettait pas, soit parce qu'il était suspicieux et qu'une voix intérieure l'avait averti. Mais lorsque la situation de l'invasion devint critique et que Rundstedt demanda qu'une des personnalités faisant autorité au sein du quartier général se rende à l'Ouest pour en discuter, Hitler apparut par surprise avec Jodl le 17 juin, accompagné d'une petite escorte, dans le bunker de Margival, au nord de Soisson, où Rundstedt et Rommel avaient été convoqués avec leurs chefs d'État-major. Après avoir discuté de la situation, Rommel avait déclaré avec fermeté que jusqu'à présent, personne de l'entourage du Führer ne s'était laissé voir sur ou derrière le front.

On s'en rendit compte peu après. En effet, peu avant le retour, le lieutenant-général Schmundt, l'adjudant-chef de Hitler, s'adressa soudain à Speidel et lui dit de préparer pour le 19 juin un voyage de Hitler à La Roche-Guyon ou à un autre endroit approprié et d'y

convoquer les commandants du front des différents services et armes. Le Führer s'adresserait alors personnellement à eux.

On peut imaginer avec quelle satisfaction Speidel entendit cette communication, avec quel sourire féroce elle fut accueillie par Rommel – selon v. Schramm. Une fois de plus, l'occasion semblait se présenter, telle qu'elle avait été envisagée dès le début par les forces de la résistance : non pas un attentat, mais une arrestation ! Le fait que Speidel ait rendu visite à Stülpnagel sur le chemin du retour via Paris et qu'il l'ait informé des discussions et de l'arrivée imminente de Hitler sur le front peut également indiquer que l'on avait l'intention de saisir cette chance. Il s'agissait d'une pré-alerte pour le Militärbefehlshaber[12]. Pour le reste, les mesures nécessaires furent prises immédiatement. On peut supposer que le 19 juin, Hitler aurait été le prisonnier de Rommel.

Mais Hitler n'est pas venu. Il était occupé à Berchtesgaden par d'autres réunions importantes. La théorie de v. Schramm selon laquelle Hitler aurait quitté prématurément le camp de bunkers de Margival uniquement parce qu'un V-1 égaré s'était écrasé à proximité du camp n'a pas de sens. Par ailleurs, comme j'ai pu m'en convaincre plus tard en tant que commandant de combat de tous les quartiers généraux, la sécurité du Führer était parfaitement assurée. C'est pourquoi une arrestation n'était pas non plus possible facilement. Au moins, des centaines de personnes auraient dû mordre la poussière avant, à commencer par les personnes à arrêter. Des gens comme Stülpnagel, Speidel ou Rommel n'auraient pas survécu. J'aurais aimé voir une fois, lors d'un tel événement, la troupe qui aurait osé tirer sur Hitler, son Führer. Toute attaque motivée par de mauvaises raisons se serait transformée en ovation à l'apparition de Hitler. Je ne dis pas cela à la légère. En tant que responsable de la sécurité du Führer, je sais de quoi je parle. Plus la guerre durait, plus la situation devenait critique pour l'Allemagne, plus les hommes allemands se rassemblaient autour de lui dans une communauté de destin scellée. C'est la vérité.

[12] [NdT : commandant militaire.]

Le fait que Rommel succombait de plus en plus à l'influence de la conspiration nous est décrit ailleurs par v. Schramm :

> *« Lorsque Hofacker revint à Paris le soir du 9 juillet après une réunion chez Rommel, il fit part à ses co-conspirateurs de sa joyeuse excitation : Rommel était à peine tenable, il voulait de préférence partir tout de suite ».*
>
> *« Hofacker me demanda, selon le conspirateur Freiherr v. Teuchert, de me procurer immédiatement le projet d'une lettre destinée au quartier général allié. Cette lettre devait faire part de l'intention de cesser les hostilités de son propre chef, ne contenir aucune condition, demander seulement, sous la forme d'une requête, un traitement honorable après la capitulation, ainsi que le secret jusqu'à ce que la possibilité d'exécution soit arrivée. Le soir même, la lettre fut achevée – excellemment rédigée par Bargatzky ».*

La bataille de l'invasion était-elle vraiment impossible à gagner ?

Après que, suite à de graves négligences de la part du commandement, on n'ait pas réussi à rejeter l'ennemi à la mer en regroupant toutes les forces par des contre-attaques énergiques, il s'agissait maintenant d'empêcher la percée de la tête de pont jusqu'à ce que suffisamment de formations de combat aient été amenées pour une contre-attaque. Il s'agissait donc de reprendre la main en amenant et en mettant à disposition les formations supérieures disponibles. Était-ce possible ? Qu'en était-il du rapport des forces ? L'ennemi avait d'abord conquis une tête de pont de 25 kilomètres de large et d'environ 10 kilomètres de profondeur entre l'Orne et la région au nord de Ryes, puis une seconde de 15 kilomètres de large et de seulement 4 kilomètres de profondeur dans l'angle sud-est du Cotentin. Plus tard, lors de la chute de Cherbourg, comme nous l'avons déjà mentionné, 25 divisions américaines et anglaises se trouvaient sur le continent, 15 autres divisions attendaient d'être embarquées en Angleterre.

Du côté allemand, il y avait 48 divisions d'infanterie en France, dont 38 étaient engagées sur la longue côte, dix étaient donc encore disponibles. Dans la région de la Bretagne, il n'y avait que trois divisions d'infanterie engagées.

Le jour de l'invasion de la France, dix divisions de blindés et de grenadiers de chars étaient prêtes à être engagées. Parmi ces unités, quatre étaient d'abord sous les ordres de Rommel, à savoir la 2e division blindée dans la région d'Amiens-Abbeville, la 21e division blindée directement derrière le front de terre, la 116e division blindée à l'est de Rouen, donc au nord de la Seine, et la 12e division blindée SS « Hitlerjugend » près de Caen.

Trois autres divisions blindées en réserve d'intervention dépendaient de l'OKW. Il s'agissait de la 1ère division blindée SS « Adolf Hitler », au début de l'invasion à Beverloo en Belgique. Elle a été acheminée. En outre, la division d'instruction des blindés dans la région Le Mans-Orléans-Chatres et la 17e division blindée SS autour de Saumur-Niort-Poitiers. Trois autres divisions blindées étaient stationnées dans le sud de la France. Il s'agissait de la 11e division blindée autour de Bordeaux, de la 2e division blindée SS « Das Reich » autour de Montauban-Toulouse et de la 9e division blindée autour d'Avignon-Nîmes-Arles. En outre, deux divisions blindées SS (la 9e et la 10e) ont été amenées de l'Est.

Sur les douze divisions blindées, seules trois étaient initialement au combat, tout comme les trois divisions d'infanterie mentionnées. Il restait donc dix divisions de chars et dix divisions d'infanterie à disposition. En cas de nécessité, trente divisions pouvaient encore être appelées à partir des positions côtières non attaquées si un autre débarquement n'était plus à prévoir. Il n'y a donc aucune raison d'affirmer qu'il n'y avait pas assez de troupes à l'ouest. Mais pour cela, il fallait un commandement portant en lui la volonté de combattre et la conviction de gagner. De plus, il y avait suffisamment d'unités de combat en place dans la patrie, dont il a été prouvé, pour des raisons politiques, qu'elles avaient été soustraites au front.

Mais dans les premiers jours de l'invasion, une invasion principale à craindre à un autre endroit hantait toujours l'esprit du haut commandement, suite à l'armée fantôme inventée par Roenne. Fallait-il qu'il en soit ainsi ou n'y a-t-il pas eu très tôt des indices montrant qu'il s'agissait vraiment d'une hantise ? Paul Carell rapporte dans *Ils arrivent* à la page 96 :

« Lorsque le rapport du soir pour le 6 juin fut discuté au 84e corps, le major Hayn expliqua : 'Cela représente les trois quarts de toutes les formations de parachutistes recensées en Angleterre. À cela s'ajoutent les formations d'élite américaines des 1ère et 4e divisions. Il est exclu qu'ils sacrifient leurs meilleures troupes d'attaque à une simple manœuvre fictive. Et ici', dit-il au lieutenant Kretschmer, le 03, 'lisez le rapport du major Wiegmann dans la région de Caen. Il en ressort que la 3e division britannique et la 3e division canadienne étaient déjà repérées vers midi, et que nous savons maintenant que la 50e division londonienne et la 7e division blindée sont également là. Il ne manque plus que la 51e division des Highlands et la 1ère division blindée, et nous aurons toute la 8e armée de Montgomery d'Afrique du Nord sur les bras. Si ce n'est pas l'invasion, c'est quoi ?

La question avait du sens et a convaincu les officiers d'État-major. L'Ic de la 7e armée allemande, l'Obersleutnant Vorwerk, était d'accord. 'Je suis tout à fait d'accord', approuva même l'Ic de l'OB West, l'Obersleutnant Meyer-Detring. Mais cela s'arrêta là. Rundstedt lui-même, et surtout l'OKW et Hitler, restèrent sceptiques ».

Il faut lire deux fois « mais cela s'arrêta là ». N'y avait-il donc personne qui, par une analyse objective, pouvait se résoudre à des conclusions conséquentes et était prêt à agir en conséquence ? C'était pourtant la mission historique du groupe d'armées B sous la direction de Rommel. Je ne comprends pas qu'il n'ait pas été possible de s'imposer auprès du commandement suprême en exigeant l'engagement de toutes les forces nécessaires. Rommel aurait certainement eu la carrure pour le faire s'il n'avait pas été obsédé par des projets d'armistice.

En outre, il s'était passé quelque chose d'incroyable. Le hasard avait fait tomber les plans d'opération américains entre les mains des Allemands. Déjà dans la soirée du 6 juin, des soldats de la 353e division d'infanterie avaient trouvé dans les vagues de l'estuaire de la Vire une embarcation avec le corps d'un officier américain tombé au cours des combats dans le secteur « Utah » de la tête de pont américaine. Dans une mallette attachée à sa main, on a retrouvé l'ensemble des ordres de mission du VIIe corps américain. Le soir même, des soldats de la même division ont trouvé sur le corps d'un

autre officier américain les ordres pour le V^{ème} Corps. Tant le major général Pemsel, chef d'État-major de la 7^{e} armée, que l'État-major Rundstedt considérèrent ces plans comme l'invasion par excellence. Mais si une telle évaluation de la situation existait déjà le 8 juin, et qu'elle s'est avérée correcte par la suite, il est tout simplement incompréhensible que l'on n'en ait pas tiré la seule conséquence qui s'imposait : faire venir de manière accélérée toutes les forces disponibles et dont on pouvait se passer, afin de détruire les têtes de pont ennemies avec des forces concentrées et supérieures. On aurait au moins pu empêcher facilement l'évasion de la tête de pont et laisser les Anglo-Américains y rôtir. Les négligences et donc les responsabilités sont lourdes. Elles ne sont pas non plus excusables et s'expliquent uniquement par le fait que le point de départ de toutes les réflexions n'était plus la volonté de vaincre, mais les plans de résistance des chefs militaires irresponsables du front d'invasion.

Il est indéniable que Rommel et Speidel ont retenu les deux divisions de l'armée de terre les plus combatives, la 116^{e} et la 2^{e} division blindée ! Leurs deux commandants, le lieutenant-général Graf Schwerin et le lieutenant-général Freiherr v. Lüttwitz, faisaient partie de la résistance allemande. Ils ne devaient pas se vider de leur sang comme les formations SS engagées. Ils ont été gardés en réserve, d'abord pour arrêter Hitler lors de sa visite prévue au front, puis pour pouvoir intervenir politiquement le 20 juillet. L'historien Irving rapporte qu'en 1947, Speidel a avoué à l'ancien chef de char allemand Leo Geyr v. Schweppenburg qu'il avait tenu la 2^{e} et la 116^{e} division blindée à l'écart des combats afin de pouvoir les utiliser dans le complot contre Hitler. Guderian critique également la retenue des deux divisions par Rommel et s'exprime avec prudence *: « Son refus est peut-être dû à une raison politique ».* Le baron Geyr v. Schweppenburg a également confirmé cette version après la guerre dans un journal irlandais.

Cette retenue des deux divisions dans le contexte d'un front des plus difficiles était une trahison monstrueuse de la troupe qui luttait durement et le sabotage le plus condamnable de la conduite de la guerre allemande. Les deux divisions se trouvaient à proximité immédiate du front d'invasion et étaient des formations expérimen-

tées et éprouvées au combat, dotées d'une excellente tradition. Elles pouvaient être engagées au plus tard le deuxième jour de l'invasion et frapper l'ennemi dans son moment de faiblesse le plus sensible lors d'une contre-attaque dévastatrice. Mais on préférait attendre l'arrivée de la division SS « LAH » venue de Belgique et des 9e et 10e divisions SS venues de l'Est. Contrairement à toutes les expériences, ces formations furent amenées de jour et subirent dès leur arrivée des pertes considérables du fait de la supériorité de l'aviation alliée. De plus, comme le reproche Guderian, les formations n'arrivèrent pas en un seul bloc pour un engagement concentré, mais seulement fragmentées et dispersées. De cette manière, elles ont subi de grandes pertes. Il semble que l'on ait voulu utiliser ces formations Waffen SS dans l'intérêt de la conspiration et les éliminer ainsi pour les événements politiques prévus.

Fin de Stülpnagel, Kluge et Rommel

Le soldat qui se bat consciencieusement sur le front dépend du ravitaillement et du soutien des centres de commandement supérieurs et suprêmes qui se trouvent plus loin derrière lui. Si ces derniers ne font pas tout leur possible pour fournir à la troupe, qui se bat jusqu'à l'abnégation, l'aide et les moyens de maintenir sa capacité de combat, la défaite est inévitable. L'événement suivant me semble également typique de l'esprit malade d'un commandement : le 28 juillet, le courageux et éprouvé SS- Obergruppenführer Hausser, commandant en chef de la 7e armée, avait fait part au groupe d'armées, en l'absence de toute aide, de sa décision de percer avec son armée vers le sud-est. Kluge était horrifié, car cela aurait signifié la perte de contact avec la côte ouest de la péninsule du Cotentin et donc la possibilité pour les Américains de percer vers le sud dans l'espace français libre.

Afin de revenir sur cette décision lourde de conséquences, le maréchal Kluge chargea le soir même le général Freiherr v. Gersdorff de remplacer le général Pemsel, qui avait fait ses preuves, au poste de chef d'État-major de la 7e armée et d'annuler la tentative d'évasion. Comme Kluge devait très bien le savoir, Gersdorff était l'un des

principaux co-conspirateurs qui, dès le jour de la commémoration des héros, le 21 mars 1943, voulait faire exploser Hitler dans l'arsenal de Berlin en se sacrifiant, comme il le publia plus tard. Je ne pense pas que cet homme était du genre à être prêt à le faire. Je me souviens encore du camp de prisonniers de Treysa, lorsque j'ai entendu Gersdorff dire entre camarades : *« Je ne comprends pas les Américains, ils ne nous traitent pas différemment, nous les résistants, que les nationaux-socialistes »*. Il ne comprenait pas que les vainqueurs de l'époque avaient peu de compréhension pour les prétendus co-victimes. Il est compréhensible qu'ils n'en voulaient pas, car ils ne pouvaient que diminuer leur gloire. Moi, en tout cas, je n'ai pas pu me plaindre d'avoir été moins bien traité, même si je n'ai jamais renié mes convictions, même en captivité.

L'importance et l'urgence de sa mission avaient été suggérées à Gersdorff par le maréchal, car une brèche dans le front d'Avranches pouvait signifier la perte de la guerre. Malgré cette urgence, le si courageux conspirateur Gersdorff se laissa dissuader par son co-conspirateur Speidel de partir immédiatement afin de rejoindre l'armée dans la nuit. C'est ainsi que, par crainte de tomber dans les flancs des marquis pendant la nuit, son voyage ne commença que le lendemain matin, trop tard bien sûr pour pouvoir empêcher la percée des Américains. Chaque fois qu'il s'agissait d'agir rapidement, ces messieurs faisaient preuve de « nerfs solides », comme Speidel avait l'habitude de le recommander, et provoquaient des pannes irréparables en attendant. Par ailleurs, Gersdorff était l'homme qui, selon ses propres dires, avait conseillé à Kluge, la veille encore, d'entamer des négociations immédiates avec les Alliés. Il avait proposé de manière ciblée d'établir une liaison radio avec le commandant en chef américain, le général Omar Bradley, ou avec l'Anglais Montgomery. La base des négociations devait être la suivante : arrêt de tous les combats, retrait programmé de toutes les forces allemandes présentes sur le front occidental derrière les frontières de 1939, garantie de l'élimination du régime national-socialiste. Kluge aurait – selon Gersdorff – répliqué à cela : *« Si cela tourne mal, le maréchal von Kluge sera le plus gros porc de l'histoire du monde »*. À la réplique de Gersdorff, *« dans l'histoire, les grands hommes ont toujours*

été confrontés à la question d'être soit condamnés, soit salués comme les sauveurs de la plus grande détresse », Kluge aurait répondu : *« Gersdorff, le maréchal Kluge n'est pas un grand homme ».*

S'il est déjà surprenant que Kluge ait écouté une telle conversation sans traduire immédiatement v. Gersdorff en cour martiale, l'historien doit être encore plus étonné qu'un tel homme ait été chargé d'une mission soi-disant décisive pour la guerre, en remplacement d'un général honnête comme Pemsel. v. Kluge, qui remplaçait Rommel après sa blessure, est en effet une énigme. Cela se produisit à nouveau un peu plus tard, le 12 août, lorsqu'il fut porté disparu lors d'une visite au front. Sur la base d'un message de Keitel, Hitler craignait que Kluge soit en contact avec l'ennemi, car une compagnie d'écoute avait capté un message radio de Kluge à ce sujet. Sa méfiance avait déjà été éveillée par le fait qu'un échange de blessés graves américains avec des infirmières allemandes capturées avait eu lieu après une communication radio avec l'ennemi. Comme le confirme Guderian, *« Hitler était désespéré lorsque Kluge a été considéré comme disparu pendant presque une journée ».*

Le comportement de Kluge n'est pas encore clair. La seule chose qui semble certaine, c'est qu'il n'a pas réussi à entrer en contact avec l'ennemi. Mais il n'est pas possible de savoir avec certitude dans quelle mesure il a essayé. Le 25 juin 1945, le magazine *Time* publia un article, probablement écrit à l'instigation du général américain Patton. Il y était expliqué que Kluge avait attendu en vain pendant des heures, sur la route d'Avranches, une rencontre avec des officiers de la 3e armée américaine avec lesquels il avait rendez-vous. La raison invoquée pour l'échec de cette rencontre était l'état déplorable de la route, qui aurait été complètement détruite par les bombardements alliés. Kluge aurait déjà disparu à l'arrivée des négociateurs américains. Craignant une trahison, Kluge est retourné à son quartier général sans son poste de radio. Cave Brown sait également, dans *Die inichtbare Front*, à la page 731, que :

> *« Ce rapport et d'autres rapports identiques dans la presse américaine ont été confirmés par Dulles, qui a écrit plus tard que Kluge avait fait 'une vaine tentative de se rendre à l'armée du général Patton quelque part dans le chaudron de Falaise' ».*

Après son retour du chaudron en compagnie de l'Oberleutnant Tangermann vers midi le 16 août, Kluge trouva au poste de commandement de l'Obergruppenführer Sepp Dietrich un ordre de Hitler lui demandant de quitter immédiatement le chaudron et de mener les opérations depuis l'extérieur. De retour à son quartier général de La Roche-Guyon le 17 août, un télex lui fut envoyé du quartier général du Führer. *« Le maréchal v. Kluge, commandant en chef de l'Ouest et commandant en chef du groupe d'armées B, est placé dans la réserve du Führer Parallèlement, le maréchal Model est nommé commandant en chef de l'Ouest et commandant en chef de l'armée B ».*

Kluge, comme auparavant v. Rundstedt, n'avait pas non plus rempli la mission que lui avait confiée le Führer. Même s'il n'avait pas eu connaissance de l'attentat du 20 juillet, il avait, comme auparavant en tant que commandant en chef du centre sur le front de l'Est, toléré ici aussi en France que des officiers d'État-major général étrangers au front, remplis et contaminés par l'esprit de la résistance avec des intentions de trahison, puissent saper l'esprit de combat et poignarder dans le dos, par omission et sabotage, les officiers et soldats qui se battaient avec un courage à mort. Tiraillé entre le respect du devoir prussien qu'on lui avait inculqué et l'influence traîtresse de son entourage, accablé par l'échec de la bataille décisive de l'invasion, il ne vit plus d'issue porteuse d'avenir et en tira les conséquences.

Comme Stülpnagel, il a préféré se suicider plutôt que de se justifier, non pas en tant que co-conspirateur, mais en tant que complice de projets de trahison. Lors de son voyage via Compiègne dans la région à l'ouest de Verdun, il a pris du cyanure pendant une pause. Auparavant, il avait remis à son officier d'accompagnement, le lieutenant Tangermann, une lettre destinée au Führer, avec l'ordre de la lui faire transmettre, pour des raisons de sécurité, par l'intermédiaire de l'Obergruppenführer Sepp Dietrich. Face à sa mort, il considérait donc les chefs SS comme plus fiables que ses propres camarades.

« Mon Führer !

. . . Je crois pouvoir affirmer que j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour maîtriser la situation. Dans ma lettre accompagnant le mémorandum du maréchal Rommel que je vous ai envoyé, j'ai déjà expliqué comment la situation pourrait évoluer. Rommel et moi, mais probablement tous les commandants ici à l'Ouest qui ont l'expérience du combat contre les Anglo-Américains et leur supériorité matérielle, avions prévu l'évolution actuelle. Nous n'avons pas été écoutés. Nos intentions n'étaient pas empreintes de pessimisme, mais simplement de la connaissance des faits. Je ne sais pas si le maréchal Model, qui a fait ses preuves à tous égards, pourra encore maîtriser la situation. Je l'espère de tout cœur. Mais si ce n'est pas le cas, et si vos nouvelles armes tant souhaitées, surtout celles de la Luftwaffe, ne donnent aucun résultat, alors, mon Führer, décidez-vous à mettre fin à la guerre. Le peuple allemand a enduré de telles souffrances indicibles qu'il est temps de mettre un terme à cette horreur.

Il doit y avoir des moyens d'y mettre fin et, surtout, d'éviter que le Reich ne tombe dans l'enfer bolchevique. Le comportement de certains officiers faits prisonniers à l'Est m'a toujours laissé perplexe. Mon Führer, j'ai toujours admiré votre grandeur, votre attitude dans cette lutte gigantesque et votre volonté de fer de vous affirmer et d'affirmer le national-socialisme. Si le destin est plus fort que votre volonté et que votre génie, c'est par la volonté de la Providence. Vous avez mené un combat honorable et grandiose. C'est le témoignage que l'histoire vous rendra. Montrez-vous maintenant aussi assez grand pour mettre fin, s'il le faut, à cette lutte désespérée.

Je vous quitte, mon Führer, comme quelqu'un qui, conscient d'avoir fait son devoir jusqu'à l'extrême, était plus proche de vous que vous ne l'avez peut-être réalisé. Salut, mon Führer !

18 août 1944 v. Kluge, Generalfeldmarschall ».

C'est ainsi que le maréchal v. Kluge a volontairement quitté la vie. Avant de poser ce geste désespéré, il s'est souvenu de sa tradition prussienne et a reconnu être le chef de l'Empire et son commandant en chef. Face à la mort décidée, on a généralement l'habitude de dire la vérité. On dit ce que l'on a l'intention de dire à la postérité et ce que l'on souhaite, en tant que personnalité, laisser comme confession à la génération vivante. En tout cas, le maréchal a tenu à partir

décemment, en tant que soldat qui n'a pas prêté serment, et l'a exprimé une fois de plus en termes clairs. Cela devrait être respecté.

On a essayé à plusieurs reprises de le gagner à la résistance et de l'affaiblir. Sans aucun doute, sa liberté d'action et de décision s'en est trouvée limitée et entravée. Il aurait certainement pu accomplir quelque chose de plus grand et de plus efficace s'il avait eu la force de se libérer des forces du défaitisme et de la résistance qui servaient à la défaite. Mais cela ne lui a manifestement pas réussi et l'a finalement conduit à la mort. Ce qui l'a détourné de sa véritable mission, gagner la bataille de Normandie, c'est peut-être son véritable destin, contre lequel il s'est brisé dans sa conscience prussienne.

Son officier d'accompagnement, le lieutenant Tangermann, nie la tentative de prise de contact avec l'ennemi. Le gendre de Kluge, le Dr Udo Esch, médecin militaire dans un hôpital militaire parisien, a en revanche fait une déclaration totalement contraire devant le U.S.-War Department le 23 octobre 1945, comme on ne l'a su que plus tard. Il considérait son beau-père comme un adversaire du national-socialisme. Il était au courant d'une réunion à Berlin en 1943 avec Goerdeler et v. Tresckow, ainsi que de la préparation du complot sur le front occidental. À la demande de Kluge, il se serait procuré sept ampoules de cyanure dans un laboratoire de Leipzig pendant ses vacances, qui devaient servir aux principaux conjurés en cas d'échec. Mais surtout, il a affirmé qu'après l'échec du 20 juillet, Kluge avait envisagé, le cas échéant, de se rendre aux Alliés occidentaux sous sa propre responsabilité. *« Il est allé au front, mais n'a pas pu établir de liaison avec les commandants alliés ».*

Stülpnagel et, presque quatre semaines plus tard, le maréchal v. Kluge s'étaient jugés eux-mêmes. Le feld-maréchal Rommel avait été grièvement blessé trois jours avant le 20 juillet lors de sa montée au front. Le point culminant de la bataille de Normandie, Rommel le vécut en convalescence chez lui. Depuis le 17 juillet, il n'a eu aucune influence sur les événements politiques et militaires. Cependant, les enquêtes et les interrogatoires des participants ainsi que les procès à venir en rapport avec les plans de renversement du 20 juillet ont donné une image claire de l'ampleur de la conspiration. Les actes et documents découverts, mais aussi les déclarations effrénées de

certains conspirateurs, Goerdeler en tête, ont révélé la trahison accomplie et celle qui était encore prévue, sous une forme odieuse jusqu'alors inimaginable. L'élucidation de l'attentat a permis de démasquer et de mettre en évidence non seulement la trahison idéaliste, toujours prétextée, mais aussi l'odieuse trahison nationale.

Rommel fut entre autres lourdement chargé dans un procès-verbal d'interrogatoire du lieutenant-colonel Hofacker par le fait qu'il aurait assuré à Goerdeler qu'il pouvait compter sur lui si l'attentat réussissait. Selon l'interprétation d'Irving dans son article du *Spiegel* du 18.9.1978, le sort de Rommel a été décidé par la Cour d'honneur de la Wehrmacht, qui devait décider si Speidel, qui était incriminé, devait être expulsé de la Wehrmacht. *« D'une certaine manière »* – selon Irving – *« ce n'était pas seulement Speidel, mais aussi Rommel qui comparaissait devant la Cour d'honneur. Les juges devaient en effet décider, comme il s'avérait maintenant, qui devait être pendu : Speidel ou Rommel ».* La version d'Irving se fonde sur une déclaration du général Kirchheim, qui faisait partie de la cour d'honneur présidée par le maréchal Keitel, déclaration qu'il a mal comprise. Pour éclaircir ce malentendu, le major-général à la retraite Heinz G. Guderian, fils du célèbre colonel-général Heinz Guderian, écrit dans une lettre de lecteur au *Spiegel* du 2.10.1978 :

> *« La déclaration sous serment du lieutenant-général Kirchheim du 16 septembre 1947, que mon père a confirmée dans une déclaration sous serment, est en ma possession. Irving l'a complètement mal interprétée. Selon le récit de Kaltenbrunner (chef de l'Office central de sécurité du Reich, ndlr), Rommel et Speidel étaient incriminés. Kirchheim écrit à ce sujet :*
>
> *'Il y eut un silence angoissé ! Chacun des juges était comme moi : la prise de conscience que non seulement Speidel, mais aussi Rommel, et ce dernier de manière encore plus grave, étaient incriminés par les faits, nous empêchait de poser la moindre question, car une discussion approfondie ne pouvait sans aucun doute pas faire l'impasse sur la culpabilité de Rommel'.*
>
> *Il n'y avait pas à décider au sujet de Rommel et aucune décision n'a jamais été prise. A fortiori, il n'y a pas eu de décision à prendre sur 'qui devait être pendu : Speidel ou Rommel'. L'affirmation d'Irving selon laquelle « une condamnation de Speidel disculperait totalement Rommel » n'a aucun sens. Il restait les faits présentés par Kaltenbrunner et confirmés par Keitel, à savoir que ni Rommel ni Speidel n'avaient fait part de leurs connaissances.*

Après cela, il ne restait que la possibilité de sauver la vie de Speidel et l'espoir que Hitler continuerait à épargner Rommel... La vie de Rommel ne pouvait pas être sauvée par l'éviction de Speidel. Il y avait une vie à sauver, celle de Speidel. C'est ce que Kirchheim et mon père ont fait ».

Le 7 octobre 1944, trois jours après la réunion de la Cour d'honneur, Keitel téléphona au domicile de Rommel et lui demanda, par l'intermédiaire de son officier d'ordonnance, de se rendre à Berlin le 10 octobre. Rommel refusa de s'y rendre en expliquant qu'il avait rendez-vous ce jour-là avec ses médecins spécialistes, qui lui déconseillaient tout voyage prolongé en raison de son état de santé.

Il reçut alors une lettre de Keitel dictée par Hitler, dans laquelle il conseillait au maréchal Rommel de se présenter au Führer s'il se sentait innocent ou d'en tirer les conséquences en tant qu'officier. Dans le cas contraire, une arrestation et donc sa responsabilité devant le Volksgerichtshof seraient inévitables. Cette lettre fut transmise par le lieutenant-général Burgdorf en tant qu'adjudant-chef du Führer – auparavant, c'était Schmundt, décédé des suites de l'attentat – et en tant que chef du bureau du personnel, accompagné du lieutenant-général Maisel. Ils remirent cette lettre au feld-maréchal dans son appartement, ainsi que le protocole de Hofacker. Rommel demanda brièvement si ces déclarations de Hofacker étaient également connues du Führer. Après avoir reçu une réponse affirmative, Rommel décida immédiatement de se suicider. Selon les déclarations de Maisel, Rommel a lu très attentivement les deux lettres, puis a pris congé de sa femme. Il est ensuite parti dans la voiture officielle de Burgdorf avec les deux hommes. En chemin, il a voulu se tuer avec un pistolet. Mais on le lui a déconseillé, car une blessure par balle ne ferait qu'alimenter les spéculations publiques. Il valait mieux utiliser du poison, car il était plus facile de simuler une mort naturelle suite à sa blessure à la tête. Dans tous les cas, lui a-t-on dit, le Führer, compte tenu de son caractère populaire, a promis des funérailles nationales avec tous les honneurs militaires. C'est ce qui s'est passé.

Rommel a pris le poison – du cyanure – et s'est exécuté avec. Personne dans le peuple ne se doutait de ce qui se passait. Il eut droit à des funérailles nationales mémorables avec tous les honneurs militaires. Ce n'est qu'après la fin de la guerre que les résistants, qui

ne jouissaient pas d'une grande popularité dans de larges cercles de la population, ont jugé nécessaire de révéler au public les raisons de sa mort, afin de se valoriser eux-mêmes en utilisant le nom prestigieux de Rommel.

Mais pourquoi Rommel a-t-il choisi de se suicider ? Peut-être sa conscience lui a-t-elle dit à cette heure qu'il n'avait pas tout fait pour repousser victorieusement l'invasion décisive. J'imagine qu'il ne voulait pas rendre la pareille à ses hommes de confiance. Peut-être se sera-t-il souvenu qu'au cours de la phase décisive de la bataille, il avait omis d'engager deux divisions de chars d'assaut, qui étaient prévues pour être utilisées après le renversement, si nécessaire contre ses propres camarades. Qui sait quelles pensées ont pu tourmenter Rommel à l'heure de sa mort ?

Le suicide de Stülpnagel, de v. Kluge et de Rommel fut l'épilogue dramatique de la bataille d'invasion, perdue à la suite d'un sabotage délibéré, qui laissa la voie libre aux Alliés pour pénétrer dans le Reich.

Dans sa biographie de Rommel, le publiciste anglais David Irving a tenté de dédouaner totalement le maréchal de toute collaboration avec la résistance en rendant son chef d'État-major, le lieutenant-général Speidel, et ses co-conspirateurs seuls responsables de la réussite de l'invasion. Cela ne correspond pas à la réalité. Ce que j'ai expliqué dans le chapitre « Le 20 juillet à Paris » sur la relation entre le chef de troupe responsable et son officier d'État-major doit bien entendu être également valable pour Rommel et Speidel.

En tant que commandant en chef du groupe d'armées B, Rommel était responsable de tout ce qui s'est passé avant et pendant la bataille d'invasion.

Il prenait ses décisions de manière autonome, sans influence ni « murmures » de ses officiers d'État-major, dont il utilisait naturellement les informations pour se forger une opinion, tout comme les informations d'autres personnes, dont certaines appartenaient à la résistance. Son orgueil intérieur, associé à une forte obstination et à un besoin de reconnaissance, n'aurait pas permis autre chose. Sa forte tendance au défaitisme, qui se manifestait chez lui lorsqu'il ne pouvait plus avancer avec succès avec son unité, lui

était déjà propre lorsqu'il voulait se rendre aux Britanniques à l'automne 1942 après le désastre d'El Alamein, comme on peut le lire chez Irving, à une époque où il ne connaissait pas encore son compatriote souabe Speidel.

« À la mi-décembre (1942), Rommel écrit secrètement à sa femme » – selon Irving – : *« Si tu pouvais me faire parvenir par courrier un dictionnaire de poche anglais-allemand, je t'en serais très reconnaissant. Il me sera très utile ».* (Irving, page 336.)

« Apparemment, Rommel pensait qu'une défaite, voire une capitulation face à Montgomery, était probable et peut-être même inévitable, car le 21 décembre (1942), il demanda encore une fois à sa femme dans une lettre secrète : 'As-tu déjà envoyé le dictionnaire anglais?' » (Irving, page 356.)

« Le 13 juin 1944, lorsque la bataille d'invasion n'a pas permis de reprendre la ville de Carentan, il a avoué dans une lettre à sa femme qu'il s'était avoué vaincu. 'Tu peux t'imaginer', écrivait-il, 'combien les décisions à venir sont difficiles, et tu te rappelles ce que je t'ai dit en novembre 1942'. À l'époque, il avait laissé entendre qu'il devrait peut-être proposer une trêve aux Britanniques ». (Irving, page 521.)

« L'ancien interprète de Rommel, le Dr Ernst Franz, a rendu visite à Rommel le 15 novembre 1943, donc après la campagne d'Afrique, pour le féliciter à l'occasion de son 52e anniversaire. Au cours de la conversation, Rommel lui avoua : 'Il m'est difficile, cher Franz, de vous souhaiter le meilleur pour l'avenir, car la guerre est quasiment perdue et des temps difficiles nous attendent. D'après les rapports qui me sont parvenus, l'ennemi se renforce chaque jour en hommes et en matériel moderne, tandis que notre propagande sur les armes miraculeuses n'est jusqu'à présent que du bluff. Malheureusement, nous avons affaire à des gens dont le fanatisme est proche de la folie !' Franz était profondément affecté par le pessimisme de Rommel ». (Irving, page 433.)

Le récit d'Irving à la page 534 et suivante parle du défaitisme fatal de Rommel et de son plan ferme de capitulation unilatérale devant les Alliés occidentaux qui en résulte :

> *« Le 28 juin 1944, Rommel se rend en Allemagne dans sa grosse Mercedes, car Hitler a ordonné une réunion de situation le lendemain au Berghof avec tous les commandants en chef et les commandants de l'Ouest. Sur la route de campagne menant à la frontière au nord de Paris, la voiture*

de Rommel s'arrête à côté d'une autre voiture. Rundstedt sort difficilement de ce véhicule. Le major Eberhard Wolfram, qui accompagne Rommel, entend des bribes de la conversation à voix basse entre les deux maréchaux. 'Monsieur Rundstedt' , dit Rommel, 'je suis d'accord avec vous pour dire que la guerre doit cesser immédiatement et je vais le dire clairement et fermement au Führer'. Après quelques autres mots chuchotés, Rommel remonte en voiture et ils continuent leur route. La vitre de séparation est fermée, de sorte que le conducteur ne peut pas entendre.

Le maréchal général réfléchit à voix haute et s'adresse soudain au major Wolfram. 'Écoutez bien', dit-il, 'je présenterai cela au Führer demain. Je me tiens ici et je me sens responsable vis-à-vis du peuple allemand ; j'ai une profonde responsabilité, pas seulement en tant que chef militaire, et cela détermine mes actions. La situation politique est claire : le monde entier est contre nous. Nous n'avons aucune chance de victoire. Ensuite, la situation militaire : à l'ouest, l'ennemi a malgré tout pris pied'. Rommel continue à parler sur ce ton jusqu'à ce qu'ils atteignent Ulm, où ils se séparent le soir.

Lorsque j'ai rendu visite à Wolfram (après la guerre, ndlr) en Bavière, il m'a raconté ce qui s'était passé cette nuit-là. 'J'ai passé la nuit avec ma femme dans un hôtel d'Ulm', me dit Wolfram. 'Là, j'ai étalé la 'carte du Führer' de la situation occidentale sur le lit et, après qu'elle eut fait vœu de silence, je lui ai raconté en détail les pensées de Rommel et de Rundstedt. Ma femme s'est exclamée, indignée : 'C'est de la mutinerie !' – Une appréciation claire et juste qui me laissa légèrement perplexe, car j'avais été 'contaminé' depuis avril par l'ambiance défaitiste du 'petit-déjeuner' à la table de Speidel au château de La Roche-Guyon ».

C'est ainsi : une femme allemande devait dire clairement à la clique autour de Rommel, qui se réclamait de son projet de capitulation devant les Alliés occidentaux, qu'ils aient participé activement ou non à la conspiration du 20 juillet, ce qu'ils étaient : des mutins !

La déclaration de Rommel au Major Wolfram, selon laquelle il ne se sentait pas seulement responsable envers le peuple allemand en tant que chef militaire, était une prétention envers le Führer et Chancelier Adolf Hitler, qui était le seul à porter la responsabilité politique et militaire devant le peuple allemand. Rommel était l'un des nombreux maréchaux qui, comme tous les membres de la Wehrmacht, devaient, conformément à leur serment d'allégeance,

accomplir leur devoir de soldat là où le chef de guerre suprême leur avait donné l'ordre de le faire. Les plus hauts gradés de la Wehrmacht devaient savoir que la mutinerie et le défaitisme ne devaient pas avoir leur place dans la troupe.

Irving rapporte à la page 559 de sa biographie de Rommel :

> *« Le colonel Lattmann, officier d'artillerie de Rommel, a décrit un incident qui révèle une fois de plus les intentions secrètes de Rommel. En chemin, nous avons eu une panne de voiture ; nous avons dû nous arrêter. Le feld-maréchal m'a pris à part et a fait les cent pas avec moi, tandis que le capitaine Lang s'occupait de la voiture avec le chauffeur. Il m'a alors demandé : 'Alors, Lattmann, que pensez-vous de la fin de la guerre ?' Je lui ai répondu : 'Monsieur le maréchal, je sais que nous ne pouvons plus gagner la guerre. Mais j'espère que nous avons encore assez de force pour que la paix ne soit pas trop dure'. Et c'est là qu'il m'a dit : 'Je veux essayer, en raison de mon prestige auprès des Alliés, de pactiser avec l'Ouest contre la volonté de Hitler et à condition qu'ils nous autorisent à marcher avec eux contre la Russie'. »*

Ce sont là quelques-uns des nombreux rapports d'Irving sur les mutineries et la démoralisation de Rommel, ainsi que l'expression d'une illusion inconcevable et d'une surestimation fatale de soi. Selon Irving (p. 559), les documents d'après-guerre *« révèlent que dans chaque discussion entre Rommel et ses chefs de troupe, il y avait des allusions confidentielles non répertoriées sur les plans d'armistice de Rommel... ».*

Le langage de Rommel était celui des conspirateurs, tout comme il partageait leur illusion sur la possibilité d'une capitulation unilatérale devant les Alliés occidentaux. Il gardait ses distances avec le groupe de conspirateurs autour de Speidel, alors que sa relation de confiance avec son chef d'État-major devait être d'autant plus marquée, comme Irving le laisse entendre à la page 565 de sa biographie :

> *« Au cours de mes recherches, une énigme particulière m'a donné du fil à retordre : l'absence d'appels téléphoniques importants dans le journal de guerre de Rommel. Speidel m'a vivement conseillé d'être prudent dans l'exploitation du journal de guerre. Il se souvenait que Rommel avait l'habitude de dire constamment le soir : 'Eh bien, Speidel, qu'allons-nous mentir ce soir dans le journal de guerre ?' »*

Il y a là quelque chose de complice. Seules des personnes très proches, qui n'ont rien à se cacher l'une à l'autre, peuvent parler ainsi. Irving ne peut pas comprendre que deux Souabes invétérés aient pu se réunir pour former une communauté conspiratrice. Il trouve également (p. 435) *« étranges »* deux questions que Rommel a posées à l'automne 1942 au maire de son lieu de résidence Herrlingen, *« et dont celui-ci se souvenait encore dix ans plus tard »*. La première était la suivante : *« Y a-t-il beaucoup de Prussiens ici ? N'acceptez pas tant de Prussiens ! »* La deuxième était : *« Que pensez-vous de la guerre ? »* Le maire se contenta de regarder Rommel avec de grands yeux ; il ne trouva pas de réponse anodine.

Peut-être y avait-il trop de Prussiens parmi ses commandants de division et de régiment lors de la campagne d'Afrique, avec lesquels il pouvait être impitoyable s'ils ne le suivaient pas sans condition ? Irving n'explique pas l'animosité de Rommel envers les Prussiens.

Irving décrit comment Rommel se comportait avec ses commandants en Afrique (p. 142 et suivantes) :

> *« Pendant ce temps, le dossier personnel de Rommel à Berlin se remplissait de lettres et de plaintes malveillantes d'autres officiers. Beaucoup d'entre eux avaient été interrogés confidentiellement par l'État-major à leur retour, comme le bienveillant général Streich, Kirchheim, Olbrich, le chef d'État-major de Rommel, le colonel Kreuzwendedich, von dem Borne, le major Köhn, commandant d'une division blindée, et le comte Schwerin... 'Avec le nombre de généraux et de commandants que l'on trouve ici', dit Schwerin, 'je peux calculer assez précisément quand mon tour viendra...'. Un colonel critiqua la 'conduite capricieuse' et les 'drôles de conclusions' de Rommel. Herff qualifie d'intolérable l'habitude de Rommel de vouloir traduire en justice tout officier qui, selon lui, a échoué sur le terrain : 'Jusqu'à présent, cette coutume n'existait pas dans l'armée allemande. Nous sommes tous consternés par cette mesure', écrit Herff Streich, qui qualifie ce comportement de 'prolétaire'.*
>
> *Lorsque le chef de l'OKH, Brauchitsch, lui demanda au quartier général de Hitler : 'Dites-moi, Streich, il faisait si chaud là-bas que vous ne pouviez pas vous entendre', le général répondit : 'Pas du tout, Monsieur le maréchal. Mais je voudrais quand même souligner qu'entre un chef de troupe de choc*

courageux et téméraire et un général de génie, il y a encore un nombre inouï de degrés intermédiaires' ».

Bien qu'Irving, en tant que reporter très zélé, rapporte de nombreux événements qui incriminent Rommel pour défaitisme et mutinerie, il tente toujours de distancier Rommel de la résistance en écrivant (p. 518 et suivantes) par exemple :

« Speidel informa Schwerin que la division serait mise en réserve pour le putsch prévu contre Hitler. De cette façon, alors que Rommel cherchait désespérément des renforts du front de l'Est et du sud de la France, la 116e division blindée de Schwerin resta inactive jusqu'au 19 juillet. (L'autre division blindée prévue pour le putsch, la 2e, n'a cependant pas pu être retenue ; le 12 juin, l'OKH est intervenu et l'a envoyée sur le front de Normandie).

Il n'y a guère de doute – poursuit Irving – *sur l'exactitude de ce récit. Les historiens devraient prendre la peine de réfléchir à la mesure dans laquelle Rommel aurait pu retourner la bataille en sa faveur s'il avait engagé la 116e division blindée dès le début en Normandie. Indépendamment des premières représentations écrites de Speidel, ces faits sont confirmés par Schwerin lui-même, par Geyr et par Lademann, ainsi que par d'autres sources. Tous s'accordent totalement sur un point important : ils n'ont parlé de la raison secrète de la retenue de la division qu'avec Speidel et jamais avec Rommel ».*

Comme il est ingénieux de la part d'Irving de s'attendre à ce qu'ils parlent tous à Rommel et que Rommel parle à tous de ce secret extrêmement explosif. Il oublie d'ailleurs que ce n'est pas par hasard que Rommel est surnommé le « *renard* du désert », qui savait se servir du camouflage de façon magistrale. Même le vice-amiral Rüge, qui avait été détaché de la Kriegsmarine auprès de Rommel et qui pouvait s'entretenir souvent et très confidentiellement avec le maréchal sur des questions politiques, n'avait pas été mis au courant par Rommel, comme il l'écrivit lui-même, du secret de ménager les deux divisions blindées de l'armée de terre pour l'arrestation de Hitler et la protection du renversement prévu.

Il est tout simplement absurde de supposer que Speidel aurait retenu les deux divisions blindées derrière le dos de Rommel, c'est-à-dire à son insu, dans le but de conspirer contre le front de défense. Speidel n'aurait jamais osé le faire et cela contredirait toutes les

déclarations des témoins de l'époque cités et les interrogatoires de la police. Rommel et Speidel ont mis en garde jusqu'à la fin contre une deuxième invasion dans le Pas de Calais, afin de pouvoir justifier la position de réserve des deux divisions de l'armée de terre devant l'OKW, le co-conspirateur, le colonel Roenne de la division de l'armée de terre « armée étrangère Ouest », apportant une aide des plus efficaces en induisant sciemment l'OKW en erreur.

S'il n'y avait eu aucun plan de reddition et aucune influence de la part de la conspiration, Rommel aurait logiquement envoyé la 116e division blindée de l'armée de terre, équipée de 350 chars et placée sous ses ordres, à seulement 100 kilomètres (ligne aérienne) du front de défense, et la 2e division blindée de l'armée de terre, située un peu plus loin. Au lieu d'attendre la division Wäffen SS « LAH » qui, en tant que réserve de l'OKW, se trouvait à Beverloo (Belgique), à une distance d'environ 300 kilomètres (ligne aérienne) du front de Normandie, la 2e division blindée de l'armée de terre aurait dû être lancée dans la bataille défensive au plus tard le deuxième jour de l'invasion, c'est-à-dire au moment où l'ennemi était encore faible.

D'un point de vue stratégique et tactique, cela aurait eu un sens logique, alors que l'inutilité des interventions réelles durant les premiers jours décisifs de l'invasion et même plus tard ne s'explique que par les propres plans de Rommel et les influences de la conspiration.

Irving ne mentionne pas le rapport du témoin de l'époque Wilhelm v. Schramm, à l'époque correspondant de guerre supérieur dans l'État-major de Rommel, selon lequel le maréchal voulait arrêter Hitler et le faire comparaître devant un tribunal allemand, bien qu'il doive connaître son rapport « Le 20 juillet à Paris », puisqu'il est mentionné dans la liste des sources de sa biographie de Rommel. On n'y trouve rien non plus sur l'article du général de chars Geyr v. Schweppenbuig, publié dans la revue irlandaise *An Cosantóir* du 1er janvier 1950, dans lequel Rommel était lourdement mis en cause en raison de la retenue des deux divisions blindées de l'armée de terre lors de la bataille d'invasion, et que Karl Balzer a exploité pour la première fois dans son ouvrage documentaire « Sabotage contre l'Allemagne » (1974).

De telles publications n'ont probablement pas intéressé Irving parce qu'elles faisaient obstacle à son projet d'endoscopie de Rommel.

Même dans ses lettres presque quotidiennes à sa femme, Rommel devait être très prudent et, depuis sa campagne en Afrique jusqu'à la fin, il n'a jamais oublié d'y exprimer sa fidélité et son dévouement à Hitler.

Son fils, l'actuel maire de Stuttgart, confirme cette opinion dans un article du *Spiegel* du 28 août 1978 :

> *« David Irving a écrit un livre intéressant : mais il croit trop aux documents. Les documents ne sont pas un puits d'où coule la vérité loyale, surtout pas dans une dictature. Ni mon père ni le Dr Speidel, pour des raisons évidentes, n'ont confié leurs pensées et leurs projets les plus secrets au papier. Mon père, malgré sa grave blessure du 17 juin 1944, s'est même efforcé en août ou septembre de détruire les papiers qui lui semblaient compromettants pour qui que ce soit. Il a fait brûler différents documents dans notre jardin à Herrlingen.*
>
> *Comme le savent tous les experts, il est extrêmement difficile, même dans une démocratie pacifique, de construire des processus politiques, y compris les réflexions qui les sous-tendent, à partir de dossiers et de lettres. Tout cela est mille fois plus vrai pour la reconstitution de ce qui s'est passé au quartier général de mon père au printemps et en été 1944.*
>
> *Les lettres à ma mère ne sont pas non plus des documents qui reflètent ses convictions. Elles sont rédigées avec une extrême prudence. Il devait s'attendre à ce que sa correspondance soit surveillée. Sans compter que les lettres de mon père ont été ouvertes à plusieurs reprises par la censure, même officiellement : il aurait été très imprudent de sa part d'écrire à ma mère quoi que ce soit qui sorte de l'ordinaire. À l'époque, toute lettre suspecte représentait un risque pour la cause et un fardeau pour le destinataire et les personnes concernées.*
>
> *Hitler avait certainement une vision plus profonde des choses que David Irving ou tout autre historien aujourd'hui. La manière dont il a évalué le comportement de mon père ressort du fait qu'il l'a fait tuer. Après sa blessure, mon père s'est toujours attendu à une telle fin et l'a acceptée comme la conséquence de ses actes, sans s'y opposer.*

Irving décrit à juste titre mon père comme un homme loyal. Si mon père n'avait pas été désespéré par les crimes commis par Hitler, il n'aurait jamais participé à des actions contre Hitler.

Je suis fermement convaincu que le rôle du général Dr Speidel est mal décrit dans le livre de David Irving. Jusqu'à sa mort, mon père était fermement convaincu de la loyauté du Dr Speidel. Ma mère et moi n'avons jamais eu l'occasion d'en douter.

Il est vrai que mon père a succombé à la fascination de Hitler à partir de 1938. Ce n'est pas nouveau. Personne n'a prétendu le contraire, sinon son engagement sans réserve dans la campagne de France en 1940 et dans la guerre d'Afrique serait incompréhensible. Seulement, mon père s'est fait des idées fausses sur Hitler...

Mon père ne se considérait certainement pas comme un membre du mouvement de résistance berlinois. Il ne pensait même pas que ce mouvement de résistance puisse être à l'origine d'une révolte. Mon père n'a pas eu connaissance auparavant de l'attentat de Stauffenberg contre Hitler. Cela non plus n'est pas nouveau ».

Ici, le fils de Rommel doit être corrigé ou précisé. Son père n'appartenait certes pas à la Fronde de Berlin, mais il s'est mis à sa disposition en tant que nouveau commandant en chef de la Wehrmacht ou en tant que chef d'État par intérim en cas de succès de la révolte. Rommel n'a pas été impliqué dans l'attentat contre Hitler, car il voulait – comme on le savait – l'arrêter avec l'aide des divisions blindées de l'armée, afin de le faire comparaître devant un tribunal allemand.

« Mon père – poursuit le fils de Rommel – croyait sans doute que la responsabilité reposait uniquement sur lui. S'il n'agissait pas, il ne se passerait rien. Il est certain que mon père a parlé avec différents membres de la résistance dès le début de l'année 1944. Il est également certain qu'à l'été 1944, après l'invasion, mon père voulait mettre fin à la guerre en France afin de laisser les troupes anglaises, américaines et françaises progresser le plus loin possible vers l'est... Mon père aurait été satisfait que le gouvernement du Reich prenne une telle décision. Mais il était décidé à en finir avec la France de sa propre initiative si nécessaire...

Mon père n'a pas supposé que les Alliés mèneraient une guerre contre l'Union soviétique. Il n'a certes pas exclu un conflit avec l'Union soviétique ;

il a même risqué de devoir sacrifier sa famille. Il n'a pas réfléchi à son propre sort ».

Comme on le sait, le fils de Rommel a quitté la troupe sans autorisation pendant les derniers mois de la guerre en tant qu'auxiliaire antiaérien et il est depuis des années un représentant zélé de notre mauvais esprit du temps. Malgré cela, personne ne voudra mettre en doute la crédibilité de ses déclarations sur son père, qu'il a côtoyé de nombreuses semaines jusqu'à la fin.

Dans son article, le fils de Rommel a reproduit ce que son père lui avait dit, alors que celui-ci devait déjà s'attendre à sa fin. Or, ce qu'un père confie à son fils dans une telle situation est la pure vérité et constitue donc l'argument le plus convaincant contre la thèse d'Irving selon laquelle Rommel n'aurait jamais participé à des actions contre Hitler et n'aurait pas eu connaissance d'un complot contre celui-ci visant à le renverser. Irving est également clairement réfuté par la lettre que M^me^ Rommel a écrite le 10 août 1947 au résistant et maire de l'époque Karl Strölin, dans laquelle on peut lire : *« Après de durs combats que personne ne peut mesurer s'il n'a pas été confronté à une décision tout aussi difficile – car en tant que soldat, il se sentait lié par son serment d'allégeance au drapeau –, il s'est clairement et nettement rangé de votre côté pour sauver ce qui pouvait l'être pour le peuple et la patrie ».* (Karl Strölin, *Verräter oder Patrioten*, p. 35).

Cette lettre de la femme de Rommel n'est pas en contradiction avec sa déclaration à Irving (p. 595 et suivantes) : *« Je tiens à préciser que mon mari n'a pas participé aux préparatifs ou à l'exécution du 20 juillet 1944, car il refusait, en tant que soldat, de s'engager dans cette voie... ».* Cette déclaration de M^me^ Rommel correspond certainement à la vérité, car son mari, comme on le sait, ne voulait pas que le renversement soit initié par une tentative d'assassinat de Hitler, mais par son arrestation à l'aide des moyens de pouvoir militaires qui lui avaient été offerts à cet effet au sein de son groupe d'armées par le commandant de division de la 116^e^ division blindée de l'armée, le lieutenant général v. Schwerin, qui était favorable au complot.

D'après la biographie d'Irving sur Rommel, les déclarations des témoins de l'époque et les résultats des recherches de tous les auteurs nationaux et étrangers sérieux, il est désormais certain que Rommel

est entré de plus en plus en contact avec la Fronde parisienne à partir du printemps 1944 et que, peu avant le 20 juillet 1944, il était également en étroite relation avec le groupe de résistance de Berlin.

L'affirmation d'Irving selon laquelle Rommel aurait appris pour la première fois le complot contre Hitler le 21 juillet 1944, comme on peut le lire à la page 128 du magazine *Nation Europa* dans *Verrat und Widerstand im Dritten Reich* [Trahison et résistance dans le troisième Reich], paru en 1978, est tout à fait absurde. Avec cette déclaration, il est en nette contradiction avec ses propres explications dans son ouvrage paru en 1975 *Hitler und seine Feldherren* [Hitler et ses généraux] (page 651), où il écrit :

> *« Les preuves contre lui datant d'avant le 20 juillet étaient également disponibles dans leur intégralité. Le lieutenant-colonel Hofacker avait témoigné par écrit, avant son exécution, que Rommel avait assuré à Goerdeler qu'ils pourraient compter sur lui si le putsch réussissait ».*

Dans sa biographie de Rommel (p. 590), Irving dit la même chose en substance :

> *« Le lieutenant-colonel condamné à mort a décrit dans son couloir de la mort comment Stülpnagel l'avait envoyé à Rommel avec une série de propositions et comment celui-ci les avait acceptées 'après y avoir réfléchi'. Hofacker affirme même que Rommel lui aurait crié en quittant le château de La Roche-Guyon : 'Dites à ces messieurs de Berlin que le moment venu, ils pourront compter sur moi' ».*

Selon Irving (p. 590), le 14 octobre 1944, Rommel a reconnu sa culpabilité face au général Burgdorf, peu avant sa mort par empoisonnement, en disant : *« Oui. Je vais en tirer les conséquences. Je me suis oublié ».*

LES CONSPIRATEURS ÉTAIENT-ILS VRAIMENT LES MODÈLES QU'UNE LÉGENDE TENTE DE FAIRE PASSER AUJOURD'HUI ?

Pour moi, à l'époque comme aujourd'hui, une tentative de renversement, en particulier dans les rangs de l'armée, au milieu d'une guerre pour la pérennité de notre nation, dans laquelle on luttait durement sur tous les fronts pour son existence même, était un événement inconcevable. La plupart des conspirateurs étaient les mêmes personnes qui avaient condamné la mutinerie de la marine et les grèves de l'armement à la fin de la Première Guerre mondiale et les avaient reconnues comme une trahison. Maintenant, ils commettaient eux-mêmes une trahison. Vous en théorie, moi en pratique, nous connaissions la performance désintéressée et la camaraderie inaltérable au front, née des combats les plus durs, au cours desquels il s'agissait souvent d'être ou de ne pas être. La génération actuelle, rééduquée, ne peut absolument pas s'en faire une idée. Elle a seulement appris à froncer le nez lorsqu'on lui présente des rapports qui, par exemple, présentent les combats de partisans meurtriers comme des crimes allemands et passent sous silence la folie meurtrière du camp adverse. Mais c'est justement grâce à son expérience sur le front de l'Est que tout soldat qui se respecte savait ce qui nous attendait si nous perdions cette guerre.

Les soldats allemands étaient profondément convaincus de la nécessité de ce combat dans l'intérêt de la survie de notre continent. Nous n'avions pas attaqué la Russie par pur esprit de conquête, mais nous avions été contraints d'agir parce que les Soviétiques s'étaient déployés avec des forces supérieures de plus de 256 divisions pour envahir l'Europe à une heure appropriée. Ils s'attendaient à ce que nous attaquions l'Angleterre. Nous n'étions pas des « béni-oui-oui » inconditionnels ni des rêveurs idéalistes. Nous connaissions, de par notre expérience, la gravité de la situation. Bien des malédictions et des critiques malveillantes ont franchi nos lèvres. Mais tout cela n'a

jamais été motivé par des raisons négatives et autodestructrices, mais uniquement par le souci et la nécessité d'empêcher ou de remédier à des erreurs et à des négligences manifestes. Nous souhaitions et espérions que notre mécontentement et nos critiques sévères parviendraient jusqu'aux plus hauts dirigeants, qu'ils seraient entendus et respectés. Malheureusement, nous avons trop souvent eu le sentiment affligeant que le courage civil n'était pas l'affaire de tous, en particulier dans le secteur militaire, et que certaines critiques, accompagnées de suggestions raisonnables, se perdaient dans les méandres du service ou ne parvenaient pas au sommet comme il aurait été souhaitable. Sous le Troisième Reich, personne n'a jamais été empêché de formuler des critiques raisonnables.

Les efforts de ce type n'ont pas manqué. La possibilité de le faire existait bel et bien. Je me souviens très bien d'une discussion personnelle avec le Führer à l'automne 1943 au quartier général en Prusse orientale, lorsque j'ai été ordonné d'y aller seul pour recevoir la feuille de chêne de la croix de chevalier de la Croix de fer. Je commandais alors le 1er bataillon du régiment de grenadiers de la division blindée « Großdeutschland ». Je savais que je devais être reçu en privé par le Führer. Lorsque j'ai entamé mon voyage, de nombreux commandants de ma division ainsi que mes proches camarades m'ont suggéré d'ouvrir la bouche et d'exposer sans fard au Führer les soucis et les besoins du front. J'ai été étonné, mais en même temps ravi, d'entendre le même encouragement de la part de nombreux officiers supérieurs de l'entourage proche de Hitler.

Ma première conversation avec le Führer – j'en ai eu beaucoup d'autres par la suite – était ouverte et cordiale. J'étais impressionné, mais pas du tout hypnotisé, et je n'étais jamais suspendu à ses lèvres sans rien dire, comme une légende aime à présenter les entretiens avec Hitler, mais j'avais l'impression de parler à un officier supérieur compétent, qui avait du cœur, qui n'ignorait pas les problèmes que je présentais et qui les avait déjà longuement étudiés. Alors que j'étais assis sans contrainte à la table ronde avec le Führer, son joli berger allemand, Blondi, est venu me voir. Le Führer s'étonna de le voir se laisser caresser si facilement par moi. Hitler ouvrit la conversation en évoquant de manière très informée les raisons pour lesquelles j'avais

reçu la haute distinction de guerre. Je lui ai dit que je la devais essentiellement à mes braves hommes, qui formaient avec moi et mes officiers une communauté de combat soudée et digne de confiance.

Nous avons ensuite eu une conversation d'environ une heure, très ouverte, à laquelle le Führer a consacré tout au plus un quart de son temps. Il ne m'a pas interrompu une seule fois et n'a répondu que lorsque j'avais terminé une idée. Pour l'essentiel, il s'agissait de préserver la combativité d'associations traditionnelles qui avaient fait leurs preuves et qui étaient en mesure et désireuses de se battre. En effet, elles seules sont en position, grâce à leur expérience, de mener un combat victorieux en économisant leur sang. Les divisions nouvellement constituées, sans expérience du front, dirigées par d'anciens officiers d'État-major de la Reichswehr, qui avaient jusqu'à présent trouvé leur place dans des États-majors supérieurs, dans l'adjudance, dans des services administratifs et de ravitaillement, ont généralement besoin d'un long temps d'adaptation pour s'habituer et maîtriser les progrès constants de l'armement et son utilisation appropriée, ainsi que les événements techniques et tactiques modernes du combat.

La conséquence est que de telles nouvelles formations sont rapidement usées et n'apportent donc aucun succès à long terme. C'est pourquoi il ne faut pas laisser des divisions expérimentées et riches en traditions, qui ont été confrontées à l'ennemi pendant des mois sans interruption, se vider complètement de leur substance, mais les retirer à temps en tant que réserves d'intervention et les rafraîchir à nouveau en personnel et en matériel. Elles sont alors en mesure d'accomplir le double ou le triple de ce que peuvent faire des divisions inexpérimentées et nouvellement constituées sans tradition. Le Führer s'est vivement emparé de ce sujet : *« Je le sais, et c'est aussi mon souhait depuis longtemps, sauf que je me heurte à chaque fois aux plus grandes difficultés auprès des groupes d'armées et des commandements d'armées, qui empêchent le détachement de telles unités en invoquant la tension de la situation ».*

Nous avons ensuite parlé du fait que, même avec un rapport de force de 1 contre 10 et plus, nous nous sentions en mesure de faire face aux Russes, mais que le front était si faiblement occupé, souvent

seulement par points d'appui, que les Russes s'infiltraient sans combat sur notre front, en particulier la nuit, par les brèches qu'il n'était pas possible d'occuper, et qu'ils y passaient car il n'y avait pas assez de formations de combat mobiles. C'est vrai pour les petits comme pour les grands. L'objectif doit donc être de disposer d'au moins deux armées de chars opérationnelles qui, par des contre-attaques, paralysent et anéantissent les offensives russes dans la profondeur de l'espace. L'essentiel est que ce n'est qu'ainsi que l'on peut retrouver la loi de l'action. Ce n'est que par des opérations offensives majeures regroupées localement que l'on peut encercler et détruire des forces ennemies massives qui ont percé, et créer ainsi des points d'arrêt sensibles pour un front de défense.

Là aussi, j'ai dû constater que le Führer avait eu les mêmes idées. Il a parlé de son intention de créer deux armées de ce type à partir de la Großdeutschland-Verband et de la Leibstandarte. Seulement, après Stalingrad, le besoin de rattrapage était tel que ces plans n'étaient pas encore réalisables, mais devaient être mis en œuvre le plus rapidement possible. J'ai fait remarquer que cela n'avait de sens que si ces formations étaient engagées en bloc sous leur propre direction, et qu'elles ne devaient donc jamais être divisées et déchirées.

Sur tous les autres points, il s'agissait exclusivement de trouver des voies et des moyens pour parvenir malgré toutes les difficultés au succès et à la victoire. Je pensais encore souvent à cette conversation dans le contexte du 20 juillet. Je me suis demandé si l'un de ces conspirateurs avait jamais cherché à avoir un tel entretien avec le Führer et avait enregistré des possibilités et des voies qui auraient pu contribuer à une amélioration de la situation de la guerre. Au contraire, dans leur haine aveugle et leur manque de discernement, ils n'ont fait que saboter et travailler de manière destructrice.

L'histoire a connu de nombreux exemples de conspirations et de renversements ayant pour but d'éliminer le gouvernement d'un État. Il s'agit sans aucun doute d'un droit politiquement légitime, surtout lorsque les renverseurs ne poursuivent pas leurs propres intérêts, mais pensent, pour des motifs propres, que le gouvernement va à l'encontre des intérêts vitaux du peuple. Les personnes qui agissent de la sorte sont considérées comme des traîtres, sont reconnues et

obtiennent souvent de grands honneurs lorsqu'un tel renversement réussit. Mais si un tel coup d'État échoue, les responsables doivent rendre des comptes et, dans la mesure où ils ont utilisé des forces et des moyens propres au pays pour leur renversement, ils sont jugés comme des traîtres et généralement punis d'une peine de forteresse non déshonorante. Reste à savoir dans quelle mesure une telle procédure est encore valable dans les démocraties actuelles.

Mais un tel renversement, qu'il réussisse ou qu'il échoue, doit être considéré d'une toute autre manière lorsqu'il est dirigé contre les intérêts vitaux d'un peuple ou qu'il met même en danger l'existence d'une nation. Ce sera notamment toujours le cas lors d'une guerre, lorsque des sabotages sont menés contre la propre conduite de la guerre ou que des conspirateurs, dans leur haine aveugle contre le prétendu tyran, s'abaissent dans cet état affligeant à une telle confusion mentale, en avouant servir la patrie en établissant des liaisons avec l'ennemi et en trahissant des secrets militaires. Avec une telle trahison, ils sacrifient inutilement leurs propres camarades et sont en outre détestés comme traîtres par l'ennemi, qui a pourtant profité de leur trahison avec reconnaissance. Mais un tel acte de trahison envers un ennemi qui s'est fixé comme but de guerre l'anéantissement de l'Empire allemand et du peuple allemand, devenu trop fort, et qui l'a proclamé haut et fort, est encore plus répréhensible.

Mais l'illogisme de l'époque actuelle réside dans le fait que, malgré la révélation de l'activité parfois considérable des conspirateurs en matière de trahison, on a créé en République fédérale presque les mêmes paragraphes que ceux qui existaient sous le Troisième Reich, mais que, d'un autre côté, on tente de minimiser la trahison du pays pendant la Seconde Guerre mondiale, en essayant, comme lors du fameux procès de Brunswick à mon encontre, d'affaiblir l'accusation de trahison en affirmant que le Troisième Reich était un État de non-droit dont les lois sur la trahison n'auraient pas pu être contraignantes pour les conspirateurs. De telles interprétations rabulistes ne sont rien d'autre qu'une profession de foi en l'anarchie. Ma réponse, à savoir qu'avec une telle conception, mon mariage conclu sous le Troisième Reich n'était pas valable et que j'avais donc trois enfants

illégitimes, est restée sans réponse. De tels jugements ne contribuent pas à la construction d'un État de droit. Après la capitulation, j'ai pensé à mon camarade de cellule, le professeur Haushofer, géophysicien, qui m'a dit : *« L'histoire est une putain. Elle donne toujours raison à celui qui l'écrit à chaque fois ».*

En ce qui concerne les paragraphes relatifs à la trahison, le paragraphe 99 de la République fédérale d'aujourd'hui est similaire à celui du Troisième Reich :

> *(1) « Les secrets d'État au sens de la présente section sont des faits, des objets ou des connaissances, en particulier des écrits, des dessins, des modèles ou des formules, ou des informations les concernant, dont le maintien secret vis-à-vis d'un gouvernement étranger est nécessaire au bien-être de la République fédérale d'Allemagne ou de l'un de ses Länder ».*
>
> *(2) « Commet une trahison au sens de la présente section celui qui, intentionnellement, fait parvenir un secret d'État à une personne non autorisée ou le rend public et met ainsi en danger le bien-être de la République fédérale d'Allemagne ou de l'un de ses Länder ».*
>
> *100 : (1) « Celui qui révèle un secret d'État est puni de la réclusion pour trahison ».*

Pendant la guerre, comme dans tous les autres pays belligérants, la trahison du pays était punie de mort. Plus personne ne devrait s'en inquiéter aujourd'hui.

Qualifier le Troisième Reich d'État de non-droit est une chose dangereuse du point de vue du droit de l'État. Que dirait-on aujourd'hui si l'on qualifiait la République fédérale d'État de non-droit ? Un spécialiste du droit international n'aurait aucun mal à construire cela avec le même rabulisme. Car le Reich allemand a continué d'exister en droit international après la capitulation de la Wehrmacht. Il n'existe aucun acte des nations victorieuses qui ait prononcé la fin du Reich en droit international. Nous étions occupés et divisés en zones, gouvernés et administrés par les vainqueurs. Un changement grave n'est intervenu que lorsque nous, Allemands, avons été invités à coopérer. Nous aurions pu déclarer : oui, nous sommes prêts à coopérer dans le cadre d'un statut administratif au sein des zones que vous avez créées. Mais tant que nous sommes

occupés, la souveraineté et la responsabilité de l'Empire allemand restent, par la force des choses, entre vos mains.

Au lieu de cela, le travail préparatoire du Conseil parlementaire a permis de créer la République fédérale et, lors des premières élections, les citoyens, qui ne se doutaient de rien, l'ont confirmée avec l'aide des partis autorisés par les vainqueurs. Du point de vue de l'histoire et du droit international, ce processus signifiait que c'était nous, Allemands de l'Ouest – et en aucun cas les vainqueurs – qui avions ainsi procédé à la division en démantelant l'Empire allemand, un événement sans doute unique dans l'histoire allemande. La réponse fut naturellement la création de la République démocratique allemande. Les conséquences de cet événement marquent encore aujourd'hui le paysage politique. Au lieu de chercher à réduire les tensions entre les deux géants mondiaux, nous nous sommes laissés intégrer dans les zones fortifiées respectives de puissances étrangères à l'espace et à leurs intérêts.

L'Union soviétique et l'Amérique ont créé une division du monde en deux, un dualisme, qui recèle tous les dangers du malheur, tel qu'il se manifeste presque quotidiennement. Comme l'histoire l'enseigne, le dualisme est toujours synonyme de guerre dans sa phase finale. La constellation de pouvoir politique actuelle est, pour le dire de manière imagée, une balance à deux plateaux qui ne peut fonctionner sans la pièce centrale qui la relie, le fléau. Ce n'est qu'en installant cette poutre de pesée comme troisième force d'équilibrage que le fonctionnement de la balance sera possible. Le parti socialiste du Reich, dont j'ai été le deuxième président, a défendu cette idée à l'époque et a été interdit, en coulisses notamment parce que nous considérions que l'intégration au niveau militaire dans les blocs de pouvoir respectifs était erronée et dangereuse.

En tant que citoyens forcés de la République fédérale, nous avons dû accepter la décision de la Cour constitutionnelle fédérale et renoncer à notre résistance contre la politique de division, car celle-ci n'aurait pu être poursuivie que dans la clandestinité. La question se pose alors de savoir si nous n'avions pas à l'époque le droit moral de considérer la République fédérale comme un État de non-droit en raison de l'histoire de sa création, et ce avec le même droit que les

conspirateurs du 20 juillet revendiquent encore aujourd'hui, en référence au Troisième Reich ? Nous ne l'avons pas fait. Pour nous, les conspirateurs n'étaient pas des modèles. Fin septembre 1944, alors que j'avais pris mes fonctions de commandant de combat du quartier général et que j'étais donc responsable de la sécurité du Führer, Hitler a attiré mon attention sur le comportement lamentable des conspirateurs qui avaient été arrêtés et jugés jusqu'à présent. Ses mots :

> *« Quelle sorte d'hommes sont ceux qui ont eu la prétention de vouloir sauver l'Allemagne et qui n'ont pas assumé leur acte lorsqu'il a échoué ! C'est le manque de virilité de ces officiers qui me fait les mépriser ».*

Lorsque, horrifié, je demandai au Führer sur quels faits il se basait pour porter un jugement aussi sévère, il me signifia que le général Burgdorf avait 42 lettres d'adieu écrites et laissées par les traîtres face à la mort. Je les ai alors toutes lues. En effet, pas un seul d'entre eux n'a reconnu son crime. Ils ont tous reconnu leur implication coupable et donc la condamnation à mort qui avait été prononcée à juste titre. On y lisait : *« La demande est la mort, et elle ne peut pas être différente. Elle est juste ».* D'autres écrivaient qu'ils avaient agi de manière déshonorante. Que leurs noms soient rayés de la chronique familiale. Le général Stieff, en raison de l'échec de l'attentat, parla d'un jugement de Dieu auquel il devait se plier sans murmurer. Le général Thiele admit avoir mal agi à l'heure décisive et reconnut la peine de mort méritée selon la loi. D'autres avouèrent qu'en tant que complices, ils s'étaient rendus coupables de déloyauté en omettant d'en informer leurs supérieurs et qu'ils devaient donc reconnaître le verdict. Le comte Helldorf : *« Lors de mon interrogatoire, j'ai reconnu ma culpabilité, qui consiste en une infidélité envers le Führer et le mouvement. Les conséquences de ma conduite sont claires pour moi et je dois les assumer ».*

Colonel Hansen : *« Après Canaris, j'ai hérité d'une mauvaise situation que ma force n'a pas suffi à réparer. C'est ainsi que la ruine est arrivée, aurais-je dû dire du mal que j'ai entendu ? Oui, je le sais aujourd'hui ».* Leonrod : *« Je n'ai pas été digne d'être un Leonrod. J'espère que je ne serai pas inscrit dans l'histoire de la famille, car pour elle, je suis une tache ».* Knaak : *« Oubliez-moi, moi qui suis indigne ».* Colonel Jäger : *« Un hasard m'a conduit à Berlin, qui m'a rendu complice. Je ne peux malheureusement plus rien changer ».* Smend

écrit : *« Je suis devenu complice. Je suis donc également complice et je dois mourir. Si je ne suis pas un des conspirateurs, j'avais cependant une certaine connaissance imprécise et je n'ai pas eu le courage de la signaler à Monsieur le Colonel Général. J'ai été trop lâche et j'ai manqué de loyauté envers le généralissime. Je dois mourir pour cela. C'est ainsi que je quitte la vie en homme sans honneur et que j'ai tout, mais vraiment tout perdu ».*

Goerdeler avait fait des déclarations étonnamment complètes, livrant un nombre incalculable de conjurés. Il alla même jusqu'à appeler par écrit, depuis sa prison, à une nouvelle allégeance à Adolf Hitler :

> *« Si nous plaçons la patrie au-dessus de tout, ce qui est pourtant notre foi, nous devons respecter le 20 juillet comme un jugement divin définitif. Le Führer est sauvé d'une mort presque certaine. Dieu n'a pas voulu que l'existence de l'Allemagne, pour laquelle j'ai participé, soit achetée au prix d'un acte sanglant. Il a également confié à nouveau cette tâche au Führer. C'est une vieille conception allemande.*
>
> *Chaque Allemand dans le rang du mouvement de renversement est désormais obligé de se ranger derrière le Führer sauvé par Dieu, de lui donner aussi sans réserve les moyens qui devraient être mis à la disposition d'un nouveau gouvernement ; c'est lui qui décide s'il veut les utiliser, s'il les considère comme utilisables ».*

En faisaient certainement partie les nombreuses unités de troupes mises sur pied dans le pays, mais retenues pour le renversement, avec leur équipement. Certainement aussi les divisions blindées qui, en France, ont été privées de la bataille décisive en Normandie, car elles ont également été retenues pour la période suivant le renversement.

Après les événements du 20 juillet, j'ai moi-même reçu, en tant que commandant du régiment de garde impliqué, une carte de participant pour l'un des premiers procès du Tribunal populaire sous Freisler. Je dois dire que les places étaient extrêmement limitées. J'avais donc l'impression que seuls étaient admis les spectateurs dont on pouvait supposer qu'ils étaient politiquement sur le sol du Troisième Reich, c'est-à-dire qu'ils étaient considérés comme fiables et fidèles à la Constitution. Cela devait également être le cas du lieutenant Schmidt et de l'actuel Chancelier fédéral. Ce qui m'importait avant tout, c'était de me faire une idée de l'esprit et des

motivations des accusés en les voyant de mes propres yeux. Car pour moi, un coup d'État dans un contexte de menace extérieure pour le Reich était tout simplement inconcevable. Lors de ce procès, il s'agissait de juger le maréchal von Witzleben, chassé de la Wehrmacht, le colonel général Hoepner et le général von Hase, de qui j'avais reçu mes ordres pendant les heures décisives. En ce qui concerne la tenue et le déroulement du procès, je n'ai pas du tout été séduit par la conduite des débats de Freisler, mais encore moins par le comportement des accusés eux-mêmes, qui m'a carrément choqué. J'avais espéré y trouver des hommes qui assumeraient leurs actes, comme l'auraient fait des soldats de haut rang, qui défendraient leur position et se défendraient avec honneur et sans crainte. Mais rien de tel ne se produisit. *« Je suis un âne »*, a répondu l'un des généraux à l'appel de Freisler. L'image de ces hommes avec leurs vieux noms était si pathétique pour moi que j'ai renoncé à assister à une deuxième audience. Je n'ai laissé aucun doute sur mon mécontentement face au comportement du tribunal et des accusés et je l'ai clairement exprimé. C'est pourquoi j'ai été personnellement invité par Goebbels à participer à la projection et à l'examen du film tourné pendant le procès pour les actualités hebdomadaires. La caméra du film était installée sur le mur derrière Freisler. L'optique voyait à travers le centre de la croix gammée dans le drapeau accroché au mur. J'y ai vu des prises de vue telles qu'elles sont en partie montrées aujourd'hui à la télévision, sauf que le discours de Freisler a été encore plus déformé.

Je me suis plaint en toute franchise de ce type d'enregistrement, en disant d'une part qu'il était inacceptable d'écouter les cris hystériques de Monsieur Freisler, et d'autre part qu'il était tout simplement impossible de présenter au public le comportement indigne d'anciens généraux allemands sous cette forme :

> *« Nous sommes au milieu d'une lutte surhumaine contre un ennemi surpuissant qui s'est fixé comme objectif la destruction de l'Allemagne. Je considère donc qu'il est inapproprié et extrêmement dangereux de montrer de telles images défaitistes à l'armée allemande et au peuple allemand qui travaille dur pour la guerre. Ces accusés ne sont pas des généraux allemands et n'incarnent pas l'armée allemande. De telles images portent atteinte à*

l'honneur du soldat allemand et sont donc dangereuses, car il s'agit maintenant de rassembler toutes les forces dans cette lutte pour l'existence. Or, ce film fait le contraire et a un effet corrosif ».

On m'a donné raison et justifié l'horrible distorsion du film par des insuffisances techniques. Ainsi, la différence d'intensité du son entre Freisler et les accusés était due au fait que le premier avait un microphone caché dans un encrier juste devant lui, alors que pour les accusés, les microphones étaient placés sous la table d'accusation, de sorte que leurs voix étaient très faibles et indistinctes par rapport au microphone de Freisler qui fonctionnait à plein régime. D'où l'insupportable décalage. En tout cas, mon point de vue a été respecté. Le Wochenschau n'a montré qu'un documentaire défendable, bien moins déprimant que ce fameux documentaire que l'on nous sert aujourd'hui, qui sort aussi totalement du cadre des émissions hebdomadaires habituelles. Le comportement des accusés était donc inconcevable et déprimant pour un soldat, car personne n'assumait son acte et tentait de se soustraire à toute responsabilité. Que dire dans le cas de v. Witzleben, qui, en tant qu'ancien conspirateur et acteur responsable d'une série de renversements planifiés, a tout simplement nié sa participation ? Lors de la planification du renversement de l'été 1943, il avait signé *« sans hésitation »* les ordres pour l'instauration de l'état de siège après l'élimination prévue de Hitler. Avec son accord, il était prévu qu'il devienne le commandant en chef de l'armée. Cette signature n'avait pas été falsifiée, comme cela avait été le cas pour le colonel-général Fromm par Stauffenberg. Cette méthode hautement condamnable d'utilisation abusive de son nom a coûté la vie à Fromm. Combien lamentables sont les paroles de v. Witzleben devant le tribunal, lorsqu'il déclare :

« Le colonel général Beck me reçut et me dit que j'avais bien entendu parler de l'attentat et qu'il avait donc décidé de prendre le commandement. Je lui ai répondu que j'étais bouleversé par cet odieux attentat. Je ne voyais aucune raison de s'emparer du commandement suprême ou du gouvernement. Le général-major Beck me contesta longuement ce point et affirma à nouveau que le Führer était mort. Le colonel comte Stauffenberg vint alors me montrer un ordre qui avait déjà été publié auparavant. Je vis avec horreur que mon nom y figurait et m'insurgeai énergiquement contre le fait que cet ordre ait été

publié sans ma connaissance et mon autorisation. J'ai exigé le retrait immédiat ou la nullité de l'ordre ».

C'est sous son nom qu'a été émis le télex HOKW 02165, contraire à la vérité :

« Le Führer Adolf Hitler est mort. Profitant de cette situation, une certaine clique de politiciens étrangers au front a tenté de poignarder le front dans le dos et de s'emparer du pouvoir à des fins égoïstes. En cette heure de grand danger, le gouvernement du Reich a décrété l'état d'urgence militaire pour maintenir le droit et l'ordre et m'a confié le pouvoir exécutif en même temps que le commandement suprême de la Wehrmacht ».

Cette présentation mensongère montre clairement que les conspirateurs n'étaient pas sûrs de leur coup et qu'ils devaient craindre que la Wehrmacht ne participe pas à un soulèvement contre Hitler, ce qui était en réalité le cas. Ce coup d'État n'a donc pas été mené contre Hitler, mais quasiment au nom de Hitler contre une clique sans conscience !

Le colonel général Hoepner avait publié une série d'ordonnances sur le statut personnel en sa qualité de commandant en chef dans le territoire national. (Annexe 4-8) Lui aussi, qui faisait partie de la résistance depuis 1938, n'a pas avoué son acte et a tenté d'échapper à sa responsabilité en trouvant des excuses.

Il ne faut donc pas s'étonner que ce comportement méprisant ait été dûment acquitté par les jeunes complices accusés. Le lieutenant-colonel Bernardis et le capitaine Klausing, qui n'étaient que des exécutants, déclarèrent face au comportement de leurs supérieurs :

« Si nous avions su quels étaient les hommes qui se trouvaient à la tête du complot et qui allaient se voir confier des postes de direction, nous aurions été convaincus dès le début qu'il ne pourrait jamais rien résulter d'un renversement ».

Churchill juge avec malice le 20 juillet dans son discours à la Chambre des Communes du 2 août 1944 lorsqu'il déclare :

« Non seulement les armées autrefois fières sont repoussées sur tous les fronts, mais de violents événements se sont produits dans la patrie, qui doivent ébranler la confiance du peuple et la loyauté des troupes jusque dans leurs fondements. Les plus hautes personnalités de l'Empire allemand s'entretuent ou tentent de le faire, tandis que les armées alliées remplies de vengeance

resserrent de plus en plus leur étau. Ces événements en Allemagne sont les manifestations d'une maladie intérieure. Aussi décisifs qu'ils puissent être, nous ne devons pas placer notre confiance en eux, mais en notre propre bras armé et en la justice de notre cause ».

Sefton Delmer, directeur de la propagande anglaise contre l'Allemagne, écrit cyniquement dans ses mémoires :

« En septembre 1944, alors que je parlais avec Otto John, le seul survivant de la conspiration des généraux qui avait réussi à s'échapper à l'étranger, j'ai appris de lui que les conspirateurs avaient effectivement entendu nos émissions (sur la radio ennemie de Calais, ndlr) et les avaient interprétées exactement dans le sens que j'espérais. Je suis désolé que les généraux aient perdu la vie au crochet de boucher de Hitler. Mais je ne pourrais pas dire que j'ai éprouvé des remords pour avoir suscité en eux de faux espoirs. Car ces hommes et leurs semblables avaient été les premiers mécènes et promoteurs du mouvement hitlérien. Ils avaient été les bénéficiaires de son Troisième Reich. Et ils ne se sont dressés contre lui que lorsqu'il s'est avéré que sa guerre de conquête était vouée à l'échec ».

L'ecclésiastique écossais Peter H. Nicoll écrit dans *Englands Krieg gegen Deutschland* [La guerre de l'Angleterre contre l'Allemagne] :

« D'un autre côté, c'était un énorme défi pour l'Allemagne de réaliser que, alors qu'elle luttait littéralement jusqu'à son dernier souffle pour son existence, de nombreuses forces subversives étaient à l'œuvre pour la détruire de l'intérieur. On peut comprendre l'extrême sévérité avec laquelle ces subversifs ont été traités. Personne ne peut non plus douter qu'ils se seraient tout aussi mal comportés en Angleterre si nous avions dû les affronter dans des conditions extrêmes similaires ».

QUI EST RESPONSABLE DE LA DÉFAITE DE LA 6e ARMÉE À STALINGRAD ?

La décision à l'Ouest a entraîné le succès de l'invasion alliée. Des omissions décisives et des manipulations traîtres du côté allemand en sont la cause. La bataille perdue de Stalingrad est aujourd'hui encore considérée comme le tournant de la guerre allemande contre l'Union soviétique. C'est peut-être vrai. Mais il est sans aucun doute inexact de dire que Hitler a provoqué cette catastrophe par son obstination.

Les faits connus aujourd'hui prouvent le contraire. Il est indéniable qu'ici aussi, Hitler n'a pas eu à lutter uniquement contre l'ennemi extérieur, mais aussi, et dans une mesure bien plus effrayante, contre l'ennemi intérieur. Cela n'a été connu dans toute son ampleur qu'après le 20 juillet et a été sciemment dissimulé au peuple jusqu'à aujourd'hui. On l'a fait en particulier pour couper court dès le départ à une nouvelle légende du coup de poignard dans le dos. Les cercles de traîtres à la nation autour de Goerdeler et Beck au sein de l'armée allemande savaient que tant que Hitler triompherait sans cesse, aucun renversement ne serait possible. Ils attendaient donc sans relâche les batailles perdues, qu'ils mettaient bien entendu sur le dos de Hitler. En outre, ils ont eux-mêmes provoqué des revers militaires par leur trahison et leur sabotage permanent, et n'ont même pas hésité à accepter la défaite finale de leur peuple.

Hitler avait ordonné l'avancée vers Stalingrad, et donc vers la base de vie et d'approvisionnement russe qu'était la Volga, avec la conquête simultanée du Caucase, afin d'empêcher le ravitaillement allié via la Perse et de s'approprier les sources de pétrole vitales de cette région. Dès le début, il savait que son flanc nord était menacé. De plus, dans son quartier général de l'époque à Vinnitsa, une carte d'État-major jaunie provenant des archives de l'armée rouge et datant de 1919 est tombée par hasard entre ses mains. Elle indiquait

comment l'armée rouge, sous le commandement de Staline, avait fait irruption entre Stalingrad et Rostov en traversant le Don et avait détruit les « gardes blancs » du général tsariste Denekin.

Hitler étudia chaque détail de la carte russe avec une grosse loupe et comprit qu'il se trouvait dans une situation similaire à celle de Denekin. C'était le 16 août 1942, soit un trimestre avant la bataille de Stalingrad. L'étude de cette bataille russe de l'époque renforça l'inquiétude de Hitler pour son flanc gauche menacé de la 6e armée qui se battait autour de Stalingrad ; ce d'autant plus que des unités hongroises, roumaines et italiennes sous-équipées et au moral insuffisant y étaient engagées. Il est indéniable que Hitler était l'un des rares à reconnaître à temps les dangers qui venaient de là. Il attira à plusieurs reprises l'attention du commandement de l'armée sur ceux-ci et prit des mesures préventives qui ne furent cependant que très insuffisamment suivies.

On peut lire à ce sujet dans le journal de guerre de l'État-major de la Wehrmacht du 9 septembre 1942 :

> *« Au sein du groupe d'armées B, le front du Don doit être aussi fortement développé et miné que possible ; en outre, des réserves doivent être tirées de la région de Stalingrad derrière le front du Don et de l'artillerie de l'armée doit également y être engagée, car le Führer s'attend à de fortes attaques ennemies contre le front de la 8e armée italienne au cours de l'hiver prochain en vue d'une percée en direction de Rostov ».*

Sous le 16 septembre, on peut lire :

> *« En vue des attaques ennemies qu'il (Hitler) prévoit contre le secteur de la 8e armée italienne, le Führer ordonne que la 22e division blindée et la 113e division d'infanterie de la 6e armée soient immédiatement déplacées derrière le secteur italien ».* (Helmut Greiner, *Die oberste Wehrmachtführung*, page 409 et suivantes).

Le 26 octobre, on peut lire :

> *« Le Führer exprime à nouveau son inquiétude face à une grande attaque russe, peut-être une offensive d'hiver, dans le secteur des armées alliées sur le Don vers Rostov. Cette inquiétude est motivée, entre autres, par les forts mouvements ennemis dans cette région et par le fait que des ponts ont été jetés sur le Don en de nombreux endroits. Le Führer ordonne que les trois armées alliées utilisent des divisions de terrain de l'armée de l'air comme 'barres de*

corset'. Ainsi, les divisions engagées sur le front seraient libérées et pourraient être mises à disposition en tant que réserve derrière le front des alliés, en association avec d'autres formations acheminées ». (Helmuth Greiner, *Die oberste Wehrmachtführung*, page 415).

Mais tous ces avertissements et ordres du Führer n'ont été que très insuffisamment suivis. Le 48e corps de chars a tout de même été déplacé derrière le front roumain avec deux divisions blindées. Leur chef était le lieutenant-général Heim.

Les conditions préalables à la victoire ou à la défaite d'une bataille sont toujours les résultats de reconnaissance des services de reconnaissance compétents. Ils doivent fournir au commandant une image sans fard de l'ennemi, à partir de laquelle les intentions et les forces de l'ennemi peuvent être identifiées, de sorte que des décisions appropriées et judicieuses puissent être prises pour ses actions. Comme nous l'avons déjà traité en détail dans le chapitre « Invasion », le groupe d'armées « Fremde Heere West » [Armées étrangères de l'Ouest] sous Roenne a complètement échoué à cet égard, il a même cherché à tromper le commandement allemand par des informations délibérément fausses et à l'inciter à prendre des mesures erronées, comme cela s'est d'ailleurs produit.

Mais à quoi ressemblait à l'Est le travail de « Fremde Heere Ost » sous son prétendu légendaire général von Gehlen ? Était-il, comme Roenne, lors de l'invasion à l'Ouest, un traître évident qui a sciemment trompé le commandement suprême, ou était-il seulement incapable de reconnaître ou d'évaluer correctement les changements de l'image de l'ennemi ? Il est actuellement encore difficile de répondre clairement à cette question, mais il est justifié de l'aborder, car Gehlen s'est lui aussi expressément engagé dans la résistance après la guerre. C'est notamment pour cette raison qu'il a créé l'« Amt Gehlen » immédiatement après la guerre, bras dessus bras dessous avec les vainqueurs, alors que d'autres, dont je faisais partie, étaient encore prisonniers de guerre. Karl Balzer écrit dans *Verschwörung gegen Deutschland* (Complot contre l'Allemagne) à la page 329 :

« Il n'est pas certain que Gehlen se soit vraiment 'terriblement trompé sur chaque point', comme le commente Irving, car on ne peut pas voir à l'intérieur de l'homme. En tant que conspirateur, Gehlen peut tout de même être compté

parmi les 'hommes de confiance dans les postes de commandement du front de l'Est', dont le colonel général à la retraite Beck a parlé au co-conspirateur Leuschner. Il y avait sans aucun doute de nombreuses possibilités de réguler la guerre 'jusqu'à l'effondrement du régime' avec l'aide de ces 'hommes de confiance' ».

Qu'en était-il de l'évaluation de la situation de l'ennemi devant Stalingrad par « Fremde Heere Ost » ? Pour récapituler les faits, je dirai d'abord que la bataille de Stalingrad a commencé le 19 novembre 1942, exactement là où Hitler était le seul à l'avoir prédit depuis un trimestre. En l'espace de trois jours, la 6e armée allemande était encerclée. Le plan émanait du maréchal Joukov, commandant en chef du front sud, en collaboration avec le chef d'État-major soviétique, le maréchal Vasilevski. Staline a expressément approuvé ce double mouvement en tenaille proposé, qui devait conduire à l'encerclement de la 6e armée à Stalingrad. Dès le début du mois d'octobre, toutes les forces soviétiques disponibles ont donc été rassemblées pour cette opération décisive qui devait se transformer en la plus grande victoire soviétique. Joukov lui-même évalue la force de ses troupes à pas moins de onze armées avec 900 chars, 13 500 canons et 1 414 avions, une concentration de troupes impossible à ignorer pour l'une des plus grandes offensives soviétiques connues à ce jour.

Il ne s'agissait pas d'une armée fantôme inventée comme dans le cas de l'invasion. C'était une réalité amère, mais dans ce cas, pour « Fremde Heere Ost », sous la responsabilité de Gehlen, elle est restée cachée, voire inexistante.

Même Joukov doit témoigner que ce manque de renseignements de la part de Gehlen lui a valu le triomphe de la victoire sur les troupes allemandes sans méfiance qui se battaient dans et autour de Stalingrad. L'historien anglais David Irving a fait le même constat. De même, deux Allemands du métier, le lieutenant-colonel de la Bundeswehr Manfred Kehrig dans son livre *Stalingrad* et le lieutenant Hans Heinrich Wilhelm dans son étude « Die Prognosen der Abteilung ‚Fremde Heere Ost' 1942-1945 » [Les prévisions de la division 'Fremde Heere Ost' 1942-1945], ont qualifié de faux et

trompeurs les pronostics établis par la division « Fremde Heere Ost » de Gehlen en ce qui concerne les résultats de la reconnaissance.

Malgré cet état de fait, Hitler a été assez viril pour déclarer après la bataille perdue : *« Pour Stalingrad, je porte seul la responsabilité ».* Il se sentait alors assez fort pour se présenter devant le peuple allemand devant son responsable, le maréchal von Manstein, qui a expressément qualifié ce geste de *« soldatiquement décent ».* Mais ce n'était pas une raison pour que Gehlen écrive plus tard dans ses mémoires qu'il avait *« prédit exactement où le coup tomberait et lesquelles de nos armées seraient touchées »* dix jours avant la contre-offensive soviétique dans la région de Stalingrad. De manière indécente, en accablant Hitler, comme cela se fait en principe aujourd'hui et comme il est de bon ton de le faire, il tire ensuite la conclusion suivante en sa faveur : *« À quoi servent les meilleurs rapports secrets si l'on ne tient pas compte de leurs avertissements ? »* C'est la plus pure moquerie, qui se retournera contre Gehlen pour son mensonge délibéré.

C'est exactement le contraire qui est la vérité historique. Ce n'est pas Gehlen et d'autres généraux allemands qui ont mis en garde contre la menace de flanc de la 6e armée qui se battait autour de Stalingrad, mais Hitler. *« L'un des rares »*, comme le note également l'historien contemporain Philipp W Fabry, *« à avoir prévu une grande offensive russe dans l'arc du Don avec pour objectif d'encercler la 6e armée, était Adolf Hitler ».* Les analyses erronées de la « FHO » (Fremde Heere Ost) ont également influencé le chef d'État-major général Franz Haider, qui traînait les pieds pour traiter les instructions claires de Hitler, les jugeant manifestement erronées ou prématurées. Dès la mi-août, Hitler avait ordonné au chef d'État-major de l'armée de terre : *« Faites immédiatement déployer l'artillerie lourde allemande et les Pak derrière la section de sécurité hongroise ».* Mais Haider n'exécuta cet ordre que des semaines plus tard et avec des forces trop faibles. Selon Kehrig, « Fremde Heere Ost » (FHO) avait pris une décision concernant une offensive russe attendue : *« Depuis début octobre, le centre de gravité des opérations soviétiques d'automne et d'hiver se situait désormais clairement devant le groupe d'armées Centre en raison de la répartition des forces ».* L'Oberleutnant Wilhelm démontre :

« Lors d'une conférence à l'Académie de guerre, Gehlen déclarait cependant encore en septembre que le déroulement des opérations autorisait l'espoir que la région de Stalingrad et les zones pétrolifères du Caucase – encore éloignées de plusieurs centaines de kilomètres – seraient fermement aux mains des Allemands avant le début de l'hiver. Aucun de ces deux pronostics ne s'est confirmé.

À la mi-octobre 1942, la division des armées étrangères de l'Est s'attendait certes à une grande attaque soviétique, mais la prévoyait – à partir de début novembre – entre Toropez et Ssuchinitschi, c'est-à-dire dans le secteur du groupe d'armées Centre. L'attaque viserait probablement les pays baltes avec des forces insuffisantes ...

Au début du mois de novembre, la division pensait encore qu'il n'y avait pas d'attaques ennemies majeures à craindre sur le front du Danube. Devant le groupe d'armées Centre, l'ennemi trouve un terrain de déploiement plus favorable, et c'est là qu'un succès est particulièrement souhaitable pour lui, car il pourrait ainsi rendre plus difficile l'offensive allemande contre Moscou, redoutée pour 1943. Smolensk représente un objectif intéressant et pas trop éloigné ; le fait que l'ensemble du groupe d'armées Nord doive être coupé plus tard doit tout de même paraître concevable à l'adversaire. . . Ce n'est que le 9 décembre, trois semaines après le début de l'opération en tenaille contre Stalingrad, que la division des armées étrangères de l'Est a estimé qu'il était possible que l'ennemi déplace le centre de gravité de son engagement de forces du groupe d'armées du centre vers la partie sud du front. Cependant, les préparatifs d'attaque soviétiques sur le Don ne pouvaient plus être ignorés. . .

Deux jours après cette prévision, la grande attaque soviétique sur la section italienne du front et sur le front de Tchir pour la 6e armée à Stalingrad a marqué le début de la fin. Le choc et ses conséquences ont sans doute eu un effet de surprise, car du côté allemand, l'idée prévalait que les Soviétiques avaient fort à faire pour repousser la tentative allemande de dégagement de Stalingrad. Les formations attaquant sous le commandement du colonel général Hoth étaient cependant bien trop faibles pour pouvoir sérieusement perturber les plans russes, même si elles ont enregistré des succès initiaux considérables. Jusqu'à la mi-janvier, le gros des troupes allemandes s'est vu relégué derrière le secteur du Donets. Les formations d'élite de Hoth, qui avaient finalement dû se replier derrière le Manytch, avaient même le chemin de retour le plus long. Mais à Stalingrad même, la lutte désespérée faisait rage depuis longtemps, et ce pendant encore deux semaines ». (Hans

Heinrich Wilhelm, *Die Prognosen der Abteilung 'Fremde Heere Ost' 1942-1945*, page 47 et suivantes).

Irving confirme à la page 429 et suivante de *Hitler und seine Feldherren* l'évaluation trompeuse de la situation par Gehlen :

« Jusqu'au début du mois de novembre, le département des Armées étrangères de l'Est de Gehlen prédisait avec insistance une ouverture de l'offensive russe non pas au sud, mais contre Smolensk ou même Velikié Louki, située à 1300 km au nord de Stalingrad. . . Hitler a ordonné d'envoyer les trois premières divisions de terrain de la Luftwaffe ainsi que des éléments de la 11e armée à Velikié Louki – ce qui revenait à renoncer à Leningrad. Mais une attaque russe sur Smolensk était selon lui encore plus probable (en raison de l'évaluation erronée et trompeuse de la situation par Gehlen, ndlr) ; c'est pourquoi il fit venir la 7e division d'aviation ainsi que la 20e division blindée dans la région de Smolensk. Ce furent des erreurs fatales.

Hitler n'accepta cependant pas le jugement de Gehlen sans réticence. Le 26 octobre, il était visiblement préoccupé par des indications concrètes sur les plans russes de franchir le Don à l'endroit précis où le front de l'Axe était le plus faible – à savoir sur le tronçon tenu uniquement par des Italiens et des Roumains peu farouches. Le groupe d'armées B interpréta le trafic nocturne dense en direction de Serafimowitsch comme des transports de remplacement insignifiants ; mais lorsque l'ennemi commença à construire de lourds ponts sur le Don, Hitler n'était pas dupe, il avait lui-même construit des ponts sur des rivières et savait ce que cela annonçait. Il ordonna que d'autres divisions de terrain de la Luftwaffe soient transférées 'comme un corset' dans les sections italiennes et roumaines menacées. Il était convaincu que Staline planifiait une poussée vers l'ouest en direction de Rostov – et qu'il frapperait même avant la fin de l'année 1942.

L'État-major de l'armée de terre était d'un tout autre avis. Le 6 novembre, Gehlen assura qu'il n'y avait aucun signe d'une offensive soviétique imminente au sud ; une offensive contre Smolensk, suivie d'une poussée vers la mer Baltique, dans le but de couper l'ensemble du groupe d'armées nord, était bien plus probable. De cette manière, les Russes élimineraient le danger pour Moscou et remporteraient assez facilement un succès de prestige ; au sud, la situation en matière de transports leur serait beaucoup trop défavorable. De plus, l'offensive russe, expliqua Gehlen, ne commencerait pas avant le début du gel du sol. Il devait s'avérer qu'il s'était terriblement trompé sur chacun de ces points ».

Contrairement à Gehlen, le service de renseignement allemand 1 avait obtenu jusqu'au 11 novembre de toutes autres impressions sur les activités ennemies. Elle avait surtout repéré et signalé le transfert de la 5e armée de chars russe, connue pour sa puissance d'attaque, d'Orel vers la tête de pont du Bolchoï sur le Don. Gehlen et ses stratèges ont cependant considéré tous ces signaux d'alarme comme des préparatifs d'attaques mineures, mais ont condamné après coup l'entêtement de Hitler qui, contrairement à eux, avait bien évalué la situation.

C'est cette 5e armée de chars russe qui, le 19 novembre, a écrasé la faible ceinture de défense roumano-hongroise, marquant ainsi le début de la fin de la bataille de Stalingrad. L'évaluation de la situation par Gehlen, qui ne faisait état que d'une « augmentation de l'activité ennemie », s'est avérée être non seulement une erreur d'appréciation, mais aussi le début d'une catastrophe auto-infligée, dont les conséquences ne pouvaient pas être réparées, pas plus qu'elles ne le furent plus tard à l'Ouest lors de la bataille d'invasion ratée. La première grande défaite de Hitler, si ardemment souhaitée par les conspirateurs, était devenue réalité. Alors que le peuple allemand tout entier était bouleversé par cette défaite et pleurait ses fils tombés au combat ou faits prisonniers, les forces de la résistance célébraient secrètement leur première victoire pathétique. Elles pouvaient faire remarquer que Hitler n'était pas invincible.

Comme lors de l'invasion, non seulement le renseignement avait échoué, mais d'autres manquements et trahisons s'étaient ajoutés, rendant d'inestimables services aux Soviétiques pour leur victoire.

Le 48e corps de chars, ordonné par Hitler, était encore prêt à s'engager sur le flanc du coin d'attaque russe, à stopper l'élan offensif des Soviétiques et à gagner du temps pour les regroupements manqués. Le corps de chars, dirigé par le lieutenant-général Ferdinand Heim, reçut l'ordre de se rapprocher des têtes de pont formées par les Soviétiques en direction du nord-est. Il se mit en route conformément aux instructions. Seulement, après quelques kilomètres, il s'avéra que la masse des chars avait pris feu. L'enquête a rapidement révélé que des mulots avaient rongé les isolants des câbles. Je dois dire que c'est un triste signe pour le commandement

de la troupe si les jours de repos n'ont pas été mis à profit pour entretenir les armes et l'équipement afin d'éviter d'emblée une telle défaillance. J'ai moi-même passé trois ans en Russie et j'ai fait partie de la 9e division blindée et de la division blindée « Großdeutschland ». Je n'ai jamais entendu parler d'un incident similaire et je suis donc sceptique. Le soupçon de sabotage délibéré semble évident. En tout cas, le commandement, jusqu'au chef de char, se voit gravement reprocher d'avoir agi par négligence et donc à la légère. Or, dans une telle situation, la légèreté est un sabotage et un crime digne de la mort. Les conséquences ont été terribles.

Ce n'est qu'après plusieurs jours de retard que le corps d'armée s'est lentement mis en marche et a finalement progressé jusqu'à Blinow. Sur les cent quatre chars de la 22e division blindée, seuls trente-deux étaient opérationnels. Le contact avec les Soviétiques n'a pas eu lieu. Le général roumain Lascar attendait en vain de l'aide. Une partie de ses unités se battait encore avec acharnement dans quelques nids de résistance. La prise de contact ordonnée ne réussit pas. Au lieu d'attaquer, Heim se retira vers le sud en direction de Zschier. Sur ordre de Hitler, le lieutenant-général Heim fut arrêté par la police militaire et jugé en Allemagne devant une cour martiale. Il fut expulsé de la Wehrmacht. Le bienveillant Keitel lui a sauvé la vie. La question se pose sérieusement : de telles personnes faisaient-elles désormais partie de la résistance célébrée ?

Le comportement autoritaire du général commandant le 51e corps d'armée v. Seydlitz est allé de pair avec cet échec de Heim. Il était sous les ordres de l'armée de Paulus à Stalingrad. Lui aussi a saboté l'ordre d'arrêt de son supérieur Paulus et a mis le commandement de l'armée devant le fait accompli en évacuant de son propre chef la position fixe de sa 94e division d'infanterie, qui n'avait pas été attaquée. Il n'a même pas informé ses unités voisines de cette évacuation contraire aux ordres. On ne peut comprendre un comportement aussi incroyable qu'a posteriori, quand on sait que Seydlitz s'est montré peu digne de son grand ancêtre sous Frédéric le Grand et qu'il s'est offert, en captivité en Russie, aux Soviétiques pour devenir le chef du groupe de traîtres « Bund deutscher

Offiziere » [Union des officiers allemands] et le larbin des intérêts soviétiques.

C'est là que la rééducation a été entreprise en premier lieu. L'activité de ces messieurs consistait non seulement à inciter à la haine contre Hitler et le national-socialisme dans des écrits, à la radio et dans des émissions de propagande par haut-parleur sur le front, mais aussi à se faire passer à travers les lignes allemandes sous l'uniforme allemand pour semer la confusion au sein des troupes allemandes et mener des actions de sabotage contre leurs frères d'armes.

Ils ont dirigé les troupes allemandes dans de mauvaises directions, ont fait de l'espionnage derrière le front allemand et ont demandé aux unités allemandes temporairement encerclées de se rendre. Vouloir comparer un tel comportement de trahison et d'impudeur envers le front allemand combattant avec le comportement historique des officiers prussiens dans la lutte forcée contre la Russie sous Napoléon est tout à fait pervers et en dit long sur l'esprit criminel de ces résistants à la Seydlitz. Contrairement à l'époque napoléonienne, il s'agissait ici pour le soldat allemand d'une lutte à mort contre le communisme menaçant l'Europe, lutte qui n'est absolument pas terminée aujourd'hui. Si Monsieur v. Seydlitz l'avait compris et s'il avait agi en conséquence après sa libération anticipée de la captivité soviétique, sa place n'aurait pas été en République fédérale avec une pension élevée, mais en RDA, où il aurait dû faire ses preuves dans la construction de l'armée populaire.

Les officiers prussiens qui ont alors conclu la convention de Tauroggen avec les Russes contre la volonté de leur roi, prouvant ainsi qu'il n'y avait déjà pas d'obéissance au cadavre, étaient des nationalistes, des combattants allemands de la liberté qui plaçaient le bien de leur nation au-dessus de la fidélité forcée à l'alliance des intérêts français. Normalement, Seydlitz aurait dû se présenter devant un tribunal allemand, qui aurait certainement été en grande difficulté vu le rapport rompu avec la trahison nationale. Le cas de v. Puttkammer, qui faisait également partie de ce comité de trahison et qui a néanmoins pu être promu ambassadeur allemand en Israël grâce à l'intervention de Wehner, montre à quel point ces notions et ces

sentiments sont aujourd'hui brouillés et évalués différemment. Le fait qu'il n'ait exercé cette fonction que pendant une courte période est, compte tenu de ses antécédents, plutôt à mettre au crédit des Israéliens patriotes à cet égard. Aux yeux des gens vertueux du monde entier, la trahison est appréciée dans la mesure où elle sert leurs propres intérêts, mais les traîtres n'ont jamais été appréciés a posteriori par leurs ennemis ou leurs amis. Les traîtres sont méprisés.

Mais en ce qui concerne l'opération soviétique et sa victoire à Stalingrad, ses meilleurs complices étaient des conspirateurs et des traîtres allemands qui, avant, pendant et après la bataille, ont immédiatement transmis aux Soviétiques toutes les informations dont ils avaient besoin pour réussir cette entreprise. Il ne fait aucun doute que quelques mois seulement après le début des hostilités avec l'Union soviétique, le commandement allemand avait déjà la preuve de vastes trahisons qui ne pouvaient provenir que de ses propres rangs. Ainsi, dès le mois d'août, lors de la prise du poste de commandement de la 16e armée soviétique à l'est de Smolensk, on avait trouvé, à la plus grande surprise, deux plans d'attaque complets de l'OKW ainsi qu'une copie d'un ordre récent de privilégier le second plan par rapport au premier. De même, on a trouvé à Briansk un plan de Haider qui avait été présenté à Hitler seulement deux jours auparavant, mais qui n'avait pas encore été décidé. De telles trahisons à court terme n'ont pu être transmises à l'ennemi que par l'entourage le plus proche de Hitler. Par ailleurs, le service de défense allemand dirigé par Canaris et Oster savait qu'un émetteur secret soviétique avait été démantelé à l'été 1942 près de Varsovie et qu'il avait transmis quelques milliers de messages radio directement à Moscou. Le décryptage de tous ces rapports, dont des copies ont été produites, a également permis de dresser un tableau accablant de l'activité d'espionnage extrêmement efficace des commanditaires allemands. Cette constatation et bien d'autres preuves auraient déjà dû suffire à imposer en priorité une clarification de cette activité de trahison et d'espionnage des traîtres allemands. Aujourd'hui, il ne faut pas s'étonner que cela n'ait pas réussi, et même que cela n'ait pas pu se faire, car aux postes clés de l'Abwehr allemand, des services de renseignement et de la radio et de la téléphonie se trouvaient des

traîtres et des saboteurs qui se couvraient eux-mêmes et qui empêchaient toute révélation objective.

Je n'en ai pris pleinement conscience que lorsque Hitler, lors de mon entrée en fonction en tant que commandant de combat du quartier général, m'a fait part de quelques délits de trahison sous le sceau du secret. Ainsi, grâce à la vigilance d'un sergent, on avait pu constater qu'un double circuit spécial dans le bunker des ordres de renseignement du quartier général permettait d'écouter les appels téléphoniques importants des officiers concernant les ordres et les instructions opérationnelles et tactiques. L'écoute se faisait à Berlin. De plus, il existait une liaison directe avec la Suisse. Le Führer n'a pas voulu entrer dans les détails. Je remarquai qu'une trahison aussi honteuse de la part d'officiers de son entourage proche le déprimait énormément et lui était inconcevable. Il en souffrait visiblement. On pouvait déduire de ses nombreuses remarques que l'existence d'une « clique réactionnaire » au sein du corps des officiers supérieurs était pour lui un fait établi qu'il avait toujours pris en compte. Mais le fait que la trahison soit allée jusqu'à annoncer directement à l'ennemi des mesures stratégiques décisives et vitales, avant même qu'elles ne puissent être mises en œuvre du côté allemand, le blessait et l'offensait énormément. Moi aussi, j'ai été tellement bouleversé par cette information que, compte tenu de l'oppression du Führer, je n'ai pas voulu poser de questions supplémentaires.

J'ai entendu plus tard d'autres détails de la part du Brigadeführer Rattenhuber, qui était responsable de la sécurité intérieure, mais qui m'a été subordonné en ma qualité de commandant de combat. J'avais expressément posé cette condition lors de mon entrée en fonction, car sinon la responsabilité de la sécurité du Führer et du quartier général ne me semblait pas acceptable. J'ai ensuite appris de Rattenhuber les détails de ces trahisons les plus honteuses. L'arrestation et l'exécution du chef des renseignements, le général Fellgiebel, ne s'étaient pas arrêtées là. Ses plus proches collaborateurs n'étaient pas seulement des co-conspirateurs, mais aussi des traîtres à la nation les plus honteux, qui faisaient cause commune avec nos ennemis. Malgré une nouvelle assurance de fidélité inaltérable envers le Führer en personne, le successeur de Fellgiebel, le lieutenant-général Fritz

Thiele, a été pris en flagrant délit et exécuté lui aussi. Avec lui, le chef d'État-major, le colonel Hahn, ainsi que le chef du groupe de renseignement du commandant de l'armée de réserve, le colonel Hassel, qui s'occupait du circuit parallèle à Berlin, ont été exécutés en tant que complices et participants. Ils sont aujourd'hui honorés avec d'autres à Plötzensee.

Cette trahison des mesures de défense et des planifications militaires a joué un rôle décisif dans la bataille de Stalingrad. Ces informations sur l'ennemi étaient d'autant plus fructueuses et moins dangereuses pour les traîtres qu'elles n'étaient pas transmises par radio, mais par téléphone. Toutes ces informations décisives parvenaient en Suisse, pays prétendument neutre, pour être transmises par radio à Moscou. Elle a permis que l'activité d'espionnage qu'elle encourageait serve les intérêts de Staline. Il ne fait aucun doute que tout cela s'est fait avec la connaissance et le soutien des services de renseignement suisses. Après l'élimination de l'« Orchestre rouge » avant la bataille de Stalingrad, le colonel général soviétique Fedor Kouznetzov, responsable de l'espionnage et qui se présentait toujours sous le nom de code de « directeur », fit commuter sur une autre station radio située à Genève et appelée « Rado », de sorte qu'il n'y eut pratiquement pas de retards dans la transmission des messages.

Sous le nom de « Rado » se cachait un groupe de trois personnes sous le nom de couverture « Dora ». Il s'agissait de l'ancien communiste Alexander Rado, originaire de Hongrie, de l'écrivain allemand Rudolf Karl Rößler, dont le nom de code était « Lucy », et du Suisse Xaver Schnieper. Surnommés les « Trois Rouges », ils ont pu poursuivre leurs activités d'espionnage jusqu'au printemps 1944, dans une mesure croissante et presque sans être inquiétés. Ils envoyaient environ deux cent cinquante messages radio par mois et, grâce à leur contact direct avec le haut commandement de l'armée allemande, ils rapportaient en détail toutes les mesures stratégiques et tactiques prises par le commandement allemand dans la bataille de Stalingrad, ce qui était d'une valeur inestimable pour le commandement soviétique. Si les Soviétiques publient aujourd'hui peu d'informations à ce sujet, c'est parce qu'ils ne veulent pas que le succès de la bataille de Stalingrad soit terni historiquement par l'aveu

d'avoir reçu à temps toutes les informations nécessaires à leurs propres opérations et d'avoir eu une vision exacte de l'ennemi.

Le fait que des officiers allemands, qui sont aujourd'hui considérés et honorés comme faisant partie des cercles du 20 juillet, aient été principalement impliqués dans cette affaire est l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire allemande. Après la guerre, j'ai déjà été puni de trois mois de prison pour une déclaration bien moins complète à ce sujet, et je sais aujourd'hui que c'était totalement injustifié. Car entre-temps, les relations entre les actes de trahison ont été clairement démontrées par des historiens étrangers sur la base de meilleures sources d'information. Un nouveau procès serait certainement un procès monstre et ébranlerait certaines légendes soigneusement entretenues jusqu'à présent. Il faudrait notamment entendre un témoin comme l'Anglais David J. Dallin, qui écrit dans son livre *Die Sowjetspionage* [« L'espionnage soviétique »] :

> *« En tant que point de départ des opérations de renseignement contre l'Allemagne, l'appareil de renseignement soviétique en Suisse a rendu plus de services à la stratégie soviétique que n'importe quel appareil dans n'importe quel autre pays, et sa contribution à la victoire soviétique ne peut guère être surestimée dans son importance ».*

Les informations provenaient des plus hautes instances de commandement de l'État-major allemand (OKW et OKH), et plus précisément d'un groupe de conspirateurs dont le nom de code était « Werther ». Ainsi, le 9 novembre 1942, c'est-à-dire avant le début de l'offensive autour de Stalingrad, il a été demandé : *« Où se trouvent les positions défensives arrière des Allemands sur la ligne au sud-ouest de Stalingrad et le long du Don ? Où se trouvent maintenant la 11e et la 25e division mot. Division, qui étaient auparavant engagées dans le secteur de front de Briansk ? »* Après l'encerclement de Stalingrad, il était demandé : *« Envoyez des informations sur les mesures concrètes que l'OKW envisage de prendre en relation avec l'avancée de l'Armée rouge à Stalingrad ».* Le 2 décembre, la demande était la suivante : *« À Rado. La tâche la plus importante pour la période à venir est de déterminer avec précision toutes les réserves allemandes dans l'arrière-pays. Directeur ».* Le 7 décembre, Moscou veut savoir : *« Quelles sont les unités qui vont en ce moment de l'Ouest et de la Norvège vers le front de l'Est et quelles sont celles qui vont du front de l'Est vers l'Ouest et les Balkans. Indiquer*

les numéros ! Quels sont les plans de l'OKW sur le front de l'Est en relation avec l'offensive de l'Armée rouge ? La Wehrmacht ne mènera-t-elle que des combats défensifs ou l'OKW prévoit-il des contre-attaques sur une quelconque partie du front de l'Est ? Si oui, où, quand et avec quelles forces ? Tâche importante ! Directeur ». On pourrait multiplier les exemples à l'infini. En posant les questions et en y répondant, on pouvait clairement voir que les informateurs devaient occuper des positions clés et élevées.

Même l'attaque de dégagement de Hoth sur Stalingrad le 11 décembre était connue du haut commandement russe dans les termes suivants : *« Commence demain une offensive pour vous libérer. Ordre du Führer. Prévois de passer Noël avec vous ».* La demande soviétique après la bataille peut être considérée comme une preuve, mais aussi comme une pure moquerie, lorsqu'un message radio dit alors : *« Très important. Prenez immédiatement des mesures pour déterminer, par l'intermédiaire de 'Lucy', quels sont les plans et les intentions concrètes, quelles divisions doivent être envoyées sur le front de l'Est et sont déjà en route. Nous vous remercions pour les dernières informations de 'Werther' sur le front caucasien ».* Ou encore : *« Comment l'OKW envisage-t-il de parer et de neutraliser les attaques de l'Armée rouge ? Quelles sont les estimations de l'OKW sur la situation et sur les mesures et plans nécessaires ? Donnez cette mission à toutes les personnes du groupe 'Lucy', et si possible, que Long essaie d'obtenir des informations à ce sujet par le biais du groupe Wirth. Meilleures salutations, directeur ».* En ce qui concerne le groupe Wirth, il s'agissait tout de même de l'ancien Chancelier Josef Wirth, qui s'est avéré être un informateur des Soviétiques.

Le tournant fatidique à l'Est a été amorcé par la défaite allemande autour de Stalingrad. Les pertes en personnel et en matériel ont été lourdes et difficiles à rattraper. Depuis lors, tous nos efforts, en particulier dans le domaine de l'armement, et notamment l'achèvement des armes décisives les plus récentes, ont toujours été en retard d'au moins six mois. De véritables possibilités de renverser le cours des choses par des succès plus importants ou de parvenir à une paix négociée supportable par des succès limités ont ainsi disparu. La perte de Stalingrad a déclenché une lutte désespérée dans toute sa rigueur, qui ne peut être comprise que par ceux qui l'ont vécue.

Les causes profondes de la défaite dans la bataille de Stalingrad étaient les prévisions erronées concernant la reconnaissance de « Fremde Heere Ost » sous Gehlen, les retards des renforts ordonnés par Hitler derrière le front du Don et la trahison militaire répugnante des généraux allemands au plus haut niveau. Il s'agissait de l'esprit pervers de forces traîtresses qui n'espéraient rien de plus pour leur renversement qu'une défaite militaire décisive de Hitler et qui ont tout fait pour la provoquer. L'histoire rendra un jour un verdict clair à ce sujet. Malheureusement, même les exécutions ultérieures des généraux Fellgiebel, Thiele, Stieff et Wagner n'ont pas pu faire disparaître une telle bataille décisive. Ce qui est triste, c'est que plusieurs dizaines de milliers de braves soldats allemands ont perdu la vie dans cette bataille ou ont été faits prisonniers par les Russes.

LA TRAHISON LOURDE DE CONSÉQUENCES DU DR. RICHARD SORGE

Avant Stalingrad, l'armée allemande avait déjà subi les conséquences de l'une des plus graves trahisons de la Seconde Guerre mondiale. En effet, outre l'« Orchestre rouge » et les « Trois rouges » dirigés par l'émigré catholique Rudolf Rößler, il existait également le groupe « Hirse ». Il s'était installé à l'ambassade d'Allemagne à Tokyo (Japon). Le chef de ce centre d'espionnage était l'agent soviétique Dr Richard Sorge, attaché de presse auprès de l'ambassade allemande à Tokyo, qui était en contact radio permanent avec le général soviétique Beldin à Moscou. En tant qu'attaché de presse allemand, il connaissait toutes les directives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères du Reich, qui étaient transmises en permanence aux Soviétiques. Son message, probablement décisif pour la guerre, lui a été transmis par une source japonaise dans la deuxième moitié d'octobre 1941, alors que les troupes allemandes étaient profondément enfoncées dans la Russie et que l'effondrement du front soviétique n'était plus qu'une question de temps.

Son message à Moscou indiquait que l'État-major japonais avait définitivement abandonné le plan d'attaque de l'Union soviétique par l'est, demandé par les Allemands, dans l'intérêt de plans d'attaque contre les Anglais à Singapour et contre les Américains dans le Pacifique. Il en résulte qu'à l'heure critique, les Soviétiques ont pu jeter en urgence plus de deux millions de soldats de l'armée d'Extrême-Orient sur le front occidental russe démantelé. Ces troupes bien reposées et bien équipées arrivèrent sur le front européen juste au moment où, après des mois d'opérations offensives étendues et réussies, les troupes allemandes épuisées se lançaient à l'assaut final de Leningrad, Moscou et Rostov contre des fronts qui s'effritaient déjà. Cet ultime effort devait créer les conditions d'un hivernage et d'un rafraîchissement sans encombre des unités de

combat allemandes. Grâce aux énormes renforts qui arrivaient justement à ce stade de la bataille, les Soviétiques ont pu surmonter leur choc de l'époque et ainsi éviter leur effondrement militaire. En pratique, le traître allemand Dr Richard Sorge a décidé de la Blitzkrieg dès 1941. La guerre de mouvement qui devait être gagnée s'est transformée en guerre de position avec des fronts de plus en plus longs.

Richard Sorge n'était pas seulement un attaché de presse zélé auprès de l'ambassade allemande à Tokyo, mais aussi un ami intime de l'ambassadeur, le général Ott, dont les amis étaient les conspirateurs von Weizsäcker, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, et Erich Kordt. Dans ce genre de délits de trahison d'une telle ampleur, on se heurte toujours à une politique du personnel désastreuse du ministère des Affaires étrangères. Qui était finalement l'ambassadeur responsable, le major général Eugen Ott ? Il a été révoqué de son poste en 1942. Il devait sa qualification d'ambassadeur au fait qu'il avait eu des ennuis avec la Gestapo pour avoir tenu des propos hostiles au gouvernement. Sa mission initiale était certes celle d'un attaché militaire, mais son attitude anti-nationale-socialiste constituait, aux yeux d'hommes tels que v. Weizsäcker et Kordt, une garantie suffisante pour qu'il puisse également remplir le poste d'ambassadeur. À cela s'ajoutait le fait qu'il était un ancien collaborateur du « général rouge » v. Hammerstein et de v. Schleicher. Avant la prise du pouvoir en 1932, il avait déjà dû élaborer les plans pour réprimer un coup d'État national-socialiste non planifié et faisait partie de la clique d'officiers qui avaient toujours défendu une collaboration avec la Russie communiste.

Ott connaissait son attaché de presse Sorge depuis 1934. Les deux hommes étaient amis et prenaient même leur petit-déjeuner quotidien ensemble à l'ambassade. Dans son cas comme dans celui de Sorge, on avait omis de vérifier les données personnelles et les antécédents de ces hommes, comme c'est habituellement le cas dans le service diplomatique. Sinon, il aurait été facile de découvrir que Sorge était né en Russie et que sa mère était russe de naissance. Son père était un ingénieur allemand. En 1923, Sorge a participé à un putsch communiste à Hambourg. Après avoir terminé ses études, il s'est

installé à Hambourg et s'y est marié. Des agents illégaux des Soviétiques y ont trouvé refuge à plusieurs reprises. Pour cette raison et parce qu'il était soupçonné d'avoir fait de l'espionnage pour Moscou en Scandinavie, il était déjà suivi par la police d'État du gouvernement de Weimar. Mais toutes ces manœuvres ont été découvertes trop tard. Le fait qu'il comptait parmi les opposants au national-socialisme était le seul élément important pour la prétendue clique de conspirateurs clairvoyants du ministère des Affaires étrangères.

Le diplomate Kordt rapporte certes qu'il n'avait aucun soupçon contre Sorge et qu'il n'avait rien remarqué de particulier. Mais il se contredit lorsqu'il écrit :

> *« Mis à part ses bizarreries, je n'ai rien remarqué de suspect chez lui. J'avais remarqué que le déclenchement de la guerre avec l'Union soviétique semblait avoir ému intérieurement le moqueur et cynique Sorge plus qu'aucun autre événement. Il m'a dit qu'il éprouvait une compassion particulière pour le peuple russe, car il était né en Russie et que sa mère était russe. Les premières annonces de la victoire allemande l'ont mis dans tous ses états, et lorsqu'une dame s'est réjouie de l'expulsion des Soviétiques de Riga, il lui a répondu assez brutalement et s'est interdit de faire de telles déclarations. J'ai cru pouvoir expliquer cette déclaration par sa conception générale anti-nationale-socialiste, et je n'ai jamais soupçonné Sorge d'être au service des Soviétiques. Ce qui m'avait fortement déplu, c'est qu'au cours des mois suivants, il s'était mis à boire de plus en plus ».* (Karl Balzer, *Der 20. Juli und der Landesverrat*, 1ère édition, page 219).

Seul un conspirateur tel qu'Erich Kordt ne pouvait pas reconnaître l'inaptitude totale d'un homme comme Sorge au service diplomatique, qui plus est à un poste aussi important en temps de guerre. Mais Kordt ne fait que caractériser le mode de pensée et la situation du ministère des Affaires étrangères de l'époque, qui s'est toujours vanté d'avoir eu peu de membres du Parti national-socialiste parmi ses membres et qui a même mis en garde les nouveaux arrivants contre les personnes qui se réclamaient des idées du Troisième Reich.

J'ai entendu parler pour la première fois du scandale de la trahison de Sorge par l'ambassadeur japonais Oshima à Berlin avant le 20

juillet, alors qu'il était notre invité au mess du régiment de garde. Nous nous sentions liés par des liens de camaraderie avec cet homme droit et ami de l'Allemagne, d'autant plus qu'il était soldat. Il connaissait tous les rapports de la Wehrmacht et nous appelait lorsqu'il entendait à nouveau parler des performances de la division « Großdeutschland ». Il était un admirateur sincère de notre association de tradition. C'est pour cette raison qu'une nuit, après une joyeuse soirée d'officiers avec des invités, notre fanfare a été alertée à la demande de l'ambassadeur du Japon. Elle a joué dans la salle du mess, dans un puissant vrombissement, quelques marches prussiennes qui ont ému le bon Oshima jusqu'aux larmes. Après une soirée aussi chaleureuse, j'ai toujours eu le sentiment que l'axe Berlin-Tokyo pouvait être considéré comme absolument assuré pour les années à venir. Cette trahison d'un membre de l'ambassade allemande nous a d'autant plus douloureusement affligés. Sorge était l'un des collaborateurs les plus zélés et les plus infatigables de l'ambassade allemande. Toutes les portes lui étaient ouvertes. Dès six heures du matin, il se tenait dans le bâtiment de l'ambassade et suivait tous les messages radio et autres rapports en provenance de Berlin. Il connaissait le représentant de Havas, Youkelisch, et les Japonais Miyagi Yotoku et Osaki. Tous deux étaient des communistes habilement camouflés. Le dernier était secrétaire et confident du chef du gouvernement japonais Konoye. Miyagi Yotoku était secrétaire du Ministre des affaires étrangères japonais, le général Ugaki, et fournissait toutes les informations de l'armée japonaise. Muni d'un tel type d'informations, Sorge était bien sûr un invité intéressant pour Ott au petit-déjeuner, et il pouvait discuter ouvertement avec lui des choses les plus secrètes sans se cacher. De plus, il était chargé par l'ambassadeur allemand de la compilation du « Service allemand ». Seulement, dans ces messages apparaissaient d'autres informations que celles transmises quotidiennement à Moscou.

Sorge était un agent financé par Moscou et recevait ses fonds de son opérateur radio Klausen, également un communiste allemand formé à Moscou. La pièce radiophonique de Klausen s'effectuait à partir d'un voilier dont la position en mer changeait constamment. Plus de trente mille groupes de mots cryptés ont été capturés par la

surveillance japonaise, mais n'ont malheureusement pas pu être décryptés. Dès le 20 mai 1941, donc bien avant le début de la guerre préventive allemande contre l'Union soviétique, Sorge a fait savoir par radio au quatrième bureau de l'armée rouge à Moscou qu'une attaque allemande était imminente. Mais le message décisif pour la guerre, selon lequel le Japon n'avait pas l'intention d'attaquer l'Union soviétique depuis la Mandchourie, a été transmis le 15 octobre 1941. Ce fut le dernier message, mais sans doute le plus important.

Trois jours plus tard, le 19 octobre, la défense japonaise a frappé et a arrêté Sorge et Klausen avec son réseau d'espionnage. Sorge a fait des aveux complets et a été exécuté par les Japonais en octobre 1944. L'ambassadeur allemand fut rappelé à Berlin. Seule la couverture du ministère des Affaires étrangères l'a sauvé d'un sort mérité ; car lui aussi aurait dû être tenu responsable de la trahison d'un des membres de son ambassade pour manque de supervision.

Toujours est-il que pour les Soviétiques, le message radio, vital pour eux, avait pour conséquence qu'une guerre sur deux fronts, probable pour eux, n'avait plus besoin d'être prise en compte dans leurs décisions. Plus de deux millions de soldats sibériens suréquipés et préparés pour une campagne d'hiver ont été transportés d'urgence sur le théâtre européen et ont empêché l'effondrement total de leurs fronts désespérés devant Leningrad, Moscou et Rostov. Ces troupes, reposées et équipées de raquettes, se sont retrouvées face à des troupes allemandes épuisées et encore équipées de vêtements d'été, qui ont subi à ce moment-là deux fois plus de pertes dues aux engelures qu'aux combats.

Tout comme Sorge a trahi l'Allemagne, les saboteurs allemands ont trahi l'approvisionnement en temps voulu des troupes combattantes. Les saboteurs qui occupaient des postes clés du ravitaillement ont causé la mort et la perte de plus de cent mille soldats allemands en négligeant leurs obligations dans ce domaine. Cette responsabilité est également très lourde et ne peut être justifiée par aucune raison. Le quartier-maître général Wagner, l'un des principaux résistants, a commis un crime perfide en ne parvenant pas à assurer le ravitaillement. La même faute incombe au chef du département de l'organisation de l'OKH, le major général Stieff, qui

fut également exécuté après le 20 juillet en tant que principal complice. Hitler se justifiait par des difficultés de ravitaillement. La situation ne s'améliora que lorsque le Führer prit en charge le commandement suprême de l'armée.

Des centaines de locomotives étaient à l'arrêt, car aucune disposition n'avait été prise pour faire face au froid extrême. Cent cinquante mille wagons de chemin de fer encombraient les voies et ne pouvaient pas être rapatriés. Dans cette situation d'urgence, le chef des transports de l'OKW, le général Gehrke, n'a rien trouvé de mieux que de proposer de renverser les wagons avec leur chargement et de renvoyer les locomotives en convoi vers leur patrie. Car en Allemagne, soixante-dix mille wagons étaient nécessaires chaque jour pour l'approvisionnement en charbon, si l'industrie de l'armement ne devait pas être paralysée. Hitler lui-même dut intervenir. Il chargea Speer, l'énergique général Milch et le Dr Ganzenmüller de remédier à cette situation par des moyens dictatoriaux. *« Les questions de transport ne doivent pas faire perdre cette guerre. Elles doivent être résolues immédiatement ».* En quelques semaines, ce problème fut également résolu. Milch pouvait dire par-dessus la tête des officiers de l'État-major général : *« Jusqu'à présent, on se disputait pour 400 wagons, hier nous en avons commandé 50 000 ».*

Les mêmes problèmes sont apparus sur nos chars par ce froid. Les moteurs des véhicules ne démarraient pas. L'huile devait d'abord être rendue liquide à l'aide de lampes à souder. En 1939 déjà, une démonstration avait eu lieu à Rechlin en présence du Führer, où le procédé de démarrage à froid avait été présenté. Il s'agissait d'un procédé simple, à savoir la dilution de l'huile avec un peu d'essence. Cette procédure avait été expressément approuvée par l'OKW et l'OKH. Seulement, au moment décisif, la troupe n'en savait rien. Bien que le commandement suprême ait signalé ce procédé à deux reprises, la troupe n'a pas été informée en temps voulu. Milch a ordonné une enquête et a constaté que la fiche d'information sur l'utilisation des véhicules à moteur en hiver n'avait été publiée que le 10 octobre 1941 par l'intendant général. Cela eut des conséquences désastreuses. Pendant les mois froids de l'hiver, jusqu'à 80 % des

véhicules étaient immobilisés, si bien que les pertes dues à de tels sabotages étaient importantes.

Dans cette situation, déclenchée par la trahison de Sorge, des divisions soviétiques bien entraînées et prêtes pour l'hiver arrivèrent en raquettes sur le front et se heurtèrent à des divisions allemandes fortement décimées qui, depuis juin, avaient perdu sans interruption leur force et une grande partie de leur équipement dans une avancée victorieuse, avec seulement un faible complément. Lorsque le front tenait malgré tout après de légers revers, c'était, outre la bravoure des soldats, la volonté de fer de Hitler qui appelait à un effort extrême et qui réussissait.

Dans son édition du 4 septembre 1964, la *Pravda*, l'organe du Parti communiste soviétique, a pour la première fois dévoilé le secret de ce maître-espion du côté russe et a admis que le Dr Sorge, grâce à ses relations étroites avec l'ambassadeur allemand au Japon allié, avait donné en temps voulu des informations exactes sur la date de l'attaque contre la Pologne ainsi que sur les préparatifs et les dates de l'attaque contre l'Union soviétique. Mais l'activité d'espionnage de Sorge a pris une importance décisive lorsqu'il a pu informer ses commanditaires que le Japon n'entrerait pas du tout en guerre contre l'Union soviétique, mais qu'il concentrerait ses forces militaires dans l'océan Pacifique contre les États-Unis, une information qui a permis à Staline de retirer de là la plus grande partie de ses divisions d'élite se trouvant en Extrême-Orient et de les jeter dans la bataille décisive pour Moscou. Comme chacun sait, l'évacuation de Moscou a alors commencé. Seul Staline a gardé son sang-froid.

Au même moment, les Américains étaient à Moscou pour conclure des contrats d'aide anglo-américains.

LA TRAHISON SOUS LE CHEF DE LA DÉFENSE, L'AMIRAL CANARIS

Comme nous le savons aujourd'hui, il n'y a guère eu de planification ou d'opération militaire qui n'ait été trahie avec la participation de cercles militaires. Jamais dans l'histoire allemande une trahison aussi planifiée et étendue n'a été commise. Il s'est avéré ici que, contrairement à la révolution française, la révolution allemande de 1933 était la moins sanglante. Aucune tête n'est tombée. Hitler voulait unifier son peuple et convaincre toutes les couches sociales et toutes les classes de son idée. L'incroyable trahison dont il a fait preuve pendant toute la guerre prouve qu'il s'est trompé. La plupart du temps, il s'agissait d'officiers réactionnaires qui se réclamaient certes de leur tradition prussienne, mais qui la trahissaient en réalité. Ils ont largement contribué à ce que la Prusse riche en traditions soit aujourd'hui rayée de la carte, mais aussi à ce qu'ils aient perdu leurs grands biens à l'Est. Ils doivent aujourd'hui constater que leur chère Prusse n'est plus représentée que par la RDA communiste.

L'opinion de Monsieur v. Schlabrendorff dans son livre *Offiziere gegen Hitler* [Les officiers contre Hitler], à la page 47, en rapport avec la préparation de l'invasion prévue contre l'Angleterre, peut être significative de l'état d'esprit de ces conspirateurs : *« Nous étions convaincus qu'un succès de l'invasion aurait signifié la domination de Hitler sur l'Europe. Empêcher ce succès hitlérien en toutes circonstances et par tous les moyens, même au prix d'une grave défaite du Troisième Reich, était notre tâche la plus urgente ».* C'est ainsi et pas autrement que cette phrase a été formulée dans sa première édition. Même si la deuxième partie de cette phrase a été supprimée dans les éditions ultérieures, tout comme la plaque commémorative des exécutés du 20 juillet contenait les noms des traîtres à la patrie de l'« Escadron rouge » et a été supprimée dans l'édition suivante, il ne s'agissait certainement que d'une correction nécessaire pour que les véritables raisons de la trahison n'apparaissent pas trop clairement.

Cette trahison a commencé avant même le début de la campagne de Pologne. Ici, c'est le major Ewald v. Kleist-Schmenzin qui, avec d'autres résistants, entretenait des relations étroites avec le ministère allemand de la guerre. Il a donné oralement à l'attaché militaire britannique à Berlin, avant le début des hostilités, l'information suivante, qui a été immédiatement transmise par un télégramme téléphonique de l'ambassadeur anglais Henderson au secrétaire d'État britannique Halifax :

> *« Hitler a forcé l'État-major général à modifier le plan élaboré contre la Pologne, selon lequel Varsovie devait être attaquée sur un large front dans la direction nord-sud à partir de la Prusse orientale, en liaison avec l'avancée de leurs principales troupes vers Cracovie dans la direction nord-est à partir de la Moravie tchèque et de la Slovaquie occidentale.*
>
> *Le nouveau plan consiste en une offensive directe contre Varsovie à partir de la Poméranie et de la Marche frontalière… Brauchitsch a déclaré qu'une guerre sur deux fronts n'était pas envisageable car la résistance de la Pologne était considérable et que le nouveau plan ne pouvait pas apporter une décision rapide. Le Westwall n'est fort que par endroits, ce qui a été prouvé par des essais. Les endroits faibles sont ceux de Fribourg, Sarrebruck et Aix-la-Chapelle. L'État-major craint qu'une percée à travers le Westwall ne soit possible… Hitler a fait une dépression nerveuse après ma visite chez Henderson (absurdité ; l'auteur)… L'État-major veut profiter de l'état de nervosité de Hitler pour réaliser un coup militaire, mais il doit d'abord être sûr que l'Angleterre ne cédera pas... Si l'État-major savait qu'une attaque sur le Westwall était sûre, cela renforcerait sa position... L'ambiance dans l'armée de l'air allemande est bonne, mais pas dans l'armée, et c'est l'armée qui décidera en fin de compte des événements... Les généraux Hammerstein, Beck et Rundstedt auraient obtenu des postes de commandement élevés et indépendants, et ce sont les hommes en qui l'État-major a confiance... Les concentrations allemandes auraient lieu dans les régions de Landsberg-Schneidemühl-Schlochau... Si l'État-major était définitivement convaincu que les rapports de Ribbentrop sur l'Angleterre sont faux, cela favoriserait la situation des éléments dissidents (paraphrase : des traîtres à la nation) (DBFP = Documents on British Foreign Policy VII, No. 546) ».*

Ce rapport secret fut accompagné de remarques supplémentaires de Kirkpatrick, premier secrétaire à l'ambassade anglaise de Berlin, et

le tout fut présenté au Premier ministre britannique le matin du 31 août 1939. Dans les remarques de Kirkpatrick, on pouvait lire :

> *« Cette information confirme l'ordre d'Aufinarsch, que Dahlerus (un Suédois qui, sur recommandation de Göring, devait servir d'intermédiaire entre les gouvernements allemand et britannique ; l'auteur) a également vu. Nous disposons d'une information indépendante à ce sujet, selon laquelle Haider a également fait des difficultés.*
>
> *Je suis sûr que les Allemands craignent une attaque sur le Westwall, mais notre situation n'est pas assez forte pour que nous puissions exercer une pression sur les Français pour qu'ils s'exposent à de tels risques et à de telles pertes... D'après la description, je ne peux pas identifier cet officier, mais je pense qu'il s'agit d'un officier en congé qui est en relation avec les éléments réactionnaires de l'État-major. Il nous a déjà donné beaucoup d'informations assez concrètes en septembre dernier, lorsqu'il s'est efforcé de nous inciter à résister à Hitler ».*

Il s'agit ici d'une trahison classique de la pire espèce, commise par un propriétaire terrien en Poméranie, en tant que porteur traditionnel du nom de la Prusse. La pendaison et la perte de son domaine ont été sa fin. En toute légitimité. Et un État qui encourage à honorer de telles personnes creuse sa propre tombe.

Outre le fait que cette information de Kleist-Schmenzin avait déjà été transmise de Berlin à Varsovie, Chamberlain fit en sorte de transmettre cette information secrète traîtresse directement au Ministre polonais des affaires étrangères, certainement pas pour des raisons de mesures défensives nécessaires – le sort de la Pologne était très indifférent aux Anglais – mais pour renforcer son opposition à la volonté allemande de négocier. Des négociations auraient signifié la paix. Or, pour les belligérants anglais, cela signifiait une défaite politique et militaire. Annelies[13] v. Ribbentrop et Karl Balzer ont déjà démontré dans leurs écrits, sur la base de rapports secrets britanniques, que les conspirateurs étaient en partie responsables du déclenchement de la guerre à cause de la Pologne. En effet, l'Angleterre pouvait croire à une victoire facile sur l'Allemagne, puisque les traîtres allemands étaient ses alliés, qui assuraient le

[13] [NdT : Anna Elisabeth von Ribbentrop, épouse de Joachim von Ribbentrop.]

renversement de l'État de l'intérieur, sans aucune intervention de sa part.

La campagne polonaise de vingt-sept jours, qui n'était en fait qu'une expédition punitive et qui s'est terminée sans déclaration de guerre, ne devait en fait servir qu'à assainir politiquement les relations germano-polonaises. Immédiatement après, Hitler a fait une offre de paix complète qui vaut la peine d'être lue. Comme on le sait, celle-ci a été rejetée, l'Angleterre étant moins intéressée par la préservation de la Pologne que par la destruction de l'Allemagne. Les résistants auraient dû se dire cela aussi, s'ils n'avaient pas été aussi aveuglément obstinés et myopes dans leur haine contre Hitler, qui ne portait pas le « von » devant son nom et n'était resté que caporal pendant la Première Guerre mondiale. Une déclaration ultérieure du président du Bundestag Eugen Gerstenmaier, qui se comptait également parmi les conspirateurs et qui a perdu sa haute fonction parce qu'on lui reprochait des actes égoïstes, prouve entre autres que des personnes lucides se sont penchées sur cette question. Ils se sont rendu compte après coup que toutes les prises de contact avec nos opposants à la guerre ne correspondaient qu'à un vœu pieux, construit sur des illusions. Ils ne pouvaient pas ignorer que les dirigeants anglais ne se méfiaient pas moins des généraux allemands conservateurs conspirateurs que de Hitler. Pour l'Angleterre, il s'agissait exclusivement de démanteler l'Allemagne en tant que facteur d'ordre le plus puissant d'Europe.

C'est la raison pour laquelle toutes les trahisons militaires qui seront décrites en détail ne pouvaient avoir qu'un résultat négatif, et surtout pas des promesses contraignantes, comme on l'avait toujours supposé en vain. Toutes ces prises de contact traîtres ne faisaient en fait que renforcer la position de nos adversaires, entraînaient des pertes difficilement justifiables de notre côté et nous privaient des fruits d'une éventuelle victoire. De plus, au fil du temps, les conspirateurs n'étaient plus pris au sérieux par nos adversaires, car tous les pronostics s'avéraient faux et aucun succès n'était enregistré de leur côté. Ils n'étaient pas non plus crédibles aux yeux de nos ennemis, sans compter que l'on appréciait bien la trahison sur le moment en tant qu'amélioration de sa propre position, mais que l'on

ne faisait au fond que mépriser le traître. Les monuments et les commémorations érigés après coup ne peuvent pas non plus le cacher.

En fait, les conspirateurs auraient dû se dire que si le puissant Adolf Hitler n'avait pas réussi dans ses efforts de paix, pourquoi nous aurions-nous droit à cet honneur ? À quoi sert l'élimination de Hitler et de son idée révolutionnaire si l'on ne peut pas obtenir de promesses fermes de la part de l'autre partie ? En réfléchissant bien, ils devaient se dire que l'élimination de Hitler ne pouvait être qu'un cadeau gratuit pour l'adversaire, sans aucune garantie pour la pérennité de l'Empire allemand. Mais leur fameuse pensée d'État-major général n'allait pas aussi loin. La haine aveugle, leur propre surestimation de soi et leurs vœux pieux concernant l'attitude de nos ennemis leur interdisaient toute analyse rationnelle de la situation.

La trahison militaire grave suivante a été initiée de deux manières par les défenses allemandes. Sous prétexte d'éviter de nouveaux actes de guerre afin de parvenir à une paix négociée, des contacts ont été recherchés avec l'Angleterre sous la promesse d'éliminer Hitler. Le Vatican était considéré comme le point de contact le plus approprié. C'est ainsi qu'en automne 1939, sur recommandation du lieutenant-colonel Teschenmacher, l'avocat Dr. Josef Müller fut convoqué par le bureau de l'Abwehr de Munich vers le bureau central de cette dernière à Berlin, auprès du lieutenant-colonel Brasser. On savait seulement de Müller – également connu sous le nom d'Ochsensepp – qu'il disposait de bonnes relations avec le Vatican. Il se déclara prêt à collaborer au sein de la défense allemande et à se rendre à Rome à la condition de pouvoir compter sur les bonnes relations du Dr Wilhelm Schmidhuber en tant que collaborateur actif. Schmidhuber avait été mobilisé en août 1939 et servait comme officier de situation dans le Luftgau 3 sous le général Sperrle à Nuremberg-Roth. Il était consul honoraire du Portugal, un homme d'affaires expérimenté, issu d'une vieille famille d'officiers, connaissait l'abbé général des prémontrés belges, H. Noots, et Monseigneur Krieg, qui était aumônier en chef de la garde suisse. Le Dr Müller connaissait Monseigneur Schönhöffer, qui l'avait marié, et le très important Père Leiber, un homme influent de l'entourage immédiat du Pape, ainsi

que Monseigneur le Prélat Kaas. Le prélat faisait d'ailleurs partie de ceux qui, tout comme notre ancien Président Heuss, ont approuvé avec enthousiasme la loi d'habilitation le 23 mars 1933, Kaas au nom du Zentrum.

Après avoir accepté de coopérer, ces deux hommes ont été chargés par l'Abwehr de mener des entretiens exploratoires en vue de mettre fin à la guerre sur une base négociée, avant que les combats ne se poursuivent à l'Ouest. Il n'y aurait certainement rien eu à redire à une telle mission si elle avait été donnée en accord avec le chef d'État Hitler. En revanche, il s'agissait d'une initiative personnelle de l'Abwehr allemand, qui ne devait pas servir les intérêts du gouvernement allemand du Reich, mais la préparation d'un renversement en garantissant les promesses souhaitées de notre principal ennemi anglais. Ainsi, selon les termes juridiques, cette action était dès le départ un cas clair de trahison nationale, qui montrait à l'ennemi les faiblesses évidentes du côté allemand.

Cette trahison a été le fait des conspirateurs Canaris, du colonel Oster et du conseiller du tribunal du Reich v. Dohnany, qui travaillait comme major et directeur spécial dans le département central de l'Abwehr. Le Dr Lenz, qui a ensuite occupé le poste de secrétaire d'État à la chancellerie fédérale sous Adenauer, faisait également partie de ce département. Il connaissait bien le Dr Müller et faisait partie du groupe de résistants susmentionné.

La deuxième prise de contact arbitraire avec les Anglais a été effectuée, sans que les deux groupes ne soient au courant l'un de l'autre, par l'ambassadeur allemand de l'époque, Ulrich v. Hassell à Rome. Ce n'est pas le Vatican qui a été sollicité, mais son gendre italien Detalmo Pirzio Biroli, qui était marié à la fille de v. Hassell, Fey. Celui-ci avait fait la connaissance à Rome, au restaurant suisse « Albrecht », de l'agent anglais Lonsdale Bryans qui, soi-disant de sa propre initiative, mais au su du Secrétaire d'État anglais lord Halifax, s'était donné pour mission de prendre contact avec les cercles dirigeants de la résistance allemande afin d'explorer les possibilités de paix. Detalmo laissa entendre qu'il était antifasciste et que son beau-père faisait partie d'un groupe important de patriotes allemands qui s'étaient donné pour mission de libérer l'Allemagne du national-

socialisme et de conclure la paix avec l'Angleterre et la France. Il a également déclaré que son beau-père l'avait chargé de trouver une personne digne de confiance qui serait prête à présenter cette proposition à Halifax.

Sans rencontrer personnellement v. Hassell, Bryans partit pour Londres, informa lord Halifax de cette conversation et ajouta *« que v. Hassell était pressenti pour être le futur Ministre des affaires étrangères d'une Allemagne libre »*. À son retour, il rencontra à nouveau Detalmo à Rome et lui rapporta *« que personne ne souhaitait plus ardemment que Halifax maintenir la paix »*. Son gendre organisa alors une rencontre entre Bryans et v. Hassell à Arosa, en Suisse, car le fils, Wolf Ulrich v. Hassell, s'y trouvait à ce moment-là en raison d'une grave bronchite. Pour s'en assurer, Bryans s'est vu remettre une photographie de v. Hassell. Il avait été convenu que Bryans séjournerait à l'hôtel « Isla », tandis que la famille v. Hassell s'installerait à l'« Eden ». Cette rencontre a eu lieu en février 1940. Hassell était venu en train depuis Coire, en Suisse, pour des raisons de camouflage.

Les groupes de contact, qui agissent indépendamment les uns des autres, avaient pour objectif d'explorer les possibilités de paix après la campagne de Pologne, avant que la guerre ne menace de s'étendre à l'ouest. Les deux groupes présupposaient un coup d'État interne à l'Allemagne, qui ne présentait pas seulement toutes les caractéristiques de la haute trahison, mais qui, en raison de la prise de contact avec des instances neutres et ennemies, n'était rien d'autre qu'un sabotage de la conduite de la guerre allemande et de la politique étrangère du Reich, et donc également une trahison nationale. Pour la diplomatie anglaise, un plan de renversement crédible devait certes signifier un affaiblissement extrêmement bienvenu de la position de l'adversaire, qu'il fallait encourager, mais ne permettait encore aucune promesse de négociations de paix, même après un renversement réussi.

Müller et Schmidhuber, l'envoyé anglais au Vatican, sir Osborne, a rapporté à Mgr Schönhöffer qu'*« il y avait une possibilité de régler la guerre par la négociation, tant qu'il n'y avait pas eu de combats à l'Ouest »*. Il s'agissait d'une réponse non contraignante, sans aucun engagement

concret. Cela devint d'autant plus évident lorsque, lors de sa deuxième visite au pape Pie XII le 19 février 1940, Osborne déclara :

> *« J'ai simplement dit que s'ils voulaient renverser le gouvernement, ils n'avaient qu'à le faire. J'ai ajouté : 'Mais s'il y avait un changement de gouvernement, je ne verrais toujours pas comment on pourrait faire la paix tant que la machine militaire allemande resterait intacte'. Lors de l'entretien personnel du Dr Müller avec sir Francis Osborne, qui avait été arrangé par le père Leiber, l'opposition allemande devait s'engager à renverser Hitler avant même le début des hostilités à l'Ouest. Les dirigeants de l'opposition devaient également s'engager à empêcher une offensive à l'Ouest.*
>
> *Désormais, ce sont les résistants qui ont été mis sur la sellette. Le colonel Oster s'est donc entretenu avec v. Dohnanyi, Dietrich Bonhoeffer et Gisevius. Canaris et Beck ont également été informés. Ce n'est pas Canaris, qui saluait tous les efforts de paix mais restait toujours à l'arrière-plan, mais Oster qui fit la déclaration suivante : 'Nous sommes en mesure de provoquer un bouleversement à l'intérieur et d'empêcher l'offensive imminente vers l'ouest, à condition que les conditions de paix anglaises soient acceptables'.* (Karl Bartz, *Die Tragödie der deutschen Abwehr*, page 32).

Cette déclaration n'était rien d'autre qu'un vœu pieux et surestimait les possibilités réelles. Elle contribuait en outre à rendre les conspirateurs de moins en moins crédibles, car des promesses similaires avaient déjà été faites à plusieurs reprises sans jamais être tenues.

Lors de l'entretien entre v. Hassell et Bryans, il s'agissait surtout pour l'ambassadeur d'obtenir l'assurance que l'Angleterre était prête à négocier avec un nouveau gouvernement allemand qui devait être formé immédiatement après la chute. Cette assurance avant le renversement était donc nécessaire, selon lui, pour pouvoir mieux s'imposer auprès de ses pairs encore hésitants. Lorsque Bryans lui répondit, joyeusement excité, que Halifax lui avait donné l'assurance positive d'utiliser toute son influence personnelle dans le sens souhaité, le diplomate allemand comprit immédiatement qu'il s'agissait certes de très belles paroles, mais pas de preuves utilisables. Il avait besoin de documents écrits qu'il pourrait présenter à Berlin et qui convaincraient ses amis. Lorsque Bryans lui fit remarquer les difficultés de telles déclarations écrites, v. Hassell répliqua :

« Nous arrivons à une catastrophe européenne, nous devons l'éviter ! Pensez à ce qu'une signature de lord Halifax signifierait pour mes amis ! Ce serait quelque chose de solide, de tangible. Ce serait une motivation sans précédent. Ce serait la grande justification morale de notre engagement ; cela entraînerait ceux qui hésitent encore et cela détruirait complètement l'opinion largement répandue en Allemagne selon laquelle l'Angleterre tient bien plus à la destruction de l'Allemagne qu'à la chute de Hitler. – J'affirme même que le succès ou l'échec d'un coup d'État dépend entièrement d'une déclaration écrite de lord Halifax ». (Karl Bartz, *Die Tragödie der deutschen Abwehr*, page 39).

Toujours est-il que l'inquiétude justifiée de v. Hassel était ici aussi évoquée, à savoir qu'en réalité, l'Angleterre ne cherchait pas à détruire Hitler, mais à démanteler un Empire allemand devenu trop fort.

Hassell promit à Lonsdale Bryans de préparer pour le lendemain un exposé à l'intention de lord Halifax, dans lequel il présenterait ses idées pour une paix durable. Le texte était le suivant :

« 1) Il est extrêmement important de mettre fin à cette guerre absurde le plus rapidement possible.

2) Cette nécessité existe parce que le risque de voir l'Europe complètement détruite et surtout bolchevisée est de plus en plus grand.

3) Pour nous, l'Europe n'est pas un champ de bataille ou une base de pouvoir, mais elle a la valeur d'une patrie, dans le cadre de laquelle une Allemagne saine et viable est un facteur indispensable, notamment en ce qui concerne la Russie bolchevique.

4) L'objectif d'un traité de paix doit être une pacification et un assainissement durables de l'Europe sur des bases solides et une sécurité contre une reprise prochaine des conflits armés.

5) Pour cela, il est indispensable que l'unification de l'Autriche et des Sudètes avec le Reich ne fasse pas l'objet de discussions. De même, il n'est pas question de rouvrir des questions de frontières à l'ouest de l'Allemagne, alors que la frontière germano-polonaise doit correspondre à la frontière allemande du Reich de 1914.

6) La conclusion de la paix doit être fondée sur des principes déterminés, et surtout reconnus ».

Une série de principes a ensuite suivi : rétablissement d'une Pologne et d'une Tchécoslovaquie indépendantes, réduction des

armements, justice et loi comme base de la vie publique, contrôle du pouvoir d'État par le peuple, liberté de pensée, de conscience et de travail intellectuel. (Karl Bartz, *Die Tragödie der deutschen Abwehr*, page 41).

Outre le fait que cet exposé pendant la guerre avec notre adversaire, qui nous avait en plus déclaré la guerre, constituait une trahison pure et simple, d'autant plus que la mise en œuvre de ce programme supposait un renversement, cette offre ne se distingue pratiquement en rien, du point de vue de la politique étrangère, de l'opinion que Hitler avait exprimée le 6 octobre 1939, immédiatement après la fin de la campagne de Pologne, devant le Reichstag et donc devant l'opinion publique mondiale, avec son programme de paix constructif et global à l'intention des puissances occidentales, afin d'éviter un affrontement militaire avec les puissances occidentales. Il a déclaré :

« Deux problèmes sont aujourd'hui à l'ordre du jour :

1. le règlement des questions nées de l'éclatement de la Pologne et

2. le problème de l'apaisement des préoccupations internationales qui compliquent la vie des peuples sur le plan politique et économique.

Quels sont donc les objectifs du gouvernement du Reich en ce qui concerne l'organisation des relations dans l'espace reconnu comme zone d'influence allemande à l'ouest de la ligne de démarcation germano-soviétique ?

1. la création d'une frontière d'empire qui – comme nous l'avons déjà souligné – corresponde aux conditions historiques, ethnographiques et économiques,

2. l'organisation de l'ensemble de l'espace vital en fonction des nationalités, c'est-à-dire une solution aux questions de minorités qui ne touchent pas seulement cet espace, mais qui concernent en outre presque tous les États du sud et du sud-est de l'Europe,

3. dans ce contexte, la tentative de mettre de l'ordre et de régler le problème juif,

4. la reconstruction des transports et de la vie économique au profit de toutes les personnes vivant dans cet espace,

5. la garantie de la sécurité de l'ensemble de ce territoire et

6. la création d'un État polonais qui, dans sa construction et sa direction, offre la garantie qu'il n'y aura pas de nouveau foyer d'incendie contre le Reich allemand, ni de centrale d'intrigues contre l'Allemagne et la Russie.

En outre, il faut immédiatement tenter d'éliminer les effets de la guerre ou du moins de les atténuer, c'est-à-dire d'atténuer les souffrances excessives existantes par une activité d'aide pratique.

La deuxième tâche, de loin la plus importante à mes yeux, est de créer non seulement la conviction, mais aussi le sentiment d'une sécurité européenne. Pour cela, il faut :

1. Une clarté absolue sur les objectifs de la politique étrangère des États européens. Dans la mesure où il s'agit de l'Allemagne, le gouvernement du Reich est prêt à donner une clarté totale et complète sur ses intentions en matière de politique étrangère. Il place en tête de cette déclaration la constatation que le traité de Versailles n'existe plus pour lui, ou que le gouvernement impérial allemand et, avec lui, le peuple allemand tout entier, ne voient aucune raison ni aucun motif de révision autre que l'exigence d'une possession coloniale due et correspondante au Reich, qui se rapporte en premier lieu à la restitution des colonies.

Cette revendication de colonies est fondée non seulement sur le droit historique, mais aussi et surtout sur le droit élémentaire à une participation aux sources de matières premières de la planète. Cette revendication n'est pas une revendication ultime, et ce n'est pas une revendication derrière laquelle se trouve la force, mais une revendication de justice politique et de raison économique générale.

2) L'exigence d'un véritable essor de l'économie internationale, lié à l'augmentation du commerce et des transports, suppose la mise en ordre des économies intérieures ou de la production au sein de chaque État. Mais pour faciliter l'échange de ces productions, il faut arriver à une réorganisation des marchés et à un règlement définitif des monnaies, afin d'éliminer progressivement les obstacles au libre échange.

3) La condition la plus importante pour un véritable essor de l'économie européenne et aussi extra-européenne est l'établissement d'une paix absolument garantie et d'un sentiment de sécurité des différents peuples. Cette sécurité ne sera pas rendue possible par la sanction définitive du statut européen, mais avant tout par la réduction des armements à un niveau raisonnable et économiquement supportable. Ce sentiment de sécurité nécessaire passe avant tout par la clarification de l'applicabilité et du domaine

d'utilisation de certaines armes modernes, dont l'effet est susceptible de pénétrer à tout moment dans le cœur de chaque peuple, et qui laisseront ainsi un sentiment d'insécurité permanent. J'ai déjà fait des propositions dans ce sens dans mes précédents discours au Reichstag. Elles ont été rejetées à l'époque, probablement parce qu'elles émanaient de moi. Je pense toutefois que le sentiment de sécurité nationale ne s'installera en Europe que lorsque des engagements internationaux clairs et valables auront été pris dans ce domaine pour fixer de manière globale la notion d'utilisation autorisée et non autorisée des armes.

De même que la Convention de Genève a réussi à interdire, du moins pour les États civilisés, le meurtre de blessés, les mauvais traitements infligés aux prisonniers, le combat contre des non-combattants, etc. et qu'il a été possible, au fil du temps, de faire respecter cette interdiction par tous, il faut également réussir à définir l'utilisation de la force aérienne, l'utilisation de gaz, etc, du sous-marin, mais aussi les notions de contrebande, de manière à dépouiller la guerre de son caractère terrible de lutte contre les femmes et les enfants, et plus généralement contre les non-combattants. La perhorrescence de certains procédés conduira de notre propre chef à l'élimination des armes devenues alors superflues. Je me suis efforcé, dès cette guerre avec la Pologne, de ne faire intervenir l'armée de l'air que lorsqu'une résistance active a été menée sur un point. Mais il doit aussi être possible de trouver, en s'appuyant sur la Croix-Rouge, une réglementation internationale fondamentale et généralement valable. Ce n'est qu'à ces conditions qu'une paix pourra s'instaurer, en particulier sur notre continent densément peuplé, paix qui, libérée de la méfiance et de la peur, pourra créer les conditions d'un véritable épanouissement de la vie économique. Je pense qu'il n'existe aucun homme d'État européen responsable qui ne souhaite pas, au plus profond de son cœur, la prospérité de son peuple. Mais la réalisation de ce souhait n'est envisageable que dans le cadre d'une coopération générale des nations du continent. Assurer cette coopération ne peut donc être que l'objectif de chaque homme qui se préoccupe réellement de l'avenir de son propre peuple.

Pour atteindre ce grand objectif, il faudra bien que les grandes nations de ce continent se réunissent un jour pour élaborer, adopter et garantir, dans le cadre d'un règlement global, un statut qui leur donne à toutes un sentiment de sécurité, de tranquillité et donc de paix. Il est impossible qu'une telle conférence se réunisse sans un travail préparatoire approfondi, c'est-à-dire sans la clarification des différents points et, surtout, sans un travail préparé. Mais

il est tout aussi impossible qu'une telle conférence, qui doit déterminer le destin de ce continent pour des décennies, se déroule sous le grondement des canons ou même sous la pression des armées mobilisées. Mais si tôt ou tard ce problème doit tout de même être résolu, il serait plus raisonnable de s'atteler à cette solution avant que des millions d'hommes ne se soient vidés de leur sang sans but et que des milliards de valeurs n'aient été détruites ».

Si l'on compare ces propositions de paix géniales de Hitler, qui touchent aux véritables problèmes, avec celles d'un v. Hassell agissant dans la clandestinité, on reconnaît la signature d'un architecte et d'un maître d'œuvre talentueux, soucieux de trouver des solutions globales et porteuses d'avenir, et pour qui la guerre imposée ne pouvait représenter qu'une interruption hautement indésirable de ses plans de construction. En revanche, les propositions de v. Hassell, qui supposaient tout d'abord un renversement et donc une destruction des ordres existants dont le peuple allemand était plus que satisfait, sont en outre beaucoup moins constructives. Si les propositions plus complètes et raisonnables de Hitler, qui était à l'époque un homme puissant à prendre au sérieux, n'ont pas été acceptées, comment une proposition de paix bien plus maigre d'un homme sans pouvoir ni responsabilité pourrait-elle avoir du succès ? De plus, les propositions d'un homme qui, aux yeux d'un Anglais, ne pouvait être considéré que comme un traître à la nation.

Alors que les prises de contact du Dr Müller et du Dr Schmidhuber avec le Vatican et sir Francis Osborne avaient reçu certaines réponses vagues et voilées de la part d'Halifax, v. Hassell se rendit sans promesse anglaise à Berlin, où il eut un entretien le 19 mars 1940 dans la maison de Beck en présence du colonel Oster et du major v. Dohnanyi. C'est là qu'il apprit pour la première fois les prises de contact avec le Vatican, au cours desquelles Halifax aurait insisté sur un changement de régime, une décentralisation de l'Allemagne et un référendum en Autriche. Dohnanyi avait rédigé un rapport X sur le résultat de cette prise de contact, sans révéler le nom des deux agents.

Ce rapport devait être présenté par v. Hassell à Brauchitsch, le commandant en chef de l'armée de terre de l'époque. Tant Beck que Brauchitsch portaient un jugement pessimiste sur les perspectives de

la campagne de l'Ouest. L'entretien initialement prévu entre Hassell et le chef d'État-major général de Brauchitsch, Haider, n'eut pas lieu, car ce dernier fit savoir à l'intermédiaire Goerdeler *« que l'Angleterre et la France avaient déclaré la guerre à l'Allemagne et qu'il fallait désormais la 'percer'. Une paix de compromis n'aurait aucun sens. Ce n'est qu'en cas d'extrême urgence que l'on peut agir comme lui, Goerdeler, le souhaite ».* Haider a néanmoins reçu le rapport et l'a transmis à Brauchitsch. Le messager était le général Thomas. Dès le lendemain matin, le commandant en chef, indigné, rendit ce rapport à Haider :

> *« Vous n'auriez pas dû me le soumettre. Ce qui se passe ici est une trahison pure et simple. Il n'est en aucun cas question pour nous d'accepter cela. Nous sommes en guerre ; que l'on noue des liens avec une puissance étrangère en temps de paix, on peut en parler, mais en temps de guerre, c'est impossible pour un soldat. Il ne s'agit d'ailleurs pas ici d'une lutte entre gouvernements, mais d'un affrontement de visions du monde. L'élimination de Hitler ne servirait donc à rien ».*

Brauchitsch a alors exigé que le porteur de cette lettre soit arrêté et que le papier soit transmis par la voie officielle à l'OKW ou au SD, où il devait se trouver. Seule la réponse de Haider : *« Si quelqu'un doit être arrêté, alors arrêtez-moi s'il vous plaît »*, a permis à Brauchitsch de renoncer à toute suite.

Le rapport X, dont Oster et Dohnanyi étaient responsables, a été retrouvé après le 20 juillet en septembre 1944 dans l'armoire blindée d'Oster à Zossen par la police secrète de l'État. Ce seul fait était suffisant pour une condamnation à mort, comme le prévoyait la loi en temps de guerre. De tels cas flagrants de trahison sont sanctionnés de la même manière par toutes les nations.

Mais ce qui était décisif, c'est que les conspirateurs avaient prévu l'aide de Brauchitsch et de Haider. Müller et Schmidhuber d'une part, et v. Hassell d'autre part, car ils s'étaient fortement engagés en faveur du renversement et devaient maintenant constater qu'ils en avaient fait des tonnes lors de leurs négociations. D'un autre côté, cela ne pouvait qu'éveiller la méfiance des autorités anglaises. Ils commencèrent à ne plus prendre au sérieux les négociations en cours, voire à les considérer comme une perte de temps.

Cette méfiance justifiée des Anglais s'exprima également à la mi-avril 1940, au moment de l'entreprise norvégienne, lors de la deuxième rencontre de v. Hassell avec l'Anglais Lonsdale Bryans à Arosa. Avec quels sentiments v. Hassell s'y est-il rendu, sachant d'une part que Brauchitsch refusait toute tentative de renversement, et connaissant d'autre part la promesse inconsidérée d'Oster d'une telle tentative ? Il n'est donc pas étonnant que Bryans ait dû répondre de manière évasive à la question de v. Hassell concernant une déclaration écrite de Halifax : *« Halifax m'a beaucoup remercié pour votre communication. Il l'apprécie beaucoup. Il est tout à fait d'accord avec les principes, mais il ne peut pas donner d'assurance écrite ».*

Quels sentiments ont dû dominer v. Hassell lors de cette maigre information ? La promesse d'une prévention de toutes les actions de guerre occidentales était en outre démentie par l'entreprise norvégienne. L'entretien devint encore plus embarrassant lorsque Bryans fit allusion à une réponse de Halifax sur la ligne du Vatican et qu'il avait renoncé à s'engager par écrit pour cette raison également. Lors de cet entretien, v. Hassell a révélé qu'il connaissait la voie officielle du Vatican, dont il n'avait toutefois eu connaissance que lors de sa récente visite à Berlin. L'ambassadeur déçu voulut alors savoir si, après l'entreprise norvégienne en cours, on pouvait encore s'attendre à une paix négociée de la part de l'Angleterre. Bryans répondit par l'affirmative, mais fit remarquer en même temps que Halifax avait des doutes quant au changement de système annoncé. Il a ensuite conclu l'entretien en déclarant : *« Votre déclaration est bien gardée dans le coffre-fort du Foreign Office ».* Il promit en outre de faire tout son possible pour apporter malgré tout une déclaration écrite.

À cette époque, plus personne en Angleterre ne croyait sérieusement à un renversement allemand, d'autant plus que le Dr Mülller, interrogé à plusieurs reprises, avait fait savoir aux Anglais que von Brauchitsch avait refusé de participer. Oui, le scepticisme des Anglais allait jusqu'à considérer ces liaisons traîtres comme des manœuvres de tromperie concertées et ludiques.

LA TRAHISON MILITAIRE DES DATES D'ATTAQUE

Après que les offres de paix de Hitler soient restées sans réponse auprès des Anglais et des Français, Hitler a insisté pour qu'une date d'attaque contre la France soit fixée le plus tôt possible, afin de parvenir à une paix avec l'Angleterre après avoir éliminé la France. Les dates d'attaque fixées furent toutefois reportées pour des raisons météorologiques et parce que l'armée allemande n'était pas encore prête. Le 16 décembre 1939, le général allemand Waldemar Erfürth, en tant qu'intendant en chef V du haut commandement de l'armée de terre, a jugé bon d'informer le général Marras, alors attaché militaire italien à Berlin, que l'armée allemande serait sûre de son succès si elle disposait du champ d'action stratégique contre la France. Pour cela, il faut la Belgique et la Hollande. *« Nous espérons que les Français viendront avec une partie de leurs forces au secours des Belges. Dans ce cas, ils seraient coupés du gros de leur armée et une bataille décisive pourrait avoir lieu en Flandre ».*

On ne peut que s'étonner de la légèreté du bavardage des généraux allemands, pour peu que l'on ne veuille pas soupçonner autre chose derrière. Quoi qu'il en soit, cette communication confidentielle fut déjà communiquée deux jours plus tard par Marras à l'ambassadeur belge, le vicomte Davignon, à Berlin (Wehrwissenschaftliche Rundschau, cahier II 1955).

Mussolini, qui avait déjà poignardé Hitler dans le dos avant la campagne de Pologne par une communication indiscrète aux Anglais, chargea, après avoir reçu cette information, son Ministre des affaires étrangères, le Comte Ciano, d'en informer les représentations diplomatiques belges et hollandaises. Ciano le fit le 2 janvier 1940 à l'ambassadeur belge A. de Kerchove en ces termes : *« La Belgique est en grand danger. Soyez prêts à toute éventualité, car il arrive parfois qu'un assaillant renonce à son projet s'il remarque un obstacle sérieux sur son chemin ».*

Auparavant, la princesse belge Marie-José, épouse du prince héritier italien, avait déjà été informée du plan allemand d'expédition contre la France.

Le 10 janvier 1940, deux officiers de l'aviation allemande ont atterri par erreur sur le territoire belge. Ils s'étaient soi-disant trompés de cible. Ils transportaient des plans d'attaque qui n'ont pas pu être détruits, si bien qu'ils sont également tombés entre les mains des Belges.

Le même jour, le nonce apostolique à Bruxelles, Mgr Micara, a averti le ministère belge des Affaires étrangères. On ne sait pas si le Dr Schmidhuber et le Dr Müller étaient les informateurs, mais on peut le supposer.

Quoi qu'il en soit, le Dr Müller, qui se trouvait à Berlin début mai, reçut du colonel Oster, qui devait sa connaissance à son chef Canaris, l'ordre de transmettre la date de l'offensive occidentale, *« 10 mai 1940, quatre heures »*, à l'envoyé anglais à Rome via le Vatican. Il envoya la date de l'attaque avec un homme de confiance, écrite sur un bout de papier, au père Leiber, qui veilla à ce qu'elle soit immédiatement transmise. Le destin voulut que le message radio envoyé par l'ambassadeur belge au Vatican, de l'Escaille, à son gouvernement à Bruxelles, soit intercepté par le SD. Il disait : *« Un Allemand qui vient d'arriver de Berlin m'a informé que l'attaque commencerait la semaine prochaine, via la Belgique et la Hollande ».* La demande de confirmation a également été écoutée. *« Avez-vous vérifié la fiabilité de l'Allemand ? »* Ce à quoi de l'Escaille répondit par radio : *« Je connais l'Allemand. Il est fiable et introduit par un compatriote ».*

Le SD et l'Abwehr étaient tous deux chargés d'enquêter sur cette affaire d'espionnage. Le colonel Rohleder, chef du groupe IIF, chargé de l'espionnage à l'étranger et de l'infiltration des services de défense ennemis, envoya l'homme V Ascher à Rome. Très vite, les recherches de ce dernier ont permis de soupçonner que seul le Dr Müller pouvait être l'informateur. Selon les déclarations du conseiller Huppenkothen de la police secrète d'État, le colonel Rohleder reçut le rapport et le transmit au colonel Bentivegni. Celui-ci informa à son tour Canaris qui, à son tour, saisit Oster de l'affaire. Le Dr Müller a

dû prendre position sur les accusations portées contre lui. Le traitement de cette affaire en dit long. Canaris et Oster, en tant que principaux protagonistes, savaient très bien qu'ils avaient eux-mêmes chargé le Dr Müller de transmettre la date de l'attaque. Il était donc difficile de mettre le Dr Müller au pied du mur et de le faire abattre. En tant qu'hommes d'honneur, ils auraient dû demander la même chose pour eux-mêmes, car le colonel général Beck avait toujours défendu le point de vue selon lequel, en cas d'attaque non avisée, les Alliés ne feraient plus de différence entre l'Allemagne dite décente et le régime hitlérien. Comme si les Anglais l'avaient jamais fait ! L'enquête devait donc naturellement se terminer comme la fusillade de Hornberg. Le Dr Müller n'a pas été abattu, mais l'agent secret Ascher a été envoyé à la retraite en Suède. Une affaire incroyable.

Un événement similaire m'a été rapporté après le 20 juillet. Un cavalier que je connais depuis la Poméranie, le capitaine Teschenmacher, m'a demandé par téléphone de lui rendre visite dans un hôpital militaire de Berlin. Il avait été grièvement blessé en Pologne, avait un orifice gastrique artificiel et était, avec quelques interruptions, en traitement permanent dans des hôpitaux militaires. À l'occasion d'une réunion d'officiers de son ancienne troupe, il a été approché par des propos très défaitistes et des conversations de renversement de certains participants. Il en fut horrifié. Alors qu'il était à nouveau alité, cet événement inhabituel ne cessait de le préoccuper, au point de le plonger dans une sorte de crise de conscience. Il était tellement déprimé par ce qu'il avait entendu qu'il en a parlé à un visiteur, un officier supérieur qu'il connaissait bien, qui l'a encouragé à le signaler conformément à son devoir.

Il s'ensuivit un procès en cour martiale contre les officiers accusés. Teschenmacher y présenta ce qu'il avait entendu à l'époque et maintint ses déclarations. Comme les accusés niaient tout, le procès fut ajourné. On voulait convoquer d'autres témoins. Teschenmacher retourna à l'hôpital. Le lendemain soir, une ambulance arriva devant l'hôpital. Sans qu'il soit informé de l'objet de son transfert et sans qu'il ait la possibilité d'informer ses proches, il fut ensuite conduit de nuit dans un hôpital psychiatrique, où il fut soumis à un examen et étiqueté par un médecin qu'il ne connaissait pas comme mentalement

irresponsable avec le paragraphe 51. Il s'est avéré plus tard qu'il s'agissait d'une action des conspirateurs convenue avec la cour martiale afin de pouvoir acquitter les accusés. Les conspirateurs n'hésitaient pas à mettre leur propre peau en danger. Ils ont eu recours à des méthodes qui ne diffèrent guère de celles qui sont encore pratiquées aujourd'hui en Union soviétique.

Teschenmacher survécut, mais le général-colonel Dietl, probablement l'un des généraux les plus populaires de la Grande Allemagne, dut mourir parce que des traîtres, qui avaient tenté en vain de rallier le héros de Narvik à la cause de la résistance, pensaient qu'il pourrait devenir un danger mortel pour un certain cercle de personnes. Il a été victime d'un acte de sabotage après le décollage de son avion. Le lieutenant-colonel Konrad Knabe écrit dans son livre *Das Auge Dietl* (L'œil de Dietl) à la page 236 :

> *« Après l'acte d'État pour Dietl sur l'Obersalzberg, auquel Hitler participa également, la dépouille mortelle du général en chef fut enterrée en petit comité à Munich.*
>
> *L'homme qui voulait gagner Dietl à la résistance y participa également. En présentant ses condoléances, il expliqua à l'une des filles de Dietl que son père pourrait encore être en vie s'il ne s'était pas montré si hostile à l'époque.*
>
> *D'ailleurs, la nuit du 23 juin 1944 à Graz, la Dietl-Ju n'a pas été gardée par un membre de l'équipage de l'avion, comme c'est habituellement le cas ».*

Le 3 avril 1940, à 17 heures, l'attaché militaire hollandais Sas a été invité en civil à Berlin dans l'appartement privé du colonel Oster. Tous deux étaient des amis de longue date. C'est là que Sas apprit de la bouche d'Oster la date exacte de l'attaque contre le Danemark et la Norvège. *« Exactement le 9 avril. L'entreprise s'appelle Weserübung ».* Sas fut d'abord incrédule et pensa à une entreprise contre son propre pays, qu'Oster lui avait déjà annoncée une fois pour le 12 novembre 1939, mais qui avait ensuite été reportée par Hitler. Au cours de cette conversation, Sas apprit également que la préparation de cette entreprise n'avait pas été confiée au haut commandement de l'armée, mais au commandement de la Wehrmacht sous Keitel et Jodl. Cela avait été ordonné par Hitler pour des raisons de secret, car il se méfiait de l'État-major général qui exprimait toujours des réserves.

Dans ce cas également, Canaris, qui dépendait de l'OKW, a eu les mains sales en introduisant le capitaine Liedig dans cet État-major spécial en tant que représentant de l'Abwehr.

En réponse à la remarque de Sas selon laquelle cette entreprise était tout de même plus que risquée, d'autant plus que le gouvernement allemand ne disposait en aucun cas de forces navales suffisantes, Oster répondit : *« Avec un fou, tout est possible, même si l'on devrait bien admettre à ce caporal que la possibilité d'un débarquement anglais n'est pas à écarter. Mais où ira-t-il chercher son minerai si Narvik est occupée par les Alliés »*. Ce raisonnement était évident pour Sas et lui permettait de croire en l'audace d'une telle entreprise. Pour souligner encore sa crédibilité, Oster fit remarquer qu'il y avait de nombreuses troupes de montagne à Berlin, reconnaissables à l'edelweiss sur leur casquette, et qu'elles seraient utilisées pour le combat en montagne autour de Narvik.

Sas informa immédiatement l'attaché naval danois Kjolson et le conseiller de légation norvégien Stang, de sorte que les Danois et les Norvégiens furent également avertis. Selon les déclarations ultérieures de l'inspecteur Sonderegger, Canaris lui-même informa le chambellan de l'ambassade danoise à Berlin, qui transmit cette information au gouvernement, lequel informa à son tour les Anglais. Ainsi, cette entreprise audacieuse fut également trahie par l'ennemi. De plus, comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, Oster se servit à nouveau de son agent, le Dr Josef Müller, pour alerter les Anglais via les liens avec le Vatican.

En conséquence, les Anglais et les Norvégiens étaient préparés à cette attaque fulgurante et pouvaient infliger des pertes considérables aux forces maritimes et terrestres allemandes. Les forces allemandes ont ainsi perdu l'avantage de l'effet de surprise. Les Anglais et les Norvégiens avaient tous deux récupéré leurs permissionnaires et préparé leurs unités en toute hâte pour le combat. Si l'opération allemande s'est malgré tout déroulée minutieusement comme prévu et a conduit à un grand succès, c'est grâce à l'audace, à la bravoure et au sacrifice des officiers et soldats allemands.

Les sous-marins anglais attendaient, prêts au combat, dans le Grand Belt et le Kattegat, ainsi qu'à l'entrée du fjord d'Oslo. Les îles fortifiées de Rauöy et de Bolärne, situées sur le flanc, étaient occupées et fermaient le chenal par un barrage lumineux. Des deux côtés, la flotte allemande qui entrait sans crainte était prise sous le feu de grenades de 28 cm et de 15 cm. Elle devait passer le goulet d'étranglement. Le croiseur moderne *Blücher*, entièrement touché, fut coulé par deux torpilles. Grâce à Oster et à d'autres traîtres, l'équipage, s'il n'était pas tombé, dut nager quatre cents mètres dans une eau glacée jusqu'à la terre ferme. Auparavant, deux paquebots allemands avaient été coulés à l'entrée du fjord d'Oslo. Le croiseur *Lützow* avait échappé de justesse à une torpille du sous-marin anglais *Trident*, commandé par son lieutenant Seale, qui avait déjà coulé auparavant le pétrolier allemand de 8 000 tonnes *Posidania*.

À Bergen, le croiseur *Königsberg* est endommagé par les batteries côtières norvégiennes, puis attaqué et coulé par des bombardiers en piqué britanniques. De même, le *Karlsruhe* est torpillé par un sous-marin anglais sur le chemin du retour de Kristiansand-Sud. Il sombre dans les eaux froides après trois heures d'agonie. À Narvik, aux premières heures du 10 avril, le *Wilhelm Heitkamp*, dirigé par le commodore Bonte, est torpillé par une attaque surprise de torpilles par une flottille de destroyers anglais, tout comme le destroyer *Anton Schmitt*. Les deux navires coulent, avec le commodore Bonte, le capitaine de corvette Heyke, le capitaine de frégate Maywald et le lieutenant Cruchmann. Les destroyers *Roeder* et *Lüdemann* sont endommagés par des obus anglais.

Suite à la trahison d'Oster et d'autres, la marine allemande a perdu douze destroyers en plus d'un certain nombre de navires marchands, de pétroliers et de transporteurs, de sorte qu'il n'en restait plus que dix.

Je ne sais pas ce qu'auraient ressenti les soldats allemands qui ont dû donner leur vie dans l'accomplissement fidèle de leur devoir s'ils avaient eu le pressentiment de cette pitoyable trahison par leurs prétendus camarades restés au pays. Il ne peut et ne doit pas y avoir d'embellissement a posteriori. Il est indéniable que les forces armées britanniques et norvégiennes avaient été placées en état d'alerte

maximale en raison de la trahison allemande et que d'innombrables soldats allemands courageux et innocents ont dû y laisser leur vie. Ils avaient réduit à néant la directive de Hitler du 1er mars 1940 face à la puissance navale anglaise largement supérieure : *« Notre faiblesse numérique doit être compensée par une action audacieuse et une exécution surprenante ».* Cette trahison n'est pas seulement condamnable en raison de nos propres lourdes pertes, mais aussi parce que, suite à l'alerte, la résistance sacrificielle de la marine norvégienne a été défiée et que *« l'occupation pacifique »* prévue de la Norvège a ainsi été réduite à néant. Et pourtant, malgré sa trahison, Oster n'a pas fait échouer cette entreprise audacieuse. Il a donc manqué l'objectif stratégique de la résistance, qui était de faire échouer cette entreprise téméraire, de causer la perte totale de la marine et d'infliger ainsi à Hitler une défaite irréparable, comme plus tard à Stalingrad. Pendant toute la guerre, compte tenu de la puissance de la flotte et de l'aviation britanniques, les chances d'un échec total n'ont jamais été aussi grandes que lors de cette action, avec les longues marches d'approche parallèles aux côtes anglaises. Mais là encore, Oster était un peu trop petit pour être un agent compétent et raffiné. Il n'était justement pas l'homme selon le cœur de Dieu, comme le juriste v. Schlabrendorff croyait pouvoir classer Oster sur le plan théologique.

Là encore, Oster a mal évalué la crédibilité de sa trahison si inconcevable. Compte tenu de l'incroyable témérité de l'Anglais, une telle annonce devait même susciter la méfiance, voire être perçue comme une tromperie délibérée visant à attirer la flotte et l'armée de l'air sur place, car quelque chose de plus important était prévu ailleurs. Le 2 avril 1940, Hitler avait programmé dans le plus grand secret ce dénommé « Weserübung » pour le 9 avril à 5h30. L'annonce de la trahison d'Oster a été faite dès le 3 avril au soir, sans qu'il ait pu apporter de preuves convaincantes. C'était d'autant plus nécessaire que lui-même et d'autres avaient déclenché de fausses alertes répétées, ce qui avait éveillé les soupçons de l'ennemi. Il avait donc encore suffisamment de temps pour mettre en œuvre sa trahison de manière convaincante. Pour cela, il aurait dû se rendre à l'étranger, lui ou une autre personne de confiance autorisée, avec des documents de preuve solides, afin de présenter des détails concrets supplémen-

taires sur l'entreprise prévue. Parmi les preuves crédibles, il y aurait eu des indications détaillées sur les noms et les zones d'attente des troupes terrestres prévues, les objectifs d'attaque précis, les documents de ravitaillement, les ports d'attente des navires de transport et des unités navales, les plans d'opération des sous-marins, la construction d'aérodromes allemands et leur réoccupation par des unités de combat, le plan de déploiement et l'indication des divisions mises à disposition contre le Danemark et bien d'autres choses encore. Ensuite, il aurait fallu se mettre d'accord sur les heures de départ à annoncer et sur les forces respectives des formations quittant les différents ports de la mer Baltique et de la mer du Nord. Il fallait tout de même deux jours aux navires pour arriver à Narvik ou à Drontheim. Un temps suffisant pour pouvoir intervenir de manière décisive. C'était la seule façon de convaincre les Anglais de la crédibilité de cette action et de la gravité de la situation, et d'obtenir la destruction totale d'une armée et de presque toute la marine allemande. Mais ce n'est pas nous qui aurions été assis en Norvège, mais l'Anglais, comme il l'espérait. Les apports de minerai décisifs pour la guerre en provenance de la région de Narvik n'auraient pas eu lieu et Hitler aurait subi la défaite irréparable voulue par la résistance et une grande perte de prestige. La situation stratégique globale aurait changé avant la campagne de France, à tel point que celle-ci n'aurait peut-être même pas eu lieu.

Mais le format d'Oster ne lui permettait pas de penser aussi loin et d'agir en conséquence. Ce qu'il a fait, il ne l'a fait, Dieu merci, qu'à moitié. Il ne se distinguait pas par une réflexion froide et une action énergique, mais par une haine aveugle envers Hitler et son régime. Il avait pourtant le moins de raisons de l'être, puisqu'il avait été réactivé pour la mise en place de la Wehrmacht, après avoir dû quitter la Reichswehr. Il avait entretenu des relations avec la femme mariée d'un camarade de régiment, ce qui n'était certainement pas un trait raffiné du gentleman qu'il voulait être.

Oster n'a pas rempli consciencieusement sa mission d'expert en défense, ni maîtrisé son métier d'agent ennemi. Mais un homme qui, poussé par une haine aveugle, était prêt à sacrifier quarante mille bons soldats allemands, ce à quoi il s'attendait lui-même selon les

recherches de certains auteurs, ne peut que mériter le mépris de la postérité.

Mais qu'importent de tels points de vue à des saboteurs, des défaitistes, des démolisseurs de l'armée et des traîtres à la nation, si l'on connaît aujourd'hui le point de vue d'un Monsieur Oster ? Il est certain que des gens comme Beck, Canaris, Oster, le Dr Müller et d'autres ne souhaitaient rien d'autre que l'échec de cette opération, afin d'humilier et d'accabler Hitler et de créer les conditions d'un renversement. Dans une telle optique, qu'importe que des milliers de camarades soient sacrifiés. Lors de mon procès à Brunswick en 1952, où il était prétendument question d'une insulte aux résistants, j'ai été témoin de la même attitude du témoin et conspirateur Fabian v. Schlabrendorff, que je considérais comme le témoin classique d'une trahison avérée. À la question de mon avocat : *« En communiquant des dates d'attaque aux Alliés pendant la guerre, ne vous êtes-vous pas rendu compte que cela devait coûter la vie à des milliers de soldats ? »,* il a répondu sans ambiguïté : *« Il est moins important que certains soldats aient dû y laisser la vie, aussi regrettable que cela puisse être, que le fait que nous ayons montré par une telle communication qu'il y avait encore une autre Allemagne ».*

Cet état d'esprit est d'autant plus inquiétant lorsqu'on analyse aujourd'hui la véritable attitude de nos adversaires de l'époque. Les Anglais, qui espéraient simplement un effondrement plus rapide de l'Allemagne grâce à un renversement, ont entre-temps été déçus à plusieurs reprises par les conspirateurs quant à leurs promesses. Les multiples promesses n'avaient pas été suivies d'effets. Pour les mêmes raisons, le Vatican s'est senti abusé et est devenu sceptique. Mais pour les Anglais, la question de savoir à quoi ils s'exposaient avec un tel renversement était bien plus importante. Ils savaient que les principaux acteurs des conspirateurs étaient issus de l'aristocratie réactionnaire et des cercles de junkers nationalistes allemands rétrogrades. Ils devaient se dire à juste titre que la redoutable armée allemande exercerait ainsi une influence accrue sur les événements politiques futurs.

Il suffit de se rappeler les mesures prises par les Anglais après l'effondrement contre le prussianisme, le militarisme et la junkerie. Ils ont pris des mesures bien plus sévères contre ce groupe que contre

les méchants nationaux-socialistes. Lors d'un éventuel changement de pouvoir, la régression sociale qui en aurait résulté aurait moins préoccupé les Anglais. Mais l'attitude de cette caste à l'égard de sa position traditionnellement favorable à la Russie, qui correspondait à la ligne de Seeckt, ne leur avait pas échappé. On savait que des armes, des avions et des chars interdits avaient déjà été testés en Russie sous la République de Weimar. On connaissait l'attitude du « général rouge von Hammerstein », un co-conspirateur. On savait que ses filles adhéraient idéologiquement aux idées communistes. Il était à craindre que ces personnes ne poursuivent leurs relations d'amitié avec la Russie de manière accrue. La menace d'une caste militaire soutenue par Moscou était un cauchemar pour les Anglais.

Le succès de l'entreprise norvégienne avait considérablement douché les espoirs des conspirateurs de renverser Hitler rapidement, et bon nombre de leurs amis de conviction commençaient à se résigner.

Mais le colonel Oster ne se laissa pas décourager. Il espérait, avec les défaitistes du haut commandement de l'armée, que la campagne de l'Ouest, à laquelle il fallait s'attendre, conduirait à une défaite et créerait ainsi la possibilité d'un renversement. Il n'est donc pas étonnant qu'il n'ait pas hésité à commettre une nouvelle trahison. Le 3 mai 1940, Oster informa à nouveau personnellement l'attaché militaire néerlandais Sas de l'invasion en cours des Pays-Bas et de la Belgique. Tous deux se mirent d'accord pour retarder la transmission de l'information jusqu'à ce qu'une confirmation explicite de la date exacte soit disponible. On voulait ainsi éviter qu'une nouvelle fausse alerte ne provoque un sentiment d'insécurité chez les responsables politiques et militaires concernés et ne décrédibilise ainsi les conspirateurs. Cependant, le gouvernement néerlandais a dû recevoir une telle information par la voie officielle, via le Vatican. En effet, dès le lendemain, Sas reçut un télégramme de son bureau des affaires étrangères de La Haye lui demandant s'il pouvait confirmer l'avertissement reçu comme une invasion décidée contre la Hollande. L'envoyé hollandais répondit alors qu'il avait reçu un message identique par son attaché militaire. L'invasion devrait avoir lieu au milieu de la semaine suivante.

Dans ce cas aussi, Oster a joué sur deux tableaux. Une fois de plus, il avait chargé son confident Josef Müller d'alerter ses amis, de sorte que l'appareil diplomatique du Vatican se mit en marche dès le 3 mai. Par l'intermédiaire du cardinal secrétaire d'État Maglione, les nonces en Belgique et en Hollande furent informés par télégramme, avec la consigne expresse de communiquer cette terrible nouvelle à leurs gouvernements respectifs. Le 6 mai, le pape Pie XII informa le prince héritier italien Umberto, dont l'épouse était, comme chacun sait, belge. Le lendemain, le pro-secrétaire d'État Montini, le futur pape Paul VI, informa les représentants diplomatiques anglais et français. Osborne dépêcha alors au Foreign Office : *« Le Vatican s'attend à ce qu'une offensive allemande à l'ouest commence cette semaine encore ».*

Comme nous le savons aujourd'hui, ces informations ont suscité le scepticisme en raison des nombreuses fausses alertes provoquées par Oster. À cet égard, la déclaration de l'envoyé belge Nieuwenhuys, que les conspirateurs tant célébrés aujourd'hui devraient se mettre derrière les oreilles après avoir entendu de qui provenaient les informations, est remarquable : *« Aucun Allemand ne ferait une chose pareille ! ».* Vraiment, un coup de poing dans la figure d'un homme comme Oster ! Mais ce dernier, malgré le caractère répréhensible de sa trahison, est allé encore plus loin en rencontrant à nouveau Sas à la veille de l'offensive occidentale.

Afin de ne pas risquer une nouvelle annulation de l'offensive, les deux hommes se mirent d'accord pour attendre l'heure critique de 21h30 afin de s'assurer qu'aucun contre-ordre n'avait été donné. Sas lui-même rapporte tous les détails de cette journée devant une commission d'enquête hollandaise en 1948. Les deux hommes restèrent ensemble tout l'après-midi et la soirée et mangèrent ensemble. Sas parle d'un repas d'enterrement. On s'étonne seulement qu'à une telle heure, le deuxième homme de la défense ait pu se permettre de prendre ce temps ! Tous deux se sont ensuite rendus ensemble au haut commandement de la Wehrmacht. Sas a attendu dehors, dans l'obscurité, le retour d'Oster. Au bout d'une vingtaine de minutes, Oster est revenu avec ces simples mots : *« Mon ami, le moment est vraiment venu. Aucun contre-ordre n'a été donné. Le 'cochon' est parti pour le front ouest. J'espère que nous nous reverrons après la guerre ».*

Selon Heinz Höhne dans *Canaris-Patriot im Zwielicht* [Patriote Canaris au crépuscule], page 392, les derniers mots d'Oster furent : *Sas, sprengen mir die Maasbrücken* [Sas, faites-moi sauter les ponts de la Meuse]. Comme nous le savons, les ponts sur la Meuse ont sauté. Mais c'est là que se révèlent le caractère et l'esprit d'un traître à la patrie et d'un haut traître, sans doute sans précédent dans l'histoire allemande, et dont l'enjolivement, aussi bon soit-il, ne peut rien changer à la bassesse de son action. Tant que la résistance n'aura pas la volonté de se distancer d'une telle manière d'agir, un Allemand digne de ce nom ne pourra pas visiter les lieux de mémoire de la résistance ! Même un homme douteux tel que le chef d'État-major Haider s'est exprimé comme suit, selon Peter Bor, dans son ouvrage *Gespräche mit Haider* (Conversations avec Haider) :

> *« Quel état de confusion mentale affligeant devait régner pour que des hommes allemands, dans leur haine du tyran, puissent se persuader de servir la patrie en s'alliant avec l'ennemi, en trahissant des secrets militaires ! Dans leur zèle et leur aveuglement, ils n'ont pas vu que l'ennemi profite de la trahison, mais qu'il a toujours méprisé le traître. Pourquoi le mépris ne serait-il pas incomparablement plus grand chez les propres compatriotes qui ont été trahis ?*
>
> *C'est à cela qu'il faut penser lorsque l'on entend quelqu'un se vanter, après la catastrophe, d'avoir transmis des informations militaires à l'ennemi. Inutile de dire que la transmission d'une date d'attaque à l'ennemi, par exemple, ne sert à rien. Car l'attaque est menée comme prévu. Cependant, si l'ennemi a été informé, et donc préparé, des milliers de nos propres soldats, qui quittent leurs positions et procèdent sur ordre, paieront de leur vie cette inconscience ».*

Que fit l'attaché militaire hollandais Sas après cette information d'une importance capitale pour son pays ? Il raconte lui-même :

> *« J'ai ensuite couru à ma légation, où j'avais entre-temps convoqué l'attaché militaire belge. Je l'y ai attendu et après lui avoir annoncé la nouvelle, il s'est précipité à son tour à sa légation pour la transmettre. J'ai moi-même décroché le téléphone et demandé le ministère de la Guerre à La Haye. Ce sont bien sûr des moments qu'on n'oublie jamais, car pendant les vingt minutes où nous avons attendu que la communication passe, nous avons sué sang et eau. Vingt minutes plus tard, la communication a abouti et j'ai*

eu au téléphone un officier que je connaissais heureusement, le lieutenant de vaisseau de 1ère classe Post Uitweer, aujourd'hui capitaine de vaisseau, avec qui j'ai eu la conversation suivante : 'Post, vous connaissez ma voix, n'est-ce pas ? Je suis Sas à Berlin. Je n'ai qu'une chose à vous dire. Demain matin à l'aube, oreilles raides, vous me comprenez, n'est-ce pas ? Vous voulez bien me le répéter ? Il l'a répété et a dit à la fin : 'Alors, j'ai reçu la lettre 210. C'était un accord codé que nous avions conclu au dernier moment. Lettre 210' signifiait 'invasion', et les deux derniers chiffres devaient indiquer le jour de l'invasion. Donc dans ce cas : 'Lettre 210' reçue ».

Il raconte ensuite :

« Environ une heure et demie après, le colonel van de Plasche m'a appelé et m'a dit, avec plus ou moins de doutes dans le ton : 'J'ai de très mauvaises nouvelles concernant l'opération de votre femme. Je suis vraiment désolé. Avez-vous consulté tous les médecins ? Ce à quoi je me suis mis en colère, moi qui m'étais exposé pour la deuxième fois sur la ligne ouverte, en disant entre autres : 'Oui, je ne comprends pas que vous me dérangiez encore dans ces circonstances. J'ai parlé à tous les médecins. Elle aura lieu demain matin à l'aube'. Puis j'ai jeté le combiné sur la fourche ».

Et d'ajouter :

« Mon rôle d'attaché militaire était ainsi joué. Le lendemain matin, à cinq heures et demie, l'envoyé a frappé à ma porte et a dit : 'C'est vraiment le moment. – Je dois me rendre chez von Ribbentrop'. – Il est allé chez Ribbentrop et nous avons allumé la radio. C'est là que nous avons appris que l'invasion était en cours ! »

On ne peut qu'admirer le courage de cet attaché militaire qui, par cette conversation téléphonique, s'est exposé de manière aussi évidente au risque d'espionnage. En effet, Oster lui avait encore parlé la veille du fait que, suite à l'affaire Danemark-Norvège, une enquête avait été ouverte après la transmission de la date de l'attaque afin de déterminer la fuite existante. Les soupçons se seraient portés sur l'attaché militaire belge, car celui-ci aurait été en contact avec les milieux catholiques du Haut Commandement de la Wehrmacht. *« Donc »*, a dit Oster, *« nous avons bien brouillé les cartes. Jusqu'à présent, ils n'ont pas encore compris comment l'affaire se présente réellement ».*

C'était une découverte extrêmement embarrassante. Les deux hommes étaient d'accord sur le fait qu'Oster ne devait en aucun cas

être compromis. Comme nous l'avons déjà mentionné, il existait ce que l'on appelle le « Bureau de recherche », mis en place par Göring dès son arrivée au pouvoir. Celui-ci disposait d'un appareil hautement qualifié et bien rodé, capable d'effectuer des décryptages de messages radio et câblés avec un grand succès. Les transmissions des diplomates étaient surtout surveillées et enregistrées, puis transmises à l'Abwehr pour analyse. La conversation téléphonique La Haye-Berlin mentionnée précédemment avait également été enregistrée, transmise au bureau de l'Abwehr étranger pour évaluation et portée à la connaissance de l'amiral Bürkner et du colonel Piepenbrock. L'Abwehr était parfaitement au courant des bonnes relations amicales entre Oster et Sas. Mais Canaris a su, dans ce cas également, empêcher toute clarification en prétendant avoir lui-même lancé la nouvelle de l'offensive à l'ouest comme « message de perturbation ». De cette manière, toute l'affaire est restée au sein de la défense et n'a pas été poursuivie. On peut vraiment dire que l'Abwehr allemand a été le meilleur allié de nos ennemis pendant la guerre. Ces événements et d'autres ont contribué à ce que les jours de Canaris soient comptés. L'opinion de l'Américain Arthur R. Butz est intéressante à ce sujet :

> *« À peu près à l'époque où Heydrich a été nommé Protecteur adjoint du Reich de Bohême et de Moravie, il semble avoir compris le jeu de Canaris. Toutes les études récentes indiquent que Canaris l'a manifestement senti et qu'il en a informé Londres. Il est en effet frappant de constater que c'est précisément à ce moment de sa carrière que les Anglais l'ont fait éliminer – soi-disant par hasard – en parachutant deux assassins en Bohême-Moravie. Conformément au scénario trop habituel des assassinats politiques (par exemple Abraham Lincoln et John F. Kennedy), les assassins présumés auraient été éliminés avant d'avoir eu l'occasion de parler ».* (A.R. Butz, *La Mystification du XX^e siècle*[14], page 72).

Après la victoire sur la France, toute la côte atlantique, de Narvik au golfe de Gascogne inclus, était aux mains des Allemands. Les conditions étaient ainsi réunies pour sécuriser l'Europe contre les attaques venant de l'ouest grâce à l'extension d'un énorme Westwall.

[14] [NdT : disponible chez : didi18edition.com]

Le flanc sud du continent restait menacé, l'Angleterre dominant la Méditerranée. La flotte italienne s'avérait trop faible pour pouvoir tenir sérieusement tête aux Anglais. L'Allemagne avait d'autres tâches à accomplir pour pouvoir aider les Italiens de manière décisive. Une position clé pour la maîtrise de la Méditerranée était, outre Malte fortement développée, le détroit de Gibraltar.

Quoi de plus naturel pour Hitler que de s'entendre avec Franco, qui lui devait le soutien de sa lutte pour la liberté par l'aide allemande, afin d'écarter le danger anglais de la Méditerranée ? Cela s'imposait d'autant plus qu'après la campagne de l'Ouest, Franco semblait pressé de se rendre à la fête de la victoire allemande et de partager le butin. Il envoya le major-général Vigon à Hitler avec une lettre personnelle dans laquelle il exprimait au Führer bien-aimé son respect pour ses succès et son chagrin de ne plus pouvoir le servir. Il laissa entendre que l'Espagne était prête à entrer en guerre. Peu de temps auparavant, alors que les combats en France touchaient à leur fin, Mussolini, avide de butin, avait fait de même, au grand dam de Hitler.

Il ne fait aucun doute que Hitler envisageait d'arracher la fière forteresse britannique à la couronne d'Angleterre dans le cadre d'une action de nuit et de brouillard. Après la campagne de France, le régiment « Großdeutschland » de l'époque s'entraînait à la prise de Gibraltar dans la région de Montabauer à l'aide d'engins spéciaux tels que des échelles de corde, une tâche alléchante que les jeunes grenadiers brûlaient d'accomplir. Mais là encore, Canaris joua un rôle de traître. En raison de ses prétendues bonnes relations avec l'Espagne franquiste, il devait préparer une rencontre de Franco avec le Führer. Canaris était clair : tant que l'Angleterre n'était pas conquise et occupée, l'Espagne continuait à être considérée comme menacée par l'Angleterre.

Naturellement, Franco s'est également préoccupé de cette idée. Ainsi, Canaris a clairement abusé de sa mission contre les intérêts du Reich en déclarant que la guerre n'était pas encore gagnée, que le Führer n'attaquerait qu'à contrecœur l'Angleterre et que la position espagnole pourrait donc devenir difficile si l'Angleterre n'était pas éliminée. Il alla même jusqu'à recommander à Franco de formuler des exigences économiques si importantes à Hitler que celui-ci serait

obligé de refuser. Ainsi, l'entrée de l'Espagne dans la guerre serait au moins repoussée.

Colvin évoque également dans ce contexte l'aide que Josef Müller avait déjà apportée auparavant à Rome pour empêcher l'Espagne d'entrer en guerre. L'utile Josef Müller s'était présenté chez Suner (Ministre espagnol des affaires étrangères) et avait dit à l'Espagnol stupéfait, sur ordre de Canaris, dès l'été :

> *« L'amiral vous demande de dire à Franco de tenir l'Espagne en dehors de ce jeu, quoi qu'il arrive. Pour l'instant, il peut vous sembler que notre position est la plus forte. En réalité, elle est désespérée et nous avons peu d'espoir de gagner cette guerre. Franco peut être assuré que Hitler n'envahira pas l'Espagne par les armes ».* (Jan Colvin, *Admiral Canaris, Chef des Geheimdienstes* [L'amiral Canaris, chef des services secrets], page 163).

Il n'est donc pas étonnant qu'en raison du sabotage de Canaris le 23 octobre 1940, la rencontre entre Hitler et Franco à Hendaye, à la frontière franco-espagnole, ne se soit pas déroulée sous les meilleurs auspices. La mise en scène de Canaris est devenue visible. Franco posa des exigences inattendues et irréalisables. Outre la livraison d'armes et la garantie de l'alimentation espagnole en cas de guerre, c'est surtout la demande de cessions de territoires italiens et français qui indigna Hitler au plus haut point. Hitler se leva simplement au bout de deux heures et laissa Ribbentrop poursuivre les négociations.

En Canaris, les Anglais avaient vraiment leur meilleur agent, qui a largement contribué à la perte de la guerre par l'Allemagne.

Un autre exemple peut être typique. Hitler fut extrêmement impressionné par une rencontre personnelle avec le maréchal Pétain, qu'il considérait comme un homme avec lequel il était possible d'établir une amitié durable entre l'Allemagne et la France. Il se proposa de rencontrer Pétain une deuxième fois à Paris. Mais Canaris en avait eu vent. Il le fit savoir aux Anglais. Comme les Anglais ne pouvaient pas tenir à une réorganisation raisonnable de l'Europe en éliminant les intérêts anglais, ils mirent leurs agents à la disposition de Pétain pour le dissuader d'organiser une telle rencontre, sous prétexte que Hitler avait l'intention de l'arrêter à cette occasion. C'est ainsi que l'amitié franco-allemande voulue par Hitler fut gelée et ne put devenir

réalité que des années plus tard, lorsque l'Europe n'était plus qu'un tas de ruines et que l'Allemagne ne possédait plus qu'un tiers de son périmètre territorial. Ce n'est pas Hitler, mais Adenauer qui est devenu le fondateur de l'amitié franco-allemande. Pétain dut céder la place à de Gaulle, pour qui « vive la France » semblait plus important que « vive l'Europe ».

Il serait trop long d'énumérer ici toutes les intrigues et les trahisons de Canaris, le chef de l'Abwehr allemand. Cela remplirait un livre. Il ne prévoyait pas une seule opération de débarquement des Alliés avec exactitude, au contraire, il savait magistralement falsifier les pronostics exacts pour tromper le commandement allemand. Bien qu'il ait été au courant du coup d'État de Badoglio, il l'a nié. Lorsqu'il s'aperçut que son étoile était sur le déclin, il se rendit auprès de Hitler et demanda, après le début de la campagne de Russie, l'introduction de l'étoile juive, ce que Hitler n'accepta qu'avec réticence. Sa justification pour cette mesure, que l'on nous reproche aujourd'hui d'être inhumaine, était qu'il ne pouvait pas garantir, vu l'ampleur de l'effort de guerre, une prévention des actes de sabotage si l'ennemi principal n'était pas désigné. Tous ces actes de sabotage doivent être rappelés lorsque le nom de Canaris est mentionné aujourd'hui lors de l'hommage rendu aux résistants. Ou bien a-t-il fait introduire l'étoile juive pour livrer sa patrie à la vindicte populaire après une guerre perdue ? Il semblerait que ce soit le cas.

Sa fin méritée ne fut pas glorieuse pour lui. Jusqu'à la fin, Canaris a tout nié et s'est raconté des histoires : *« J'étais chef de l'Abwehr, c'était bien mon rôle de participer à des complots contre le Führer pour les découvrir plus tard ».* Ce n'est pas lui qui a révélé, c'est lui qui a été révélé ! Il a également nié avoir eu connaissance du 20 juillet. Il a donc été confronté à son chef d'État-major Oster, ce qui s'est déroulé de manière dramatique. Oster : *« Ce que dit l'amiral n'est pas vrai ! »* Canaris se tourna alors vers son plus proche collaborateur : *« Oster, je n'ai pourtant fait que semblant ! »* Ce à quoi Oster, très excité, répondit : *« Non, ce n'est pas vrai. Je ne suis pas un rustre ! J'assume ce que j'ai fait ! C'était comme je le dis ».* Le juge chargé de l'interrogatoire intervint alors et demanda à Canaris s'il voulait affirmer qu'Oster mentait ? Mais Canaris s'en tint à ses élucubrations et nia tout. Ses seuls mots,

lorsqu'on lui demanda une nouvelle fois s'il avait encore quelque chose à dire, furent : *« Je demande à être mis à l'épreuve au front*[15] *».*

Oster, en revanche, laissa entrevoir de plus grandes concessions :

> *« La liaison avec l'ennemi était nécessaire, car ce n'est qu'alors qu'un putsch avait un sens. J'admets cette liaison, mais j'ai interrompu toute l'affaire parce que je ne voyais plus aucune possibilité de succès. Je ne peux pas nier mon implication. Je ne le ferais plus. Je demande à être affecté comme simple soldat dans un commando de première ligne ».*

Tous deux furent exécutés le matin du 9 avril 1945, un mois avant la capitulation, expiant ainsi les crimes qu'ils avaient commis en tant que traîtres à la patrie.

Jan Colvin, dont Churchill dit dans ses mémoires qu'il s'est particulièrement intéressé à la vérité sur Canaris, dit dans *Amiral Canaris*, page 275 :

> *« On remarque en particulier les tromperies et les égarements de son propre commandement militaire, par lesquels il a causé d'immenses dommages à la conduite de la guerre allemande.*
>
> *Ses omissions dans les rapports secrets ont aidé les Alliés à frapper par surprise et les ont rapprochés de la victoire de manière bénéfique. En 1938, il a averti la Grande-Bretagne de la mobilisation imminente contre la Tchécoslovaquie et a recommandé de prendre des mesures fortes, ce qui aurait peut-être empêché la guerre d'éclater. Il a contribué à empêcher la guerre de s'étendre à l'Espagne et au Portugal et est resté silencieux au moment crucial où l'Italie a changé de camp. Son service a mis en garde l'Angleterre contre les armes V, donnant ainsi à la Grande-Bretagne l'occasion de réduire leur effet destructeur ».*

[15] [NdT : Frontbewährung qui fait référence à un type particulier d'engagement militaire utilisé dans la Wehrmacht pendant la Seconde Guerre mondiale. Il existait deux types de probation au front : une partie de la formation des officiers, dans le cadre de laquelle les candidats officiers effectuaient généralement un service de trois mois après leur formation au front, et une forme d'ordonnance pénale, dans le cadre de laquelle les soldats condamnés étaient envoyés au front pour recouvrer leur « honneur de soldat ».]

LA TRAHISON DES CONSPIRATEURS DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Comme nous le savons aujourd'hui, les objectifs politiques des Anglo-Saxons et des conspirateurs allemands du ministère des Affaires étrangères n'étaient pas les mêmes. Pour les conspirateurs, il s'agissait d'éliminer Hitler, alors que pour les Anglo-Américains, il s'agissait rien moins que d'anéantir la force politique et économique du peuple allemand, que celui-ci soit gouverné par un régime monarchiste, démocratique ou national-socialiste. Parce qu'il en était ainsi, on se parlait essentiellement en passant à côté les uns des autres et on se rencontrait de plus en plus avec méfiance, sans que nos conspirateurs à courte vue ne le remarquent ou ne veuillent le reconnaître. Ce fait à lui seul faisait échouer d'emblée la trahison diplomatique en raison de l'absence de perspective d'un quelconque succès.

Ni la conclusion du pacte de non-agression germano-polonais entre Hitler et le maréchal Pilsudski, ni l'accord naval germano-anglais n'ont été salués ou même approuvés par les membres de l'opposition du ministère des Affaires étrangères. La seule raison d'un tel rejet résidait uniquement dans le fait que ces traités avaient été conclus par Hitler. Le secrétaire d'État de l'époque, von Bülow, considérait ces traités, en soi bénéfiques, comme de faux succès. Le conseiller à la légation de l'époque, Erich Kordt, que nous avons déjà connu dans l' « affaire Sorge » et qui accompagnait alors le futur Ministre des affaires étrangères, v. Ribbentrop, à Londres, défendait la même opinion. Il profita de ce voyage pour avoir des entretiens conspiratifs avec l'Anglais Philipp Conwell Evans, qui connaissait bien le Premier ministre de l'époque, Macdonald. Déjà à cette occasion, il défendit le point de vue selon lequel *« l'Allemagne ne pourrait être amenée à la table des négociations qu'avec l'insistance nécessaire, si l'on ne voulait pas qu'elle prenne ce qui lui plaît ».*

La trahison prit des formes plus solides lorsqu'en avril 1938, le secrétaire d'État v. Weizsäcker prit ses fonctions en remplacement de Bülow, qui, selon ses propres dires, avouait vouloir se procurer un large front pour provoquer une révolte contre Hitler. Dès 1937 et 1938, Goerdeler, en étroite collaboration avec v. Weizsäcker, avait mis en garde ses amis anglais à Londres et les avait encouragés à s'opposer fermement à Hitler. En août 1938, v. Weizsäcker fit parvenir au Premier ministre Chamberlain et à son Secrétaire d'État lord Halifax des informations sur l'existence d'une opposition secrète à Hitler et proposa une « alliance des amis de la paix ». Pour des raisons de sécurité, la cousine d'Erich Kordt a été envoyée, après consultation de l'ancien colonel général Beck, avec un message appris par cœur à son frère Theo Kordt, alors chargé d'affaires à Londres. Celui-ci devait secrètement prendre contact avec sir Horace Wilson, le prochain conseiller de Chamberlain.

Cela s'est passé le 7 septembre 1938 au 10 Downing Street, par la porte arrière. On y exigea la nécessité absolue d'une prise de position claire du gouvernement anglais contre la prétendue politique de guerre de Hitler. C'est la seule façon de freiner et d'humilier Hitler. Or, c'est la condition sine qua non pour que l'armée puisse s'opposer à la politique de ce dernier par les armes. Chamberlain, mais aussi Churchill, furent informés de cet entretien avec le Ministre des affaires étrangères, qui devait bien entendu être traité de manière confidentielle. Erich Kordt rapporte cet entretien dans *Nicht aus den Akten* [Pas à partir des dossiers], page 279, sur la base d'un rapport détaillé de son frère. Selon une rencontre avec sir Horace Wilson, une lettre de Chamberlain à Hitler était prévue, dont Theo Kordt se serait déclaré prêt à fournir le brouillon.

Mais Chamberlain en décida autrement. Il s'est rendu personnellement à Berchtesgaden pour rencontrer Hitler comme convenu. Il n'y a donc pas eu besoin de l'appel de Monsieur Theo Kordt et de ses commanditaires. Le biographe de Chamberlain, Feiling, raconte ce que pensait réellement Hitler dans une lettre que Chamberlain a écrite à sa sœur le 19 septembre :

> *« Hitler était entièrement à ma disposition et a demandé si Mme Chamberlain ne viendrait pas également. Plus tard, j'ai appris de Hitler, ce*

qui m'a été confirmé par d'autres personnes qui étaient avec lui, qu'il s'était exclamé, tout étonné : 'Il est impossible que je laisse un homme de son âge faire ce long voyage ; je dois aller moi-même à Londres'. Après réflexion, il comprit bien sûr que ce n'était pas possible, et cela m'aurait en effet été très désagréable, car cela aurait enlevé à mon coup une grande partie de sa force dramatique. Mais cela a montré un côté de Hitler qui aurait étonné beaucoup de gens dans ce pays ».

Hitler n'était donc pas du tout opposé à un règlement pacifique, comme ses adversaires avaient l'habitude de l'accuser. Il n'avait pas non plus besoin de la persuasion des forces de la résistance pour résoudre les tensions causées par les Tchèques. L'histoire ne prouve en aucun cas que Hitler voulait résoudre la question des Sudètes par la guerre, comme les conspirateurs le lui ont simplement suggéré. L'attitude de Chamberlain était certainement aussi déterminée par le fait que le réarmement politique et militaire actuel de l'Empire n'était pas encore achevé. Mais l'erreur d'appréciation de nos conspirateurs résidait dans le fait que la lutte de l'Angleterre ne visait pas le national-socialisme, mais l'endiguement de la suprématie européenne de l'Allemagne. Chamberlain a toujours considéré le fascisme et le national-socialisme comme *« une révolte contre l'humiliation »*, contre le système d'alliances de Versailles et le bolchevisme oriental. Pour lui, l'insistance sur le droit à l'autodétermination du peuple allemand n'était qu'une *« arme insidieuse de l'Allemagne hitlérienne ».* (Keith Feiling, *The Life of Neville Chamberlain*, p. 399).

Theo Kordt a cependant cru pouvoir justifier sa mission privée auprès de Halifax en déclarant : *« Des temps exceptionnels exigent des moyens exceptionnels. Aujourd'hui, je viens vous voir non pas en ma qualité de chargé d'affaires allemand, mais en tant que porte-parole des milieux politiques et militaires à Berlin, qui veulent éviter une guerre par tous les moyens ».* C'est pourtant ce que voulait Hitler, sauf les Anglais ! Ils, les conspirateurs, s'adressaient donc à la mauvaise adresse et laissaient en outre entendre qu'ils ne voulaient pas réaliser leur renversement par leurs propres moyens, mais à l'aide de forces et de moyens hostiles au pays, étendant ainsi leur haute trahison à la trahison nationale.

En août 1938, v. Weizsäcker demanda à nouveau, dans le dos du gouvernement du Reich, au professeur Carl J. Burckhardt, le dernier

haut-commissaire de la Société des Nations de la ville libre de Dantzig, de proposer aux Britanniques d'envoyer à Hitler, au lieu de lord Runciman en tant que courtier honnête en Tchécoslovaquie, un général anglais muni d'une cravache[16], car Hitler ne comprendrait qu'un tel langage sans équivoque. Parallèlement, v. Weizsäcker organisa une rencontre avec Canaris, dont Burckhardt rapporta de manière anodine qu'il était l'un des rares avec qui on pouvait parler ouvertement.

Au cours de l'été 1938, l'ancien ministre du Reich et président de la Reichsbank, le Dr Hjalmar Schacht, a lui aussi jugé bon d'inciter, par l'intermédiaire de son ami Montagu Norman, gouverneur de la Banque d'Angleterre, la politique anglaise à s'activer davantage pour préserver la paix, car jusqu'à présent, elle donnait l'impression de laisser les mains libres à Hitler en matière de politique étrangère ! Quatre semaines plus tard, la réponse honteuse de Chamberlain était disponible : *« Who is Schacht ? I have to deal with Hitler ».* (Qui est Schacht ? J'ai affaire à Hitler.) Il obtint plus tard la même rebuffade avant la campagne de France auprès de Roosevelt, qu'il essayait également d'inciter à une paix juste. Bien sûr, là non plus, pas de réponse positive, car Roosevelt ne voulait pas jouer les médiateurs, mais était prêt à utiliser la puissance décisive de l'Amérique pour détruire le Reich.

Le complot diplomatique visant à renverser le gouvernement a été ébranlé pour la première fois lorsque Chamberlain, au lieu de menacer Hitler, a négocié avec lui. Le putsch militaire prévu sous la direction de v. Witzleben, qui devait conduire à l'arrestation de Hitler, n'a pas eu lieu. Les Anglais avaient poignardé nos conspirateurs dans le dos.

Lors du procès de Nuremberg, Gisevius, interrogé par l'avocat de la défense du Dr Schacht, a évoqué le fait surprenant que Schacht avait négocié en sa présence avec le président américain de la BIS[17], M. McKittrick, au printemps 1941. Le but de cette rencontre aurait été d'inciter Roosevelt à négocier la paix avec l'Allemagne, compte

[16] [NdT : Reitstock.]

[17] [NdT : Bank for International Settlements.]

tenu de la menace d'une campagne en Russie. Là encore, on reconnaît la naïveté des conspirateurs, qui ne se rendaient pas compte que l'Amérique de Roosevelt ne pensait pas du tout à négocier, mais devait au contraire se réjouir de voir la guerre s'étendre, afin d'augmenter ses chances d'intervention. Ils rêvaient d'une Allemagne meilleure et n'ont pas vu que leurs avertissements avaient l'effet inverse et ne faisaient qu'affaiblir la situation politique allemande. Les négociations qui s'annonçaient avec les Soviétiques à l'été 1939 furent également trahies à l'instigation de Weizsäcker, alors que ceux-ci pensaient encore pouvoir mener à bien, avec les Soviétiques, leur politique d'encerclement de l'Allemagne. Ce secret politique, qui, du point de vue de Hitler, devait servir au maintien de la paix, a été révélé sans scrupule aux Anglais par les frères Kordt. Cela s'est fait sur ordre exprès de Weizsäcker, après des discussions approfondies et en accord avec Beck, Canaris et Oster. Les deux Kordt, protégés par des détectives, rencontrèrent le détracteur des Allemands, lord Vansittart, dans l'appartement privé de leur ami Conwell Evans. Ils indiquèrent que, pour des raisons de confidentialité, les principaux résistants ne pouvaient pas venir personnellement d'Allemagne et qu'ils étaient donc chargés d'expliquer que, compte tenu de la conclusion imminente du traité avec les Soviétiques, l'opposition allemande ne voyait une chance de paix que si *« les amis de la paix en Allemagne et en Grande-Bretagne planifiaient et agissaient en étroite collaboration ».* Bien qu'ils soient fermement convaincus que l'Angleterre ne poursuivrait pas de buts agressifs, ils considèrent que la politique de garantie britannique à l'est et au sud-est est erronée, car cette politique d'encerclement ne ferait que provoquer Hitler et le peuple allemand, à tort ou à raison, et donnerait l'impression qu'une guerre se prépare contre l'Allemagne.

Il n'a pas été nécessaire de contacter les conspirateurs pour parvenir à cette conclusion. Hitler l'avait déjà déclaré publiquement. Mais c'est la politique de garantie anglaise qui a révélé la volonté de l'Angleterre de faire la guerre. Les conspirateurs ont également raison de souligner que *« l'Union soviétique a été rendue à nouveau 'prometteuse' en Europe par l'antichambre des puissances occidentales ».* Hitler, en tout cas, affirmaient-ils, ne se laisserait pas empêcher, au vu de cette situation,

de s'asseoir à une table avec les Soviétiques pour conclure un accord, malgré toutes les invectives qu'ils s'échangeaient.

Les opinions exprimées plus loin sont alors fausses et préoccupantes :

> *« Si vous ne parvenez pas à réaliser votre 'coalition hétérogène' et si Hitler s'entend avec Staline à la place, cela signifie la guerre... Dans la situation actuelle, nous devons préférer le risque d'un encerclement temporaire de l'Allemagne nationale-socialiste à la certitude d'une deuxième guerre mondiale, qui pourrait signifier la fin de la civilisation occidentale ».* (Erich Kordt, *Nicht aus den Akten*, page 313 et suivantes).

On ne peut pas être plus naïf. On se prend la tête à entendre une telle logique. Il reste tout de même à constater que nos résistants ont approuvé la politique d'encerclement de nos adversaires potentiels et ont ainsi contribué de manière irresponsable à faire naître le danger de guerre. L'encerclement est toujours une étape préparatoire à la guerre. L'annexe 10, présentée à Nuremberg, montre comment Vansittart a jugé et honoré ces entretiens avec les Kordt.

Lorsque la guerre éclata malgré tout, parce que la Pologne était devenue mégalomane et s'était appuyée sur la douteuse garantie britannique au lieu de s'asseoir à la table des négociations avec l'Allemagne pour parvenir à un accord pacifique sur la base des exigences modérées de Hitler, Theo Kordt convint encore la veille de la déclaration de guerre anglaise avec le détracteur des Allemands lord Vansittart de maintenir les contacts même pendant la guerre. Pour ce faire, il a été convenu de se faire muter à l'étranger et de se présenter de là avec un « Horazvers » soit chez Vansittart, Evans ou Miss Dogherty, la secrétaire de Vansittart, par carte postale. La liaison serait alors immédiatement rétablie par Vansittart. L'accord, manifestement traître, ne s'arrêta pas là.

Du point de vue des Anglais, on peut tout à fait comprendre ces accords, si l'on sait que Chamberlain écrivit dans son journal le 10 septembre 1939, une semaine après la déclaration de guerre anglaise : *« Ce que j'espère, ce n'est pas la victoire militaire – je doute fort qu'elle soit possible – mais un effondrement du front intérieur allemand ! »*

Cette déclaration du Premier ministre britannique montre clairement que la grave décision de déclarer la guerre à l'Allemagne était essentiellement influencée par l'espoir de pouvoir éviter un conflit mortel avec l'Allemagne en créant, par un renversement en Allemagne, les conditions hautement souhaitées et crues pour cela.

C'est ainsi que s'explique l'énormité selon laquelle les conspirateurs ont fait miroiter à l'ennemi anglais une victoire bon marché sur l'Allemagne en renversant Hitler et ont ainsi contribué de manière non négligeable au déclenchement de la guerre. Mais comme si cela ne suffisait pas, Hitler devait également perdre la guerre, car il ne pouvait être renversé que par sa défaite militaire. Franz Ludwig Schenk v. Stauffenberg, le fils de l'auteur de l'attentat, l'a vu tout à fait correctement en assurant dans le *Weltwoche* de Zurich du 15 juillet 1966 :

> *« Le 20 juillet a – malheureusement – prouvé que même une tentative de renversement très soigneusement préparée de l'intérieur était impossible. Je ne peux que conclure de ce fait que les hommes responsables allemands qui voulaient contribuer activement à réparer l'injustice qui se produisait en Europe centrale ne pouvaient y parvenir que par une défaite militaire du régime ».*

Il n'est donc pas étonnant qu'après le déclenchement de la guerre, le ministère des Affaires étrangères, sous la direction de son secrétaire d'État v. Weizsäcker, n'ait pas été un ministère responsable pour aider à gagner la guerre dans le cadre de ses possibilités. Il ne s'est pas mis au service de la lutte pour la liberté de l'Allemagne, mais a fait de l'obstruction, comme ils l'appelaient, et a en outre trahi l'Europe, comme l'histoire le constatera un jour. Au début de la guerre, le conspirateur v. Weizsäcker a procédé à des remaniements de diplomates complices à des postes clés. Il était lui-même en contact direct avec le noyau du groupe de conspirateurs autour de Beck, Goerdeler, Canaris et Oster. L'envoyé Otto Kiep fut transféré au service de contre-espionnage, et M. Spitzy, un ancien collaborateur d'Erich Kordt, au service central du bureau d'Oster. Le Dr. Hasso v. Etzdorf, conseiller de la légation et conférencier, était chargé de la liaison entre le ministère des Affaires étrangères et l'OKH à Zossen.

De cette manière, des résistants occupaient des postes clés, prêts à transmettre sans hésitation les informations qu'ils avaient reçues à l'extérieur. Comme convenu avec Vansittart, Theo Kordt obtint un poste de légation à Berne. À Bruxelles, l'ambassadeur Bülow-Schwante travailla dans le sens de l'opposition et, après la campagne de Pologne et à l'instigation de Goerdeler, il organisa une offre de médiation du roi de Belgique et de la reine des Pays-Bas, qui resta infructueuse.

Les conseillers de la légation v. der Heyden-Rynsch et Gottfried Nostiz faisaient partie de la défense contre l'étranger au sein de l'OKW. Ils échangeaient en permanence avec Canaris et Oster la situation de l'ennemi, qu'ils utilisaient comme base pour leur lutte contre le régime. Outre les Kordt, Adam v.Trott zu Solz était l'un des conspirateurs les plus actifs, qui chercha en vain à établir des contacts avec le gouvernement américain lors d'un voyage en Amérique en octobre 1939. Mais il n'y avait pas que des contacts actifs et directs avec les puissances occidentales, mais aussi avec les Soviétiques. L'homme le plus important était le conseiller de légation de première classe au département de l'information du ministère des Affaires étrangères, Rudolf v. Scheliha. Il participait aux réunions quotidiennes des directeurs du ministère et était donc un connaisseur de l'ensemble de l'activité diplomatique allemande. Sa collaboratrice était Ilse Stoebe, qui avait déjà été en contact direct avec l'attaché de l'ambassade soviétique avant la campagne de Russie. Tous deux furent condamnés à mort et exécutés pour espionnage soviétique prouvé lors du procès de l'« Escadron rouge » qui débuta en décembre 1942.

Un mémorandum du 16 mai 1944 du général de brigade américain Magruder, qui était le chef adjoint des services secrets américains, montre jusqu'où allait en réalité la trahison des milieux conspirateurs du 20 juillet. Le rapport disait ceci :

> *« 1. Depuis le début de l'année 1944, deux émissaires d'un groupe allemand qui planifie une tentative de renversement du régime nazi se sont périodiquement adressés au représentant de l'Office of Strategie Service à Berne. Le groupe comprend Leuschner, un socialiste de premier plan et ancien Ministre de l'intérieur de Hesse ; Oster, un général qui était autrefois le bras*

droit de Canaris, arrêté par la Gestapo en 1943, maintenu sous surveillance après sa libération et récemment démis de ses fonctions officielles par Keitel ; l'ancien maire de Leipzig, Goerdeler ; et le général Beck. Ces deux derniers ont été désignés par le représentant de l'OSS comme les chefs du groupe. Parmi eux, les deux émissaires ont apporté des propositions de négociation.

2. Début avril, les émissaires se sont entretenus avec le représentant de l'OSS à Berne et ont suggéré un accord entre ce groupe d'opposition allemand et les alliés occidentaux. Le groupe a exprimé sa volonté et sa disposition à tenter de mettre Hitler et les nazis hors d'état de nuire. Ils ont déclaré qu'ils étaient convaincus que le temps nécessaire à la réussite d'une telle entreprise se raccourcissait rapidement. Ils ont déclaré qu'ils étaient le seul groupe capable de bénéficier de contacts personnels avec Hitler et d'autres dirigeants nazis, et le seul à disposer de suffisamment d'armes et d'influence au sein de la Wehrmacht pour atteindre l'objectif de renverser les nazis. Le groupe a constaté que les généraux allemands qui commandent actuellement à l'Ouest, en particulier Rundstedt et Falkenhausen, seraient prêts à abandonner la résistance et à soutenir les entreprises alliées de débarquement dès que les nazis seraient sortis. Ils estimaient également que des dispositions similaires pourraient être prises pour accueillir des troupes aéroportées alliées à des points stratégiques en Allemagne. Tout en se déclarant prêt à tenter un coup d'État, le groupe ne pouvait garantir son succès.

3. La condition à laquelle le groupe a accepté d'agir était de négocier directement avec les seuls alliés occidentaux après la défaite du régime nazi. Comme précédent à l'exclusion des Soviétiques de toute négociation, ils citèrent l'exemple récent de la Finlande qui, selon eux, avait négocié exclusivement avec Moscou. Le groupe a justifié cette condition par le caractère conservateur de ses membres et partisans. Le groupe s'est toutefois déclaré prêt à négocier avec tous les éléments de gauche, à l'exception des communistes. En février, ils avaient décrit Leuschner comme un homme acceptable à la tête d'un gouvernement intérimaire, en supposant que ni les militaires ni les communistes ne domineraient pendant la période de transition. Le groupe craignait que le bolchevisme ne submerge politiquement et idéologiquement l'Europe centrale, le totalitarisme nazi étant simplement échangé contre un totalitarisme de gauche, accompagné de la chute de la démocratie et de la culture chrétienne. Ils ont déclaré que si la capitulation devait être entreprise principalement vis-à-vis de l'Union soviétique, elle devrait être menée par un autre groupe en Allemagne.

4. Le représentant de l'OSS a exprimé aux émissaires sa conviction que les États-Unis et la Grande-Bretagne n'agiraient pas contre l'Allemagne sans l'accord de la Russie. Dans sa prise de position sur la proposition du groupe d'opposition, il exprima son scepticisme quant à ses possibilités d'exportation, car Beck et Goerdeler avaient été si bien mentionnés comme dirigeants possibles que la Gestapo devait être consciente de la situation et n'attendait pour frapper que si les plans avaient progressé, ou attendait parce qu'ils pourraient souhaiter garder un ancrage vers l'ouest.

5. En mai 1944, soit environ un mois après la visite des émissaires au représentant de l'OSS en avril, ils ont reçu par courrier un message oral du groupe d'opposition. Haider, Zeitzier, Heusinger, Olbricht, Falkenhausen et Rundstedt étaient alors mentionnés comme membres. Selon les rapports, le groupe était prêt à aider les unités alliées à pénétrer en Allemagne si les Alliés acceptaient que la Wehrmacht continue à tenir le front de l'Est. Plus précisément, ils proposaient :

1) Trois divisions aéroportées alliées devaient atterrir dans la région de Berlin avec le soutien des commandants d'armée locaux.

2) Des opérations de débarquement amphibie plus importantes devaient être entreprises à Brême et à Hambourg ou à proximité.

3) Des opérations de débarquement en France devraient suivre, bien que l'on ne puisse pas compter sur Rommel pour la coopération.

4) Des unités allemandes fiables dans la région de Munich isoleraient Hitler et d'autres nazis de haut rang sur l'Obersalzberg. Selon les rapports, le groupe d'opposition estime que l'Allemagne a perdu la guerre et que la seule chance d'éviter le communisme en Allemagne est de faciliter l'occupation d'une partie aussi grande que possible de l'Europe par les forces américaines et britanniques avant que le front de l'Est ne s'effondre.

6. Les émissaires restés en Suisse répondirent au courrier que la discussion du plan ne servirait à rien à cause de la clause concernant l'Union soviétique. Plus tard, le groupe leur envoya un télégramme qui ne recommandait aucune autre action 'pour le moment'. Néanmoins, les émissaires pensent que la question est encore ouverte. Ils ont qualifié les conditions préalables du groupe d'irréalistes et considèrent que le point central de la proposition est uniquement le plan selon lequel les forces américaines et britanniques doivent s'installer en Allemagne avant l'arrivée des Russes. Ils ont souligné que si certains généraux allemands soutenaient l'invasion alliée et souhaitaient prendre le contrôle du régime nazi, il s'agissait d'une question entièrement militaire. Le

représentant de l'OSS a de nouveau souligné aux émissaires que la Grande-Bretagne et les États-Unis respecteraient leurs engagements envers la Russie. En réponse à l'objection selon laquelle le premier point du plan du groupe pourrait être considéré comme un piège par les Alliés, ils ont déclaré qu'en tant que non-militaires, ils ne pouvaient que dire qu'une opportunité suffisante pour prendre les précautions nécessaires pouvait être offerte sous la forme de contacts directs préalables avec les autorités militaires allemandes. Les émissaires dirent que Zeitzier (chef d'État-major général, remplacé par Guderian après le 20 juillet ; l'auteur) avait été gagné par Heusinger et Olbricht. Ils ajoutèrent que, bien que partial quant aux problèmes militaires sur le front de l'Est, il coopérerait à tout plan qui provoquerait une liquidation systématique de ce front afin d'éviter d'être tenu pour responsable d'une catastrophe militaire dans cette région, qu'il craignait fortement.

7. L'un des émissaires du groupe d'opposition a admis son manque de confiance dans le courage politique des généraux allemands, sur la base d'expériences antérieures, et a déclaré que les Alliés pourraient bien faire l'impasse sur leurs propositions s'ils étaient sûrs d'une victoire rapide et d'une occupation rapide de l'Allemagne. Le représentant de l'OSS à Berne est convaincu de la sincérité de cet intermédiaire sur la base de ses recherches et de ses expériences antérieures. Le représentant est d'avis que certains généraux allemands souhaitent liquider leur responsabilité dans la guerre en collaborant à la construction d'un rempart anglo-américain contre la pression de l'Union soviétique en Europe. Il est convaincu que les deux émissaires sont en contact avec un tel groupe. Il doute que le groupe ait la détermination d'agir efficacement au moment opportun et, connaissant le problème des relations avec l'Union soviétique dans la réalisation de tout plan auquel le groupe pourrait participer, il estime que l'action du groupe pourrait néanmoins être utile pour saper le moral des plus hautes instances de la Wehrmacht ». (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 décembre 1966).

ESPIONNAGE SOUS LE COUVERT DE LA RÉSISTANCE

Le terme de résistance ou, comme celui de conspiration souvent utilisé ici, impliquent un droit légitime du citoyen ou d'une multitude de citoyens à se révolter contre le pouvoir de l'État lorsque la communauté sociale est opprimée. Selon les lois de la révolution française, l'insurrection est pour le peuple et pour toute partie du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs lorsqu'un gouvernement viole les droits du peuple.

En revanche, les droits de l'homme et du citoyen des Nations unies sont muets sur le droit à la résistance. Ils savaient certainement pourquoi ils le faisaient. Car l'application conséquente de ce droit de résistance de la révolution française donnerait à toute minorité dans l'État, aussi minime soit-elle, même à l'anarchiste, le droit de résister et de se révolter contre l'État. Tout gouvernement démocratique s'appuie sur la majorité de ses citoyens et est tenu de garantir la tranquillité, l'ordre dans le pays et la sécurité de ses sujets, s'il ne veut pas se laisser transformer en vecteur d'injustice et de violence. C'est ce qui s'est passé sous le Troisième Reich. Mais le droit de résistance, pour être vraiment le droit et être ressenti comme tel, suppose que ses objectifs ne violent pas les droits naturels du peuple de l'État et que ses objectifs ne doivent pas viser à créer de nouvelles injustices. Il s'agit donc au fond de savoir ce qu'est l'injustice, dans quelle mesure il y a eu une oppression, cette guerre n'était-elle qu'un caprice de Hitler ou nous a-t-elle été imposée, et ne s'agissait-il pas, au fur et à mesure que la guerre progressait, de l'existence même de notre Grand Reich allemand, atteint pour la première fois par des moyens pacifiques, un rêve désiré depuis des siècles et que le Führer a fait devenir réalité. N'y avait-il pas aussi des valeurs à défendre qui étaient dans l'intérêt tant de l'Allemagne que de l'Europe ? Certes, le Troisième Reich, construit en un peu plus de six ans, comportait une foule d'incohérences, bien naturelles dans cette formidable construction et expansion dans tous les domaines, et ce à partir de

rien – une République de Weimar en faillite, avec sept millions de chômeurs, gémissant sous le poids du Traité de Versailles.

Ces incohérences, ces développements erronés et ces dysfonctionnements auraient certainement été supprimés et corrigés après une guerre gagnée. Le soldat de retour au pays y aurait déjà veillé, après que la défaite de l'ennemi extérieur nous en ait donné le temps et l'occasion. Après tout, l'Allemagne était alors un grand empire fort et puissant, capable de garantir la sécurité et la paix à l'Europe pour longtemps. Aujourd'hui, cet immense empire est divisé en trois parties : l'Allemagne de l'Ouest, orientée vers l'Ouest, l'Allemagne centrale, pro-communiste, et l'Autriche, neutre. En outre, de grandes parties du territoire allemand ont été attribuées aux Russes, aux Polonais et aux Tchèques, au mépris du droit international et du droit à l'autodétermination. Plus de deux millions d'Allemands ont ainsi perdu la vie après la fin des combats.

Il n'y a vraiment aucune raison de s'en réjouir. Le fait que, contrairement à 1918, tout cela soit accepté aujourd'hui comme aucun autre peuple au monde ne le ferait, est uniquement dû à la rééducation de notre peuple depuis la fin de la guerre et à la gestion négative de notre passé. À cela s'est ajouté l'épuisement total de la génération concernée, qui a fermé les yeux et n'a pris que le temps de créer à partir de rien quelque chose qui rendrait la vie à nouveau plus vivable. En un temps incroyablement court, nous, Allemands de l'Ouest, sommes devenus un État prospère de premier ordre avec le deuxième potentiel économique le plus fort du monde occidental. Il en va de même, de manière graduellement différente, pour nos frères est-allemands, qui se trouvent également au niveau économique numéro deux du bloc de l'Est. Nos frères autrichiens ont eux aussi retrouvé un niveau d'excellence européen. Tout cela est certainement étonnant et mérite d'être salué.

Seulement, tout cela s'est produit avec les mêmes personnes qui ont suivi Hitler, qui ont connu l'atrocité de la guerre. Cela représentait tout de même quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent de la population allemande. Certes, trois États allemands ont trouvé leur voie, en fonction des circonstances qui leur ont été imposées. Mais s'en réjouit-on, voire s'en satisfait-on avec complaisance ? Poser

la question, c'est y répondre par la négative. Il ne fait aucun doute qu'ici, dans l'État ouest-allemand, le soi-disant miracle économique a répandu une certaine autosatisfaction, chez les partis établis et les gouvernants une complaisance remarquable, mais dans de larges cercles du peuple un mécontentement croissant et une insécurité grandissante. C'est d'autant plus étonnant que c'est précisément dans l'un des trois États allemands, celui qui se porte le mieux et qui est le plus rassasié, que cela se voit le plus. Il apparaît de plus en plus clairement qu'en politique, il ne s'agit plus de savoir si l'on se trouve à droite, à gauche ou au centre, que l'on soit un homme politique ou un citoyen ordinaire, mais si l'on se trouve en haut ou en bas. Les lignes de séparation ne sont plus verticales, mais horizontales. Il semble qu'au-dessus de la ligne se trouvent les établis et que seul celui qui se soumet aux normes établies et exigées dans tous les domaines peut y accéder. En revanche, sous le trait horizontal, une masse toujours croissante de citoyens non impliqués, voire se détournant de cette politique, prend position. Ce qui est étrange, c'est que cela se passe justement dans la prétendue démocratie la plus libre de toutes, qui présente presque des traits anarchistes. Il est frappant de constater que c'est justement une grande partie de la jeunesse qui, contrairement à la génération plus âgée qui a acquis ce niveau de vie au prix de privations, peut se coucher dans un lit bien fait et se détourne malgré tout de cet État. Mais les adultes et les personnes aisées quittent eux aussi de plus en plus le pays et investissent d'énormes valeurs patrimoniales à l'étranger, car leurs vieux jours leur semblent trop incertains ici.

Je ne veux pas développer ces idées ici. Il m'importe seulement d'attirer l'attention sur le fait qu'aujourd'hui, beaucoup plus de citoyens se tiennent à l'écart de cet État prétendument idéal que ce n'était le cas sous le Troisième Reich, malgré la guerre pleine de sacrifices. Ce fait est certes contesté aujourd'hui pour des raisons de propagande ; je pense toutefois qu'une historiographie incorruptible le constatera un jour. Jusqu'à présent, ce thème a toujours été traité de manière non objective, non conforme à la vérité historique, par les historiens contemporains, les médias de masse et les maîtres d'école rééduqués. Sinon, pourquoi fallait-il toujours dénazifier, interdire et

détruire des livres, créer des lois avec effet rétroactif pour condamner, diffamer le Troisième Reich en bloc, promulguer des lois muselières et faire appel à des tribunaux pour punir une opinion et un témoignage libres ? L'État a-t-il des pieds si fragiles qu'il souhaite tout simplement interdire toute étude objective d'une période décisive de l'histoire ?

Je ne suis pas du tout hostile à cet État fédéral, je suis simplement dans l'expectative. Mais je vois chaque jour grandir la résistance à cet État. Les squats actuels et les actions de protestation des opposants au nucléaire ou à la guerre, ainsi que d'autres rébellions, me semblent être le début d'une voie fatale qui fait resurgir le problème de la résistance active sous forme de conspirations contre l'État. C'est là que les fruits d'une résistance glorifiée depuis l'effondrement commencent à se faire sentir, d'autant plus que le nombre de ceux qui sont déçus de l'État est bien plus important que l'ancienne minorité de déçus. Le danger d'un tel développement de la résistance est particulièrement grand pour l'État doté de formes constitutionnelles démocratiques extrêmement libérales, car il s'est lui-même privé des moyens dont dispose un État autoritaire dirigé de manière stricte. Cette mise en danger d'un ordre juridique a dû se produire parce qu'on a délibérément omis, dans l'après-guerre, d'expliquer au jeune citoyen qu'il n'avait pas seulement des droits, mais aussi des devoirs envers l'ensemble du peuple. Il me semble qu'à force d'encenser la résistance, on a oublié et relégué aux oubliettes des valeurs dont on aura peut-être encore cruellement besoin lorsque les temps deviendront plus menaçants. Je crains que dans un tel cas, nous n'ayons une armée insoupçonnée de résistants et de conspirateurs, plus enclins à servir des intérêts étrangers que ceux de leur propre pays.

L' « ORCHESTRE ROUGE » ET LA RÉSISTANCE

Le groupe de traîtres « Orchestre rouge » était un réseau d'espionnage de Moscou répandu dans toute l'Europe, qui existait déjà à petite échelle de nombreuses années avant le début de la Seconde Guerre mondiale et qui, lors du déclenchement de la campagne de Russie, s'est transformé en un instrument qui fournissait en permanence à l'armée rouge des informations sur presque tous les plans stratégiques et tactiques importants de la Wehrmacht allemande par le biais de quelque trois cent cinquante stations radio illégales.

Les événements suivants montrent que ce groupe était exclusivement au service de Moscou : après les accords de Munich en 1938, un accord a été conclu entre le Français Daladier, en tant que Premier ministre, et Hitler, en tant que dirigeant de l'Allemagne nationale-socialiste, pour lancer une politique de réconciliation, le Reich renonçant pour l'avenir à l'Alsace-Lorraine. Malgré cela, les communistes français – les communistes allemands devaient se taire, car leurs dirigeants avaient soit pris la fuite, soit été envoyés en camp de concentration – commencèrent à utiliser les moyens de propagande et les provocations les plus sauvages et à inciter ouvertement à la guerre contre l'Allemagne. Mais lorsque l'accord germano-russe entre Hitler et Staline a été conclu le 23 août 1939, toute cette agitation s'est brusquement arrêtée. Du jour au lendemain, la campagne de dénigrement s'est tournée vers la France capitaliste et l'Angleterre. Les actes de sabotage dans l'industrie aéronautique et dans les usines de munitions se multiplient.

Lorsque la France déclara la guerre à l'Allemagne, le dirigeant communiste Maurice Thorez, enrôlé dans l'armée, fit défection et s'enfuit à Moscou pour rejoindre ses supérieurs, comme l'avaient fait auparavant Pieck, Grotewohl et le député communiste Herbert Wehner, entre autres. Après l'occupation de la France, la propagande communiste française s'est violemment opposée aux appels du

général de Gaulle depuis Londres, qui avait appelé à la résistance nationale. Ce n'est qu'au début de la guerre germano-soviétique qu'ils se sont engagés dans la résistance nationale et ont fondé les FTP « Franctireurs et Partisans ». Désormais, leur haine se tournait à nouveau brusquement vers l'Allemagne, et les capitalistes en Angleterre étaient des alliés très appréciés.

Le comportement des partisans communistes après leur libération a été encore plus dangereux et lourd de conséquences pour la France. Avec leurs unités armées, ils se sont comportés comme des patriotes. La France a perdu plus de cent mille hommes, femmes et enfants massacrés par ce mouvement de résistance après la guerre, tandis qu'un nombre bien plus important encore a disparu dans les prisons et les camps de concentration. Il ne s'agissait pas uniquement de collaborateurs qui avaient collaboré avec l'Allemagne, mais de Français qui s'étaient distingués à un moment donné par une activité quelconque contre la politique de Moscou. Malgré cela, les communistes ont perdu, comme en Allemagne de l'Ouest, la bataille finale pour le pouvoir dans l'État après la fin de la guerre. Ce n'est que dans la sphère d'influence russe qu'ils sont parvenus à éliminer toute forme d'État démocratique. C'est dans cette optique qu'il faudra à l'avenir juger et évaluer le comportement des organisations communistes, si l'on ne veut pas courir le risque de devoir écouter la musique d'un nombre incalculable de chapelles en Europe occidentale en période de tension.

Alors que jusqu'au début de la campagne de Russie, le trafic radio rouge se maintenait dans des limites non exceptionnelles, de la même manière qu'il existait déjà sous la République de Weimar en tant qu'appareil AM et qu'il se limitait, dans le cadre du Komintern ou du Kominform, à la transmission d'espionnage industriel, de sabotage et de propagande, un trafic radio extrêmement intense s'est soudainement mis en place à partir de ce jour, en provenance d'Allemagne, des pays occupés et des pays neutres, et n'a cessé de croître. Cela n'a été possible qu'après de longues années de préparation soigneusement camouflée. Des centaines, voire des milliers de messages radio ont été envoyés et enregistrés de partout. Notre service d'écoute et de défense, qui ne cessait de croître, était entièrement occupé à écouter

et à décrypter les demandes et les messages. On peut se faire une idée de la guerre radio menée pour la première fois sous cette forme au cours de cette guerre si l'on considère les agents capturés dès la fin décembre 1942.

Le 5 décembre 1942, le procès des agents de l' « Orchestre rouge » capturés s'est ouvert devant le tribunal du Reich à Lietzensee. Le nombre de personnes arrêtées à cette date s'élevait à cent quarante-six, dont environ quatre-vingt-dix furent condamnées pour trahison. Quarante-cinq ont été condamnés à mort et exécutés pour espionnage soviétique avéré. Parmi eux se trouvaient Harro Schulze-Boysen, le Dr Arvid Harnack, Rudolf von Scheliha, le Dr Adam Kuckhoff, Coppi, Graudenz, Heilmann, Schulze, Schumacher, Gollnow, Gerhts, Schaefer, Himpel, Husemann, Küchenmeister, Dr Rittmeister, Guddorf, Fellendorf, Hössler, Barth. Parmi les femmes, la condamnation à mort a été prononcée : Libertas Schulze-Boysen, Erika Gräfin Brockdorff, Ilse Stoebe, Dr Mildred Harnack, Elisabeth Schumacher, Oda Schottmüller, Anna Krause, Marie Terwiel, Erna Eifler, Clara Schabbel et Greta Kuckhoff. Pour cette dernière, la peine de mort a été commuée en dix ans de réclusion. Plus de cinq cents messages radio ont été décryptés.

Dans la brochure « Widerstand im Dritten Reich » publiée par le WN-BdA (Bund der Antifaschisten), on peut lire à ce sujet :

> *« Le groupe a de plus en plus tendance à confier de nouvelles tâches spéciales à certains de ses membres. Ainsi, John Rittmeister avait pour mission d'écouter les stations étrangères. Ces informations étaient utilisées lors de cours, dans des tracts et dans la revue 'Die innere Front'. La guerre sur les ondes a joué un rôle important pendant la dernière guerre. Le groupe de résistance Schulze-Boysen-Harnack a également tenté de convaincre le peuple allemand de l'absence de perspective et du crime de la guerre par le biais de ses émissions. Ils voulaient prouver aux personnes aux idées démocratiques des autres peuples que la voix de la liberté, de la dignité humaine et du respect de l'homme ne s'était pas tue au sein du peuple allemand malgré la terreur hitlérienne et les persécutions. Ils ont ainsi mené un combat héroïque dans l'intérêt de l'Allemagne ».*

C'est ainsi que le peuple allemand a été pris pour un idiot juste après la guerre.

La presse bourgeoise a également repris ce genre d'inepties et a abruti le lecteur allemand. Depuis quand les prétendues émissions sur la liberté sont-elles envoyées sous forme cryptée et pourquoi les informations sur les planifications opérationnelles et tactiques, les chiffres de l'armement, les déplacements de troupes ont-elles pu éduquer le peuple allemand à une autre attitude ?

L'hebdomadaire *Christ und Welt* était également sur la même ligne, lorsque H.G. von Studnitz, entre autres, écrivait :

> *« Monsieur von Scheliha était coupable d'un délit qui, dans le pire des cas, pouvait être interprété comme une interprétation incorrecte de son devoir de fonctionnaire. Il aurait pu faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour ce délit et, dans le cas le plus extrême, se voir signifier un départ pur et simple ».*

Il est significatif que Studnitz nomme comme témoin principal l'ambassadeur Dr. Albrecht. Ce dernier a été mis en accusation à Nuremberg, mais a ensuite été soudainement transféré dans l'aile des témoins du tribunal, auprès du tristement célèbre procureur, le professeur Kempner. Pourquoi pensez-vous que M. Albrecht a été transféré là ? Robert Max Wasilij Kempner, né le 17 octobre 1899 à Fribourg-en-Brisgau et travaillant après 1928 au ministère prussien de l'Intérieur dans le département de la police, puis émigré, était l'un des juristes de l'équipe d'accusation de Jackson, le principal procureur des États-Unis à Nuremberg.

Après avoir pris conscience du caractère douteux et dangereux d'une telle argumentation, ce qui était également lié à l'apparition du rideau de fer, on a commencé à prendre ses distances avec la résistance dite communiste. Comme j'ai dû le constater lors du procès de Brunswick, on défendait la thèse selon laquelle la résistance du 20 juillet devait être totalement séparée de la résistance communiste et que toute tentative de traiter et d'évaluer les deux groupes comme un tout devait être considérée comme une diffamation du 20 juillet. On a cru pouvoir imposer ce point de vue en faisant appel rapidement à des témoins, mais on a commis l'erreur de citer, outre le conspirateur v. Schlabrendorff, le résistant du 20 juillet, le Dr. Otto John, dont on sait qu'il appartenait également à l'« Orchestre rouge ».

Pourquoi ne se distancie-t-on pas de l'écrivain Günthei Weisenborn, qui était membre de l' « Orchestre rouge », mais qui l'attribue à la résistance allemande. Dans la liste d'honneur des résistants exécutés, Schlabrendorff a également inclus dans la première édition de son livre des noms de résistants communistes exécutés. On ne s'est pas opposé à ce que Ricarda Huch, dans son « Appel[18] », cite le colonel comte Stauffenberg et le colonel général Beck dans le même souffle que les espions soviétiques exécutés Harro Schulze-Boysen, Adam Kuckhoff et le couple Harnack. Il est significatif que Mme Greta Kuckhoff ait été à l'époque présidente de l'Union des femmes démocrates et présidente de la Banque de la zone Est.

Le futur chef de l'Office de protection de la Constitution, le Dr Otto John, a de nouveau fait preuve de son état d'esprit en rejoignant ses amis à Berlin-Est et en étant plus tard sanctionné pour trahison. J'étais en Égypte lorsque j'ai appris cela et, suite à ces événements, je me suis immédiatement rendu à Oldenburg pour y purger le reste de ma peine pour insulte aux résistants. J'estimais que c'était d'autant plus délicat que John, en tant que témoin lors de mon procès, avait joué le rôle de l'honorable résistant du 20 juillet et qu'il prouvait à présent, en passant à l'Est, sa nouvelle trahison, alors que je me sentais alors innocenté. Après m'être procuré une équipe de télévision et un reporter qui m'ont promis de ne pas me dénoncer prématurément, j'ai frappé tôt le matin à la porte de la prison d'Oldenbourg et j'ai demandé poliment à pouvoir purger le reste de ma peine. J'ai fait savoir que je tenais désormais à ce que cette peine soit exécutée, car John, par sa défection, avait une nouvelle fois prouvé ma thèse de la trahison.

Naturellement, l'excitation était grande à la prison. Le pauvre directeur de la prison avait fort à faire pour clarifier la situation juridique lors d'entretiens avec Bonn et Hanovre. Pendant ce temps, je dormais dans ma cellule. Seule l'équipe de télévision n'a pas bougé malgré les demandes répétées. Au bout d'une heure et demie, on m'a dit que des instructions venaient d'en haut, que j'étais amnistié et que

[18] [NdT : *Aufruf*.]

je pouvais rentrer chez moi. Oui, c'est comme ça. Quand quelque chose devient embarrassant, on réussit même à donner une chance à la justice qui a été malmenée ! Mais ma pension m'a quand même été refusée. J'espère seulement que ce jugement sera un jour publié dans un journal humoristique renommé ! Par ailleurs, j'ai appris que, lors de l'élaboration du jugement, les deux juges avaient voté pour l'acquittement et les trois assesseurs pour la condamnation.

Otto John se bat aujourd'hui pour obtenir la révision de son jugement. Pour ma part, je m'en suis abstenu jusqu'à présent, car je sais qu'il y a deux poids et deux mesures dans les questions politiques. L'événement suivant peut être rappelé comme un exemple typique. Lorsque le fils de Rudolf Hess a refusé de faire son service militaire en raison du traitement infligé à son père, il a dû rendre des comptes devant la justice. Lorsque mon fils aîné, à la même époque, a été jugé apte au service militaire après l'examen habituel, on lui a demandé ce qu'il souhaitait, à quelle catégorie d'armes il voulait être incorporé. Sa réponse fut simple : *« À aucune ! »* À la question étonnée : *« Pourquoi ? »*, la réponse fut : *« Tant que mon père, le major général Remer, sera privé de sa pension, je ne vois pas l'intérêt de servir ! »* Que s'est-il passé ? Au début, rien. Plus tard, il fut à nouveau examiné et déclaré inapte au service. On peut aussi se sortir d'une affaire sans se faire remarquer de la sorte !

Mais le Dr Adolf Grimme, ancien Ministre de la culture en Basse-Saxe, dont le nom est encore aujourd'hui utilisé pour décerner le prix culturel « Adolf Grimme-Preis », ne peut pas non plus nier qu'il a éxigé l'« Orchestre rouge ». À l'époque, on a trouvé chez lui, cachés au-dessus d'une poutre, deux mille Reichsmark qu'il avait, selon ses propres dires, reçus du Dr Arvid Harnack. L'argent provenait du chef de l'espionnage soviétique Alexander Erdberg à Berlin, datant encore de l'époque précédant le début de la guerre germano-soviétique.

Il serait temps que le service de renseignement suisse ouvre ses archives dans l'intérêt de la vérité historique. C'est le Dr J. C. Meyer, aujourd'hui décédé, qui, sous le nom de code « Q, N. » et en tant que chef des agents du service de renseignement suisse, a rendu accessible aux Soviétiques, avec Rössler, le matériel d'espionnage suisse provenant de sources allemandes. Il serait souhaitable que son

supérieur suisse de l'époque, le major Dr. Max Waibel, encore en vie, qui entretenait des contacts d'espionnage directs avec les plus hautes instances de commandement militaire, cite une fois ses informateurs. Qui est, par exemple, le grand industriel berlinois qui avait un contact de premier ordre avec Keitel, qui est le général sans commandement, qui est le conseiller d'ambassade au service de renseignement du ministère des Affaires étrangères, qui est le colonel chargé du ravitaillement au sein du haut commandement de l'armée, qui était le journaliste allemand le mieux informé et le confident de Ribbentrop ?

Aux pages 269/270, Karl Balzer écrit dans *Der 20. Juli und der Landesverrat* (Le 20 juillet et la trahison) à propos de l'agent soviétique Rössler qui a réussi :

> *« Pas plus que ses dix compagnons, cet homme, Rudolf Rössler, n'avait à l'origine de prédisposition à devenir un conspirateur. Les autres – Helmut S..., Hermann F..., Rudolf G..., Fritz T... et Georg T… seront en dernier lieu des généraux, O... colonel et K… Major. Les trois derniers – S…, A… et O… – ne parviendront qu'au grade de capitaine ».*

Walter Görlitz s'est exprimé dans le *Welt*, Hambourg, du 15 mars 1966, sur les publications d'Accoceet de Quet et soupçonne derrière Helmut S... le major général Stieff, chef du département de l'organisation de l'armée de terre, derrière Rudolf G... le général d'infanterie Rudolf Gehrcke, chef des transports de la Wehrmacht, et derrière Georg T... le général Georg Thomas, chef de l'Office de l'économie de la défense et de l'armement.

Le Dr Wilhelm Ritter v. Schramm, maître de conférences à la Hochschule für politische Wissenschaften de Munich, va encore plus loin et voit derrière Fritz T... le lieutenant-général Fritz Thiele, chef des renseignements de la Wehrmacht, et derrière Hermann F... le général Hermann Foertsch, chef de presse au ministère de la Reichswehr de 1932 à 1936 et commandant en chef de la 1ère armée à la fin de la guerre. Ensuite, on pourrait mettre derrière O... Oberst, le colonel et futur major général Oster. Parmi les personnes citées, le général Stieff, le lieutenant-général Thiele et le major-général Oster ont été exécutés après le 20 juillet pour avoir participé au complot, tandis que le général Thomas n'était que soupçonné et temporairement arrêté.

Selon une série d'articles de la *Weltwoche* de Zurich du 20 mai 1966, il est certain que Rössler a transmis aux puissances occidentales et à l'Union soviétique les informations qu'il avait reçues de Berlin de la part des dits conspirateurs du 20 juillet et qu'il a ainsi influencé de manière inestimable leur chance pendant la guerre.

Rössler a poursuivi ses activités d'espionnage après la guerre. En 1953, il a été arrêté par la police fédérale suisse et condamné le 5 novembre de la même année à neuf mois de prison à Lucerne. Avec son ami le Dr Schnieper, il avait livré des secrets militaires de l'OTAN en République fédérale à Prague et donc à Moscou.

Dans les *Kaufbeurer Geschichtsblätter* d'octobre 1980, le Dr L. Weißloch rapporte à ce sujet, à la page 307 :

> *« Autre chose intéressante : l'un des informateurs de Rössler était l'ancien député SPD au Bundestag et ancien Allemand des Sudètes Alfred Frenzel, condamné en 1961 par la Cour fédérale de Karlsruhe à 15 ans de réclusion pour trahison, ce que les juges de Karlsbad ne savaient toutefois pas à l'époque. (Alfred Frenzel a également visité la base aérienne de Kaufbeuren en tant que membre de la commission de défense du Bundestag).*
>
> *Rössler a purgé sa peine en 1953/54, est retourné à Lucerne et est mort en 1958. Six mois avant sa mort, il avait révélé au fils de son ami le Dr Schnieper, âgé de 18 ans, les noms de ses garants allemands pendant la Seconde Guerre mondiale. Lors d'une partie d'échecs, il lui avait dit : 'Quand tu seras un homme mûr et que tous les participants seront morts, tu pourras citer leurs noms en public'. Un an et demi plus tard, Schnieper junior est décédé dans un accident de voiture. Depuis, les spéculations vont bon train sur le secret que Rudolf Rössler et Schnieper jr. ont emporté dans leur tombe ».*

Le journaliste le mieux informé et le confident de Ribbentrop mentionné ci-dessus désignait sans aucun doute le futur Ministre fédéral Ernst Lemmer. Il était désigné par « Rado », le chef de la centrale genevoise, sous le nom de source « Agnès ». Ainsi, un message radio à Moscou dit : *« Von Lemmer, membre du bureau de Ribbentrop... Je l'appellerai à l'avenir Agnès ».* En tout état de cause, une série de messages d'espionnage sont parvenus de Lemmer à Moscou, tels que : *« Les chars des compagnies de propagande sont à Briansk dans l'attente de l'entrée dans Moscou, prévue pour le 14, puis le 20 octobre… Artillerie lourde côtière et navale en route depuis plusieurs jours de Königsberg et*

Breslau vers le front de Moscou ». Le 16 septembre 1943 : *« D'Agnès. Pour la première fois, les milieux officiels berlinois admettent la possibilité d'un effondrement sur le front de l'Est. Les réserves sont épuisées ».* Et ainsi de suite.

Il ne fait aucun doute que des informations de Lemmer ont été transmises aux Soviétiques au détriment de l'Allemagne, ce qui prouve que les informateurs n'ont pas fait preuve de la moindre diligence dans le choix de leurs prétendus amis et qu'ils étaient donc pratiquement liés à l'« Orchestre rouge ».

Gisevius rapporte dans *Bis zum bitteren Ende* (Jusqu'à la fin amère) à la page 241 :

> *« Le cercle restreint de Stauffenberg aspirait logiquement à une alliance avec l'extrême gauche, les communistes. L'initiateur décisif était le président du gouvernement Fritz Grafv. der Schulenburg, fils du célèbre chef militaire de la Première Guerre mondiale, qui avait déjà rendu hommage aux idées communistes lorsqu'il était étudiant au corps d'armée de Göttingen. Il s'était ensuite tourné vers le national-socialisme par le biais des socialistes intellectuels. De nouveau dans l'opposition depuis 1938, c'est lui qui gagna Stauffenberg et qui fut désormais le plus proche de lui, certainement le plus actif dans le cercle restreint, il prit vivement position contre la candidature du 'réactionnaire' Goerdeler. Il nomma à sa place le Dr. Julius Leber, ancien conseiller social-démocrate de la Wehrmacht au Reichstag, très à gauche, comme chancelier des jeunes. Depuis, l'opposition s'est divisée. Car il ne s'agissait ni de la personne de Goerdeler, ni de celle de Leber, mais de deux tendances volontaires diamétralement opposées... (c'est aussi la raison pour laquelle Goerdeler n'a pas été informé par Stauffenberg de l'attentat prévu le 20 juillet, de sorte que Goerdeler ne se doutait de rien et ne pouvait donc pas se trouver au Bendlerblock au moment décisif ; l'auteur).*
>
> *Le mieux est de laisser le social-démocrate Emil Henk en parler : 'Un événement inattendu a, comme souvent, bouleversé tous les plans. Des membres du Kreisauser Kreis avaient entamé fin juin des discussions avec le ZK (comité central du KPD). Ce comité central était composé de trois hommes : Jakob Saefkow, Franz Jacob et* [Carl] *Schwenk. Du côté socialiste, le Dr Leber et le professeur Reichwein participaient aux réunions. Lors d'une deuxième réunion, à laquelle Reichwein s'est rendu seul, tous les participants ont été arrêtés. Il s'avéra que parmi les trois hommes du Comité central se trouvait un informateur de la Gestapo'».*

Il est confirmé ici noir sur blanc qu'un contact des conspirateurs du 20 juillet avec les communistes existait et devait être approfondi. Une preuve supplémentaire que l'on ne peut pas séparer si facilement les gens du 20 juillet des communistes de l'« Orchestre rouge ». Il y a donc bien eu un lien. De même, il est certain que Stauffenberg était beaucoup plus enclin à s'entendre avec Moscou qu'avec l'Occident. Au fond, c'est là qu'a été semée la méfiance des Américains d'aujourd'hui dans le cadre de l'OTAN, selon laquelle l'arrangement de Bonn avec Moscou pourrait avoir la priorité sur une confrontation claire avec la volonté de puissance de l'Est. Le fait que des soldats allemands de l'OTAN vivent dans des casernes de Stauffenberg n'est certainement pas de bon augure pour les Américains, s'ils sont assez intelligents pour tirer les leçons de l'histoire.

Tout comme aujourd'hui avec la gauche du SPD, il existait à l'époque des contacts très étroits entre les conspirateurs du 20 juillet et les Rouges qui travaillaient pour Moscou. On peut citer par exemple Rudolf v. Scheliha, chef du groupe « Aryens » de l'Escadron rouge, en tant que conseiller de première classe au ministère des Affaires étrangères, ainsi que le lieutenant Werner Gollnow de l'Office Canaris, qui y était chargé de l'unité des troupes aéroportées et des parachutistes et qui appartenait également au groupe « Coro » de l'Escadron rouge. Mais c'est ainsi que les choses se passent aujourd'hui. Si l'on n'autorise pas une étude de notre histoire récente, on peut émettre des thèses qui ne résistent pas à la recherche de la vérité historique.

On a la nausée quand on lit le contenu de l'ensemble des informations de trahison, qui ont permis à l'adversaire d'organiser facilement ses actions de guerre, comme un espionnage sans faille lui a fourni les documents concrets pour se faire une image de l'ennemi à cet effet. Il faudrait un livre à part entière pour rendre compte de tous les détails. Je me contenterai de reproduire une description résumée de l'organisation de l'« orchestre rouge », telle que l'a consignée l'excellent connaisseur de cette matière, Karl Balzer, dans *Der 20. Juli und der Landesverrat* (Le 20 juillet et la trahison), pages 246/47 :

« Là, on a pratiquement trahi tout ce qui pouvait l'être. Dès novembre 1941, l'État-major de l'armée rouge savait qu'une offensive contre le Caucase avait été planifiée pour l'été 1942. Il a été révélé que Leningrad ne serait pas attaquée de manière décisive, mais seulement détruite. De même, les chiffres de notre industrie d'armement, la production de nos avions, de nos munitions, de nos chars, de nos Tigre, tous les renouvellements d'armes, les déplacements et les effectifs exacts des troupes, les noms et les dates de sortie des sous-marins, les plans opérationnels et tactiques de l'État-major de l'armée de terre, de l'armée de l'air, de la marine et ainsi de suite ont été révélés à Moscou.

L''orchestre rouge' était composé à Berlin des groupes suivants, dont la tâche principale consistait à obtenir des renseignements et des informations précieuses qui étaient immédiatement transmis à Moscou par un département radio spécifique :

Le groupe 'Coro' était dirigé par le lieutenant Harro Schulze-Boysen, son épouse Libertas, le colonel Gehrtz (Ic au ministère de l'Aviation du Reich), le lieutenant Hermann Gollnow (service de défense de l'OKW), le représentant de commerce Johannes Graudenz, le radiodiffuseur Horst Heilmann, l'inspecteur du service météorologique de l'armée de l'air Heinrich Scheel, l'industriel Leo Szczribczynsky, l'inspecteur des travaux publics au ministère de l'Aviation Hans Gerhard Henninger. Le groupe 'Lips' était dirigé par Mme Libertas Schulze-Boysen, dont les collaboratrices Erika Gräfin v. Brockdorff, la sténotypiste Maria Terwiel et la journaliste Ilse Stoebe.

Le groupe 'Danseuse', dirigé par la sculptrice Oda Schottmüller, était composé du Dr Philipp Schaefer, de l'inspectrice de la bibliothèque Elly Lotte Schleif et de la graphologue Anna Krause.

Le groupe 'Médecin', dirigé par Elfriede Paul, avait pour collaborateurs le Dr. med. Rittmeister et l'écrivain Walter Küchenmeister. Le groupe « Ingénieur » était dirigé par l'ingénieur Paul Scholz, assisté de son épouse Herta, du directeur Thomfor, de l'ingénieur Hans Henkel, de l'ingénieur Karl Boehme et de l'ingénieur en chef Hans Hummerow.

Le 'groupe d'étudiants' était dirigé par Horst Heilmann, qui avait pour collaborateurs l'étudiant Gussow, le sergent Alfred Traxl et l'étudiant Helmut Himpel.

Le groupe 'Arvid' était dirigé par le conseiller d'État Dr. Arvid Harnack ; les principaux collaborateurs ou informateurs étaient : Mildred Harnack, son épouse, le Dr Adam Kuckhoff et son épouse Greta Kuckhoff, les écrivains Ernst Niekisch et Günther Weisenborn, le Dr Adolf Grimme,

l'éditeur Marcel Melliand, le pianiste Helmut Roloff, le constructeur Karl Behrens, l'assistante universitaire Eva Buch et la sténotypiste Rose Schlösinger.

Le groupe 'Aryens' était dirigé par le conseiller de légation de première classe Rudolf v. Scheliha, dont la collaboratrice était Ilse Stoebe.

Harro Schulze-Boysen avait déjà pris contact avec l'ambassade soviétique de Berlin en 1936 et agissait déjà à l'époque comme informateur contre l'Allemagne. Un certain nombre d'intermédiaires, d'agents de liaison et un groupe de vieux communistes du Parti, d'agents et d'opérateurs radio expérimentés, en partie parachutés depuis Moscou au-dessus de l'Allemagne, travaillaient encore avec les personnes principales mentionnées. Les collaborateurs de l''Orchestre rouge' étaient en partie payés par les Soviétiques. Avant même le début de la guerre germano-soviétique, le chef de l'espionnage soviétique Alexander Erdberg a remis à Berlin 12 000 RM au Dr Arvid Harnack, 1 500 RM au Dr Kuckhoff et un appareil radio. Harnack a versé 2 000 RM au Dr Grimme, 5 000 RM à Behrens, 3 000 RM à Szczribczynski et 1 000 RM à Rose Schlösinger.

Lorsque l'agent soviétique Heinz Könen a été arrêté par la police lors de son saut en parachute le 23 octobre 1942, il avait sur lui 8 000 RM qu'il devait apporter à M. v. Scheliha. Ilse Stoebe n'a pas seulement transmis à v. Scheliha les instructions de l'agent soviétique Rudolf Herrnstadt, mais aussi 30 000 RM en février 1941. En février 1938 déjà, 6 500 dollars américains avaient été versés par les Soviétiques à v. Scheliha via l'institut de crédit de Lyon sur le compte bancaire de v. Scheliha chez Julius Baer & Co à Zurich ».

Ce qui me semble important, c'est que la résistance allemande n'a pas du tout reconnu que l'« Orchestre rouge » n'était pas un mouvement de résistance allemand, mais exclusivement une organisation d'espionnage purement soviétique. On peut citer comme preuve la directive soviétique selon laquelle il y avait un ordre explicite de Moscou qui stipulait qu'avant que les agents ne nouent de nouvelles relations, ils devaient en informer la centrale à Moscou. Ce n'était possible qu'après une autorisation expresse.

L'objectif des Soviétiques a toujours été la conquête révolutionnaire de l'Europe. Avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, le Parti communiste allemand était au moins aussi puissant que le NSDAP.

Mais avec le démantèlement de l'appareil de ce Parti après 1933, l'appareil illégal BB (Betriebsberichter-Betriebsspionage-Apparat) a été éliminé en même temps, de sorte que les Soviétiques se sont vus contraints de transférer cette organisation d'espionnage et de sabotage dans les pays voisins. Il en résulta que cette organisation connut un renforcement important en Belgique, aux Pays-Bas, en France et en Suisse, dans lequel Wehner, aujourd'hui facteur de risque, joua à l'époque un rôle essentiel. Il organisait depuis la Suède pour le compte de Moscou, fut démasqué et écopa d'un an de prison pour cet espionnage. Aujourd'hui, il est chef du groupe parlementaire du SPD et a initié la nouvelle Ostpolitik allemande avec ses fidèles Brandt, Bahr et Ehmke, qui avaient tous attiré l'attention du service de renseignement fédéral en raison de la nature conspiratrice de leurs activités. Dans son livre *Verschlusssache* [Affaire confidentielle] publié après sa mort, Gehlen note à ce sujet à la page 117/118 :

> *« Les activités de Wehner en matière de politique allemande permettent l'interprétation suivante : il s'agit d'un homme qui n'a jamais été en contact avec l'Allemagne :*
>
> *Première version :*
>
> *1. Wehner s'est détaché du communisme et a renoncé à sa doctrine (voir les tentatives de justification de Wehner dans ce que l'on appelle les 'notes'). Wehner est toutefois revenu en partie sur ses décisions par la suite et l'a fait savoir par son comportement et ses actions lors des phases décisives de la politique allemande.*
>
> *2) La direction soviétique a ensuite repris Wehner comme 'fils prodigue'. Ils ont accepté les efforts de Wehner pour sa 'réhabilitation' et ont soutenu son rôle dominant dans l'opposition et la coalition gouvernementale. Depuis, on ne parle plus de 'traître' et de 'dénonciateur'.*
>
> *Deuxième version :*
>
> *3. Herbert Wehner s'en tient irrévocablement à l'abandon du communisme. Ses professions de foi en faveur de la démocratie libérale et ses attaques contre les communistes à l'intérieur de la RFA sont authentiques. Son comportement vis-à-vis de l'Union soviétique et de ses satellites, y compris la RDA, est uniquement déterminé par la 'Realpolitik'.*
>
> *4) Les dirigeants soviétiques respectent l'attitude de Wehner, jusque dans ses déclarations distantes à l'égard des communistes de RFA. En*

contrepartie, Moscou attend de Wehner qu'il continue à confirmer sa bonne conduite et qu'il soutienne sans réserve la politique soviétique en Allemagne et en Europe ».

Cette analyse n'est pas non plus concluante. Elle laisse seulement supposer et continue de laisser perplexe, comme pour tous ceux qui, une fois dans leur vie, ont conspiré, résisté et trahi leur pays.

Ce sont les tonalités douces de la conspiration qui suscitent l'inquiétude et l'incertitude jusqu'à aujourd'hui, et non pas ses coups de gueule au Bundestag.

Ce sont également ces tons feutrés de la conspiration qui ont permis à Moscou de reconstruire en toute discrétion son service de renseignement démantelé en Allemagne, avec une intégration accrue d'officiers de l'armée rouge à partir de 1938. À Ostende, en Belgique, c'est un officier russe qui, fin 1938, y est entré avec des papiers falsifiés et un passeport uruguayen. Il s'appelait Vicente Sierra et était surnommé « Kent » ou « Petit Chef » dans l'organisation. Il a été rejoint par deux autres officiers russes, Daniloff et Makaroff. Ce dernier est arrivé avec 10 000 dollars et a reçu le nom de « Carlos Alomo ». Pour ne pas attirer l'attention, ils ne prirent contact qu'après plusieurs mois avec un « Fritz » et un « Pierre », tous deux membres de la mission commerciale soviétique à Bruxelles.

Daniloff fut ensuite appelé à Paris où il se cacha dans le service diplomatique du consulat soviétique et reçut le nom français de « Desmets ». Au début de la campagne de l'Ouest, tous deux reçurent l'ordre de se laisser déborder par les Allemands, ce qui fut fait. Ces groupes radio, organisés de manière planifiée et auxquels s'ajoutait un communiste formé à Moscou, envoyaient régulièrement leurs messages d'agents à Moscou sous les noms de code « Kent » et « Hermann ». Une troisième station radio fut mise en place par le capitaine soviétique Konstantin Efrenoff, qui s'était installé dès le début de l'année 1939 sous le nom d'un étudiant finlandais, Jernström, et qui devait collecter des informations dans le domaine de la fabrication de substances de combat. Les liaisons s'étendaient jusqu'en Suisse et dans la région de Kassel. Le quatrième groupe radio qui devait être mis en place a été intercepté début juillet 1942, lorsque l'agent, âgé de 63 ans, a été parachuté en provenance

d'Angleterre. Le parcours de cet homme est plus qu'intéressant. Il s'agit du pasteur hollandais Kruyt, qui travaillait depuis 1935 à Berlin pour la représentation commerciale soviétique. À partir de 1937, il a vécu en Russie, où il a été préparé à sa mission.

La Hollande possédait également son propre groupe d'émission, qui transmettait en permanence à Moscou les mouvements de troupes, les détails de l'industrie d'armement hollandaise et d'autres informations militaires et politiques. Ce groupe avait déjà été mis sur pied avant le début de la guerre par le communiste hollandais Winterink. Il était également placé sous l'autorité de l'officier soviétique Jefrenoff et géré sur le plan radio par l'Allemand Johann Wenzel, ancien fonctionnaire du PC allemand. Ils entretenaient à Amsterdam et Rotterdam différentes stations radio avec des contacts étendus jusqu'au Reich et étaient regroupés sous le nom de « Hilda ».

À Paris, conformément à l'importance de cette place, un officier supérieur de l'État-major russe siégeait sous le nom de Monsieur Gilbert en tant que chef de la société d'import-export « Simex », enregistrée auprès de la Chambre de commerce de Paris. Elle possédait des filiales et des succursales à Rome, Prague, Oslo et Stockholm, ainsi que des entreprises sœurs dans le protectorat, à Raudnitz sur l'Elbe et à Bucarest. Le directeur de cette société était Leo Großvogel qui, avant de rejoindre la « société » en avril 1939, avait vendu à l'agent russe Makaroff un magasin de textiles pour 200 000 francs belges. C'était bien sûr une merveilleuse couverture. On pouvait entrer et sortir sans éveiller la moindre méfiance.

La même société a également été dûment déclarée et enregistrée à Bruxelles. L'agent « Kent » y était inscrit sous son nom d'emprunt, Senor Vincente Sierra, avec un certain nombre de Belges, qui étaient même des commerçants ordinaires, en tant que membres du conseil d'administration. Très vite, la société « Simex » de Bruxelles est entrée en relation d'affaires avec l'administration de la Wehrmacht allemande et l'organisation Todt, afin de fournir les besoins de la Wehrmacht. Personne ne se doutait au départ qu'elle faisait ainsi, outre des affaires lucratives, un bon travail de renseignement pour Moscou. Dans ses activités d'espionnage, Gilbert portait le nom de couverture de « Grand Chef » ou tout simplement « Otto ». En

France, il avait sous ses ordres un certain nombre d'autres stations d'émission, composées de membres du PC français et de Russes blancs émigrés, dont la charge portait souvent sur deux épaules. Les messages radio décryptés pour la seule période de juin/juillet 1941 contenaient des informations sur la production mensuelle d'avions allemands, sur la situation du carburant, sur l'attaque prévue sur Maikop, sur la situation locale du quartier général allemand, sur le volume de la production d'avions en série avec les désignations des types, sur la concentration d'agents chimiques de combat en Allemagne, sur la connaissance d'une clé radio russe à Petsamo, sur les pertes des parachutistes allemands en Crète, sur le transfert d'unités aériennes allemandes de Crète vers l'Est.

Des instructions ont également été données par Moscou pour que « Kent » se mette en contact avec Schulze-Boysen et Adam Kuckhoff à Berlin. Des contacts devaient également être pris avec les consulats de Stockholm et d'Istanbul. En outre, des préparatifs devaient être effectués pour pouvoir rendre compte en détail des débarquements américains et anglais en installant des stations radio sur le mur de l'Atlantique. On voit au premier coup d'œil qu'une organisation d'espionnage presque mondiale était mise en place, dont l'importance ne doit pas être minimisée.

Aussi nombreuses que soient les stations radio, elles ont toujours été démantelées par notre service d'écoute et de renseignement. Mais de nouvelles stations radio ont toujours été créées avec l'aide d'agents soviétiques nouvellement arrivés et d'organisations communistes locales. Au printemps 1942, la défense allemande était confrontée à de graves problèmes, presque insolubles. Il fallait surveiller et localiser bien plus d'une centaine d'émetteurs afin de les capturer. Le repérage et les arrestations se faisaient de la même manière que dans tous les États. Elles étaient effectuées par les organes exécutifs, soit par la police secrète d'État, soit par la Feldpolizei. L'acharnement unilatéral contre la « police secrète d'État », courant après la guerre, est donc sans objet. Tout comme les services de défense, elle s'est acquittée de sa tâche de manière propre et digne d'être reconnue.

De même, chez les Américains, la lutte contre l'espionnage, l'observation et l'élucidation des pièges d'espionnage étaient du

ressort du CIC et, en tant qu'exécutif, de la police militaire ou du FBI ; chez les Français, le deuxième bureau et, en cas d'arrestation, la Sûreté ou la police militaire. Dans tous les cas, les espions passaient en jugement et étaient sévèrement condamnés conformément à la loi, comme cela se passait presque indistinctement dans d'autres pays. Vouloir glorifier et minimiser sous la rubrique « résistance honorable » ce type de combat qui a pris notre front combattant à revers et coûté beaucoup de sang par perfidie est tout simplement pervers et criminel. Il faut penser à l'organisation d'espionnage qui se tient prête aujourd'hui pour les cas à venir, afin de poignarder à nouveau le front dans le dos. Celui-ci sera « beaucoup » plus important dans l'espace ouest-européen que lors de la dernière guerre mondiale. À cela s'ajoute une énorme organisation de partisans, qui sera d'autant plus efficace que l'on continuera à nourrir et à laisser faire la gauche marxiste. Après tout, sous Hitler, le marxisme appartenait au passé historique. C'est aussi la raison pour laquelle la résistance des milieux marxistes était essentiellement le fait d'intellectuels anémiques et n'a jamais été une organisation de masse, car il leur manquait les ouvriers. La communauté populaire mise en pratique avait coupé l'herbe sous le pied du marxisme.

L'armée rouge n'était pas une organisation de résistance, mais un réseau d'espionnage mis en place par les Soviétiques dans le but de renverser le gouvernement, non pas pour créer une Allemagne démocratique, mais une république soviétique des conseils, comme ils ont réussi à le faire aujourd'hui partout à l'est du rideau de fer.

La documentation *Das Geheimnis der Roten Kapelle* (Le secret de l'Orchestre rouge), publiée en 1978 par Gert Sudholt aux éditions Druffel, a apporté la preuve que les conspirateurs du 20 juillet se servaient également de l'« Orchestre rouge » pour rendre leurs messages de trahison accessibles à Moscou par l'intermédiaire des agents soviétiques en Suisse.

Il ressort d'un rapport américain sur les activités de l' « Orchestre rouge », déclassifié en 1976 à partir des archives secrètes du ministère américain des Affaires étrangères, *« qu'au moins trois des quatre sources principales de Rössler étaient des hommes de la résistance contre Hitler ou des acteurs principaux du 20 juillet : Hans Bernd Gisevius, l'ancien maire de*

Leipzig Goerdeler et le général Oster ». (*Das Geheimnis der Roten Kapelle* [Le secret de l'orchestre rouge], p. 11).

LE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE ALLEMAND BIEN EN AVANCE SUR LES PUISSANCES OCCIDENTALES

On prétend toujours que notre développement technique n'est qu'une invention sordide de Goebbels, contrairement à la propagande du ministère de la Propagande. Un rapport que j'ai reçu d'un membre du U-234 envoyé au Japon parle un autre langage. On y lit en bref :

« Au printemps 1945, j'ai été affecté sur le 'U-234'. Le bateau était un dragueur de mines de type XB, transformé pour des missions spéciales, avec 1760 tjb, 4200 CV et 52 hommes d'équipage. Le commandant était le lieutenant-capitaine Fehler. Le bateau a quitté Kiel le 23 mars 1945 pour une traversée de surface vers le sud de la Norvège. Le 15 avril 1945, il a plongé près de Christiansand-Sud pour une navigation sous-marine, avec pour cap le passage entre l'Islande et les îles Féroé. Le but du voyage était le Japon. La mission consistait à amener le général d'aviation Kessler à Tokyo en tant qu'attaché de la Luftwaffe avec son État-major et ses techniciens. Le Tenno avait demandé de mettre en place la défense aérienne des îles japonaises avec les armes développées en Allemagne. Outre le général d'armée, deux officiers de l'armée de l'air se trouvaient à bord, ainsi qu'un spécialiste de la marine, un spécialiste des armes sous-marines, un spécialiste des basses fréquences de l'équipe du professeur Küpfmüller, deux ingénieurs Messerschmitt, spécialistes de la construction du ME 262, et deux capitaines de frégate japonais. L'un d'eux était le capitaine Tomonaga, spécialiste des sous-marins monocoques, qui avait participé à la construction de nos petits bateaux de combat.

Comme cargaison, le bateau contenait, dans douze cylindres d'acier adaptés aux puits de mines, un vaste matériel de microfilms sur l'état le plus récent des inventions allemandes en matière d'armes offensives et défensives, en particulier pour la technique des missiles et de la défense antimissile, ainsi que les résultats de nos recherches dans le domaine de la technique des hautes et basses fréquences, sans oublier une contribution décisive au développement de l'énergie nucléaire et de la technique atomique.

Après avoir traversé le détroit d'Islande et navigué pendant vingt-huit jours sous l'eau à une profondeur moyenne de quatre-vingts mètres, l'ordre de capitulation du grand amiral Dönitz nous est parvenu dans la nuit du 12 au 13 mai, alors que nous naviguions en apnée via notre dipôle circulaire à tuba. Nous nous trouvions à ce moment-là au milieu de l'Atlantique, sur une position au sud-est des bancs de Terre-Neuve.

L'ordre s'adressait au commandant du 'U-234' sur un ton très personnel, lui demandant de livrer le bateau et sa précieuse cargaison sans le détruire. Après douze heures de consultation et de réflexion, le lieutenant de vaisseau Fehler, en accord avec le général Kessler et après en avoir informé les deux capitaines de frégate japonais, décida d'exécuter l'ordre de Dönitz et de se présenter pour la remise. Les deux officiers japonais se sont donnés la mort avant de faire surface. Huit heures plus tard, le U-234 a été arraisonné par le destroyer américain Sutton et transféré dans le port naval américain de Portland (Maine).

Les officiers et les fonctionnaires américains qui nous ont ensuite interrogés ont été extrêmement choqués par le contenu de notre sous-marin. Ils nous ont dit qu'aucun d'entre nous ne pouvait apparemment mesurer la valeur de notre cargaison. Fin juillet 1945, le chef de l'équipe d'enquête me déclara en conclusion que le matériel des micro-enregistrements et les déclarations de nos techniciens prouvaient que nous avions '100 ans d'avance' sur les puissances occidentales en ce qui concerne les installations et les développements techniques décisifs ».

L'adoption et l'évaluation d'inventions allemandes avancées et leur exploitation, comme dans le cas du « U-234 », n'était qu'un avant-goût de ce qui a été systématiquement mis en place par les nations victorieuses après la capitulation. L'aide américaine du « plan Marshall », tant vantée aujourd'hui, ne représentait qu'une faible compensation pour les valeurs volées à la nation allemande par rapport au pillage systématique des inventions scientifiques et techniques allemandes[19]. La qualité et l'ampleur de ces développements tournés vers l'avenir montrent que l'Allemagne occupait alors une position de pointe isolée et qu'elle n'était en aucun cas à bout de force, ni même complètement exsangue.

[19] [NdT : lire *Science, technologie et réparations – Exploitation et pillage dans l'Allemagne d'après-guerre* de John Gimbel, didi18edition.com]

Anton Zischka écrit dans *War es ein Wunder ?* [Était-ce un miracle ?] à la page 149 et suivante :

> *« Comme le magazine new-yorkais 'Life' l'a constaté le 2 septembre 1946, 'le véritable gain de réparation de cette guerre' ne se trouvait pas dans les équipements industriels, mais 'dans le cerveau allemand et dans les résultats de recherche allemands'. Mais si les Américains ont été les initiateurs du 'démantèlement intellectuel' de l'Allemagne, celui-ci a été mené par tous les vainqueurs. Lorsque la Seconde Guerre mondiale prit fin, les experts du MIST français, de la WN.Z russe et du BIOS britannique étaient prêts, tout comme ceux de l'OTS américain. La direction londonienne de ces 'British Intelligence Obj ectives Sub-Commitees ', par exemple, disait ouvertement : 'Les secrets de fabrication que nous retirons à l'Allemagne sont un coup plus dur que la perte de la Prusse orientale'.*
>
> *Même le Premier ministre australien Chifley admit en septembre 1949 dans un discours radiodiffusé que 'le butin de 6 000 rapports industriels allemands et de 46 scientifiques allemands attribué à l'Australie' avait une valeur impossible à calculer en or et qu'il permettait désormais aux producteurs australiens d'occuper une place de choix dans la production industrielle mondiale... Le butin était si important que très vite, on ne put plus compter les documents, mais on indiqua leur poids en papier. Le centre de recherche aéronautique américain de Wright-Field, dans l'Ohio, a ainsi obtenu 'la plus grande collection de procédures secrètes du monde', qui pesait 1 554 tonnes. Un fonctionnaire de l''OTS', l' 'Office of Technical Services' de Washington, qualifia cet office de répartition des progrès technico-scientifiques de l'Allemagne de 'première organisation au monde à aspirer le pouvoir inventif de tout un peuple' ; ils disposaient de 3 000 tonnes de dossiers saisis en Allemagne ».*

Udo Walendy commente à ce sujet dans « Die Methoden der Umerziehung – Historische Tatsache Nr. 2 » [Les méthodes de rééducation – Fait historique n° 2], page 17 :

> *« Mais pour que personne ne vienne qualifier toutes ces actions d''illégales', de vol et de pillage, voire de crime, il faut veiller à ce que tous les Allemands de cette époque soient considérés comme des criminels, des barbares, des 'criminels de guerre', des 'militaristes' et des 'fascistes' (avec l'accent propagandiste de la perversité diabolique) sont sans cesse diffamés et traités comme tels, et qu'aucun de ces indésirables, qui pourraient éventuellement défendre de telles opinions, ne puisse occuper un poste*

quelconque d'où il pourrait atteindre le public. C'est pourquoi il faut envoyer des officiers de contrôle alliés dans les universités allemandes, des écrivains alliés ou des complices pour réécrire les livres d'histoire allemands, et le plus grand nombre possible de professeurs étrangers d'histoire et de sciences politiques dans les universités allemandes ».

Et Anton Zischka poursuit à la page 153/154 de *War es ein Wunder* :

« Et si les nazis, qui n'avaient certainement pas la langue dans leur poche, avaient supprimé au total 1 628 professeurs d'université (et les avaient mis à la retraite), ce ne sont pas moins de 4 289 professeurs et chargés de cours qui ont été victimes des anti-nazis en 1945, et qui n'ont reçu aucune pension. Comme l'a calculé 'Christ und Welt' en 1950, les nazis ont supprimé 9,5 % du personnel universitaire, les Alliés 32,1 %. Près d'un professeur d'université allemand sur trois a perdu son poste d'enseignement et de recherche à l'Ouest à cause des vainqueurs. Et dans l'ensemble de l'Allemagne, un sur deux... En 1946, 1 028 professeurs et chargés de cours étaient déjà arrivés des régions de l'Est et d'Allemagne centrale en tant que réfugiés sans emploi sur le territoire de la future République fédérale, et plus tard des milliers d'autres. Mais la dénazification ne fait que commencer en 1946. Conformément à la directive du Conseil de contrôle n° 24 du 12 janvier 1946, qui prescrivait 'l'élimination immédiate des anciens nationaux-socialistes de toutes les fonctions et de nombreuses professions', 373 762 personnes avaient été jugées inaptes à toute fonction publique ou à tout travail dans l'économie, sauf comme 'travailleurs manuels', dans la seule zone américaine jusqu'à la fin de 1946.

Et il y avait là une méthode : la dénazification servait au démantèlement spirituel, constituait une partie du plan Morgenthau ».

Je n'ai jamais entendu de résistants s'y opposer. Ils étaient, dans leur grande majorité, du côté des vainqueurs.

Udo Walendy poursuit à la page 17 :

« Mais il y avait encore d'autres Allemands : ceux qui occupaient des postes de direction dans l'économie privée, dans les écoles et les universités. Depuis 1944, l'opération 'Paper-Clip' des Alliés occidentaux était déjà en cours, du nom des cavaliers sur la carte de recherche des scientifiques allemands. On traquait le 'savoir vivant', on convoitait aussi leurs brevets et leurs secrets industriels. Les deux ont finalement été volés. Selon les données

du Département américain de la Défense de février 1950, 24 000 chercheurs et techniciens allemands ont été 'interrogés en détail' et 523 d'entre eux ont été 'emmenés aux États-Unis', dont 362 ont été 'invités à faire des démarches pour être naturalisés américains', ce qu'ils ont fait. Selon le cavalier de l''Opération paperclip', ces scientifiques allemands ont déjà permis aux États-Unis d'économiser au moins 1000 millions de dollars en frais d'armement et au moins dix ans de développement jusqu'en mai 1949 ».

On n'a donc pas seulement volé des secrets et des brevets allemands, mais on s'est également servi de 'complices' allemands pour mettre en pratique ces inventions prometteuses. Cela s'est produit aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Il serait intéressant de savoir combien de ces scientifiques ont fait partie de la résistance allemande ou s'y sentent aujourd'hui intimement liés. Quoi qu'il en soit, ils ont contribué, volontairement ou non, à la course aux armements des deux géants mondiaux, dont nous et l'Europe ne devrons pas, espérons-le, payer la facture demain.

LA TRAHISON DE L'INSTITUT DE RECHERCHE DE PEENEMÜNDE

Alors que les saboteurs parmi les scientifiques avaient réussi à empêcher la construction de l'arme atomique, ils n'y sont pas parvenus pour les armes à distance. Pendant la guerre, nos chercheurs en fusées, Wernher v. Braun et le Dr Dornberger, étaient d'une « autre trempe » que leurs collègues en physique nucléaire. En tant qu'Allemands conscients de leurs responsabilités, ils ont servi leur pays sans réserve, car ils savaient ce qu'ils lui devaient.

Comme pour d'autres types d'armes, le développement et la fabrication des armes à longue portée (V1 et V2) ont connu dès le début des revers pour diverses raisons techniques et aussi de personnel. C'était bien sûr le cas pour toute transposition des résultats de la recherche scientifique dans la réalité technique et la pratique. Le développement et la fabrication de l'arme V ont toutefois été retardés par des trahisons et des sabotages, à tel point qu'il n'a plus été possible de l'utiliser efficacement et à temps sur le front. L'ennemi était si bien informé de la fabrication de notre nouvelle arme qu'il lui était facile de détruire notre site de production par des bombardements ciblés.

L'informateur de l'adversaire était le conspirateur Dr. Otto John, qui a dénoncé aux Anglais le centre de recherche et d'essai de notre arme V, Peenemünde.

Les agissements de trahison du Dr Otto John n'auraient sans doute pas été connus si, après sa défection à Berlin-Est, le colonel anglais Daniel Shapiro avait encore eu des raisons de préserver la discrétion dont il avait fait preuve jusqu'alors. Il faut savoir que ce colonel, en collaboration avec Sefton Delmer, qui diffusait ses émissions de haine contre l'Allemagne sur la radio ennemie de l'époque, Calais, avec environ 300 émigrés, était l'accompagnateur du Dr Otto John, déserteur. Son rapport a été publié pour la première fois le 8 août 1954 dans « Stern ». Il disait :

« Il (John) m'a d'abord été présenté comme Oskar Jürgens. Je ne pouvais rien imaginer de tout cela. Ce n'est que lorsque ce Monsieur Oskar Jürgens a parlé de Peenemünde sans aucun rapport que j'ai commencé à tendre l'oreille... Mais je ne comprenais toujours pas. Je n'étais tout simplement pas préparé à me retrouver soudain en face de l'homme qui nous avait livré Peenemünde et sa mystérieuse station d'expérimentation d'armes miraculeuses. C'était tout de même une grande affaire, en tout cas jusqu'alors le plus grand succès de notre service de renseignement. Je me souviens très bien : la nouvelle venait de Berlin, de cercles bien informés de la Luftwaffe. Elle nous était parvenue via l'Espagne, ce qui avait conduit la RAF à envoyer des avions de reconnaissance de type Moskito à Peenemünde, puis bientôt 600 bombardiers. Et l'homme à qui nous devions tout cela était maintenant assis dans mon bureau, les cheveux mal teints.

C'est ainsi que j'ai fait la connaissance du Dr Otto John, qui avait reçu chez nous le nom de code 'Oskar Jürgens'. La semaine suivante, il est resté sous ma garde. Je l'ai installé à Knightbrigde dans l'une de nos 'maisons en dur'. C'était la règle, et même avec le Dr John, nous ne pouvions pas faire d'exception, tout en reconnaissant ses mérites. J'espère cependant qu'il s'est bien senti chez nous. La villa était confortable et ne se distinguait en rien des villas bourgeoises du voisinage. Le personnel était habillé en civil et s'occupait de la surveillance de manière discrète. Dans tout Londres à l'époque, il n'y avait certainement pas beaucoup de maisons où l'on cuisinait mieux qu'ici. Et si nous avions tenu un livre d'or, Otto John aurait pu s'y inscrire sous des noms célèbres ».

Ce rapport souligne clairement l'importance de la trahison et fait référence à la source du ministère de l'aviation du Reich, où l'« Orchestre rouge » avait également son champ d'action. Il est quasiment certain que John était en contact étroit avec ces milieux. Sa défection à l'Est ne fait que confirmer son état d'esprit. Le fait qu'un tel homme ait pu devenir chef de l'Office de protection de la Constitution après la guerre devrait donner matière à réflexion, même au plus simple d'entre nous. Le bien-être de cette République fédérale se porterait mieux si le Parlement allemand n'avait pas décidé de supprimer illégalement le délai de prescription, mais de renforcer les dispositions pénales jusqu'à la peine de mort pour trahison. Cela aurait été une bonne chose, porteuse d'avenir, qui aurait été largement approuvée par le peuple. Mais le contact avec le peuple ne

semble pas être l'affaire de nos gouvernants aujourd'hui. Ils sont plutôt soumis à des pressions extérieures.

Otto John a également été invité à mon procès à Brunswick, qui portait sur la question de la trahison et de la haute trahison. Il s'y est distancié énergiquement de toute forme de trahison et n'a même pas rougi en disant des contre-vérités au tribunal. Il a notamment expliqué que les hommes du 20 juillet 1944, dont il faisait partie, étaient des idéalistes et des hommes allemands conscients de leurs responsabilités, qui étaient totalement éloignés de la trahison. Malheureusement, je n'étais pas au courant à l'époque du rôle infâme de John. Je lui aurais exprimé mon mépris devant le tribunal.

Nous savons aujourd'hui que John s'était rendu de Berlin à Madrid le 19 juin 1944, sur ordre de Stauffenberg, afin d'apprendre du général Eisenhower, par l'intermédiaire de l'attaché militaire américain, s'il était prêt à négocier un armistice « de soldat à soldat », comme le voulait Stauffenberg, après un putsch militaire réussi. John devait attendre à Madrid le renversement prévu, mais contrairement à cette planification, il fut rappelé prématurément par l'Abwehr grâce à un message radio codé du colonel Hansen. John est arrivé à Berlin le 19 juillet 1944, soit un jour avant la tentative de renversement qui a échoué, à Tempelhof. Le lendemain, il a été appelé par le major Haeften, complice de l'attentat, qui lui a annoncé que tout était en cours et que le pouvoir exécutif avait été pris en charge. Ce que John a fait par la suite m'échappe. Il ne dit rien à ce sujet, de même qu'il ne mentionne pas une seule fois son activité de traître, à savoir l'abandon de Peenemünde. Ce qui est sûr, c'est qu'il a pu quitter Berlin en avion le 24 juillet 1944 sans être contesté, bien qu'il ait été reconnu par les fonctionnaires de la Gestapo chargés du contrôle.

« Otto John a été transféré » – selon le livre *'Ende einer Legende'* [Fin d'une légende] de Hans Frederick – *« le 12 décembre 1944 de Lisbonne à Londres, accompagné de l'attaché commercial de l'ambassade locale, Harold Middleward, à bord d'un avion spécial de la RAF. Pris en charge par des membres du service de contre-espionnage militaire, il y a été soumis à un nouveau contrôle. Il s'agissait simplement d'une procédure de routine à laquelle devaient se soumettre tous les étrangers qui arrivaient à Londres dans des circonstances similaires pendant la guerre. Mais la vérification de routine dans le cas de John*

s'est terminée très rapidement, car des personnalités importantes tels que Winston Churchill, lord Vansittart, sir Ivone Kirkpatrick, l'évêque de Chichester attendaient ses rapports.

Dans le Londres des années de guerre où John a été transporté par avion, il y avait un grand nombre d'émigrés politiques allemands qui défendaient la même devise qu'Otto John : 'Contre Hitler - pour l'Allemagne'. Mais leur situation était bien pire. Ils ont été internés ou réduits à la passivité politique. Seul un petit cercle a réussi à s'échapper de ce barrage de l''évaluation de l'ennemi'. La collaboration politique n'existait que pour les Allemands qui étaient prêts à propager les doctrines alliées, la soumission inconditionnelle, la culpabilité collective et la division de l'Allemagne. Otto John faisait partie des rares élus.

Dès le lendemain matin, John a été emmené par une patrouille militaire aux 'Kensington Palace Gardens'. Là, John a dû se soumettre à un interrogatoire approfondi par différents officiers spéciaux. Les questions ne portaient pas uniquement sur les événements du 20 juillet, car les rapports spéciaux d'Otto John, qui étaient parvenus à Londres depuis Madrid et Lisbonne, avaient déjà atteint un volume considérable en matière de renseignements.

Ces procès-verbaux d'interrogatoire, complétés par les rapports écrits rédigés à Londres par John, étaient suffisamment intéressants pour que le Premier ministre Churchill écoute ensuite attentivement un rapport oral de John.

Lorsque le jeu commença pour Otto John à Madrid en mars 1942, ce furent les recommandations du prince Louis Ferdinand de Prusse qui lui permirent d'entrer en contact avec le chargé d'affaires britannique et américain par l'intermédiaire de Juan Terrassa. Les informations ciblées qu'il avait alors reçues directement de Beck, Hammerstein et Oster à cet effet n'ont pas manqué de faire leur effet.

Le fait qu'un prince Hohenzollern se soit laissé entraîner dans de telles actions est sans doute unique. Il ne put ainsi empêcher le démantèlement de la Prusse par les Alliés.

En novembre 1943, John se présente à nouveau à Madrid. L'attaché militaire de l'ambassade américaine locale, le colonel Hohenthal, l'a reçu pour un entretien confidentiel. Hohenthal avait déjà été attaché militaire à l'ambassade américaine de Berlin et n'était donc pas un inconnu pour John. À l'époque, le contact avait été établi par le journaliste américain Louis Lochner.

Le voyage de retour a eu lieu le 16 décembre. Otto John a rédigé pour le colonel Hansen et Stauffenberg un rapport détaillé sur ses entretiens avec Beaulaque et le colonel Hohenthal.

Son nouvel interlocuteur a été frappé par les excellentes connaissances d'Otto John, notamment dans le domaine de la technique militaire. Il était très bien informé de l'état de développement de la recherche nucléaire et des armes nucléaires en Allemagne. Il tirait ses informations des premiers cercles. Les faits issus de l'association Uranium étaient particulièrement importants. Ce groupe d'une douzaine de scientifiques, présidé par le lauréat du prix Nobel Heisenberg, travaillait à la planification d'une bombe atomique. À l'automne 1943, Otto John a pu annoncer à Madrid que la fabrication d'une bombe atomique était prête sur le papier, mais que pour des raisons techniques, la production ne pouvait pas encore être réalisée. Dans la foulée, il a également pu faire part de l'état d'avancement du projet d'arme V-1 et V-2 à Peenemünde...

Les efforts d'Otto John ont également permis d'obtenir des informations réelles de la part des personnes de contact.

Les efforts d'Otto John ont également consisté à obtenir de ses contacts une information réelle sur la position des Alliés sur la question de la capitulation inconditionnelle. Ses garants de Londres comme de Washington lui ont donné les idées suivantes : il ne faut pas s'attendre à ce que les Alliés fassent des concessions dans le sens d'une capitulation inconditionnelle. On s'attend à ce que l'irruption des Russes en Allemagne soit imminente, et les Anglais et les Américains ne feront aucun effort particulier pour être à Berlin avant les Russes. On estime que l'Allemagne mérite un jugement punitif, et les alliés occidentaux préfèrent laisser cela aux Russes ». (Hans Frederik, *Das Ende einer Legende ?*, page 53).

Il est étonnant de voir les informations dont un homme comme John pouvait disposer. Cela prouve à nouveau les contacts étroits qui devaient exister entre les différents groupes de traîtres. Ici aussi, des hommes comme le professeur Carl-Friedrich v. Weizsäcker ainsi que des personnes de la trempe de Rosbaud et du Dr Wirtz ont dû jouer un rôle funeste et sordide. Le fait qu'un prince des Hohenzollern ait également servi d'intermédiaire affligera certainement plus d'un monarchiste.

Pour évaluer l'état d'esprit et le caractère de John, Panzermeyer nous transmet dans son livre *Grenadiere*, à la page 347, une contribution significative :

> *« Fin avril (1945), j'ai été ordonné commandant de camp (il s'agit du camp de prisonniers n° 7 près de Windermere en Angleterre ; l'auteur). La manière dont j'ai été convoqué et accompagné ne pouvait rien augurer de bon... À mon grand étonnement, le commandant n'était pas présent ; à la place, un homme en uniforme m'a crié dessus, qui n'avait manifestement aucune idée de la manière dont un soldat en uniforme doit se comporter pour ne pas être la risée de son entourage.*
>
> *Le Dr Otto John, futur président de l'Office fédéral de protection de la Constitution, autrefois voyageur entre deux mondes, a eu l'honneur d'exercer ses fonctions de Bailli d'Angleterre. D'une voix baveuse, il m'a crié : 'Ne quittez pas ce camp sans autorisation ! Si vous tentez de vous échapper, votre corps sera ramené au camp. De toute façon, vous ne reverrez plus jamais votre famille !'*
>
> *Si cette pitoyable créature avait pressenti avec quel mépris j'écoutais ses propos haineux, elle ne se serait certainement pas pavanée dans le camp comme un paon battant la chamade, mais se serait enfoncée dans la terre de honte ».*

C'est justement ce Monsieur John qui, en tant que témoin de l'accusation, a contribué à ce que je sois condamné pour avoir prétendument insulté les résistants lors du procès de Brunswick !

Mais la plus grande perversité de notre histoire est le fait qu'après la guerre, un traître de premier plan ait pu être promu à la tête de l'Office fédéral de protection de la Constitution nouvellement créé, avec pour mission d'espionner les soldats allemands du front honnêtes et conscients de leurs devoirs, à la manière du GPU. Otto John n'était pas un soldat pendant la guerre, mais un syndic de la Lufthansa, et il a pu voyager librement à l'étranger pendant cette période, car il était en possession d'un passeport autorisé par l'Abwehr de l'amiral Canaris. Sa fonction de chef de l'Office de protection de la Constitution a pris fin en 1953 à la suite d'une nouvelle trahison, à savoir sa défection à l'Est. À son retour, il a été sanctionné pour trahison. Le vieux proverbe allemand : « Qui a bu boira » s'est une fois de plus avéré ici. Otto John, comme le prouve

l'interrogatoire de son frère Hans par la police, n'était pas seulement un acteur de la résistance du 20 juillet, mais aussi un membre de l'« Orchestre rouge ».

Le monde sait aujourd'hui qu'en 1939, nous n'étions pas du tout l'État le plus armé d'Europe, comme c'est le cas aujourd'hui. Dès la prise du pouvoir, le développement de notre économie a été une priorité. Ici non plus, il n'y avait pas d'industrie d'armement exclusivement dédiée à la guerre, comme c'était le cas dans d'autres États. En 1939 encore, Hitler avait donné pour instruction à la Wehrmacht de ne pas s'attendre à de nouvelles armes. Il est prouvé qu'à cette époque, nous n'étions pas équipés pour une guerre sur deux fronts, ni même pour une guerre mondiale. La Wehrmacht de l'époque était tout juste suffisante pour une expédition punitive de grande envergure. Seule la campagne de Pologne qui nous a été imposée a changé la donne.

Hitler, en tant qu'homme d'État, était également un révolutionnaire dans le domaine militaire. La mise en place d'unités de chars opérant de manière autonome et capables de pénétrer dans les profondeurs de l'espace ennemi par de larges avancées est née de ses idées et nous a valu des succès militaires étonnants, même contre un adversaire supérieur. Il avait également compris l'importance des armes à distance. Ainsi, après la campagne de Pologne, lorsque ses efforts de paix sont restés sans réponse, il a fait avancer la nouvelle stratégie avec des armes à roquettes. Il fit construire à Peenemünde un centre d'essai de grande envergure sous la direction des meilleurs techniciens et scientifiques allemands comme Walter Dornberger et Wernher v. Braun. Ce projet dépendait du ministère allemand de l'aviation. La construction et le développement de cette station d'essai avancèrent rapidement et donnèrent des résultats étonnamment rapides.

Mais ce développement prometteur a été brutalement interrompu le 17 août 1943, lorsque 600 bombardiers britanniques ont détruit ce centre d'armes à distance allemand. L'ensemble de l'installation, qui avait jusqu'alors englouti plus de 500 millions de Reichsmark, a brûlé comme un feu de joie. Plus de 700 scientifiques, ingénieurs, techniciens et ouvriers gisaient sous les décombres. L'utilisation offensive à

grande échelle de ces armes a donc été retardée dans le temps et également en termes de capacité. Cela devait avoir des conséquences fatales pour la lutte contre l'invasion alliée qui commençait en juin 1944. David Irving nous a transmis dans son livre *Die Geheimwaffen des Dritten Reiches* (Les armes secrètes du Troisième Reich), page 10, une déclaration du général Eisenhower qui montre clairement l'importance de ces armes à longue portée :

> *« Si les Allemands avaient réussi à mettre au point ces nouvelles armes six mois plus tôt, l'invasion du continent européen aurait été extrêmement difficile et peut-être impossible ».*

Lors d'une réunion de situation avec Hitler le 17 juin 1944 à Margival, à huit kilomètres au nord de Soisson, déjà mentionnée, à laquelle les maréchaux v. Rundstedt et Rommel avaient fait pression, les problèmes du front d'invasion furent abordés. L'échec de la propre armée de l'air a été particulièrement souligné. Selon Speidel *Invasion 1944*, page 117, Hitler aurait rétorqué

> *« qu'il avait été trompé par le commandement et les techniciens de la Luftwaffe. On aurait développé les types les plus divers les uns à côté des autres, sans parvenir à temps à un résultat pratique ».*

Au cours de cette discussion, la possibilité d'utiliser des armes V a également été évoquée. Afin de clarifier cette question, le général commandant les armes V, le général d'artillerie Heinemann, fut invité à la réunion et expliqua que la zone de dispersion des missiles était encore d'environ quinze kilomètres et qu'ils mettraient donc en danger les propres troupes en cas d'atterrissage dans un espace restreint. Nous savons cependant aujourd'hui que ces missiles étaient prêts pour la production en série dès 1941, mais que leur utilisation a dû être sans cesse repoussée en raison d'un sabotage considérable et d'obstacles bureaucratiques.

Par exemple, des insuffisances techniques ont pu être très rapidement éliminées en faisant appel à l'expérience du professeur Messerschmitt, après que des saboteurs des cercles du ministère de l'Aviation du Reich se soient longtemps opposés à l'implication et à la collaboration de spécialistes compétents dans le travail sur les V-l et V-2. Comme nous le savons, c'est justement là que se trouvait un

grand nombre de résistants et de traîtres qui ont pu, dans un premier temps, exercer leur sabotage fatal sans être remarqués.

Dans cette lutte, un rapport de l'inspecteur général de la Luftwaffe, le maréchal Milch, daté du 21 octobre 1942 et adressé à ses chefs de service, est remarquable. Il était, avec Heydrich, l'un des rares à avoir percé à jour la trahison de Canaris. À propos de ce rapport, David Irving écrit dans *Tragödie der deutschen Luftwaffe* (Tragédie de l'armée de l'air allemande), page 246 :

> *« La fouille n'a de sens que si elle est effectuée par une Gestapo fiable. Elle est inutile si elle est effectuée par l'Abwehr. Je tiens à le faire savoir expressément. J'interdis toute forme de contrôle par l'Abwehr ; tout contrôle ne peut être effectué que par la Gestapo, car sinon nous n'avons aucune garantie de succès. Je ne peux pas vous dire pourquoi. J'ai mes raisons et mes preuves ».*

Il a ensuite parlé de l'action de l'« Orchestre rouge ».

> *« Il y a un cercle de certaines personnes impliquées dans cette affaire, donc dans une trahison absolument avérée, qui est cinq fois plus grand que ce qui est assis autour de cette table. Il n'y a pas un seul ouvrier. En revanche, Messieurs, la haute noblesse et sa parenté sont représentées jusqu'à la moitié. Des gens dont on pourrait supposer qu'ils seraient farouchement réactionnaires et fidèles à l'empereur, auxquels on ne ferait jamais confiance pour collaborer avec des communistes, pour trahir leur patrie au profit des communistes ».*

L'ingénieur Gerhard Frank de Kierling en Autriche, qui commandait à l'époque une rampe de lancement V-l, raconte ses découvertes de sabotage sur les missiles :

> *« Les minces tuyaux pneumatiques pour le réglage de la boussole et du gouvernail étaient percés à des endroits difficiles d'accès. Il en résultait des chutes précoces de nos obus souvent dans nos propres lignes, des rotations ou même des retours qui causaient parfois de lourdes pertes dans notre propre territoire. Des pertes non seulement dans nos propres rangs, mais aussi parmi la population civile des territoires occupés. Dans de tels cas, la faute était bien sûr attribuée aux soldats allemands, ce qui empoisonnait l'atmosphère. J'ai moi-même vécu un cas concret de ce genre lors d'un pivot dans une petite ville hollandaise.*
>
> *D'après ce que nous savions à l'époque, les obus V-1 étaient en grande partie assemblés par des détenus des camps de concentration. Il ne fait aucun*

doute que le désir et l'opportunité de sabotage étaient suffisants. Mais les contrôles de réception dans les ateliers de fabrication étaient sans aucun doute effectués par des fonctionnaires de l'entreprise. Il est difficile de dire aujourd'hui dans quelle mesure les contrôles de réception ont été effectués avec négligence ou si le sabotage a même été effectué par des opposants politiques parmi les fonctionnaires chargés des contrôles. Malheureusement, cette dernière possibilité n'est pas non plus à écarter, vu l'ampleur catastrophique des trahisons et des sabotages durant la dernière guerre ». (Karl Balzer, *Verschwörung gegen Deutschland*, 2e édition, page 366).

Il en a été de même pour le sabotage concernant le « Tonne ». Il s'agissait d'une fusée à ailettes explosive montée sous un avion et transportée par celui-ci vers la zone cible. Le missile était largué et se dirigeait ensuite de manière autonome vers la cible prévue. Le dispositif technique de télécommande, le plus avancé de l'époque, était remarquable. À la tête de cette fusée se trouvait un appareil de prise de vue de télévision avec une optique qui était automatiquement remplacée par une autre de distance focale différente. Cet appareil de prise de vue transmettait les images captées sur deux écrans de télévision, l'un installé dans l'avion porteur lui-même, l'autre à l'aéroport pour le contrôle. Sous l'écran de télévision était en outre installé un système de télécommande qui pouvait être commandé par un tireur de l'avion en train de virer. Celui-ci suivait alors sur son écran le vol du missile dégagé et pouvait ainsi effectuer des corrections de pointage sur la cible visée. Il pouvait ainsi éviter que le missile ne s'échappe et effectuer des corrections de trajectoire ciblées. Il s'agissait là d'un progrès considérable, grâce auquel chaque missile devait atteindre son objectif.

Là aussi, des scientifiques et des techniciens progressistes avaient réussi un exploit qui laissait espérer des succès décisifs, surtout contre les unités navales. Le développement avait été réalisé avec une application et un engagement personnels énormes à Karlshagen, Jesan, Neu-Mecklenburg et Röchlin. Tout était prêt pour la production. Après le transfert de ce département spécial dans les Sudètes, on demanda, à partir du printemps 1944, l'affectation d'une escadrille de combat pour tester ces missiles prêts à l'emploi en situation de combat. Incompréhensiblement, là aussi, les difficultés de compé-

tence ont tout retardé. Lorsqu'en juin, une escadrille a enfin été mise à disposition pour l'utilisation de ce « Tonne » sur la mer Adriatique, un nouveau retard, typique du sabotage ciblé, a été enregistré. Il fallait des connecteurs multiples spéciaux pour brancher les câbles dans les machines. Des milliers de ces fiches étaient stockées à Berlin-Straußberg. Lorsque l'on demanda en urgence les connecteurs multiples nécessaires et que l'on envoya même des courriers à Berlin, ceux-ci revinrent bredouilles en expliquant que ce dépôt était sous les ordres d'un officier supérieur de la Wehrmacht qui refusait de les remettre. Au lieu de cela, on annonça la visite du général Fellgiebel, du service de renseignement de la Wehrmacht, qui était soi-disant déjà en route. On lit ensuite textuellement à la page 374 s. de Karl Balzer, *Verschwörung gegen Deutschland*, 2e édition :

> *« Nous respirâmes. Les scientifiques et les techniciens qui avaient travaillé sans relâche depuis des semaines à la mise au point et aux essais et qui ne tenaient plus debout que grâce à des fortifiants chimiques, reprirent espoir : finalement, tout allait encore fonctionner !*
>
> *La situation est décrite au général des troupes de renseignement qui arrive pour visiter l'usine. Nous lui demandons, vu l'urgence, de faire débloquer personnellement les prises nécessaires, nous n'avons plus que trois jours de délai avant l'intervention enfin ordonnée. Le général reste très ferme, mais ne s'engage pas. Lorsqu'il veut quitter l'usine après quatre heures de discussions sans intérêt, je me mets en travers de son chemin (un chef de production à l'État-major de la société Fernseh GmbH, ndlr) et lui demande poliment la signature nécessaire. 'J'ai des choses plus importantes à faire maintenant', me répond-il laconiquement. J'évoque les missions d'essai du 'Tonne', qui sont porteuses des plus grands espoirs, j'évoque la mission imminente ordonnée par le quartier général du Führer, j'évoque l'insignifiance de la formalité d'une seule signature… 'En dehors de mon cabinet, je ne donne en principe pas de signatures. Venez demain, dans huit jours, à mon bureau de Berlin. Nous verrons alors ce qu'il est possible de faire. De plus, la guerre va durer encore longtemps, et vous ne serez pas en retard !' Il me laisse là sans me saluer et s'en va avec sa voiture...*
>
> *Peu de temps après, les installations ont été transportées – pas pour être utilisées sur l'Adriatique – dans un entrepôt à Klein-Machnow. C'est là que je les ai retrouvées en novembre 1945. Les Russes les avaient découvertes, les avaient prises pour des postes de radio, les avaient tournées – et comme il n'y*

avait pas de musique, les avaient aspergées d'essence et y avaient mis le feu sans hésiter. Mais le général de la troupe de renseignement Erich Fellgiebel a été exécuté le 4 septembre 1944 pour sa participation à l'attentat du 20 juillet ».

Comme nous le savons aujourd'hui, le « Tonne» a été utilisé pour la première fois lors de la guerre de Corée. Cette invention, prétendument américaine, avait été annoncée à l'époque comme l'une des plus importantes de ces dernières années dans le domaine des techniques de guerre et qu'il n'était pas encore possible d'évaluer son impact pour l'avenir.

TRAHISON ET SABOTAGE DU DÉVELOPPEMENT DE LA BOMBE ATOMIQUE ALLEMANDE

Dans ce chapitre également, je me réfère aux ouvrages documentaires de l'auteur Karl Balzer qui, dans *Verschwörung gegen Deutschland* (Complot contre l'Allemagne), a mis en lumière le sabotage du développement d'une bombe atomique allemande en analysant de manière exhaustive et en commentant avec pertinence les révélations du publiciste anglais David Irving dans *Der Traum von der deutschen Atombombe* (Le rêve de la bombe atomique allemande) ainsi que l'ouvrage *Mein Leben* (Ma vie) du découvreur de la fission nucléaire, Otto Hahn.

Le professeur Otto Hahn avait découvert la fission de l'uranium fin 1938. Pendant la guerre, il était directeur de l'Institut Kaiser Wilhelm de chimie. Son plus proche collaborateur était le Dr Fritz Strassmann. Le 22 décembre 1938, cette découverte a été publiée par le rédacteur de la revue *Naturwissenschaften*, le Dr Paul Rosbaud. C'est lui le grand traître qui, dès le début, a révélé aux services secrets britanniques toutes les recherches et tous les progrès des physiciens nucléaires allemands, ainsi que les travaux effectués dans l'usine d'eau lourde de Vemork (sud de la Norvège), de sorte que celle-ci a pu être gravement endommagée par une entreprise de sabotage anglo-norvégienne.

Otto Hahn a dû se séparer de l'Autrichienne Dr Lise Meitner en 1938, après 30 ans de collaboration, car elle représentait un trop grand facteur de risque en tant que juive. Malgré l'interdiction de quitter le pays, elle a pu émigrer en Suède avec l'aide de Hahn et d'autres personnes. Elle y passa les fêtes de Noël avec son neveu, le Dr Otto Frisch, également chercheur nucléaire. Frisch était le collaborateur du scientifique de renommée mondiale Niels Bohr dans son laboratoire de Copenhague. Pendant ces jours, Lise Meitner reçut

une lettre du Dr Hahn concernant sa découverte, dont elle et son neveu comprirent immédiatement l'importance.

Alors que M^me^ Meitner restait en Suède, Frisch se rendit immédiatement à Copenhague chez Niels Bohr, qui était à moitié juif. David Irving rapporte dans *Traum von der deutschen Atombombe* (Rêve de la bombe atomique allemande), à la page 31 :

> *« En outre, il (Frisch) expliqua à Bohr les conclusions auxquelles lui et sa tante étaient parvenus en ce qui concerne les quantités d'énergie libérées. Peu après, Bohr partit pour les États-Unis, où il resta plusieurs mois. Le secret a traversé l'Atlantique avec lui ».*

Le 26 janvier 1939, lors de la conférence de physique théorique à Washington, Niels Bohr a fait un rapport sur la découverte de Hahn et la libération d'énormes énergies qui en a résulté.

Deux jours plus tard, dans la revue *Naturwissenschaften*, Hahn et Strassmann évoquent déjà les conséquences de la fission de l'uranium sous le titre « Nachweis weiterer Bruchstücke » [Détection d'autres fragments]. Il y est question de la libération de quantités d'énergie insoupçonnées, due à l'effet d'avalanche ou à la réaction en chaîne. Pendant la guerre, le professeur Werner Heisenberg s'est occupé de l'utilisation de l'énergie nucléaire sur le plan théorique et expérimental. Carl Friedrich Freiherr v. Weizsäcker, un fils d'Ernst v. Weizsäcker, secrétaire d'État et conspirateur de premier plan au ministère des Affaires étrangères, faisait également partie de ce groupe.

Irving rapporte une dispute entre les physiciens nucléaires allemands prisonniers des Anglais et rassemblés à Farm Hall, parmi lesquels, outre les professeurs Hahn et Heisenberg, se trouvaient le Dr Erich Bagge, le Dr Kurt Diebner, le Dr Horst Körsching, le professeur Walter Gerlach, le professeur Paul Harteck, le professeur Max v. Laue, le professeur Carl Friedrich v. Weizsäcker et le Dr Karl Wirtz, qui eut lieu le 6 août 1945 après l'annonce du largage de la bombe américaine sur Hiroshima.

> *« Dans les heures qui suivirent l'émission d'information, la discussion devint de plus en plus acharnée. Le docteur Körsching a déclaré que les Américains avaient manifestement coopéré dans une très large mesure. 'Cela*

aurait malheureusement été impossible en Allemagne. Chacun disait que l'autre était insignifiant'. - 'Je pense que si nous ne l'avons pas fait, c'est parce que tous les physiciens ne voulaient pas le faire, en principe', a affirmé v. Weizsäcker. Et il ajoutait : 'Si nous avions tous voulu que l'Allemagne gagne la guerre, nous aurions pu y arriver' ».

Naturellement, cette déclaration révélatrice donna lieu à un débat animé, au cours duquel le professeur Gerlach, plénipotentiaire pour la physique nucléaire du maréchal Göring depuis le début de l'année 1944, se montra le plus affligé par l'échec allemand. Le Dr Bagge déclara selon Irving (page 16 et suivantes) :

« Je trouve aberrant que v. Weizsäcker déclare qu'il n'a pas voulu que le travail réussisse : c'est peut-être vrai pour son cas, mais pas pour nous tous ».

Le professeur Paul Harteck était lui aussi horrifié ; le 24 avril 1939, il avait rapporté avec le Dr Wilhelm Groth au ministère de la Guerre du Reich *« que les dernières découvertes de la physique nucléaire permettraient probablement de fabriquer un explosif beaucoup plus puissant que tous les explosifs conventionnels ».* Le même rapport indiquait que les Américains et les Anglais accordaient une grande importance à la recherche nucléaire, alors que celle-ci était très négligée en Allemagne. Il était ensuite écrit : *« Le pays qui en fera usage le premier aura sur les autres une supériorité impossible à rattraper ».* Le nom du professeur Harteck apparaît toujours comme la force motrice de cette recherche clairvoyante, même pendant les années de guerre.

En conséquence, dès septembre 1939, le Heereswaffenamt s'efforça de créer un institut central pour le groupe de recherche de tous les scientifiques impliqués dans la physique nucléaire. Le bâtiment de l'Institut Kaiser Wilhelm de physique à Berlin-Dahlem était prévu à cet effet. Mais ce projet a été retardé par l'obstination de presque tous les chercheurs, qui voyaient en outre dans le projet d'exploitation de la fission nucléaire une possibilité bienvenue d'échapper au service militaire. Selon Irving, on peut lire à la page 51 de son livre :

« Et en tant qu'un des jeunes physiciens concernés, v. Weizsäcker admet qu'il a accepté les commandes de recherches militaires en 1939 de la part de l'Office de l'armée, parce que ses autres recherches ne l'auraient pas exempté du service militaire ».

La volonté du gouvernement du Reich de fournir tout le soutien possible à la recherche nucléaire n'a jamais fait défaut. Mais l'autre côté n'était guère favorable. On disait certes que *« la science allemande était au service de la guerre »*, mais nos scientifiques de renom agissaient manifestement à l'encontre de ces principes. Même sous le nouveau règne de Gerlach, les efforts et les paiements ont été consacrés à des domaines de recherche qui ne pouvaient pas avoir d'influence sur l'issue de la guerre. Irving écrit ironiquement à ce sujet à la page 238 et suivante : *« En ce qui le concerne (Gerlach), le nouveau slogan aurait pu être : la guerre au service de la science allemande ».*

Les publications du professeur Hahn et du Dr Fritz Strassmann, ainsi que la transmission aux Américains des informations reçues d'Allemagne par le professeur Niels Bohr, surnommé le « pape » de la physique théorique, ont attiré l'attention des Américains avant même le début de la guerre. C'est là que s'étaient réunis, en provenance de l'étranger, cinq scientifiques que l'on peut considérer comme les véritables initiateurs du développement de la bombe atomique. Il s'agissait d'Enrico Fermi, Teller, Szilard, Weißkopf, Wigner, qui étaient tous juifs, à l'exception du premier cité. Fermi, lui, avait une femme juive.

Dès le 17 mars 1939, Fermi s'était entretenu avec des membres du ministère de la Marine et avait tenté d'attirer leur attention sur le danger d'une fabrication allemande d'armes nucléaires. Comme ces messieurs n'ont pas compris l'importance de cette communication, Fermi s'est adressé à Albert Einstein qui, comme on le sait, est toujours intervenu lorsque d'autres avaient amené les travaux scientifiques préliminaires à une certaine maturité. C'est également lui qui, le 2 août 1939 et le 7 mars 1940, écrivit au Président Roosevelt pour le mettre en garde contre le danger imminent venant d'Allemagne. Dans sa deuxième lettre, il disait :

> *« Depuis le début de la guerre, l'intérêt pour l'uranium s'est accru en Allemagne. J'ai maintenant appris que les recherches y sont menées dans le plus grand secret et qu'elles ont été étendues à un autre des instituts Kaiser Wilhelm, l'Institut de physique. Ce dernier a été repris par le gouvernement et un groupe de physiciens dirigé par C. F. v. Weizsäcker, qui y travaille*

désormais sur l'uranium en collaboration avec l'Institut de chimie. L'ancien directeur a été mis en congé et renvoyé, apparemment pour la durée de la guerre ».

L'ancien directeur n'était autre que le Dr Debye, qui a été remplacé et qui a jugé nécessaire de lancer ces messages d'alerte. S'il fallait encore une preuve de ses agissements de traître à la nation, ce sont ses propres révélations qu'il a lui-même diffusées lors de son arrivée en Amérique fin avril 1940. Il ne s'est pas contenté d'évoquer devant les journalistes les circonstances de son départ de son ancien poste à Berlin-Dahlem, mais aussi le fait que cet institut qu'il dirigeait jusqu'alors servait à *« d'autres fins ».* Il s'est donc renseigné discrètement et a appris qu'une grande partie de l'institut était utilisée pour la recherche sur l'uranium. La conséquence de son bavardage irresponsable fut la publication d'un long article dans le *New York Times* qui, comme nous le savons aujourd'hui, rapportait sur un ton d'exagération très inquiétant qu'en Allemagne, chaque physicien, chimiste et ingénieur disponible avait reçu l'ordre *« d'abandonner tout autre travail et de se consacrer exclusivement à celui-ci. Tous ces chercheurs, comme on l'a appris, exécutent fébrilement leur tâche dans les laboratoires de l'Institut Kaiser Wilhelm à Berlin ».* (Irving, page 67 et suivantes).

Comme on le sait aujourd'hui, cet article de presse ne correspondait malheureusement pas à la réalité. S'il avait été vrai, l'Allemagne aurait probablement gagné la guerre et l'Europe serait aujourd'hui un bloc indomptable, sans les soucis et les difficultés d'un désordre total après la guerre.

Mais malheureusement, ces messieurs du Kaiser-Wilhelm-Institut avaient d'autres idées sur la conduite de la guerre allemande et sur l'engagement combatif, comme cela allait de soi pour le soldat du front. Une fois de plus, l'historien anglais nous donne un aperçu de l'insaisissable mentalité de certains scientifiques responsables. À la page 57 du livre *Der Traum von der deutschen Atombombe*, on peut lire ce qui suit :

« Le Dr Karl Wirtz a fait remarquer à v. Weizsäcker qu'ils avaient soudain des 'nazis' à l'Institut – que faire ? Wirtz répondit lui-même à sa question : d'une manière ou d'une autre, ils voulaient faire en sorte que Heisenberg vienne à l'institut ; une fois qu'il serait là, on pourrait

certainement le nommer directeur en passant par-dessus la tête de Diebner, v. Weizer. Weizsäcker se rendit donc dans le bureau de Diebner et proposa d'inviter Heisenberg à entrer à l'Institut en tant que conseiller ; Diebner, qui ne se doutait de rien, accepta. v. Weizsäcker se rendit alors immédiatement chez son ami de conviction Wirtz et lui expliqua que Diebner n'avait pas de soupçons et que Heisenberg pouvait venir. Le célèbre professeur continuerait à vivre avec sa famille à Leipzig et se rendrait à Berlin une fois par semaine ».

C'est ce qui s'est passé. Au début, Heisenberg n'était que conseiller scientifique. L'étape suivante fut alors logique. Sur proposition des deux traîtres, le professeur Heisenberg devait être nommé directeur de l'institut le 1.10.1942, afin de le placer entièrement sous l'influence des forces de sabotage de Weizsäcker et Wirtz. Comme le rapporte Irving, *« il se trouvait maintenant complètement sous l'influence des deux physiciens politiquement conscients qui avaient réussi ce coup ».* Les autres scientifiques, qui étaient au courant ou du moins qui ne se doutaient de rien, se moquaient de l'abréviation « WHW » du Winterhilfswerk allemand : H-Heisenberg coincé entre W-Wirtz et W-Weizsäcker (Irving, page 57).

Selon le professeur Heisenberg, il existait depuis septembre 1941 une *« voie libre vers la bombe atomique devant nous ».* Il ne fait aucun doute que nous étions alors très en avance sur la recherche américaine. Alors que celle-ci ne possédait encore pratiquement pas d'uranium métal à la fin de l'année 1942, le Reich était déjà en mesure de produire une tonne d'uranium métal pulvérisé par mois en 1940. Irving écrit à la page 84 :

« Lorsque le réacteur de Fermi à Chicago est entré dans l'histoire, la société Degussa à Francfort avait produit plus de sept tonnes et demie d'uranium métal, dont 99% étaient à la disposition des scientifiques allemands. Ce n'est pas l'industrie qui a laissé tomber l'Allemagne, ce sont ses scientifiques ».

Après la guerre, le professeur Heisenberg avoua avec fierté dans une interview au *Spiegel* (n° 24/52) son sabotage de la guerre allemande en précisant :

« Nous n'avons jamais essayé de produire des bombes atomiques et sommes heureux de ne pas avoir eu à assumer cette responsabilité ».

En revanche, on n'a pas hésité à donner l'impression, pendant la guerre, que l'on travaillait intensivement à l'utilisation militaire de la fission de l'uranium. Un événement qui s'est produit en juin 1942 lors d'une conférence entre le Ministre de l'armement Speer, le maréchal Milch et quelques physiciens atomistes est révélateur du manque d'intérêt pour ce travail, mais aussi de la naïveté des collaborateurs responsables. David Irving en parle à la page 303 et suivante :

> *« Lorsque Speer demanda à Heisenberg et à v. Weizsäcker, en juin 1942, comment il pourrait les aider au mieux, ils se plaignirent de ne pas pouvoir avancer parce qu'ils n'obtenaient pas les allocations de matériaux de construction nécessaires ; mais lorsqu'il demanda de combien d'argent ils avaient besoin, v. Weizsäcker parla avec hésitation d'un montant de 40 000 RM. Le feld-maréchal Milch se souvient : 'C'était un chiffre si ridicule que Speer m'a regardé et nous avons tous les deux secoué la tête devant l'ignorance et la naïveté de ces gens'. Speer dit aujourd'hui : 'J'avais déjà imaginé une somme de 100 millions de Reichsmark comme étant appropriée lorsque la réponse de von Weizsäcker est arrivée.' Le Dr Vogler (directeur de la Kaiser Wilhelm Gesellschaft à l'époque ; l'auteur) était terriblement gêné par cette gaffe ; il a quitté la réunion avec Speer et a eu une impression très négative de l'ensemble du projet. Speer a expliqué aux scientifiques qu'ils pouvaient obtenir le montant qu'ils souhaitaient, mais qu'ensuite il ne s'est plus guère soucié du projet nucléaire. Les scientifiques concernés aimeraient maintenant expliquer que c'était leur intention, qu'ils n'avaient pas le désir de travailler sur une bombe à uranium. Heisenberg a certes réussi à faire comprendre à son auditoire que la fabrication d'une telle arme était pratiquement impossible en Allemagne, mais il admet que lui et ses collègues ont surestimé pendant la guerre les difficultés réelles de la fabrication des matériaux fissiles nécessaires. C'est pourquoi ils ne se sont jamais sérieusement efforcés d'attirer l'attention sur la possibilité de fabriquer des bombes atomiques ».*

Ce qui est certain, c'est qu'à ce moment-là, la multiplication des neutrons avait réussi d'environ 13 %. C'est ce qui ressort clairement du rapport que Heisenberg et Döpel avaient transmis au Heereswaffenamt. Il ne s'agissait plus que d'étendre ces méthodes de procédé à un brûleur d'uranium dont on pouvait tirer une énergie de l'ordre de l'énergie atomique. On avait calculé qu'il était possible de créer une pile d'une capacité d'environ 5 tonnes d'eau lourde et 10 tonnes d'uranium métal coulé. Ainsi, nos scientifiques étaient en

mesure de construire le premier réacteur « auto-excité » au monde avec une « réaction en chaîne ». Le 4 juin 1942, le brûleur à uranium LIV était encore immergé dans son réservoir d'eau à Leipzig lorsqu'une réunion secrète de tous les scientifiques impliqués eut lieu à Berlin avec Speer, accompagné d'Otto Saur, du directeur du bureau technique de son ministère de l'Armement, du professeur Porsche, du colonel général Fromm en tant que commandant en chef de l'armée de réserve, du chef de l'office de l'armée de terre, le général Leeb, du maréchal général Milch et de l'amiral général Witzei, qui occupaient la même position que Leeb dans l'armée de l'air et la marine. Parmi les scientifiques, les professeurs Heisenberg, Otto Hahn, le Dr Diebner, le professeur Harteck, le Dr Wirtz et le professeur Thiessen, qui avait écrit de sa propre initiative, trois mois auparavant, une lettre à Göring sur l'importance de la fission de l'atome, étaient présents. Albert Vogler, président de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft et président du conseil de surveillance des Vereinigte Stahlwerke, était également présent.

Dans le contexte des attaques de surface catastrophiques de la Royal Air Force sur Lübeck, Rostock et Cologne avec plus de 1 000 avions de bombardement, le professeur Heisenberg a immédiatement évoqué l'application militaire de la fission nucléaire et déclaré la fabrication d'une bombe atomique. Cette parole provoqua une certaine consternation chez un certain nombre de participants à la physique nucléaire, comme le Dr Telschow, secrétaire de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, car les recherches de Heisenberg n'avaient jusqu'alors été associées qu'au fameux « four à uranium ».

Dans son exposé, Heisenberg a expliqué qu'il existait pratiquement deux explosifs nucléaires, à savoir l'uranium 235 et l'élément 94 (plutonium). On sait également que le protactonium est fissible par des neutrons rapides et qu'il peut provoquer des réactions en chaîne, mais on ne peut pas produire ce protactonium en quantité suffisante.

> *« L'échange de questions-réponses qui est resté le plus profondément ancré dans la mémoire de toutes les personnes présentes a eu lieu à la fin de l'exposé de Heisenberg. Le maréchal Milch demanda quelle serait la taille d'une bombe dont l'effet suffirait à détruire une grande ville. Heisenberg répondit que la charge explosive avait la taille d'un ananas, et il souligna cette réponse*

en montrant la taille avec ses mains. Cette indication provoqua une réaction inconfortable chez les non-physiciens présents. C'est pourquoi Heisenberg s'empressa, comme il l'expliqua, de modérer l'enthousiasme : même si les Américains pouvaient, s'ils travaillaient avec détermination à un tel objectif, disposer très rapidement d'une pile à uranium et, dans deux ans au plus tôt, d'une bombe à uranium, la fabrication d'une telle bombe en Allemagne était actuellement une impossibilité économique. Une telle bombe ne peut de toute façon pas être produite en quelques mois...

En revanche, Heisenberg a souligné l'importance du réacteur à uranium, tant pour les plans militaires de l'Allemagne que pour le développement de l'après-guerre. Le journal d'Otto Hahn montre que Speer a approuvé les projets de construction ; cela incluait un grand abri anti-aérien avec un équipement spécial pour accueillir le premier grand réacteur à uranium allemand ; il devait être construit sur le site de l'Institut Kaiser Wilhelm de physique à Berlin-Dahlem ». (Irving, page 122 et suivantes).

Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour poursuivre le travail. Les scientifiques avaient désormais entre leurs mains la possibilité d'apporter leur juste contribution à la victoire allemande et donc au maintien d'une Europe forte et indiscutable. Ils n'ont pas saisi cette chance. Au contraire, sous prétexte de servir la science, ils n'ont pas réussi à mettre à la disposition de leur patrie, par un travail concentré et adapté à un objectif, les moyens qui auraient pu éviter la perte de cette guerre et la misère qu'elle a provoquée. Au contraire, ils ont fait croire à nos dirigeants qu'ils travaillaient à l'utilisation militaire de la recherche nucléaire sur l'uranium, sans le faire réellement. Ils n'ont eu aucun scrupule à soustraire à l'économie de guerre des quantités de matières premières, d'argent et de main-d'œuvre. Et cela n'était fait que pour pouvoir poursuivre leur travail tranquille au service de la science et échapper en réalité au service militaire. Lorsqu'en décembre 1944, après le transfert des services de Berlin à Hechingen, Haigerloch et Tailfingen, Heisenberg, v. Laue et d'autres furent enrôlés dans le Volkssturm, le professeur Gerlach écrivit le 16 décembre au Reichsleiter Bormann pour protester contre cette demande, en faisant remarquer que des travaux de la plus haute importance pour la guerre étaient ainsi remis en question.

Mais Irving raconte à propos du professeur Gerlach :

« Le professeur Walter Gerlach était un homme dont les voies étaient mystérieuses, et au sein de l'association allemande de l'uranium, rares étaient ceux qui comprenaient parfaitement ses motivations. En particulier, beaucoup ne comprenaient pas pourquoi il autorisait deux groupes de recherche à se faire concurrence pour le matériel nécessaire à la construction de brûleurs à uranium. Cela devait-il susciter un sain esprit de rivalité ? Ou était-ce pour s'assurer qu'aucun des deux groupes n'obtiendrait des quantités suffisantes de ces matériaux rares ? Ou devait-il épargner le plus grand nombre possible de physiciens de l'engagement au front ?...

Dans la mesure où il était nécessaire d'imposer ses souhaits, Gerlach a continué à parler d' 'explosifs' de manière allusive. Lorsqu'il fut contraint de retirer d'une usine de Dresde le dernier accélérateur de particules à haute tension qui avait été construit à d'autres fins, il se crut autorisé à souligner à Berlin, lors d'une réunion en octobre, que cette installation à très haute tension était utilisée pour des expériences de physique explosive, pour lesquelles aucune autre installation n'était disponible ». (Irving, page 270 et suivantes)

Dès le début, une partie de nos physiciens nucléaires responsables avaient d'autres idées et préoccupations, sauf la volonté et l'envie de mettre leur travail à la disposition de la lutte pour l'existence du peuple allemand. Le voyage de Heisenberg fin octobre 1941 au Danemark chez le professeur Niels Bohr est significatif, c'est-à-dire à une époque où les troupes allemandes se trouvaient devant Moscou et donnaient ce qu'elles avaient de plus cher pour remporter une victoire décisive avant l'arrivée du premier hiver en Russie. Lors de cette rencontre, Monsieur Heisenberg voulait soulager sa conscience et convaincre le « pape » de la physique nucléaire de s'engager à ce que tous les scientifiques compétents du monde cessent de collaborer à la fabrication d'une bombe atomique. C'est à peu près la même chose que s'il se joignait aujourd'hui à une manifestation contre l'énergie nucléaire en pensant que le monde arrêterait pour autant un développement entamé depuis longtemps.

Outre le fait qu'un tel comportement et une telle demande de la part d'un professeur adulte ne peuvent être qualifiés que de naïfs et d'irréalistes, ils constituent également un acte de sabotage envers son propre peuple. Dans ce contexte, il est d'autant plus surprenant de vouloir parler du droit moral d'un physicien en temps de guerre de

travailler à la fabrication d'une bombe atomique que de telles prises de contact en temps de guerre avec des étrangers hostiles et l'offre non déguisée d'un sabotage personnel révèlent une négation maximale des valeurs morales pour lesquelles il a entamé de telles discussions. Pour Niels Bohr en tout cas, ce n'était pas tant l'évaluation d'un droit moral qui était au premier plan de cette question, mais la clarification de la raison d'une telle demande. Cette question présupposait que les Allemands détenaient la clé de la solution d'un tel projet. D'où la prompte contre-question du chercheur danois, à savoir si l'utilisation de la fission nucléaire dans le domaine militaire était possible ? Le professeur Heisenberg se sentit alors contraint de l'admettre à la lumière de ses dernières découvertes.

Cet aveu a laissé les deux parties consternées, Niels Bohr parce qu'il pensait que les Allemands étaient sur le point de dépasser les Américains en matière de recherche nucléaire, et Heisenberg parce que le physicien danois pensait que la recherche militaire par des physiciens du monde entier était inévitable et donc correcte. Jamais des scientifiques nucléaires étrangers, contrairement aux conspirateurs et saboteurs allemands, n'ont fait passer leurs intérêts scientifiques avant le bien-être de leur peuple de manière aussi consciente.

L'entretien est d'autant plus incompréhensible que Heisenberg devait savoir que le mentor de la physique, Niels Bohr, était à moitié juif et qu'il entretenait de son côté les relations les plus étroites avec les juifs émigrés en Amérique qui nous avaient déclaré la guerre, et que toutes les informations de ce genre étaient immédiatement transmises. L'Amérique est entrée en guerre contre l'Allemagne la même année, le 12 décembre 1941, après avoir constamment violé les règles de neutralité. C'est ainsi que, sous l'influence d'Albert Einstein, tous les projets de recherche non militaires sur l'uranium ont été immédiatement suspendus dès le jour de l'entrée en guerre de l'Amérique, et que seuls les travaux sur la bombe atomique ont été autorisés avec insistance. Alors que nos adversaires étaient toujours informés de l'avancement de nos travaux, du côté allemand, on ne savait pratiquement rien de l'état de développement américain. Les

Américains savaient ce qu'ils devaient à leur pays et se tenaient à carreau.

Au contraire, tout était fait pour étouffer les rares rumeurs de projets américains de bombes atomiques qui parvenaient de Stockholm. Lorsque, malgré tout, une brève information de ce type parut dans une petite revue de physiciens, on s'inquiéta beaucoup que les milieux dirigeants allemands puissent en prendre connaissance. David Irving écrit à ce sujet à la page 248 et suivante :

> *« Heureusement pour le professeur Schuman et les autres responsables de la recherche militaire, la publication ne semble pas avoir fait grand bruit. Comme le professeur Esau, Schuman nourrissait la plus grande crainte que ses supérieurs puissent dire quelque chose à Hitler au sujet de la bombe atomique et que l'ordre soit alors donné de construire une telle bombe en six mois. Il était donc préférable de ne pas dire un mot ».*

À l'inverse, une partie de nos scientifiques ne s'offusquait pas de publier les résultats de leurs recherches, même pendant la guerre. Ainsi, le 6 juillet 1942, Hermann Göring s'est senti obligé de déclarer devant l'Office de recherche du Reich au ministère de l'Armée de l'air, à propos d'un tel manque de discernement :

> *« Le chercheur a trop longtemps vécu individuellement dans cette direction. On peut avoir la nausée quand on lit qu'un congrès sur tel ou tel sujet physique ou chimique s'est tenu à New York ou à Londres, et qu'on voit avec quel empressement un chercheur, comme s'il ne pouvait plus tenir dans sa bulle, a étalé ses résultats. Tout était merveilleux, tout le monde était au courant. Seuls ceux qui auraient été intéressés à en faire usage ne l'ont généralement pas su. Car tout d'abord, ils ne peuvent pas lire les feuilles que les chercheurs ont publiées ; en tout cas, je suis trop stupide pour le faire. Il y a tellement de formules qui tourbillonnent qu'on ne peut pas s'y retrouver. Par conséquent, nous qui étions intéressés par ces choses, nous n'avons généralement rien appris. En revanche, le collègue en Angleterre, en France et en Amérique a su exactement ce que le collègue en Allemagne a pondu comme œuf à ce sujet ».*

Une interview du Dr Schräder montre comment le professeur Hahn pensait encore après la guerre que les résultats de ses recherches devaient être tenus secrets : *« J'ai publié tout ce que nous avons fait. Pendant la guerre, des services officiels m'ont une fois conseillé de garder nos*

travaux secrets, mais je n'en ai pas tenu compte ». N'importe quel soldat aurait perdu la tête pendant la guerre pour avoir trahi un secret. Mais apparemment, le manque de liberté et l'oppression dont on a toujours dit qu'ils existaient sous le Troisième Reich n'étaient pas si grands que nos scientifiques pouvaient se permettre de telles choses en toute impunité. Malgré les affirmations contraires du professeur Hahn après la guerre, des liens permanents existaient avec l'Amérique par l'intermédiaire du professeur Niels Bohr.

Il n'est pas non plus vrai qu'en Allemagne, pendant la guerre, nous n'avions pas les conditions techniques nécessaires à la fabrication d'une bombe atomique, mais plutôt la volonté de certains scientifiques de premier plan d'avoir fait tout leur possible pour développer une telle bombe, alors que les conditions étaient réunies tant du côté des dirigeants que de l'industrie. Les mines de Joachimsthal en Bohême-Moravie fournissaient de l'uranium en quantité suffisante. L'eau lourde n'était initialement pas produite en quantité suffisante à Vemork, près de Rjukan, mais l'usine d'électrolyse était tout à fait en mesure d'augmenter la production à 1,5 tonne par an. De plus, il y avait la possibilité – comme le professeur Harteck l'avait fortement recommandé – de poursuivre la construction d'une deuxième usine à Saheim en Norvège. De même, I.G. Farben à Leuna avait accepté de construire à ses frais une grande installation d'eau lourde selon le procédé Harteck-Sueß en Allemagne. Selon les calculs d'Heisenberg, il s'agissait avant tout de disposer d'environ 5 tonnes d'eau lourde pour obtenir une réaction en chaîne dans la pile à uranium.

Dès le 15 janvier 1940, le professeur Harteck avait écrit à Heisenberg pour l'informer que la collaboration de la grande industrie allemande permettrait de réduire à une fraction le temps nécessaire à la fabrication de l'eau lourde (DzO). Mais ce n'est que le 30 avril 1942 qu'un accord sur la production d'eau lourde à Leuna fut conclu par le professeur Esau, nommé par le ministère de l'Éducation comme nouveau directeur du projet d'énergie atomique, avec le directeur H. Bütefisch de I.G.-Farben et les collaborateurs concernés du Heereswaffenamt, après avoir discuté en détail des problèmes de production d'énergie. Tout cela s'est passé un peu tard.

Jusqu'à présent, on s'était contenté d'augmenter la production de Vemork.

C'est précisément parce que Leuna était d'une importance décisive pour la recherche nucléaire que l'on aurait pu supposer que cette usine jouissait d'une protection militaire allemande particulière. La première entreprise de sabotage ratée sur une usine en 1942 aurait déjà dû attirer l'attention des responsables et entraîner un renforcement de la protection. Mais rien de tel ne s'est produit. Il en résulta un deuxième sabotage dans la nuit du 27 au 28 février 1943, qui, selon les estimations des chercheurs nucléaires britanniques, fit reculer la recherche allemande de deux ans.

Nous savons aujourd'hui que cette catastrophe n'est pas uniquement due à la loquacité et à la complaisance d'une partie de nos chercheurs nucléaires, mais qu'une trahison planifiée a été à l'origine de cet événement. Le scientifique berlinois Paul Rosbaud, un *« ami proche du professeur Hahn »*, a su, sans éveiller les soupçons, garder la confiance de ses collègues allemands pendant toute la guerre et était ainsi l'agent le mieux renseigné pour les services secrets britanniques. Avant la guerre déjà, c'est lui qui avait informé le professeur anglais R. S. Hutton de Cambrigde de la conférence secrète sur la recherche nucléaire du 29 avril 1939. Sur la base de cette information, Hutton s'était immédiatement rendu à Berlin et avait ensuite transmis peu après toutes les informations qu'il avait reçues au Dr J. D. Cockeroft en Angleterre.

La défense britannique suivait de près la recherche nucléaire allemande depuis des années et avait également reçu la nouvelle des livraisons d'eau lourde en cours vers l'Allemagne en 1941. Irving écrit à la page 137 :

> *« Les rapports fiables passaient toujours par la Scandinavie et arrivaient sur le bureau du capitaine de corvette Welsh, d'où ils passaient ensuite à Michael Perrin au service londonien des 'Tube Alloys' ; certains des meilleurs rapports provenaient d'un scientifique berlinois dont nous avons déjà rencontré le nom dans ce livre ».*

Mais un patriote allemand doit encore plus rougir de honte lorsqu'il lit :

« En janvier 1945, alors que les armées soviétiques continuaient à avancer vers l'ouest, Gerlach dut se résoudre à arrêter les travaux sur la pile à eau lourde de Berlin-Dahlem et à transférer le reste de l'institut à Hechingen, dans le sud de l'Allemagne. Le professeur demanda à son bon ami, le Dr Rosbaud, de le rejoindre et lui dit, le matin du 29 janvier 1945, qu'il comptait quitter Berlin dans un ou deux jours et emporter les 'affaires lourdes'. Rosbaud lui demanda s'il voulait dire qu'il voulait apporter l'eau lourde à Heisenberg, qui se trouvait déjà dans le sud de l'Allemagne, ce que Gerlach ne contesta pas. Lorsque Rosbaud le pressa de dire ce que Heisenberg voulait faire de ce liquide, il répondit simplement : 'Peut-être des affaires'...

Gerlach et Rosbaud discutèrent longuement du risque de destruction de l'eau lourde. Le soir même, Gerlach appela le Gauleiter Sauckel et l'informa du projet de transfert à Stadtilm. Il se mit d'accord avec Sauckel pour lui rendre visite deux jours plus tard.

Le 31 janvier en fin d'après-midi, le professeur Gerlach, le Dr Diebner en uniforme de l'armée et le Dr Wirtz quittèrent la maison Harnack dans une voiture. Plusieurs camions chargés d'eau lourde, d'uranium et d'autres pièces d'équipement suivirent peu après. . . Rosbaud, malgré tous ses efforts, ne put connaître leur destination finale ; il resta à Berlin et tenta d'informer les Anglais, le professeur Blackett et le Dr Cockeroft (services secrets anglais ; ndlr.), par le biais de ses intermédiaires secrets norvégiens, que l'uranium et l'eau lourde avaient été évacués de Berlin ; cette nouvelle fut suivie d'une demande à Blackett de venir aussi vite que possible après la capitulation et de mettre ces précieuses substances en sécurité ». (Irving, p. 274 et s.)

Mais en 1945, il était trop tard. Les Russes étaient sur l'Oder, l'offensive des Ardennes avait échoué. Nos physiciens nucléaires n'avaient pas compris leur heure fatale et l'avaient manquée. Ils avaient l'occasion de mériter les lauriers de la victoire. Mais ils ne pensaient, comme le prouvent les lignes ci-dessus, qu'à mettre leurs connaissances à la disposition de l'ennemi. Irving voit juste lorsqu'il écrit :

« Lorsque Göring a nommé un physicien à la tête du projet allemand, il était clair que le projet resterait sans résultat. Gerlach avait considéré sa nomination comme une occasion en or de retrouver, même en pleine guerre, la suprématie allemande dans le domaine de la science pure.

Une analyse antérieure de la recherche militaire allemande par les Alliés expliquait déjà en 1945 : la science allemande n'était pas sans malice et a

profité du manque de compréhension de la science chez les personnalités dirigeantes pour s'engager dans des recherches intéressantes sous la couverture d'un travail de guerre, qui ne pouvait pas aider l'effort de guerre. En bref, le comportement des dirigeants scientifiques allemands prouvait que la science ne pouvait pas être laissée aux scientifiques pendant la guerre... En Allemagne, Heisenberg était le doyen incontesté des physiciens, et Heisenberg était un théoricien. Il aurait probablement démissionné en temps de guerre et laissé les physiciens expérimentaux prendre une plus grande part dans la direction du projet si les physiciens de son entourage ne l'en avaient pas dissuadé - en particulier v. Weizsäcker et Wirtz, qui méprisaient les réalisations de tous les scientifiques qui n'étaient pas comme eux (Wirtz avait travaillé sur le brevet principal de la machine à uranium). Mais les physiciens théoriciens étaient les plus éloignés de la construction mécanique industrielle et de la technique ; ce regrettable fossé entre la science et l'industrie avait privé la science allemande des grandes réalisations industrielles comme le cyclotron (précurseur de la pile à uranium ; ndlr) en 1940.

En raison de l'hégémonie des sciences théoriques en Allemagne, il n'y avait pas d'urgence immédiate à ce que la pile à uranium devienne critique (c'est-à-dire qu'elle conduise à une réaction en chaîne, condition préalable à une bombe atomique ; ndlr). Le groupe d'Heisenberg s'intéressait davantage à construire pas à pas les solides bases théoriques et à les comparer aux résultats pratiques qu'ils obtenaient ensuite. C'est une attitude très satisfaisante d'un point de vue académique, sauf qu'elle ne permet pas de gagner une guerre...

Ce n'est que lorsque les scientifiques allemands ont appris la nouvelle de la bombe atomique, le 6 août 1945, qu'ils ont compris qu'ils avaient également perdu la guerre de la physique ...

On reprochait surtout à Gerlach lui-même d'avoir abandonné l'Allemagne à l'heure de la détresse : il aurait pu forcer les scientifiques à fabriquer une bombe atomique, mais il ne l'avait pas fait...

Les Américains, en revanche, s'étaient jetés à corps perdu dans le projet, avant même que la pile de Fermi à Chicago ne devienne critique en décembre 1942, et avaient investi mille fois plus d'efforts dans leur 'projet Manhattan'. À partir de la mi-1942, l'Allemagne a fait du surplace jusqu'à la fin de la guerre. Durant ces trois années, des connaissances ont été acquises qui auraient pu l'être en autant de mois si la volonté avait été présente ». (David Irving, « Le rêve de la bombe atomique allemande », page 306 et suivantes).

Pour être reconnus et traités comme des *« scientifiques qualifiés au niveau international »*, ces saboteurs sans vergogne étaient prêts à renier leur germanité et à devenir de fidèles serviteurs de l'ennemi. Cela s'est vérifié lorsque les Américains, les Anglais et les Russes, victorieux, ont été suivis par les *« commandos de chasse »*, dont la tâche la plus urgente était de gagner des scientifiques à leurs intérêts. Leur sincérité et leur bonne volonté allaient jusqu'à extirper les documents les plus secrets des cachettes les plus secrètes des vainqueurs. Irving écrit à ce sujet à la page 293 :

> *« Alors que le groupe était déjà sur le point de quitter Hechingen, v. Weizsäcker a soudain révélé que les autres rapports du programme de recherche allemand étaient suspendus dans un bidon scellé dans la fosse d'aisance de son appartement. La cachette a été retrouvée et la tâche peu ragoûtante d'examiner la découverte a été confiée au Dr Goudsmit (chef de la mission des services de défense et de renseignement alliés dans l'Europe libérée ; ndlr). Désormais, le tableau de la recherche allemande sur l'uranium était complet, car la mission de défense possédait désormais l'ensemble complet des rapports de recherche secrets, et avec les dossiers de Gerlach, ils constituaient l'histoire de l'ensemble du projet ».*

Ce dont on avait privé le Reich allemand comme victoire possible, on le mettait désormais sans hésitation à la disposition des vainqueurs. Il ne fait guère de doute aujourd'hui qu'une bombe atomique entre les mains des belligérants allemands n'aurait pas conduit à la capitulation totale et au démantèlement de l'Europe, avec toutes les conséquences désastreuses que l'on peut encore voir aujourd'hui. Une bombe atomique allemande aurait été un moyen de pression pour contraindre nos ennemis à une paix de compromis. Nous, Allemands et Européens, ne serions pas aujourd'hui impuissants face aux deux puissances nucléaires que sont l'Amérique et la Russie soviétique, à la merci de la pitié et de la miséricorde.

Je ne sais pas comment nos physiciens nucléaires et nos chimistes atomiques vont faire face à la honte de leur trahison et de leur sabotage. Leur culpabilité morale est très lourde. Ou bien nos scientifiques allemands pensent-ils pouvoir se permettre d'avoir une autre conscience que leurs collègues du côté ennemi ? Ceux-ci n'ont jamais eu de tels scrupules. Cela est resté l'apanage des seuls scientifi-

ques allemands. Alors que des millions d'Allemands mouraient de faim dans les camps de prisonniers et d'internement alliés après la capitulation, que des millions de femmes, d'enfants et de vieillards allemands se retrouvaient sans domicile, agonisaient sur les routes de campagne et périssaient simplement parce qu'ils étaient allemands, nos chercheurs nucléaires préféraient passer cette période critique non pas en tant qu'« Allemands », mais en tant que *« scientifiques internationalement reconnus »*, avec tous les avantages liés à un tel statut, jusqu'à ce qu'ils mettent leurs connaissances et leur savoir-faire à la disposition de nos prétendus libérateurs.

J'ai déjà cité les noms des scientifiques nucléaires capturés par les Alliés occidentaux au début de ce chapitre, lorsque naquit entre eux la controverse qui suivit l'annonce du largage de la bombe atomique américaine sur Hiroshima et dont l'Anglais Irving nous a parlé. Mais les scientifiques atomistes capturés par les Soviétiques ont également contribué à faire de la Russie une puissance nucléaire et à mettre la main sur l'arme que la même équipe avait auparavant refusée au gouvernement du Reich allemand. Même si, à la suite d'une abondante propagande d'après-guerre, on a pris l'habitude d'accuser le Troisième Reich d'absence de liberté, que certains scientifiques atomistes n'étaient pas disposés à servir, ils ont néanmoins dû payer un tribut à une absence de liberté bien plus grande en collaborant très activement au développement de la bombe atomique soviétique.

Le pacte nucléaire actuel des deux puissances mondiales empêche la liberté et l'indépendance de l'Europe. Cette collaboration ne serait compréhensible et peut-être moralement justifiée que s'ils l'avaient fait en tant que marxistes et communistes convaincus. Comme ce n'était certainement pas le cas, se pose la sérieuse question d'une double morale qui aurait dû être indivisible pour des hommes dits d'honneur et cultivés. Je pense au scientifique allemand, le professeur Nikolaus Riehl, qui a aujourd'hui retrouvé sa résidence à l'université technique de Munich. Irving déclare à la page 299 :

> *« En 1949, il se trouvait encore en URSS. Il a reçu le prix Staline de première classe, l'ordre de Lénine et a été nommé héros du travail socialiste' pour un travail qu'il a effectué en Russie. Pendant les trois années suivantes, il a été directeur scientifique d'un institut soviétique qui menait des recherches*

secrètes sur la chimie des produits de fission radioactifs et cherchait des antidotes aux dommages causés par les radiations ».

D'autres collaborateurs allemands connus dans la recherche soviétique sur l'énergie nucléaire étaient Manfred v. Ardenne, Gustav Hertz et le professeur K. Pose. À partir de 1953, ces messieurs ont travaillé avec le professeur Nikolaus Riehl sur des projets non secrets à Soukhoumi. À l'exception de Riehl, les autres scientifiques sont rentrés en Allemagne centrale en 1955.

Dans les mémoires d'Otto Hahn « Ma vie », on peut lire :

« Le colonel Pash (chef du commando de chasse américain ; ndlr) nous a informés que notre avenir n'était pas encore décidé. Mais il dépendait de notre sincérité et de notre bonne volonté que nous soyons traités 'comme des scientifiques internationalement reconnus' ou comme des 'Allemands' ».

Otto Hahn a reçu le prix Nobel le 10 décembre 1945, un fait qui a dû susciter l'étonnement de toute personne réfléchie. Dans son discours de remerciement, il déclara :

« La collection de monographies actuellement préparée pour la publication en Allemagne à l'instigation des Alliés montre que la science allemande n'a en aucun cas été paralysée pendant la guerre, même si les travaux ont souvent été classés comme 'importants pour la guerre' ou même 'décisifs pour la guerre'. Des milliers de jeunes Allemands ont ainsi pu passer à l'ère nouvelle... En réalité, nous avons mené nos travaux et les avons publiés même pendant la guerre. Nous en sommes heureux. Mais tout le monde n'a pas pu le faire. Peu de gens en dehors de l'Allemagne se rendent compte de la pression sous laquelle la plupart ont vécu pendant les dix ou douze dernières années ; et je peux dire encore une fois combien de mes collègues allemands se sont efforcés, malgré tous les obstacles extérieurs, de poursuivre également la recherche scientifique pure, dans la mesure où cela était possible, pendant la guerre ».

Que doit penser un soldat du front allemand lorsqu'il lit de telles déclarations ? Je suis sûr que les générations futures, qui n'ont pas été rééduquées, considéreront un jour avec beaucoup de scepticisme de tels communiqués sur les travaux scientifiques pendant la guerre. Tout cela s'est passé à une époque où l'Allemagne semblait trop forte politiquement et économiquement à nos ennemis et devait donc être détruite. De tels hommes peuvent-ils vraiment dire la tête haute qu'ils

ont défendu les droits vitaux de leur peuple et qu'ils ont ainsi gagné le respect de leurs concitoyens ? Je pense que ce sera difficile, et je pense qu'à l'avenir, les scientifiques de ce type, qui ont la prétention de vivre dans un autre monde, devraient être placés sous surveillance et sous contrôle dans des situations critiques, tout comme les soldats, afin qu'ils soient contraints d'accomplir leur devoir national. Je ne vois pas pourquoi les scientifiques devraient se voir accorder des droits et des devoirs différents de ceux d'un soldat de première ligne normal, à qui l'on demande simplement de se sacrifier, alors que ces messieurs ont parlé de travaux décisifs pour la guerre, mais les ont sabotés et se sont abstenus de faire la guerre.

Il y a sans doute eu des exceptions, comme par exemple le président de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, le Dr Albert Vogler, pour qui le sabotage de la Wehrmacht aurait été impensable et qui est également décrit par Irving comme un personnage exceptionnel. Il en va de même pour le professeur Paul Harteck qui, selon Irving,

> *« aurait certainement pu construire une bombe atomique pour l'Allemagne si on lui avait donné l'argent, la main-d'œuvre et le matériel et s'il avait été le seul directeur décisif de tout le projet uranium ».*

On n'aurait plus pu nous accabler historiquement, comme cela s'est produit jusqu'à présent et se produira encore longtemps.

Mais il n'y avait pas de coordinateur puissant et impitoyable qui aurait pu s'imposer de manière dictatoriale. Dans l'entourage, il y avait trop de traîtres, contaminés et infectés. Le physicien Weizsäcker était le fils d'Ernst v. Weizsäcker, qui occupait une position de pointe dans le groupe de résistance en tant que secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères. Le fils de Max Planck était également impliqué dans les événements du 20 juillet. Il a été condamné et exécuté.

Otto Hahn nous apprend que lui et ses amis ont été profondément bouleversés par le sort de la famille Bonhoeffer qui était également liée au 20 juillet. Lors d'une réunion secrète de l'Église en 1941, Dietrich Bonhoeffer avait déclaré *« qu'il devait prier pour la défaite de son peuple, car seule une défaite permettrait au peuple allemand de faire amende honorable pour les crimes qu'il avait commis contre l'Europe et le*

monde entier ». Le physicien et chimiste Karl Friedrich Bonhoeffer était présent lorsqu'au début de l'année 1940, Heisenberg et le Dr Karl Wirtz discutèrent de la production d'eau lourde dans le bureau du Dr Diebner. Son frère Claus a été fusillé en tant que co-conspirateur après le 20 juillet.

Comme on le sait, le 28 juillet 1944, l'usine d'hydrogénation de I. G. Farben a été si durablement détruite par un bombardement que la production d'eau lourde de l'usine de Leuna a été complètement arrêtée. Les directeurs Bütefisch et Herold étaient convaincus que cette usine d'eau lourde avait été connue par trahison et que le bombardement visait donc spécifiquement cette usine. Jusqu'à présent, le « gentleman's agreement » de ne pas vouloir attaquer les usines d'hydrogénation avait été respecté, car les pays alliés avaient fait des investissements considérables pour celles-ci. Depuis lors, les usines de Leuna refusaient de poursuivre l'extension d'une usine d'eau lourde. Le professeur Harteck s'en étonnait et s'en irritait. Après la défaillance de l'usine hydroélectrique Norsk de Vemork, mal protégée, la destruction de cette installation allemande signifiait pratiquement la fin de l'espoir de pouvoir encore fabriquer une bombe atomique allemande dans un avenir prévisible.

REMARQUES FINALES

Après le 20 juillet, mon nom a fait le tour de la presse et de la radio. La présentation qui en a été faite à l'époque m'a fait apparaître comme un modèle de fidélité et de dévouement allemand. En captivité, après la fin de la guerre, je n'ai pas eu d'ennuis ou de problèmes à cause de mon rôle dans le 20 juillet. On considérait à juste titre qu'il s'agissait d'une affaire intérieure allemande et on respectait mon comportement de soldat, d'autant plus qu'on constatait que j'étais issu de la jeunesse bündisch et que je n'avais jamais appartenu au Parti. À l'époque, les vainqueurs n'appréciaient pas du tout les résistants qui se sentaient et se comportaient comme des co-vainqueurs. Ils voulaient être les seuls vainqueurs.

Après ma libération de captivité, j'ai souvent été traité de limier, de meurtrier de masse et de général nazi par les médias de masse et les membres du Parti. Pourtant, lors de ma dénazification, j'ai été classé dans le groupe V et, suite à ma plainte, comme « non concerné par la loi ». Puis, pendant un certain temps, on a dit que je n'avais rien fait le 20 juillet et que je ne faisais que de la propagande à travers mon comportement. Enfin, j'ai dû me défendre en justice en disant que j'étais à l'origine co-conspirateur et que j'avais ensuite basculé. Comme tout, cela aussi était faux.

En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle je me serais procuré des avantages personnels par mon comportement le 20 juillet 1944, j'ai ce qui suit à dire. Goebbels m'avait proposé pour la plus haute distinction de guerre. À ma demande expresse, Adolf Hitler a renoncé à l'attribution prévue de cette distinction. Je considérais les « brillants » comme une distinction de bravoure du plus haut niveau et je ne voulais donc pas les recevoir pour une action à domicile au cours de laquelle ni moi ni ma troupe n'avons dû tirer un seul coup de feu. J'ai fait part de mon point de vue au Führer en personne, qui l'a pleinement respecté. Par ailleurs, je considérais l'insurrection du 20 juillet, qui n'était en réalité qu'une révolte insignifiante, comme une

tache sur la plaque d'honneur du corps des officiers allemands, que je ne voulais pas voir rappelée par une décoration.

De même, j'ai refusé la dotation d'un domaine dans le Mecklembourg, ma patrie, en disant que j'étais soldat et que j'espérais le rester à l'avenir. Sinon, il me semblait inapproprié d'être récompensé par des biens matériels pour un devoir accompli.

On m'a demandé d'accepter l'insigne d'or de la Jeunesse hitlérienne. J'ai accepté et j'ai reçu personnellement du *Reichsjugendführer*, Baldur v. Schirach, qui avait par ailleurs participé à la campagne de France dans mon ancien bataillon « Großdeutschland », l'épingle d'or de la Jeunesse hitlérienne, car j'étais un modèle de bravoure, de fidélité et d'accomplissement du devoir pour la jeunesse en pleine croissance. J'ai accepté cette distinction avec gratitude et conviction.

J'ai été promu colonel parce que, en raison de mon activité de chef de régiment, ma promotion au grade de lieutenant-colonel avait déjà eu lieu avant le 20 juillet, comme c'était l'usage à l'époque.

Quatre semaines après le 20 juillet, j'ai demandé à être réaffecté au front. Ma demande a été acceptée. Je devais prendre en charge le régiment de fusiliers « Großdeutschland », qui se battait à Memel. Mais en cours de route, j'ai été arrêté par le Führer qui m'a personnellement chargé de prendre en charge le quartier général de Rastenburg en tant que commandant de combat. Pour cela, je devais mettre sur pied l'une des formations les plus modernes, la brigade d'accompagnement du Führer. Comme me l'a dit le Führer, on avait besoin d'un officier de première ligne fiable et expérimenté dans le cadre de la zone fortifiée de Lötzen, d'autant plus que, selon les rapports des agents, il fallait s'attendre à un parachutage de deux divisions parachutistes ennemies. De plus, les Russes s'étaient avancés jusqu'à la frontière de la Prusse orientale, et le Führer était déterminé à rester à proximité du front. Ma future promotion au grade de Generalmajor a eu lieu le 30 janvier 1945 à la chancellerie du Reich par Hitler en personne, alors que je me rendais avec ma brigade sur le front de l'Est, via Berlin, après une mission réussie pendant l'offensive des Ardennes, afin d'être engagé comme soldat

du feu à l'Est avec les troupes qui étaient entre-temps devenues une division blindée, la division d'accompagnement du Führer.

Si l'on a souvent fait courir le bruit que c'était uniquement grâce à mon intervention qu'une entreprise en soi prometteuse avait échoué le 20 juillet, et que j'étais donc responsable de tout ce qui s'était passé depuis ces jours-là jusqu'à la fin de la guerre, on me fait certainement trop d'honneur. Personnellement, je suis beaucoup plus modeste et je ne revendique que le mérite d'avoir si durablement amorti un putsch qui avait déjà échoué dès le début, qu'il n'y a plus eu de lutte fratricide et que le monde a été épargné du spectacle pitoyable d'une explosion de la discorde allemande habituelle dans la plus grande détresse commune. Car on a beau célébrer officiellement les combattants de la résistance intérieure dans le camp des « vainqueurs » de l'Ouest et de l'Est et en faire des exercices obligatoires : au fond du cœur, on les méprise, comme j'ai pu l'apprendre assez souvent de la bouche d'officiers alliés pendant notre captivité. Même l'armée allemande ne peut s'accommoder de ce sujet que de manière superficielle.

Le soulèvement – ou plutôt la révolte – du 20 juillet 1944 n'a pas échoué à cause de mon intervention, mais à cause de l'absence d'objectifs et de concepts internes de ses organisateurs hétérogènes, visiblement une classe aristocratique privilégiée révolue, qui était certes d'accord sur le rejet de Hitler, mais totalement divisée sur toutes les autres questions. Le putsch a échoué parce qu'il avait été lancé avec des idées floues, préparé avec des moyens insuffisants et mené avec une impuissance tout à fait choquante. On savait également qu'en matière de politique étrangère, aucun allègement n'avait été promis et que seule la capitulation inconditionnelle restait ouverte comme issue.

Mais la cause de cet échec technique et humain réside – on ne peut malheureusement pas le passer sous silence – dans le manque de courage personnel qui s'est manifesté chez tous les participants. Même un homme tel que le colonel Stauffenberg, qui a été brièvement au front, a manqué dans cette affaire de toute disposition à l'engagement personnel, qui aurait été nécessaire pour la réussite d'un tel projet, du moins chez l'auteur de l'attentat lui-même. Comme nous l'avons déjà mentionné, Stauffenberg lui-même a, par son

comportement, livré ses co-conspirateurs et lui-même au couteau. Au lieu d'attendre l'explosion de sa bombe à proximité de la salle des conseils et de s'assurer personnellement de son effet, il a préféré s'éloigner le plus rapidement possible du lieu du crime et, une fois arrivé à Berlin, faire une annonce à ses co-conspirateurs et à ses supérieurs, annonce dont il ne s'était pas personnellement assuré de la véracité et qui, comme il s'est avéré plus tard, était une fausse annonce.

Il est facile d'évaluer ce qui serait arrivé à un officier d'État-major dans des circonstances tout à fait normales, qui se serait rendu coupable d'une telle négligence dans une affaire aussi importante, avec des conséquences imprévisibles et très graves. Sa fin n'aurait probablement pas été très différente de celle du colonel Stauffenberg. Car ce n'est qu'à la suite de sa fausse annonce que les co-conspirateurs de Berlin et d'ailleurs ont été amenés à sortir de leur camouflage et à commencer leur activité gouvernementale, ce qu'ils auraient sagement évité s'ils avaient connu l'issue réelle de l'attentat. Du moins, s'ils s'étaient crus découverts, ils auraient pris des mesures très différentes. Car il était encore possible de remplacer immédiatement l'attentat raté par un autre, en profitant de la confusion générale. Tout cela aurait pu se produire si le colonel von Stauffenberg était resté sur les lieux jusqu'à la détonation de la bombe et s'était assuré lui-même du succès de son entreprise.

Il restait cependant une autre possibilité. L'inspecteur des troupes de renseignement, le général Fellgiebel, présent au quartier général du Führer, avait reçu l'ordre des conjurés de faire sauter la centrale de renseignement immédiatement après l'attentat, afin de couper dans un premier temps l'ensemble du quartier général du monde extérieur et d'empêcher toute intervention d'une quelconque personnalité de l'entourage du Führer. Contrairement à Stauffenberg, Fellgiebel a d'abord attendu l'issue de l'entreprise. Mais lorsqu'il vit que l'attentat avait échoué et que Hitler était en vie, il ne prit pas son arme – profitant de la confusion – pour abattre le dictateur qu'il détestait tant, mais se rendit en toute hâte sur le lieu de la catastrophe pour féliciter le commandant en chef de la Wehrmacht d'avoir sauvé la vie de Hitler.

On se souviendra que le plan initial des conspirateurs était de placer la bombe, d'ailleurs d'origine anglaise, dans le paquetage d'assaut d'un caporal-chef qui devait faire la démonstration d'un nouvel équipement de campagne au Führer et qui, si cette intention avait été réalisée, aurait inévitablement été mis en pièces. Seul le report de la démonstration prévue a sauvé la vie de cet homme totalement inconscient et de ses quatre compagnons. Il s'agissait d'un meurtre pur et simple de soldats innocents, une monstruosité voulue par les guerriers de l'arrière-front !

Mais c'est là qu'apparaît la problématique décisive du 20 juillet 1944. De mémoire d'homme, les officiers et les soldats de la force armée ont toujours été soumis à des obligations particulières. Le porteur d'armes a besoin d'un lien plus fort que le citoyen civil, notamment pour protéger la population non combattante. En effet, le soldat porteur d'armes peut trop facilement devenir un maraudeur, un brigand qui ose défier l'autorité elle-même, sans la discipline dont le dernier lien est le serment d'allégeance au drapeau. L'histoire mondiale est remplie d'exemples de ce qu'il advient d'une troupe pour laquelle la force contraignante du serment n'est plus présente. La Bundeswehr et la police fédérale des frontières ne pourront pas non plus se passer du serment. On peut seulement se demander à quel point celui-ci sera pris au sérieux si l'on continue à penser que la fidélité au serment du soldat allemand pendant la Seconde Guerre mondiale était une bêtise, voire pire, alors que la violation du serment mérite tous les éloges.

Les perturbations et les émeutes provoquées par les anarchistes lors des récentes prestations de serment, mais aussi la réaction des responsables, sont les conséquences de cette confusion mentale. Soit nous avons une armée avec des principes éprouvés, soit nous la supprimons. Mais si elle est jugée nécessaire à la protection de la patrie, il ne devrait pas y avoir de discussion sur les formalités de prestation de serment. Si j'avais été le commandant responsable de ces émeutes indignes, j'aurais interrompu la prestation de serment sans demander l'avis des politiciens responsables et, avec les recrues et avec tous les moyens à ma disposition, j'aurais chassé les émeutiers de la place de manière à ce qu'ils soient sermonnés pour l'avenir. La

prestation de serment n'en aurait été que plus convaincante et durable.

Un serment est un serment, il est difficile d'y trouver à redire. Celui qui ébranle le serment ébranle les fondements du monde, et il doit être conscient qu'il touche aux derniers liens auxquels un homme peut s'accrocher en des temps troublés. Certes, l'histoire n'a pas manqué de personnalités déterminées qui ont osé faire un pas décisif en raison de leur ultime responsabilité. Mais elles n'avaient le droit moral d'agir que si elles étaient prêtes à défendre leur cause de toute leur personne et à se sacrifier si nécessaire. Or, cette volonté a totalement fait défaut aux organisateurs du 20 juillet, et c'est ce qui les a fait échouer. C'est la raison pour laquelle, dès le 20 juillet 1951, le colonel Teske pouvait constater dans le *Rheinischer Merkur* :

> *« L'acte du 20 juillet 1944 et ses promoteurs sont aujourd'hui impopulaires dans de larges cercles ».*

Cette situation n'a guère changé jusqu'à aujourd'hui. *« Le public a déjà bien du mal à considérer le 20 juillet comme une journée héroïque ».* C'est ainsi que s'exprimait le Dr Arthur Radtke (CDU) le 15 juillet 1966 dans le *Weltwoche* de Zurich.

De plus, les principaux acteurs étaient tous des officiers. On ne peut pas supposer que leur projet était de laisser l'Allemagne sans défense pour toujours, conformément aux intentions des vainqueurs. De leur action devait donc naître un corps d'officiers renouvelé. Mais comment ce corps d'officiers et cette armée renouvelée pouvaient-ils exister si l'issue de leur existence était une violation du serment ? Cette violation du serment ne devait-elle pas également empoisonner la pensée des générations de soldats suivantes et faire de l'armée, à l'image des légions de la fin de l'époque romaine, le jouet d'usurpateurs ambitieux ? Après Nuremberg, Landsberg et Tokyo, l'avenir se verra de toute façon encore assez souvent confronté à ce problème.

Un officier qui entreprend de prendre les armes contre le porteur du serment auquel il a lui-même prêté serment de fidélité et d'obéissance devant Dieu, comme la plus jeune recrue, ne peut se préserver lui-même et ses camarades, mais surtout les générations

futures de soldats, des conséquences inévitables de son acte qu'en mettant fin à sa propre vie et en emportant ainsi dans sa tombe la tache de la violation du serment.

Ce sont peut-être des principes durs, mais il est difficile pour une force armée de s'en passer, car il s'agit ici de choses plus sérieuses que ce que le cerveau d'un rédacteur de journal ou d'un commentateur de télévision est capable de saisir à la hâte ; des choses dont dépend en fin de compte la sécurité de l'existence humaine. Parce qu'aucun des conjurés n'a trouvé le courage d'accomplir l'attentat de sa propre main et de se sacrifier ensuite au nom de tous, le 20 juillet est resté une révolte, un simple acte de négation sans la moindre trace de conception positive, pour ce qui est de l'image extérieure, une Köpenickiade ratée. Jusqu'au 20 juillet 1944, chaque visiteur pouvait se présenter chez Hitler avec un pistolet en bandoulière, si bien qu'il n'était vraiment pas difficile de sortir le pistolet.

Il ne me restait que la tâche ingrate d'éteindre complètement les flammes qui s'éteignaient. Le fait que cela ait pu se faire sans violence et que ce soit surtout l'armée elle-même qui ait entrepris le nettoyage nécessaire à cette heure, sans faire appel à d'autres parties de la Wehrmacht, me remplit encore aujourd'hui de fierté. Dans la même situation, je referais la même chose aujourd'hui. Je n'ai aucun regret.

Dans le contexte du 20 juillet 1944, 114 personnes ont été exécutées avant et après les événements pour trahison, sabotage et démoralisation, 28 ont été fusillées, 14 se sont suicidées et 4 sont décédées (voir annexe 9).

Si l'on se plaint bruyamment de la sévérité du jugement des conjurés du 20 juillet, on ne veut pas se rappeler que jusqu'à présent, dans tous les pays belligérants, les traîtres à la patrie étaient traités comme des traîtres à la nation, que, par exemple, le gouvernement de Sa Majesté en Angleterre avait fait fusiller sir Roger Casement dans la Tour pendant la Première Guerre mondiale parce qu'il avait, en tant que combattant irlandais pour la liberté, pris contact avec les puissances centrales, alors que l'Angleterre se trouvait dans une guerre avec l'Allemagne à laquelle l'Irlande ne devait participer que contrainte et forcée. On ne veut pas non plus se souvenir que le

Premier ministre français Clemenceau a ordonné au printemps 1917 des exécutions de masse au hasard parmi les divisions du front mutinées, lorsqu'après l'échec de l'offensive Nivelle, la poursuite de la guerre leur semblait absurde. L'un des actes les plus inhumains après la guerre a été commis par les Américains, sous la responsabilité du général Eisenhower et des Anglais, en livrant sans pitié à leurs impitoyables bourreaux soviétiques l'armée Vlassov et les cosaques combattant sous les ordres du général von Pannwitz, c'est-à-dire des citoyens anticommunistes d'Union soviétique qui avaient combattu aux côtés de l'Allemagne contre le bolchevisme. Ils considéraient ainsi les volontaires de guerre ukrainiens, cosaques et caucasiens qui se battaient pour leur liberté du côté allemand comme des traîtres à la nation.

Il convient d'autant plus de réfléchir à la justification d'un châtiment sévère que, parmi les conspirateurs du 20 juillet, il y avait des hommes déterminants dont il est prouvé qu'ils étaient prêts à trahir leurs camarades de front au profit de l'ennemi, à sacrifier leur vie, non seulement à accepter la défaite militaire, mais aussi, comme Fabian v. Schlabrendorff, qui écrit dans son livre *Offiziere gegen Hitler* [Officiers contre Hitler] à la page 38 :

> *« Empêcher ce succès de Hitler en toutes circonstances et par tous les moyens, même au prix d'une lourde défaite du 3e Reich, était notre tâche la plus urgente ».*

L'absence totale de conception de politique étrangère montre indéniablement à quel point les conspirateurs n'avaient pas envisagé la suite des événements en cas de succès de leur révolte. Les putschistes connaissaient, tout comme les dirigeants allemands responsables, les décisions de Casablanca. Ils connaissaient les intentions d'anéantissement de nos adversaires de guerre, ils ne disposaient, malgré leurs contacts avec les puissances occidentales, d'aucune promesse contraignante de ménager l'Allemagne en cas de réussite de leurs plans de renversement. En évaluant objectivement la situation, ils devaient se rendre compte que cette guerre n'était pas menée contre le régime d'Adolf Hitler, mais contre le peuple allemand dans son ensemble, et ils entreprirent malgré tout d'évoquer

une lutte fratricide allemande, sans tenir compte de ce qui en résulterait.

Ils savaient surtout qu'à l'Ouest, on était décidé non seulement à détruire l'industrie allemande, mais aussi à laisser bien plus de la moitié du territoire du Reich allemand à la libre disposition de ses ennemis les plus féroces, les bolcheviques. Leur décision de se révolter était bien moins dictée par l'amour de la nation allemande que par une haine aveugle envers Hitler. Or, aucune performance positive n'est jamais née d'une haine aveugle. S'il fallait encore une preuve de leur indifférence au destin allemand, elle a été clairement apportée à la nation allemande par le silence des survivants face aux actes de violence des « vainqueurs ».

Il n'est pas nécessaire de se demander ce qui se serait passé si l'entreprise du 20 juillet avait réussi. Le front oriental allemand, qui se voyait justement engagé dans les plus durs combats défensifs, se serait sans aucun doute effondré suite à la guerre civile qui aurait nécessairement éclaté et à l'interruption du ravitaillement qui en aurait résulté. J'ai moi-même reçu à l'époque plus de 10 000 lettres de combattants allemands du front et de la région d'origine qui m'ont fait savoir qu'ils se seraient retournés avec leurs armes contre les guerriers de la patrie si le moindre soupçon de rébellion s'était manifesté dans le secteur de l'armée de réserve. Le mot maléfique de coup de poignard dans le dos du front combattant revenait sans cesse. Mais un effondrement du front de l'Est n'aurait pas seulement signifié l'évacuation de millions d'autres soldats allemands vers les camps de la mort de la captivité russe, mais aurait également empêché l'évacuation d'innombrables femmes et enfants qui résidaient dans les régions orientales du Reich ou qui y avaient été évacués suite à la terreur aérienne des Alliés occidentaux.

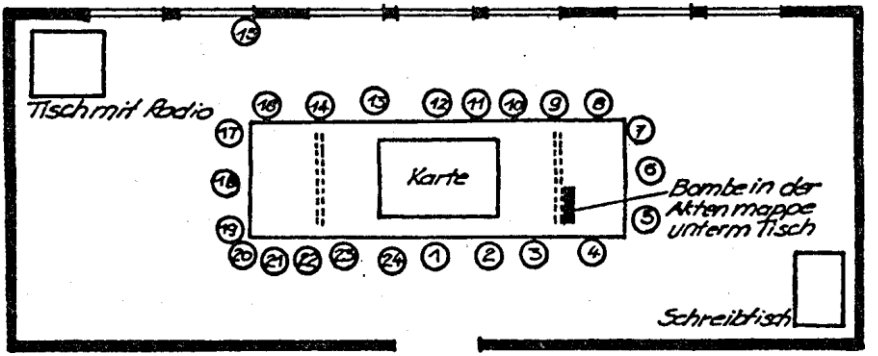
Lorsque les juges de Nuremberg ont demandé au colonel général Jodl pourquoi il avait défendu la poursuite du combat, il a répondu que cela seul permettait de soustraire des millions de femmes et d'enfants allemands et la masse de l'armée de l'Est à l'emprise des Russes. Le grand amiral Dönitz a défendu le même point de vue à Nuremberg, que seules la stupidité et la mauvaise foi peuvent réfuter.

Dönitz l'a prouvé historiquement par l'action. Il mérite la gratitude inconditionnelle de notre peuple.

Les autres conséquences d'un effondrement du front oriental allemand ne peuvent être qu'imaginées. Ce qui est sûr, c'est que l'intention des dirigeants soviétiques était de créer des faits accomplis avant l'arrivée des Alliés occidentaux en Europe, c'est-à-dire de poursuivre l'avancée jusqu'au Rhin afin de gagner le contact avec une France prosoviétique prévue d'avance. Car l'historiographie des décennies à venir devra bien constater une chose : seule la résistance acharnée des divisions allemandes du front déchiquetées avec leurs nombreux volontaires de tous les pays européens devant Vienne, Prague, Breslau et Stettin pendant les journées de mai 1945 a préservé le reste de l'Europe de l'inondation définitive par le bolchevisme. Le problème allemand est en même temps un problème européen, et pas seulement depuis aujourd'hui. De ce point de vue également, cette lutte était justifiée, et c'est sous cet angle qu'il convient d'envisager le 20 juillet. C'est pourquoi l'histoire donnera un jour raison à ceux qui, hier comme aujourd'hui, ont reconnu que la lutte inconditionnelle pour la préservation de l'Empire et donc de l'Europe était la première de toutes les tâches et qui étaient prêts à faire peu de cas de leur propre sang et de leur propre vie pour cette raison.

Il y a plus de 150 ans, lorsque l'Allemagne prussienne s'est effondrée face à l'assaut de Napoléon et que la liberté de l'Europe semblait perdue, le général Clausewitz a déclaré que la promesse de l'avenir se trouvait également dans une chute honorable. Il me semble que c'est nous, fidèles au serment, qui avons choisi le 20 juillet 1944 la voie de la chute dans l'honneur, et que nous avons ainsi créé les conditions d'une future ascension qui apportera un jour au continent tourmenté l'ordre et la paix que la victoire des Alliés semble avoir repoussés pour l'instant à une distance inaccessible.

PLAN DU BRIEFING DANS LA BARAQUE DES HÔTES DU QUARTIER GÉNÉRAL DU FÜHRER À RASTENBURG « WOLFSSCHANZE », À 12H30, LE 20 JUILLET 1944.



1. Adolf Hitler.

2. Le lieutenant-général Heusinger, chef du département des opérations de l'État-major général de l'armée de terre et adjoint du chef de l'État-major général de l'armée de terre.

3. Le général d'aviation Korten, chef de l'État-major général de l'armée de l'air ; a succombé à ses blessures.

4. Colonel (G) Brandt, premier officier d'État-major général, adjoint de Heusinger ; décédé des suites de ses blessures.

5. Le général d'aviation Bodenschatz, officier de liaison du commandant en chef de la Luftwaffe au FHQ, grièvement blessé aux jambes.

6. Le lieutenant-général Schmundt, adjudant-chef de la Wehrmacht auprès de Hitler et chef de l'Office du personnel de l'armée ; a succombé ultérieurement à ses blessures.

7. Colonel en retraite Bergmann, aide de camp de Hitler ; grièvement blessé.

8. Amiral v. Puttkamer, adjudant de la marine de Hitler ; grièvement blessé.

9. Sténographe Berger ; tué sur le coup.

10. Capitaine de vaisseau Aßmann officier d'État-major d'amiral à l'État-major de commandement de la Wehrmacht.

11. Major général Scherff, représentant spécial du Führer pour l'historiographie militaire OKW ; légèrement blessé.

12. Général Buhle, chef d'État-major de l'armée auprès de l'OKW ; légèrement blessé.

13. K-Admiral Voss, représentant du commandant en chef de la Kriegsmarine au FHQ.

14. SS-Gruppenführer Fegelein, représentant de la Waffen-SS au FHQ.

15. Colonel d. G. v. Below, adjudant de la Luftwaffe de Hitler.

16. SS-Hauptsturmführer Günsche, aide de camp de Hitler.

17. Sténographe Hagen.

18. Lieutenant-colonel d. G. v. John, aide de camp de Keitel.

19. Major d. G. Büchs, aide de camp de Jodls.

20. Lieutenant-colonel d. G. Waizenegger, aide de camp de Keitel.

21. Le conseiller ministériel v. Sonnleithner, représentant du ministère des Affaires étrangères au FHQ.

22. Général Warlimont, chef adjoint de l'État-major de la Wehrmacht.

23. Général Jodl, chef de l'État-major de la Wehrmacht ; légèrement blessé.

24. Le maréchal Keitel, chef du haut commandement de la Wehrmacht.

ANNEXE

Annexe 1 *Affaires secrètes du Reich*

I. Ordre au commandant de la Wehrmacht à Berlin (à émettre par téléphone à l'heure X.)

1. Troubles intérieurs, état d'urgence. Pouvoir exécutif auprès de l'armée.
2. Bataillon de garde de Berlin immédiatement avec tous les éléments disponibles à la Wehrmacht Standort-Kommandantur Berlin, Unter den Linden 1.
3. Commandant de Berlin avec IA et officier d'ordonnance immédiatement à la réception des ordres au chef HRüst et BdE Bendlerstraße 11-13.
4. Alerter toutes les unités du site de Berlin (Walkyrie, etc.), en premier lieu :
    a. Site de Spandau
    b. École d'artificiers et de maîtres d'armes.
5. 270 to Kfz.Kol.raum à Bernau sont disponibles pour la mobilisation.

Annexe 2 *Affaire secrète du Reich*

II. Ordre au commandant du site de la Wehrmacht à Berlin (à remettre et à discuter en cas de rapport personnel du commandant)

1. La situation est la suivante...
2. Mettre immédiatement en place le bataillon de garde de Berlin pour boucler le quartier du gouvernement : Dorotheen-, Friedrich-, Koch-, Anhalter-, Saarland-, Bellevue-, Lenne- et Hermann-Göring-Str.
   Mission : aucune personne – y compris un ministre – ne peut entrer ou sortir du quartier bouclé. En cas d'infraction, faire usage de son arme. – Bloquer les stations de métro et de train de banlieue. Détourner le reste du trafic ou le faire passer à vide dans le quartier interdit.
   Tous les habitants du quartier interdit doivent rentrer chez eux.

Le ministère de la Propagande sur la Wilhelmplatz et le siège de la SS (Albrechtstraße) doivent être particulièrement surveillés. Le Ministre du Reich Goebbels doit être arrêté.
Faire immédiatement donner un ordre par téléphone par le commandant de la Kommandantur, afin de ne pas perdre de temps.

3. Le barrage sera renforcé par deux bataillons de l'école des troupes blindées qui arriveront immédiatement.
4. Le commandant de Berlin se procure d'autres renforts en faisant appel à Walkyrie et à des unités d'alerte dans son secteur (garnison de Spandau, école d'artificiers et de maîtres d'armes). Les barrages effectués doivent être signalés au BdE, au chef AHA et au Wehrkreis III, division IA.
5. Les objets suivants doivent être occupés :

a. Autorités suprêmes du Reich (annexe 1)

Première urgence chiffres la, b, c

Ministère de la Propagande, SS-Hauptamt (Hermann-Göring-Str., Albrecht-str. et Kaiserallee)

Gauleiter Berlin (Voßstr.)

Direction de la JH (Kaiserdamm 45)

Ministère des Affaires étrangères

Appartements Ministre du Reich (Schwanenwerder et Lanke)

4. b. Nouvelles (annexe 2)

Première urgence :

Bureau des télécommunications de Berlin (Wintersfeldstr.)

Bureau télégraphique principal (Oranienburgerstr.)

SS-Hauptvermittlung (Albrechtstr.)

RP-Zentralamt (Ringbahnstr.)

c. Journaux et presse (Kochstr.)

6. Par d'autres unités du Wehrkreis-Kdo III sont déjà occupées :
Sender Tegel, Funkturm et Funkhaus (Masurenallee).
Ces unités sont nécessaires au commandement de district III et doivent être remplacées par des commandants de Berlin.
7. La police est chargée de coopérer avec l'armée. Un barrage et un contrôle seront mis en place par la police sur le périphérique de Berlin.

8. Après l'arrivée de troupes suffisantes et des officiers supérieurs et fonctionnaires prévus à la Standortkommandantur, des troupes de choc sont envoyées auprès des différentes autorités du Reich (point 5), qui arrêtent les personnalités les plus importantes. Des officiers de renseignement sont mis à disposition pour le dispositif de renseignement.
9. Une fois les arrestations effectuées, toutes les personnes sans importance doivent être libérées de la zone d'exclusion. Les personnes qui doivent franchir plusieurs fois le barrage doivent être munies d'une carte d'identité par la Kommandantur. La zone interdite ne peut être quittée qu'à un seul endroit (par exemple Unter den Linden en direction du château).
10. Le commandant du service de patrouille de l'armée de terre de Berlin est placé sous le commandement de la Wehrmacht à Berlin.
11. 50 hommes de la division Brandenburg sont acheminés par camion depuis le Brandebourg vers la Wehrmachtkommandantur de Berlin.
12. Unités SS et régiment Hermann Göring.
    a. Un groupe de choc sous la direction d'un général est envoyé auprès du SS-Standortkomandant Berlin afin de préparer l'intégration de la Waffen-SS dans le
13. Heer et d'obtenir les ordres correspondants pour la Waffen-SS.
    a. Le régiment Hermann Göring à Tegel doit recevoir l'ordre de la Wehrmacht-Standort-Kommandantur : troubles intérieurs. Le régiment Hermann Göring reste dans ses cantonnements en état d'alerte. Le commandant et l'adjudant se rendent à la Wehrmachtsstandort-kommandantur de Berlin, Unter den Linden 1, pour recevoir d'autres ordres.
14. Tous les événements, succès et incidents importants doivent être signalés au chef HRüst et BdE, au chef AHA et au district militaire III, division IA.

Annexe 3 *Affaire secrète du Reich*

Ordre à l'école de troupes blindées (Krampnitz - Groß - Glienicke) (avec l'heure X par téléphone au commandant de l'école de troupes blindées, colonel Gorn).

1. Troubles intérieurs, état d'urgence, pouvoir exécutif de l'armée.

2. Le commandant de l'école de troupes de chars. Schule avec ses trois bataillons de Walkyries et les unités de Walkyries subordonnées des stages de formation de juniors de l'école d'infanterie de Potsdam (1 bataillon avec 3 compagnies) se rend immédiatement à Berlin, dans la zone de Tiergarten-Bendlerstr.

Commandant au chef HRüst et BdE Berlin W Bendlerstr. 11 voraus.

3. Une unité combative (une cp spw et une cp gren) (mot) sous la direction de chefs énergiques occupe par un coup de main les émetteurs de Königswusterhausen et Zeesen (près de Königswusterhausen). La résistance doit être brisée par la force (Zeesen est actuellement occupé par une compagnie de Waffen-SS). Les émissions politiques sont interdites. L'émetteur doit être tenu jusqu'à l'arrivée des renforts. L'occupation des émetteurs doit être signalée au district militaire III, division IA.
4. 170 to Kfz. Le local de colonnes de Kamin (24 km au sud-ouest de Potsdam) est à disposition.

Annexe 4 *Affaire secrète du Reich*

Au commandant de la Pz. Trappenschule (après son arrivée au chef HRüst)

1. 2 Btl. pour le renforcement du Wachbtl. Berlin (barrage Regierangsviertel) sont placés sous les ordres du Wehrmachsstandortkommandant de Berlin.
2. La masse des unités subordonnées au Kdr. der Pz. Trappenschule prend en charge la protection du Chef HRüst et du BdE (Bendlerblock) et se tient à disposition du Wehrkreiskdo. III pour l'engagement mobile.
3. 3ème division IA, contacter le cdmt III du Wehrkreis.
4. Reconnaissance vers le sud sur les casernes de la Waffen-SS à Lichterfelde et Lankwitz.
5. 1 compagnie (si possible SPW) prête à partir pour aller chercher le commandant et le chef BdE à l'aérodrome de Tempelhof.
6. 1 compagnie, avec des armes lourdes, se tient prête à être envoyée au commandant SS du site de Berlin en tant que groupe de choc.

Le colonel général Hoepner a envoyé par télex 5 décrets de loi martiale aux districts militaires du territoire national, aux districts militaires 1-13, 17, 18, 20, 21 et W Kdo Gen. Gouv, Bohême-Moravie :

Annexe 5

Ordonnance sur les décrets de loi martiale #1 20.7.1944 20.23 hrs

I.

Les défilés, manifestations et formations de groupes dans les rues et sur les places, ainsi que les rassemblements dans des locaux fermés, sont interdits.

II.

Seules la Wehrmacht et la police qui lui est subordonnée ainsi que les formations chargées de missions militaires ou d'autres missions de surveillance dans le cadre du service sont autorisées à porter des armes. Toutes les personnes non autorisées à porter des armes en vertu des présentes dispositions doivent, dans les vingt-quatre heures suivant la publication du présent arrêté, déclarer la détention d'armes de quelque nature que ce soit aux services de police compétents et, à défaut, aux autorités locales de police.

III.

Il est interdit de produire et de distribuer des tracts.

IV

Quiconque enfreint les dispositions ci-dessus est passible de la loi martiale. Le commandant en chef dans la zone de la guerre intérieure, signé. Hoepner Colonel général

Annexe 6

Ordonnance sur les décrets de loi martiale # 2 20.7.1944 20.20 hrs

1. Toutes les entreprises de l'ensemble de l'économie et des transports doivent être poursuivies.
2. Les services du Reichsnährstand et les organisations de l'économie industrielle continuent à fonctionner sous ma surveillance et celle des commandants de districts militaires.
3. Les services de la NSV continuent à fonctionner. Leur direction est assurée par les communes, les arrondissements, les provinces et les Länder, auxquels les tâches de la NSV sont simultanément transférées.

4. L'organisation Todt, le service du travail et le NSKK continuent de fonctionner et sont placés sous mon autorité et celle des commandants de districts militaires.
5. Le Front allemand du travail continue de fonctionner. Je nomme une nouvelle direction provisoire.
6. Les fonctionnaires, les employés et les ouvriers doivent continuer à assurer leur service, sauf s'ils reçoivent d'autres instructions de ma part.
7. Tous les congés des fonctionnaires et des employés du Reich, des Länder et des communes sont révoqués, à l'exception des congés de maladie. Les fonctionnaires doivent toujours être à la disposition de leurs supérieurs, même en dehors des heures de service.

8. Toute personne qui, en violation des dispositions ci-dessus, cesse le travail ou n'exécute pas les instructions données en vertu de l'état d'urgence militaire est passible de la loi sur le statut permanent.

Le commandant en chef dans la zone de guerre intérieure

signé. Hoepner

Colonel général

Annexe 7

Ordonnance sur les décrets de loi martiale # 3

I. Toute activité ordonnée par le Parti est interdite aux fonctionnaires du Parti, de ses sections et associations affiliées. Dans la mesure où ils continuent à travailler conformément aux ordres que j'ai donnés, ils doivent exécuter les ordres donnés en vertu de l'état d'urgence militaire.

II.

1. En vue de sa mise en sûreté, l'ensemble des biens immobiliers et des biens mobiliers du NSDAP, de ses sections et associations affiliées (le RAD et l'OT ne sont pas concernés), ainsi que tous les accessoires, y compris toutes les créances, participations, droits et intérêts de toute nature, et en particulier tous les dossiers, sont provisoirement confisqués.

2. Le séquestre prive les personnes autorisées à disposer des biens saisis de tout droit de disposition.

3. Les dispositions du code de procédure civile relatives à l'exécution et aux effets du séquestre urgent sont applicables par analogie au séquestre.

III. Sont passibles du droit de séquestre :

a. celui qui aura contrevenu aux dispositions qui précèdent,

b. celui qui aura intentionnellement détruit, mis de côté, détourné, endommagé ou falsifié un document, un registre, des dossiers ou tout autre objet appartenant au patrimoine du Parti national-socialiste, de ses sections et de ses associations affiliées, ou s'y trouvant.

Le commandant en chef dans la région d'origine
signé . Hoepner
Colonel général

Annexe 8

Ordonnance sur les décrets de loi martiale #4 20.7.1944 21.02 heures

I.

1. Sera puni de la réclusion pour 15 ans au plus ou, dans les cas particulièrement graves, de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort :

a. celui qui aura contrevenu aux ordres donnés par le commandant en chef de la Wehrmacht de la zone de la guerre intérieure ou par les commandants de la Wehrmacht pour leur secteur, ou qui aura mis en danger les mesures prises par eux, ou qui aura incité ou provoqué à une telle infraction ou à une telle mise en danger.

b. celui qui aura publiquement provoqué ou incité à un acte de violence contre une personne déterminée ou, de manière générale, à des actes de violence contre une personne ou une chose.

c. celui qui aura commis un pillage.

2. Dans les cas de moindre gravité, l'emprisonnement ne peut être reconnu inférieur à 3 ans.

3. Outre la peine de mort et la réclusion, la confiscation des biens est autorisée.

II. Des tribunaux permanents sont constitués pour juger l'infraction visée au chiffre 1.

III.

1. Les tribunaux permanents sont également compétents pour juger les membres de la Wehrmacht.

2. Les tribunaux permanents sont également compétents lorsqu'un crime ou un délit relevant de leur compétence constitue en même temps les éléments d'un autre acte ou lorsqu'une autre infraction est liée à un crime ou à un délit relevant de la compétence des tribunaux permanents.

IV

1. Les sièges et les circonscriptions des tribunaux permanents sont déterminés par les commandants dans la zone de la guerre intérieure. Tant que cela n'est pas encore fait, ils sont désignés par les commandants de la Wehrmacht.

2. Les commandants des unités mobiles de la Wehrmacht, jusqu'au niveau du bataillon (division), sont habilités à établir des tribunaux permanents pour la circonscription de leur engagement.

V

1. Les tribunaux permanents sont composés de trois membres, dont l'un doit, dans la mesure du possible, être habilité à exercer la fonction de juge.

2. L'accusation est portée et soutenue par un officier désigné à cet effet ou par une personne ayant la capacité d'exercer des fonctions judiciaires. Le commandant en chef dans la zone de la guerre intérieure et, pour leur zone, les commandants de la Wehrmacht peuvent désigner un chef des représentants de l'accusation. Les représentants de l'accusation doivent se conformer aux instructions de service du chef.

VI.

1. Les tribunaux d'instance déterminent la procédure selon leur propre appréciation, en s'appuyant sur les principes de la législation pénale du Reich. Ils convoquent l'inculpé ou le font comparaître, lui donnent la possibilité d'être entendu, entendent éventuellement des témoins et prononcent immédiatement le jugement.

2. Les commandants de la Wehrmacht ont le droit de porter les procédures devant le tribunal permanent institué auprès du commandement de la Wehrmacht.

VI. Les jugements des tribunaux permanents sont exécutés définitivement et sans délai.

Le commandant en chef dans la zone de la guerre intérieure,
signé. Hoepner,
colonel général

Annexe 9

Ordonnance sur les décrets de loi martiale # 5

I.

l. En vue de sa mise en sûreté, sont provisoirement confisqués : tous les biens immobiliers et mobiliers ainsi que tous les accessoires, y compris toutes les créances, participations, droits et intérêts de toute nature et notamment les dossiers.

a. des chefs du Reich, des Gauleiter et de toutes les autres personnes qui occupent ou ont occupé une fonction officielle au sein du NSDAP, de ses sections et associations affiliées (le RAD et l'OT n'entrent pas dans cette catégorie), jusqu'au chef de district et aux personnes assimilées au chef de district.

b. De toutes les institutions et de tous les groupes de personnes qui ont été créés avec des fonds provenant des organismes ou des personnes mentionnés au point a) ou au sein des organes (conseil d'administration ou conseil de surveillance ou organe similaire) desquels un demi-représentant ou plus des organismes ou des personnes mentionnés au point a) dispose d'un siège et d'une voix.

2. La mise sous séquestre prive les personnes autorisées à disposer des biens saisis de tout droit de disposition.

3. Les dispositions du code de procédure civile s'appliquent à la saisie relatives à l'exécution et aux effets du séquestre réel s'appliquent mutatis mutandis.

II. La compétence des tribunaux permanents est étendue aux crimes et délits d'assassinat et de séquestration, d'extorsion, de corruption, commis par abus de pouvoir ou d'autorité contre des personnes sans défense ou par désir d'enrichissement, et qui nécessitent une expiation rapide parce qu'ils ont particulièrement soulevé l'indignation légitime du peuple.

III.

1. Les tribunaux permanents sont également compétents pour les infractions suivantes lorsqu'elles sont commises intentionnellement pendant l'état d'urgence militaire :

a. Haute trahison (§§ 80-85 du code pénal du Reich)

b. Trahison nationale (§§ 89-92 du code pénal du Reich)

c. Résistance à l'autorité de l'État (§§ 110-122 B SStGB)

d. Crimes et délits contre l'ordre public (§§ 123-143 - à l'exception du § 134 B - Reichsstrafgesetzbuch)

c. Délits religieux (§§ 166-168 RStGB)

f. Crimes et délits contre la vie (§§ 211-215 RStGB)

g. Crimes et délits contre le § 239 RStGB

h. Vol et extorsion (§§ 249-256 RStGB)

i. Dommages matériels (§§ 303-305 RStGB)

k. Crimes de droit commun (§§ 306-330 RStGB)

l. Crimes et délits contre la loi relative à l'utilisation criminelle et dangereuse des explosifs 9.6.1884

m. Crimes visés aux §§ 1 et 2 de l'ordonnance contre les crimes violents du 5.12.1939.

2. Les peines ci-dessus, dans la mesure où elles excèdent l'espace pénal actuel, pourront être punies de la réclusion pour quinze ans au plus, de la réclusion à vie ou de la peine de mort.

3. Outre la peine de mort ou la réclusion, la confiscation des biens est autorisée.

Le commandant en chef dans la zone de la guerre intérieure
signé. Hoepner
Colonel général

Annexe 10

Les 161 conspirateurs du 20 juillet 1944 qui figurent sur le tableau des morts et qui se sont suicidés, ont été exécutés ou ont été fusillés.

Beck, Ludwig, Generaloberst	suicide
Bernardis, Robert, Oberstleutnant	exécuté
Bernstorff, G. Albrecht von, Botschaftsrat a. D., Banquier	fusillé
Blumenthal, Hans-Jürgen Graf von, Major	exécuté
Boehmer, Hasso von, Oberstleutnant i. G.	exécuté
Bolz, Eugen, früherer Staatspräsident von Württemberg	exécuté
Boeselager, Georg von, Oberst	tombé
Bonhoeffer, Claus, Chefsyndikus der Lufthansa	fusillé
Bonhoeffer, Dietrich, pasteur évangélique	fusillé
Breidbach-Bürrenkeim, Randolph, Freiherr von	décédé
Brücklmeier, Eduard, Legationsrat im Auswärtigen Amt	exécuté
Caminecci, Oskar, Gutsbesitzer	exécuté
Canaris, Wilhelm, Admiral, Chef der Abwehr	fusillé
Cramer, Walter, Industrieller, Direktor der Stöhr-AG	exécuté
Delbrück, Justus, Fabrikant (décédé/camp de concen.sov.)	décédé/camp
Delp, Alfred, père jésuite	exécuté
Dieckmann, Wilhelm, conseiller d'État	exécuté
Dohna-Tolksdorf, Heinrich Graf zu, propriétaire terrien	exécuté
Dohnanyi, Hans von, conseiller à la Cour du Reich	fusillé
Dorsch, Hans Martin, premier-lieutenant	exécuté
Drechsel, Max Graf von, propriétaire terrien	exécuté
Erdmann, Hans Otto, lieutenant-colonel	exécuté
Elsas, Dr. Fritz, ancien deuxième maire de Berlin	fusillé
Engelhorn, Karl-Heinz, lieutenant-colonel en retraite	exécuté
Fellgiebel, Erich, général de la troupe de renseignement	exécuté
Finckh, Eberhard, colonel	exécuté
Fleischmann, Max, professeur d'université	suicide
Freytag-Loringhoven, Wessel, baron von, colonel	suicide
Frick, Walter, commerçant	fusillé
Gehre, Ludwig, capitaine	fusillé
Gloeden, Erich, architecte	exécuté
Gloeden, Elisabeth Charlotte, geh. Kutznitzki, épouse	exécutée
Goerdeler, Fritz, trésorier de la ville de Königsberg	exécuté
Goerdeler, Dr. Carl Friedrich, anciennement Reichspreis-kommissar et maire de Leipzig	exécuté
Gollnow, Herbert, secrétaire consulaire	exécuté
Groß, Nikolaus, dirigeant syndical chrétien et rédacteur	exécuté

Großcurth, Helmut, colonel G. en captivité en Russie.	décédé en captiv.
Guttenberg, Karl Ludwig Freiherr von, propriétaire terrien	fusillé
Habermann, Max, dirigeant syndical chrétien	suicide
Haeften, Hans Bernd von, conseiller de légation au ministère des Affaires étrangères	exécuté
Haeften, Werner von, lieut. et aide de camp de Stauffenberg	fusillé
Hagen, Albrecht von, syndic	exécuté
Hahn, Kurt, colonel	exécuté
Halem, Nicolaus von, commerçant	exécuté
Hamm, Eduard, ancien secrétaire d'État	suicide
Hansen, Georg, colonel	exécuté
Harnack, Ernst von, ancien Président du gouvernement	exécuté
Hase, Paul von, lieutenant général, commandant de Berlin	exécuté
Hassell, Ulrich von, ambassadeur allemand à Rome	exécuté
Haubach, Dr. Theodor, social-démocrate de premier plan	exécuté
Haushofer, Albrecht, professeur	fusillé
Hayessen, Egbert, major en retraite	exécuté
Helldorf, Wolf Graf von, chef de la police de Berlin	exécuté
Herfurth, Otto, major général	exécuté
Hoepner, Erich, colonel général	exécuté
Hofacker, Caesar von, lieutenant-colonel, Dr. jur.	exécuté
Hößlin, Roland von, major	exécuté
Hübener, Otto, directeur d'assurance	exécuté
Jäger, Friedrich, colonel	exécuté
Jennewein, Max, mécanicien	fusillé
Jessen, Jens, professeur d'économie nationale	exécuté
John, Hans, juriste	fusillé
Kaiser, Hermann, conseiller d'études	exécuté
Kempner, Franz, ancien secrétaire d'État	exécuté
Kiep, Otto, ambas. en retraite, ancien consul général d'Allem.	exécuté exécuté
Kissling, Georg Conrad, agriculteur	exécuté
Klamroth, Bernhard, lieutenant-colonel	exécuté
Klamroth, Hans Georg, commerçant, major d. R.	exécuté
Klausing, Friedrich-Karl, capit., aide/camp de Stauffenberg	exécuté
Kleist-Schmenzin, Ewald von, propriétaire terrien	exécuté
Knaak, Gerhard, major	exécuté

Koch, Dr. Hans, avocat	exécuté
Koerner, Heinrich, dirigeant syndical chrétien	fusillé
Kranzfelder, Alfred, capitaine de corvette	exécuté
Kuenzer, Richard, conseiller de légation	fusillé
Kutznitzki né. v. Liliencron, Elise Auguste	exécuté
Lampe, Adolf, professeur d'économie nationale	décédé
Lancken, Fritz von der, dir. d'internat, lieutenant-colonel	exécuté
Langbehn, Carl, avocat	exécuté
Leber, Dr. Julius, social-démocrate de premier plan	exécuté
Lehndorf-Steinort, Heinrich Graf von, propr. terr.	exécuté
Lejeune-Jung, Dr. Paul, syndic	exécuté
Leonrod, Ludwig, comte de, major	exécuté
Letterhaus, Bernhard, chef des catholiques. Ouvrier	exécuté
Leuninger, Franz, ancien. Secr. Gén. du syndicat chrétien des métallurgistes	exécuté
Leuschner, Wilhelm, chef social-démo., ancien de l'Intérieur hessois	exécuté
Lindemann, Fritz, général d'artillerie	fusillé
Lindemann, Else, épouse	suicide
Linstow, Hans-Ottfried von, colonel	exécuté
Litter, Hans, Dr. jur. collaborateur scientifique	exécuté
Lüninck, Ferdinand, comte de, Oberpräsident von Westfalen	exécuté
Lynar, Wilhelm Graf zu, Gutsbesitzer	exécuté
Maaß, Hermann, dirigeant du SPD et de la jeunesse	exécuté
Marogna-Redwitz, Rudolf Graf von, colonel	exécuté
Mareks, Karl, commerçant	fusillé
Matuschka, Michael, comte, directeur du gouvernement	exécuté
Meichssner, Joachim, colonel	exécuté
Mertz von Quirnheim, Albrecht, colonel i. G.	exécuté
Michel, Karl, lieutenant-colonel G. (tué dans un commando de la mort)	tué/cdo mort
Moltke, Helmuth, comte von, avocat	exécuté
Müller, Dr. Otto, prélat	décédé/prison
Mumm von Schwarzenstein, Herbert, conseiller de légation en retraite	exécuté
Munzinger, Ernst, lieutenant-colonel	fusillé

Nebe, Arthur, chef du Reichskriminalamt	exécuté
Nieden, Wilhelm zur, directeur général	exécuté
Oertzen, Ulrich von, major	suicide
Olbricht, Friedrich, général d'infanterie	exécuté
Oster, Hans, major général	fusillé
Perels, Friedrich Justus, conseiller juridique de l'Église confessante	fusillé
Planck, Erwin, ancien secrétaire d'État	exécuté
Plettenberg, Kurt Freiherr von, président de chambre	suicide
Popitz, Johannes, Dr. Prof., ministre prussien des Finances	exécuté
Rabenau, Friedrich von, général	fusillé
Rathgens, Karl-Ernst, lieutenant-colonel en retraite	exécuté
Reichwein, Adolf, prof. et social-démocrate de premier plan	exécuté exécuté
Reinhold, Franck, avocat	exécuté
Roenne, Alexis Freiherr von, colonel e.G.	exécuté
Rommel, Erwin, maréchal général	suicide
Sack, directeur ministériel et juge en chef de l'armée	fusillé
Sadrozinski, Joachim, lieutenant-colonel en retraite	exécuté
Salviati, Hans-Viktor von, major	fusillé
Schack, Adolf Friedrich Graf von	exécuté
Schleicher, Rüdiger, Ministerialrat, professeur de droit	fusillé
Schneppenhorst, Ernst, ancien. dirigeant syndical	fusillé
Scholz-Babisch, Friedrich, propriétaire terrien	exécuté
Schöne, Herbert, colonel	exécuté
Schräder, Werner, lieutenant-colonel exécuté	exécuté
Schulenburg, Fritz-Dietlof, Comte v. d., Pré. du gouver.	exécuté
Schulenburg, Werner, Graf v. d., Ambassadeur d'Alle.	exécuté
Schulze-Büttger, Georg, colonel en retraite	exécuté
Schwamb, Ludwig, soci.-démo. de premier plan, ancien conseiller d'État	exécuté
Schwerin v. Schwanefeld, Ulrich Wilh. Graf, propriétaire terrien	exécuté
Sierks, Hans-Ludwig, architecte municipal fusillé	fusillé
Smend, Günther, lieutenant-colonel en retraite exécuté	exécuté
Sperr, Franz, ancien ambassadeur bavarois à Berlin	exécuté
Staehle, Wilhelm, colonel en retraite	fusillé

Stauffenberg, Berthold Schenk Graf v., juge de la marine	exécuté
Stauffenberg, Claus Schenk Graf von, colonel en retraite	fusillé
Steinaecker, Hans-Joachim, baron v., colonel a. D. exécuté	exécuté
Stieff, Helmuth, major général	exécuté
Strünck, Theodor, directeur d'assurance	fusillé
Stülpnagel, Carl-Heinrich von, général d'infanterie	exécuté
Thadden, Elisabeth von, directrice d'internat	exécutée
Thiele, Fritz, général de corps d'armée	exécuté
Thoma, Busso, major	exécuté
Thüngen, Freiherr von, Lieutenant général	exécuté
Tresckow, Henning von, Major général	suicide
Tresckow, Gerd von, lieutenant-colonel	suicide
Trott zu Solz, Adam von, conseiller de légation au ministère des Affaires étrangères	exécuté
Üxküll, Nikolaus Graf von, colonel en retraite	exécuté
Voigt, Fritz, ancien commissaire de police, social-démocrate	exécuté
Voss, Hans-Alexander von, lieutenant-colonel en retraite	suicide
Wagner, Eduard, général d'artillerie, quartier-maître général	suicide
Wagner, Siegfried, colonel	suicide
Wehrle, Hermann, aumônier	exécuté
Wentzel-Teutschenthal, Carl, propriétaire terrien	exécuté
Wirmer, Joseph, avocat	exécuté
Wiersich, Oswald, ancien. dirigeant syndical	exécuté
Witzleben, Erwin von, maréchal général	exécuté
Yorck von Wärtenburg, Peter Graf, conseiller d'État	exécuté
Ziehlberg, Gustav von, lieutenant-général	exécuté

On remarque que parmi les personnes exécutées ci-dessus, 70 étaient des officiers. 55 conspirateurs appartenaient à la noblesse, dont 10 propriétaires terriens. Le principal cercle de conspirateurs siégeait au commandement suprême de l'armée, sept autres au commandement suprême de la Wehrmacht. Au total, sur les 30 officiers connus aujourd'hui au sein des deux services, 26 ont été condamnés à mort et exécutés pour trahison et haute trahison. Malgré cela, d'autres conspirateurs ont pu poursuivre leur trahison jusqu'à la fin de la guerre.

Annexe 11

Un « certificat de bonne conduite » raté – c'est ainsi que l'on appelait à l'époque, lors de la dénazification, la tentative d'obtenir un meilleur classement lors des procès grâce à des témoignages à décharge - qui fut présenté au tribunal de Nuremberg en 1948, lors du procès de la Wilhelmstrasse, pour disculper les frères Kordt qui, malgré leur résistance, étaient également mis en examen. Il parle de lui-même :

> *« Moi, le Très Honorable Robert Gilbert Baron Vansittart, G. C. B., G. C. M. G. V. O., conseiller privé et ancien sous-secrétaire d'État permanent aux Affaires étrangères de Denham Place, Denham dans le comté de Bucks, Angleterre, je déclare solennellement et sincèrement ce qui suit : que depuis ma déclaration statutaire du 12 août 1948 concernant les frères Kordt, j'ai vu certaines des allégations que M. Theo Kordt a faites pour le baron von Weizsäcker. Il s'agit d'une tentative de construire une légende irresponsable qui doit être réfutée dans l'intérêt de l'histoire.*
>
> *Toute la base de mon attitude vis-à-vis de l'Allemagne était la conviction qu'une opposition réelle et efficace n'y existait pas et n'y existerait pas. Cette hypothèse a été pleinement justifiée par les événements et ne doit pas être obscurcie par des discours a posteriori, à une époque où la plupart des Allemands s'efforcent de dissimuler leur passé nazi.*
>
> *J'ai entendu diverses rumeurs concernant différents généraux qui avaient toujours l'intention de faire quelque chose qu'ils ne faisaient jamais. J'avais connaissance du fait que les actions de Hitler suscitaient une certaine inquiétude dans certains milieux allemands, inquiétude qui ne se traduisait jamais par une action. Si j'avais jamais cherché avec espoir un mouvement de résistance en Allemagne, je ne m'attendais pas à en trouver un au ministère allemand des Affaires étrangères. Et si j'avais eu des illusions de ce genre, je n'aurais rien espéré de la part des frères Kordt. Ni le service allemand des affaires étrangères en général, ni les frères Kordt n'ont fait quoi que ce soit. Toute affirmation ultérieure de leur part sur un héroïsme délicat est donc un mythe. Je ne me souviens pas non plus d'une quelconque opposition active de la part de Weizsäcker.*
>
> *J'étais toujours prêt à écouter toute personne qui laissait entrevoir une possibilité, même nébuleuse, de résistance à Hitler. C'est ainsi que j'ai prêté*

une oreille attentive au Dr Goerdeler, que je considérais comme sincère, courageux et plein d'espoir pour rien. Il a payé ses illusions de sa vie. Personne n'aurait pu classer les frères Kordt dans la même catégorie ; ils sont restés confortablement au service des nazis.

M. Theo Kordt parle sans cesse de 'l'opposition allemande', sans jamais la décrire précisément ni entrer dans les détails. Il a eu raison de le faire, car elle ne s'est jamais concrétisée. C'est donc une impertinence de parler ici du 'maintien d'une coopération confiante entre l'opposition allemande d'une part et le gouvernement britannique d'autre part'. De même, c'est une fiction de me mettre dans la bouche que j'aurais jugé préférable pour lui et son frère de rester à leur poste. Ni moi ni mes amis n'avons pensé cela. Lorsqu'il est devenu clair que les Kordt étaient tous deux désireux de poursuivre leur carrière sous le régime nazi, ils ne méritaient évidemment plus aucune attention ni aucun intérêt. Les seules communications que j'ai reçues par la suite de l'un des Kordt provenaient de Monsieur Theo Kordt, qui m'a demandé un quelconque avantage personnel après l'effondrement final de l'Allemagne. Je n'en ai pas tenu compte.

Et je fais cette déclaration solennelle en croyant sincèrement qu'elle est vraie et sur la base des dispositions du Statutory Declarations act 1935.

Déclarée au numéro 41 de Whitehall, dans la City de Londres, Angleterre, ce 31 août 1948.

Signé . Vansittart

Précédé de . F. W. Grain

notaire public de Londres ».

Cette déclaration dit tout, mais surtout que la trahison ne paie jamais.

INDEX

Abetz, Otto, 118
Accoce, Pierre, 265
Adam, Wachtmeister, 68
Adenauer, Konrad Dr, 14, 214, 241
Albrecht, Dr Ambassadeur, 262
Ardenne, Manfred von, 313
Arends, 36
Arends, Ltd, 36, 42
Ascher, 226
Aßmann, Kurt, 55, 327
Badoglio, Pietro, 241
Bagge, Erich Dr, 296, 297
Bahr, Egon, 271
Balzer, Karl, 19, 107, 165, 187, 203, 211, 265, 268, 292, 293, 295, 357
Bargatzky, Walter, juriste, 119, 147
Barth, Robert, 261
Bartz, Karl, 216, 217, 218, 357
Beaulaque, Villard, 287
Bechtel, Günter, 61
Beck, Ludwig, 14, 52, 81, 89, 92, 109, 113, 116, 117, 145, 233, 244, 247, 249, 286, 339
Behrens, Karl, 270
Beldin, général soviétique, 201
Below, Nicolaus von, 328
Bentivegni, 226
Berger, sténographe, 55, 71
Bernardis, Robert, 182
Bernstorff, Albrecht G. von, 339
Bertram, Ludwig, 47
Bismarck-Schönhausen, Gottfried Graf von, 49, 52
Blackett, professeur, 309
Blank, Theodor, 14
Blumenthal, Hans Jürgen Graf von, 339
Blumentritt, Günter, 113, 114, 117, 118, 119, 122
Bock, Fedor von, 103
Bodenschatz, Karl, 55, 327
Boehme, Karl, 269
Boehmer, Hasso von, 339
Boeselager, Georg von, 339
Bohr, Niels, professeur, 295, 296, 298, 304, 305, 307
Boineburg-Lengsfeld, Hans von, 114
Bolz, Eugen, 339
Bonhoeffer, Claus, 55, 339
Bonhoeffer, Dietrich, 216, 314, 339
Bonhoeffer, Karl Friedrich, 315
Bor, Peter, 236
Borgmann, 55
Bormann, Martin Reichsleiter, 303, 360
Borne, von dem, 163
Brandt, Heins, 55, 69, 71, 99
Brandt, Willy, 271, 327
Brasser, lieutenant-colonel, 213
Brauchitsch, Walter von, 34, 35, 163, 210, 221, 222, 223
Braun, Wernher von, 283, 289
Brehme, marjor général, 115
Breidbach-Bürrenkeim, Randolph, Freiherr von, 339
Brejnev, Léonid, 22
Brockdorff, Erika Gräfin von, 261, 269
Brown, Anthony Cave, 125, 128, 135, 137, 139, 153, 357
Brücklmeier, Eduard, 339
Bryans, Lonsdale, 214, 215, 216, 217, 223
Buch, Eva, 270
Buck, lieutenant, 38
Buhle, Walter, 55, 67, 68, 328
Bülow-Schwante, von, 243, 244, 250
Burckhardt, Carl J., 245, 246
Burgdorf, Wilhelm, 158, 169, 178
Bürkner, Léopold, 238

Busche, Axel von dem, 105
Bütefisch, H. dir. pro. atomique, 307, 315
Butz, Arthu R., 238, 357
Buwert, Hans, 112
Caminecci, Oskar, 339
Canaris, Wilhelm, 82, 125, 127, 178, 195, 214, 216, 226, 227, 229, 233, 236, 238, 239, 240, 241, 242, 246, 247, 249, 250, 251, 268, 288, 291, 339, 357, 358
Carell, Paul, 128, 129, 131, 148, 357
Carstens, Carl, Président fédéral, 11, 15
Casement, Roger sir, 323
Chamberlain, Neville, 211, 244, 245, 246, 248, 357
Chifley, ministre-président australien, 279
Churchill, Winston sir, 112, 182, 242, 244, 286
Ciano, Graf von Galeazzo, 225
Clausewitz, Karl von, général prussien, 326
Clemenceau, Georges, 324
Cockeroft, J. D. docteur, 308, 309
Colvin, Jan, 240, 242, 357
Coppi, 261
Cords, Helmut, 54, 60
Cramer, Walter, 339
Cruchmann, lieutenant, 230
Dahlerus, Birger, 211
Daladier, Edouard, 259
Dallin, J. David, 198
Daniloff, Anton, 272
Davignon, vicomte, 225
Debye, Dr, 299
Delbrück, Justus, 339
Delmer, Sefton, 183, 283
Delp, Alfred, 80, 339
Detalmo, Pirzio Biroli, 214, 215
Diebner, Kurt Dr, 296, 300, 302, 309, 315
Dieckmann, Wilhelm, 339
Dietl, Président du gouvernement, 228
Dietrich, Sepp, 115, 154
Dogherty, 248
Dohnanyi, Hans von, 81, 82, 216, 221, 222, 339
Dohna-Tolksdorf, Heinrich Graf zu, 339
Dönitz, Karl, 25, 102, 118, 123, 124, 278, 325, 326, 357
Dornberger, Walter Dr, 283, 289
Dorsch, Hans Martin, 339
Drechsel, Max Graf, 339
Dulles, Allen Welsh, 153, 357
Ehmke, Horst, 271
Eifler, Erna, 261
Einsiedel, Horst von, 80
Einstein, Albert, 298, 305
Eisenhower, Dwight D., 119, 128, 129, 133, 139, 140, 144, 285, 290, 324
Elsas, Fritz Dr., 339
Elsner, Johann Georg, 95, 96, 101
Engelhorn, Karl-Heinz, 339
Erdberg, Alexander, 264, 270
Erdmann, Hans Otto, 339
Erfürth, Waldemar, 225
Esau, professeur, 306, 307
Escaille, de l', 226
Esch, Udo Dr, 156
Evans, Philipp Conwell, 243, 247, 248
Fabry, Philipp W., 189
Falkenhausen, Gotthard von, 109, 251, 252
Falley, major général, 142
Fehler, lieutenent capitaine, 277
Feiling, Keith, 244, 245, 357
Fellgiebel, Erich, 48, 67, 68, 69, 71, 72, 86, 89, 105, 196, 200, 293, 294, 320, 339
Fermi, Enrico, 298, 300, 310

Feuchtinger, général, 143
Filbinger, Ministre-président, 135
Finckh, Eberhard, Ludwig, 113, 339
Fleischmann, Max, 339
Fließbach, major, 61
Foertsch, Hermann, 265
Franco, Franzisco, 239, 240
Frank, Gerhard, ingénieur, 291
Franz, Ernst, Dr, 160
Frederick, Hans, 285
Freisler, 179, 180, 181
Frenzel, Alfred, 266
Freyend, Ernst John von, 67, 68
Freytag-Loringhoven, Wessel, baron von, colonel, 339
Frick, Walter, 339
Frisch, Otto, Dr, 295, 296
Fritzsche, Hans, 49, 54, 60
Fromm, Fritz, 46, 47, 48, 49, 52, 53, 54, 55, 58, 62, 63, 64, 70, 78, 82, 90, 92, 111, 114, 181, 302
Gaevernitz, Gero von, 98
Ganzenmüller, Dr, 206
Gaulle, Charles de, 112, 241, 260
Gees, 36, 38
Gehlen, Reinhard von, 124, 126, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 200, 271, 358
Gehre, Ludwig, 339
Gehrke, Rudolf, 61, 62, 206
Gehrtz, Erwin, colonel, 269
Gerlach, Walter, professeur, 296, 297, 298, 303, 304, 309, 310, 311
Gersdorff, Rudolf, Christoph, comte de, 84, 97, 99, 101, 102, 103, 104, 151, 152, 153, 358
Gerstenmaier, Eugen, 16, 49, 80, 212
Geyr, Leo von Schweppenburg, 150, 164, 165
Giesler, Hermann, 106, 358
Gilbert, Jean (alias v. Trepper, Leopold), 273
Gisevius, Hans-Bernd, 46, 49, 52, 60, 87, 216, 246, 267, 275
Gläserner, Wolfgang, colonel, 59
Gloeden, Elisabeth Charlotte, 339
Gloeden, Erich, 339
Goebbels, Joseph, 22, 35, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 52, 58, 61, 63, 64, 136, 180, 277, 317, 330
Goerdeler, Carl, Friedrich, 81, 87, 109, 111, 145, 156, 157, 169, 179, 185, 222, 244, 249, 250, 251, 252, 267, 276, 339, 345, 360
Goerdeler, Fritz, 339
Gollnow, Herbert, 339
Gollnow, Hermann, 269
Gollnow, Werner, 268
Gorbach, Alfons, 13
Göring, Hermann, 18, 33, 37, 105, 211, 238, 297, 302, 306, 309, 329, 330, 331
Görlitz, Walter, 265
Gorn, colonel, 48, 331
Goudsmit, Dr., 311
Graudenz, Johannes, 261, 269
Greiner, Helmuth, 186, 187, 358
Grimme, Adolf, Dr, 264, 269, 270
Groß, éditeur, 24
Groß, Nikolaus, 339
Großcurth, Helmut, 339, 358
Großvogel, Leo, 273
Grotewohl, Otto, 259
Groth, Wilhelm, 297
Guderian, Heinz, 42, 65, 83, 145, 150, 151, 153, 157, 253
Guderian, Heinz, G, fils de, 157
Gussow, étudiant, 269
Guttenberg, Karl Ludwig, comte de, 339
Guttenberg, Ludwig, comte de, 339
Habermann, Max, 339
Haeften, Hans Bernd von, 339
Haeften, Werner von, 67, 339
Hagen, Albrecht von, 104, 339

Hagen, Hans W. Dr, 31, 34, 358
Hahn, Kurt, 339
Hahn, Otto, professeur, 295, 296, 302, 306, 313, 358
Haider, Franz, 189, 195, 211, 222, 236, 252, 357
Halem, Nicolaus von, 339
Halifax, Edward lord, 210, 214, 215, 216, 217, 221, 223, 244, 245
Hamm, Eduard, 339
Hammerstein, Kurt, comte de, 49, 60, 202, 210, 234, 286
Hansen, Georg, colonel, 178, 285, 287, 339
Hardenberg, Carl Hans Graf von, 103, 104
Harnack, Arvid Dr, 264
Harnack, Arvid, Dr, 261
Harnack, Ernst von, 339
Harnack, Mildred, 269
Harnack, Mildred, Dr, 261
Harteck, Paul, professeur, 296, 297, 302, 307, 314, 315
Hase, Paul von, 33, 36, 37, 38, 40, 44, 45, 48, 58, 180, 339, 358
Hassel, colonel, 197
Hassel, Ulrich von, 214, 339
Hassell, Fey von, 214
Haubach, Theodor, Dr, 339
Haushofer, Albrecht, professeur, 339
Hausser, Paul, 151
Hayessen, Egbert, 33, 48, 339
Heilmann, Horst, 261, 269
Heim, Ferdinand, lieutenant général, 187, 192, 193
Heinemann, général d'Artillerie, 290
Heisenberg, Werner, 287, 296, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 307, 309, 310, 315, 360
Helldorf, Wolf-Heinrich Graf von, 49, 52, 60, 112, 178, 339
Henderson, Neville, 210
Henk, Emil, 267
Henkel, Hans, 269
Hennecke, amiral, 132
Henninger, Hans Gerhard, 269
Hepp, professeur, 21, 22, 23
Herbert, Wehner, 259, 271
Herff, von, lieutenant, 163
Herfurth, Otto, 339
Herold, Directeur de l'usine Leuna, 315
Herrnstadt, Rudolf, 270
Hertz, Gustav, 313
Hess, Wolf-Rüdiger, fils de Rudolf Hess, 264
Heusinger, Adolf, 55, 68, 252, 253, 327, 358
Heuss, Président fédéral, 13, 214
Heyde, Herber von der, 61
Heydrich, Reinhard, 238, 291
Heyke, 230
Himmler, Heinrich, 41, 54, 60, 63, 64, 65, 73, 74, 102, 105, 111
Himpel, Helmut, 261, 269
Hindenburg, Paul von, 80, 120
Hitler, Adolf, 4, 16, 17, 18, 27, 33, 34, 35, 40, 42, 48, 49, 50, 52, 53, 54, 55, 64, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 78, 79, 80, 83, 84, 86, 87, 90, 92, 95, 96, 97, 98, 99, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 110, 111, 113, 114, 115, 117, 119, 122, 124, 125, 127, 128, 129,144, 145, 146, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 158, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 172, 178, 179, 181, 182, 183, 185, 186, 188, 189, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 200, 206, 207, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 216, 217, 218, 221, 222, 225, 228, 231, 232, 233, 234, 239, 240, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 251, 252, 255, 256, 259, 270, 275, 286, 289, 290, 306, 317, 318, 319,

320, 323, 324, 325, 327, 328, 344, 358, 360
Hochhut, 135
Hoepner, Erich, 46, 49, 54, 61, 62, 63, 77, 81, 88, 89, 92, 180, 182, 332, 333, 334, 335, 337, 338, 339
Hofacker, Caesar von, 93, 112, 113, 115, 117, 144, 147, 157, 158, 169, 339
Hoffmann, Peter, 80, 92, 100, 358, 359
Hohenthal, colonel, 286, 287
Höhne, Heinz, 236, 358
Horst, Dr, 136
Hübener, Otto, 339
Huch, Ricarda, 263
Hummerow, Hans, 269
Huppenkothen, Walter, 226
Husemann, Walter, 261
Hutton, R. S. professeur, 308
Irving, David, 136, 150, 157, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 187, 188, 191, 290, 291, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 303, 304, 306, 308, 309, 310, 311, 312, 314, 358, 359
Jackson, principal procureur des USA à Nuremberg, 262
Jacob, Franz, major, 45, 46, 267
Jäger, Friedrich, colonel, 339
Jäger, Fritz, colonel, 54
Jauch und Hübner, usine, 82
Jefrenoff, Konstantin, 273
Jennewein, Max, 339
Jernström, Erik (alias Efremov, Konstantin), 272
Jessen, Jens, 339
Jodl, Alfred, 55, 114, 124, 128, 133, 145, 228, 325, 328
John, Hans, juriste, 339
John, Otto, Dr, 13, 73, 183, 262, 263, 283
Jung, Edgar, J., 80
Jünger, Ernst, 136
Jürgens, Oskar, 284
Kaiser, Hermann, 339
Kaltenbrunner, Ernst, 157, 360
Kasper, Hans, 46
Kehrig, Manfred, 188, 189, 359
Keitel, Wilhelm, 48, 52, 53, 67, 68, 69, 71, 92, 102, 107, 114, 118, 153, 157, 158, 193, 228, 251, 265, 328
Kempner, Franz, 339
Kempner, Robert Max Wasilij, prof., 262
Kennedy, John F., 22, 238
Kerchove, A. de, 225
Kessler, général, 277, 278
Kiep, Otto, 249, 339
Kirchheim, général, 157, 158, 163
Kirkpatrick, Ivone, sir, 210, 211, 286
Kissling, Georg, Conrad, 339
Klamroth, Bernhard, lieutenant colonel, 339
Klamroth, Hans Georg, 339
Klausen, 204, 205
Klausing, Friedrich, Karl, 49, 59, 60, 182, 339
Kleist-Schmenzin, Ewald Heinrich von, 49, 53, 54, 105, 210, 211, 339
Kluge, Günter von, 97, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 121, 122, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 159
Knaak, Gerhard, 178, 339
Knabe, Konrad, 228, 359
Knochen, Dr, 115
Koerner, Heinrich, 339
Köllner, 59
Konoye, Fürst, 204
Kordt, Erich, 96, 97, 202, 203, 243, 244, 248, 249, 344, 345, 359
Kordt, Theo, 244, 245, 248, 250, 344, 345
Korten, Günter, 55, 71, 327

Kortzfleisch, von, 43, 48, 54, 55
Kossmann, Bartolomäus, 111
Kraewel, von, 115
Krancke, 118
Kranzfelder, Alfred, 339
Krause, Anna, 261, 269
Kretschmer, lieutenant, 149
Krieg, Monseigneur, 213
Kruyt, John, Jan, William, pasteur, 273
Kuban, 61
Küchenmeister, Walter, 261, 269
Kuckhoff, Adam, 261, 263, 269, 270, 274
Kuckhoff, Greta, 261, 263, 269
Kunze, 55
Küpfmüller, 277
Kutznitzki, Elise Auguste, 339
Lademann, von, 164
Lampe, Adolf, 339
Lancken, Fritz von der, 43, 49, 339
Lang, Hptm, 162
Langbehn, Carl, 339
Lascar, Michael rum général, 193
Lattmann, colonel, 162
Laue, Max von, professeur, 296, 303
Leber, Julius, Dr, 80, 267, 339
Leeb, général, 302
Lehndorf-Steinort, Heinrich Graf von, 87, 339
Leiber, Robert, père, 214, 216, 226
Lejeune-Jung, Paul, 339
Lemmer, Ernst, Ministre fédéral, 266, 267
Lenz, Friedrich, Dr, 214, 359
Leonrod, Ludwig, comte de, 49, 53, 178, 339
Letterhaus, Bernhard, 339
Leuninger, Franz, 339
Leuschner, Wilhelm, 145, 188, 250, 251, 339
Liedig, Franz, 229
Lincoln, Abraham, 238
Lindemann, Else, 339
Lindemann, Fritz, 339
Lindemann, Fritz, général, 46, 60, 105
Linstow, Hans-Ottfried von, 115, 118, 119, 339
Litter, Hans, Dr, 339
Lochner, Louis, 286
Long, 199
Louis Ferdinand, prince de Prusse, 13, 286
Ludendorff, Erich, 120
Lüninck, Ferdinand, comte de, 339
Lüttwitz, Ludwig von, comte de, 150
Lynar, Wilhelm Friedrich Graf zu, 339
Maaß, Hermann, 339
Macdonald, 243
Magruder, 250
Maisel, Ernst, lieutenant général, 158
Makaroff, Michail, 272
Manstein, Erich von, 189
Marie-José, princesse, 226
Marogna-Redwitz, Rudolf Graf von, 339
Marras, général, 225
Matuschka, Michael Graf, 339
Maywald, 230
Meichssner, Joachim, 83, 339
Meitner, Lise, Dr, 295
Melliand, Marcel, 270
Mertz, Quirnheim, Albrecht von, 36, 42, 48, 53, 59, 61, 62, 73, 339
Messerschmitt, Willy, professeur, 277
Meyer, J. C., Dr, 264
Meyer, Kurt, 115
Meyer-Detring, 137, 149
Michel, Karl, Dr, 339
Michel, Roger, 124, 126
Middleward, Harold, 285
Milch, Erhard, maréchal, 206, 291, 301, 302

Müller, Christian, 78
Müller, Josef, 213, 229, 235, 240
Müller, Otto, Dr, 213, 214, 216, 339
Mumm von Schwarzenstein, Herbert, 339
Munzinger, Ernst, 339
Mussolini, Benito, 55, 67, 225, 239
Napoléon Ier, 97, 194
Nebe, Arthur, 60, 339
Nicoll, Peter, H., 14, 183, 359
Nieden, Wilhelm, 339
Niekisch, Ernst, 269
Nieuwenhuys, 235
Noots, H., 213
Norman-Montagu, 246
Nostiz, Gottfried, 250
Oberg, 115, 118, 121, 122
Oelze, Hans, 133
Oertzen, Hans Ulrich, 48, 339
Olbricht, Friedrich, 34, 36, 42, 43, 46, 48, 49, 52, 53, 54, 61, 62, 63, 78, 81, 82, 89, 111, 252, 253, 339
Osborne, Francis d'Arcy, sir, 215, 216, 221, 235
Oshima, ambassadeur japonois, 203
Oster, Hans, 81, 82, 96, 97, 125, 195, 214, 216, 221, 222, 223, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 241, 242, 247, 249, 250, 265, 276, 286, 339
Pannwitz, von, général, 324
Pash, colonel, 313
Paul VI, pape, 235
Paul, Elfriede, Dr méd., 269
Paulus, Friedrich, 193
Pemsel, général, 141, 150, 151, 153
Perels, Friedrich, 339
Pétain, Philippe, 240
Pie XII, 216, 235
Pieck, Wilhelm, 259
Piekalkiewicz, Janusz, 140
Piepenbrock, H., 238
Piffrader, 73
Pilsudski, 243
Planck, Erwin, 314, 339
Plasche, von der, 237
Plettenberg, Kurt, comte de, 339
Popitz, Johannes, Dr. prof., 339
Porsche, prof., 302
Pose, K., prof., 313
Prigge, Dr., 117
Puttkammer, Karl, Jesso, von, 55, 194
Quet, Pierre, 265
Rabenau, Friedrich von, 339
Rado, Alexander, 197, 198, 266
Radtke, Arthur, Dr., 322
Ramin, Barnim, 61
Rathgens, Karl-Ernst, 339
Rattenhuber, Brigadeführer, 70, 196
Reichwein, Adolf, prof., 80, 267, 339
Ribbentrop, Anneliese von, 210, 211, 237, 240, 243, 265, 266, 359
Riehl, Nikolaus, prof., 312
Ritter, Gerhard, 81, 265, 360
Rittmeister, John, Dr., 261
Roeder, Manfred, conseiller à la cour suprême, 360
Roenne, Alexis, comte de, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 148, 165, 187, 339
Rohleder, colonel, 226
Röhrig, 59
Roloff, Helmut, 270
Rommel, Erwin, 107, 108, 110, 111, 113, 119, 121, 123, 132, 133, 134, 136, 138, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 252, 290, 339, 359, 360
Roosevelt, Franklin, Delano, 298
Roosevelt, Franklin, Dwight, 112, 246, 247
Rosbaud, Paul, Dr., 287, 295, 308, 309

Rössler, Rudolf Karl, 264, 265, 266, 275
Rundstedt, Gerd von, 108, 109, 113, 130, 132, 133, 137, 138, 145, 149, 150, 154, 161, 210, 251, 252, 290
Sack, Karl, 339
Sadrozinski, Joachim, 339
Saefkow, Jacob, 267
Salmuth, von, général, 131
Sas, J. G., 228, 234
Sauckel, Gauleiter, 309
Sauerbruch, prof., 77
Schaal, Ferdinand, 92
Schabbel, Clara, 261
Schacht, Hjalmar, 360
Schack, Adolf, Friedrich, Graf von, 339
Schady, 62
Schaefer, Philipp, Dr., 269
Scheel, Heinrich, 269
Scheidemann, 22
Scheliha, Rudolf von, 250, 261, 262, 268, 270
Scherff, 328
Schirach, Baldur von, 318
Schleicher, Kurt von, 79, 202
Schleicher, Rüdiger von, 339
Schleif, Elly, Lotte, 269
Schlieben, général, 142
Schlösinger, Rose, 270
Schmidhuber, Wilhelm, 213, 215, 221, 222, 226
Schmidt, H., 179
Schmundt, Rudolf, 55, 69, 71, 102, 104, 145, 158, 327
Schneppenhorst, Ernst, 339
Schnieper, Xaver, Dr., 197, 266
Scholz, Paul, 269
Scholz-Babisch, Friedrich, 339
Schöne, Hermann, 339
Schönhöffer, Monseigneur, 213, 215
Schörner, Ferdinand, 18
Schottmüller, Oda, 261, 269
Schramm, Wilhelm, Ritter von, 118, 121, 145, 146, 147, 165, 265, 360
Schulenburg, Fritz, Dietlof, Graf von der, 339
Schulenburg, Fritz, Dietloff, Graf von der, 109, 267
Schulenburg, Werner, Graf von, 339
Schulte-Neuhaus, général, 43
Schulze-Boysen, Harro, 261, 263, 269, 270, 274
Schulze-Büttger, Georg, 339
Schumacher, Elisabeth, 261
Schumacher, Otto, 261
Schwamb, Ludwig, 339
Schwenk, 267
Schwerin, Gerd von, Generalleutnant, 144
Schwerin-Schwanefeld, Ulrich, Wilhelm, Graf von, 49
Seeckt, von, 234
Seek, Otto, 23
Seydlitz-Kurzbach, Walter von, 193
Shapiro, Daniel, colonel, 283
Siebert, 31, 32, 38
Smend, Günther, 178, 339
Sonderegger, 229
Sorge, Richard, 201, 202, 203, 204, 205, 207, 243
Specht, général, 55
Speer, Albert, 24, 63, 206, 301, 302, 303
Speidel, Hans, 110, 111, 113, 119, 132, 133, 135, 136, 137, 138, 140, 142, 143, 144, 145, 146, 150, 152, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 165, 166, 167, 290, 360
Sperr, Franz, 339
Sperrle, Hugo, 114, 117, 213
Spitzy, 249
Staehle, Wilhelm, 339
Stagg, John, 139
Staline, Joseph, 186, 188, 191, 197, 207, 248, 259, 312

Stang, 229
Staubwasser, Anton, 136
Stauffenberg, Bertold, Schenk, Graf von, 45, 46, 47, 48, 49, 52, 53, 54, 55, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 98, 104, 105, 109, 111, 113, 117, 125, 167, 181, 249, 263, 267, 268, 285, 287, 319, 320, 339, 359
Steinaecker, Hans-Joachim comte de, 339
Stepp, 73
Stieff, Helmuth, 67, 99, 104, 105, 106, 114, 178, 200, 205, 265, 339
Stoebe, Ilse, 250, 261, 269, 270
Strassmann, Fritz, Dr., 295, 296, 298
Strauss, député juif, 95
Streich, général, 163
Streve, colonel, 67
Strölin, 111, 168, 360
Strünck, Theodor, 339
Studnitz, H. G. von, 262
Stülpnagel, Carl, Heinrich von, 108, 109, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 122, 144, 146, 151, 154, 156, 159, 169, 339
Sudholt, Gert, 360
Suner, Ramon, Serrano, 240
Szczribczynski, Leo, 270
Szilard, 298
Tangermann, 154
Teller, 298
Telschow, D., 302
Terrassa, Juan, 286
Terwiel, Maria, 261, 269
Teschenmacher, Friedrich Wilhelm, capitaine, 227
Teschenmacher, lieutenant-colonel, 213
Teske, colonel, 322
Teuchert, von, 119, 147
Thadden, Elisabeth, von, 339
Thiele, Fritz, 178, 197, 200, 265, 339
Thiessen, prof., 302
Thoma, Busso, 339
Thomas, Georg, 222, 265
Thomfor, directeur, 269
Thorez, Maurice, 259
Thüngen, comte de, 339
Todt, 334
Traxl, Alfred, 269
Tresckow, Gerd von, 339
Tresckow, Henning von, 339
Trotha, Dietrich, 80
Trott zu Solz, Adam von, 80, 250, 339
Ugaki, 204
Uitweer, Post, 237
Unruh, Gerhard, général, 109
Üxküll-Güllenbrand, Nikolaus, Graf von, 339
Vansittart, Robert, Gilbert, 247, 248, 250, 286, 344, 345
Verlaine, Paul, 131, 133, 134, 137
Vigon, 239
Vincente, Sierra, 273
Voigt, Fritz, 339
Voss, Hans-Alexander, 55, 328, 339
Wagner, Eduard, 67, 105, 111, 113, 200, 205, 339
Wagner, Rudolf-Günther, 46
Wagner, Siegfried, 339
Waibel, Max, Dr. major, 265
Walendy, Udo, 279, 280, 360
Warlimont, Walter, 114, 328
Wehrle, Hermann, 339
Weinkauff, 12
Weisenborn, Günter, 263, 269
Weißkopf, 298
Weißloch, L., Dr., 266
Weizsäcker, 202, 244, 245, 247, 249, 287, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 310, 311, 314, 344, 361
Welsh, capitaine, 308

Wentzel-Teutschenthal, Carl, 339
Wiegmann, 149
Wiersich, Oswald, 339
Wigner, 298
Wilmot, Chester, 129
Wilson, Horace, 244
Winterink, 273
Wirmer, Joseph, 339
Wirth, Josef, 199
Wirtz, Karl, Dr., 287, 296, 299, 300, 302, 309, 310, 315
Witzleben, Erwin von, 49, 51, 60, 63, 81, 87, 89, 92, 118, 180, 181, 246, 339
Wolfram, Eberhard, 161
Wolters, lieutenant, 33, 35
Yorck von Wärtenburg, Peter, Graf, 339
Yotoku, Miayagi, 204
Youkelisch, 204
Ziehlberg, Gustav von, 339
Zimmermann, Bodo, 137
Zischka, Anton, 279

BIBLIOGRAPHIE

An Cosantóir Dublin 1950, Nr. 1.

Balzer, Karl, „Der 20. Juli und der Landesverrat", Verlag K. W Schütz KG, Preußisch Oldendorf 1967.

Balzer, Karl, „Sabotage gegen Deutschland", Verlag K. W Schütz KG, Preußisch Oldendorf 1974.

Balzer, Karl, „Verschwörung gegen Deutschland", Verlag K. W Schütz KG, Preußisch Oldendorf 1978, 2. Auflage 1981.

Bartz, Karl, „Tragödie der deutschen Abwehr", Verlag K. W Schütz KG, Preußisch Oldendorf 1972.

Bor, Peter, „Gespräche mit Haider", Limes Verlag, Wiesbaden 1950.

Brown, Anthony, „Die unsichtbare Front", Kurt Desch-Verlag, München 1976.

Butz, Arthur R., „Der Jahrhundertbetrug", Historical Review Press, Richmond/England 1977.

Carell, Paul, „Verbrannte Erde", Ullstein Verlag, Berlin 1966.

Carell, Paul, „Unternehmen Barbarossa", Ullstein Verlag, Berlin 1963.

Colvin, Jan, „Admiral Canaris, Chef des Geheimdienstes", Verlag Wilhelm Frick, München 1955.

Deutsch, Harold C., „Verschwörung gegen den Krieg", Beck-Verlag, München 1969.

„Deutsche Wochenzeitung", Rosenheim, vom 11. Januar 1974.

„Die Deutsche Neurose", Carl-Friedrich-von-Siemens-Stiftung, DBFP-Documents on British Foreign Policy, Vol. VII, Nr. 05, 546, 437.

Dönitz, Karl, „10 Jahre und 20 Tage", Beck-Verlag, München 1969.

Dulles, Allen Welsh, „Verschwörung in Deutschland", Europa Verlag, Zürich 1948.

Feiling, Keith, „The Life of Neville Chamberlain", Macmillan, London 1946.

„Frankfurter Allgemeine Zeitung“ vom 15.12.1966.

Frederik, Hans, „Das Ende einer Legende“, apv-Verlag, München 1971.

Gehlen, Reinhard, „Verschlußsache“, v. Hase & Koehler Verlag, Mainz 1980.

Gersdorff, R. Chr. Frhr. von, „Soldat im Untergang“, Ullstein Verlag, Berlin 1977.

Giesler, Hermann, „Ein anderer Hitler“, Druffel-Verlag, Leoni am Starnberger See 1977.

Greiner, Helmuth, „Die oberste Wehrmachtfuhrung“, Bernard & Graefe Verlag, Wiesbaden 1951.

Grimm, Hans, „Warum-Woher - aber Wohin?“, Klosterhaus-Verlag, Lippoldsberg 1954.

Großcurth, Helmuth, „Tagebücher eines Abwehroffiziers“, Stuttgart 1970.

Hagen, Hans W, „Zwischen Eid und Befehl“, Türmer-Verlag, München 1959.

Hahn, Otto, „Mein Leben“, Verlag F. Bruckmann KG, München 1950.

Hassell, Ulrich von, „Vom anderen Deutschland“, Atlantis Verlag, Zürich 1946.

Heusinger, Adolf, „Befehl im Widerstreit“, Wunderlich-Verlag, Tübingen-Stuttgart 1950.

Hoffmann, Peter, „Widerstand gegen Hitler“, Verlag R. Piper & Co., München 1979.

Hoffmann, Peter, „Widerstand, Staatsstreich, Attentat - Der Kampf der Opposition gegen Hitler“, Ullstein-Buch 3077, Frankfurt-Berlin-Wien 1974.

Höhne, Heinz, „Canaris - Patriot im Zwielicht“, Bertelsmann Verlag, München 1976.

Hoggan, David, „Der unnötige Krieg“, Grabert-Verlag, Tübingen 1974.

Irving, David, „Hitler und seine Feldherren“, Ullstein Verlag, Frankfurt am Main 1975.

Irving, David, „Die Geheimwaffen des Dritten Reiches“, Siegbert-Mohn-Verlag, Gütersloh 1964.

Irving, David, „Die Tragödie der deutschen Luftwaffe“, Ullstein Verlag, Frankfurt am Main 1970.

Irving, David, „Der Traum von der deutschen Atombombe“, Siegbert-Mohn-Verlag, Gütersloh 1967.

Irving, David, „Rommel“, Verlag Hoffmann und Campe, Hamburg 1978.

Kaufbeurer Geschichtsblätter. „Sowjetischer Meisterspion des Zweiten Weltkrieges, 1897 in Kaufbeuren geboren“. Von Dr. L. Weißloch. Band 8 - Nr. 11 vom Oktober 1980.

Kehrig, Manfred, „Stalingrad“, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart 1974.

Kern, Erich, „Verrat an Deutschland“ Verlag K. W Schütz KG, Preußisch Oldendorf 1972.

Kern, Erich, „So wurde Deutschland verraten“, National-Verlag, Hannover 1971.

Knabe, Konrad, „Das Auge Dietls - Fernaufklärer am Polarkreis“. Druffel-Verlag, Leoni am Starnberger See 1978.

Kordt, Erich, „Nicht aus den Akten“, Union Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart 1950.

Kraus, Herbert, „Die im Braunschweiger Remerprozeß erstatteten moraltheologischen und historischen Gutachten nebst Urteil“, Hamburg 1953.

Lenz, Friedrich, „Stalingrad - Der verlorene Sieg“, Verlag Fr. Lenz, Heidelberg 1956.

Müller, Christian, „Oberst i.G. Stauffenberg“, Düsseldorf 1970.

Nicoll, Peter H., „Englands Krieg gegen Deutschland“, Verlag der Deutschen Hochschullehrer-Zeitung, Tübingen 1963.

Pechei, Rudolf, „Deutscher Widerstand“, Eugen Rentsch Verlag, Erlenbach-Zürich 1947.

„Reichsruf“, Hannover, vom 14. Dezember 1957.

Remer, Otto Ernst, „20. Juli 1944“, Siep-Verlag, Hamburg 1951.

Ribbentrop, Annelies von, „Die Kriegsschuld des Widerstandes“, Druffel-Verlag, Leoni am Starnberger See 1974.

Ritter, Gerhard, „Carl Goerdeler und die deutsche Widerstandsbewegung“, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart 1954.

Roeder, Manfred, „Die Rote Kapelle“, Verlag Siep, Hamburg 1952.

Rothfels, Hans, „Deutsche Opposition gegen Hitler“, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main 1949.

Rüge, Friedrich, „Rommel und die Invasion“, Koehler Verlag, Stuttgart 1959.

Schlabrendorff, Fabian von, „Offiziere gegen Hitler“, Europa-Verlag, Zürich 1946.

Schacht, Hjalmar, „Abrechnung mit Hitler“, Rowohlt Verlag, Hamburg 1948.

Schramm, Wilhelm von, „Der 20. Juli in Paris“, Kindler Verlag, München 1953.

Speidel, Hans, „Invasion 1944“, Ullstein Verlag, Berlin 1975.

„Spiegel“-Interview mit Prof. Heisenberg, Hamburg, Jahrgang 1954, Heft 24.

„Spiegelbild einer Verschwörung“, Kaltenbrunner-Bericht an Bormann und Hitler, Seewald Verlag, Stuttgart 1961.

„Stern“, Hamburg, vom 8. August 1954, Veröffentlichung von Oberst Daniel Shapiro.

Strölin, Karl, „Verräter oder Patrioten“, Friedrich Vorwerk Verlag, Stuttgart 1952.

Sudholt, Gert, „Das Geheimnis der Roten Kapelle“, Druffel-Verlag, Leoni am Starnberger See 1978.

Tschirschky, Fritz Günther von, „Erinnerungen eines Hochverräters“, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart 1972.

Walendy, Udo, „Die Methoden der Umerziehung“, Verlag für Volkstum und Zeitgeschichtsforschung, Vlotho 1976.

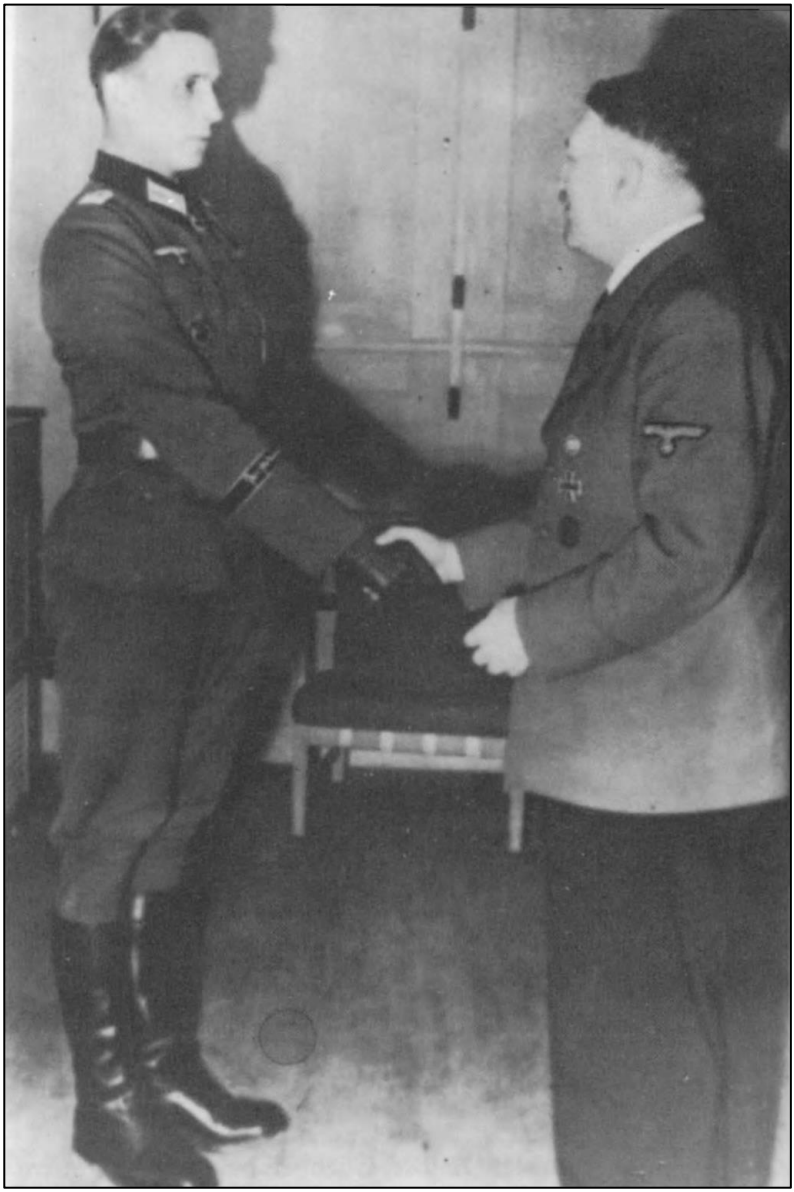
„Wehrwissenschaftliche Rundschau“, Heft 2,1955.

Wilhelm, Hans Heinrich, „Die Prognosen der Abteilung Fremde Heere Ost 1942-45“, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart 1972.

Weissenborn, Günter, „Der lautlose Aufstand“, Rowohlt Verlag, Hamburg 1953.

Weizsäcker, Ernst von, „Erinnerungen“, List-Verlag, München 1950.

ILLUSTRATIONS



Remise de l'Eichenlau à la croix de chevalier de la Croix de fer au Major Otto Ernst Remer par Adolf Hitler en 1943 au quartier général du Führer « Wolfsschanze ». La remise de la croix de chevalier a eu lieu le 27 mai 1943, celle de l'Eichenlaub le 12 novembre 1943.

Remer, son 1er officier d'État-major général, le lieutenant-colonel Reidel (qui deviendra plus tard général de l'armée allemande) et l'officier d'ordonnance Hauptmann Wimmer au poste de commandement de la division pendant la bataille défensive de Jägerndorf-Troppau en mars 1945.

Le major général Remer, commandant de la division d'accompagnement des chefs de chars, et le major général Maeder, commandant de la division de grenadiers des chefs de chars, pendant la bataille de Lauban en mars 1945.

Le Ministre Dr. Joseph Goebbels au régiment de garde à Berlin après l'écrasement du putsch. À droite : l'Oberst Otto Ernst Remer. À gauche : Lieutenant Dr. Hans W Hagen.

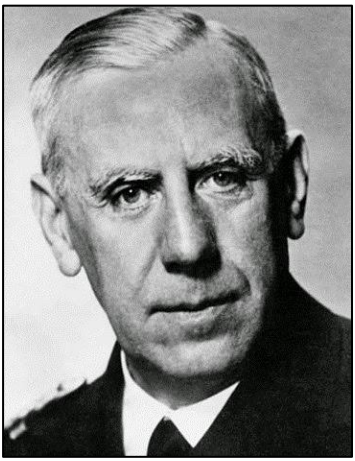
Peu après l'attentat, Adolf Hitler rendit visite aux blessés survivants dans les hôpitaux militaires ; ici en conversation avec le contre-amiral v. Puttkamer.

Quelques heures après l'attentat, Adolf Hitler a montré à Benito Mussolini la baraque de fortune complètement dévastée. Il était incroyable que quelqu'un ait pu survivre.

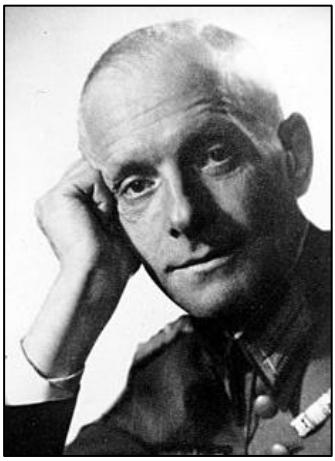
Claus Schenk Graf v. Stauffenberg, qui a posé la bombe anglaise dans la salle de conseil du quartier général du Führer le 20 juillet et qui est parti précipitamment après l'explosion, sans s'être assuré de l'effet réel.

Werner v. Haeften, aide de camp du comte Stauffenberg, qu'il a accompagné à la « Wolfsschanze » le 20 juillet.

Friedrich Karl Klausing, qui a accompagné Stauffenberg à Berchtesgaden les 11 et 15 juillet pour l'attentat prévu.

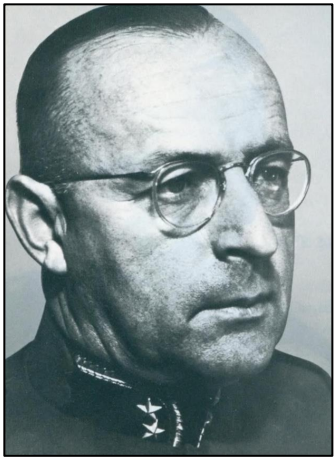


L'amiral Wilhelm Canaris, chef de l'Abwehr, qui a saboté l'effort de guerre allemand dès le premier jour et dont le bureau est devenu un centre de résistance et de conspiration.

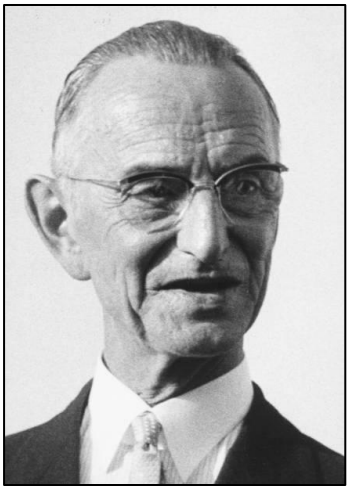


Le major-général Hans Oster, chef du département Z de l'Abwehr allemand, n'hésitait pas à révéler les dates d'attaque de la Wehrmacht allemande aux ennemis du pays.

Carl Goerdeler, le leader spirituel de la résistance, qui n'hésitait pas à trahir le pays et à saboter.



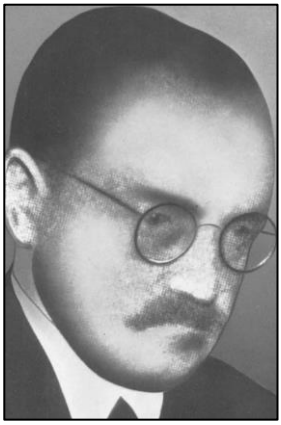
Dr Max Waibel, major de défense suisse.



Hans Hausamann, ancien major de défense suisse (avec la complicité de Max Waibel) grâce à la couverture desquels les Soviétiques ont également obtenu les informations suisses en provenance d'Allemagne.

Otto Pünter, qui dirigeait le groupe de renseignement Pakko, lequel fournissait également des informations aux Soviétiques en provenance d'Allemagne.

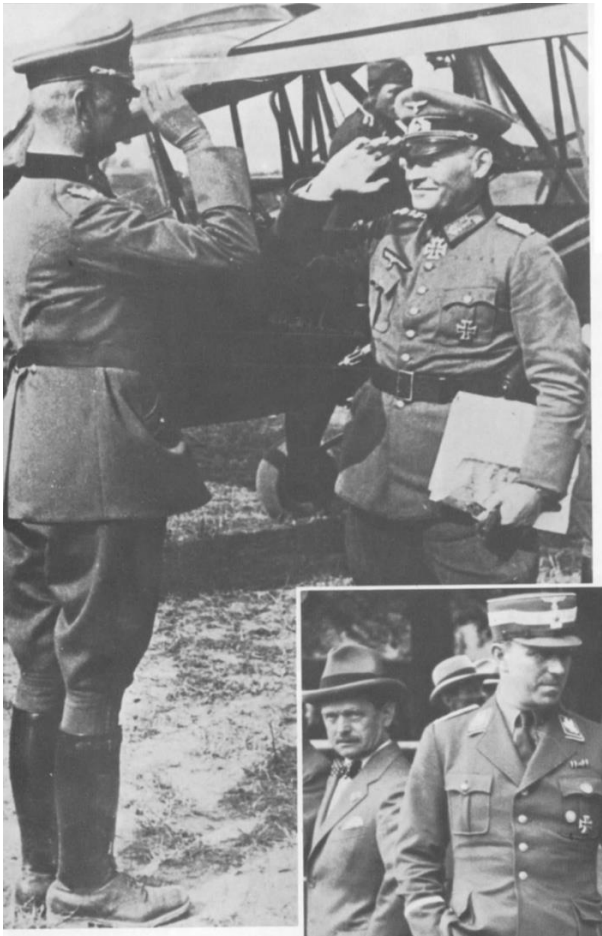
Dietrich Bonhoeffer, collaborateur de Canaris, un moteur du complot.



Hermann Kaiser, l'un des rares théoriciens de la résistance à avoir fait le lien entre Goerdeler et la conspiration militaire.

Le commandant en chef suisse pendant la guerre, le général Henri Guisan (en uniforme), à sa gauche le conseiller fédéral Minger, qui ont tous deux rompu la neutralité de la Suisse.

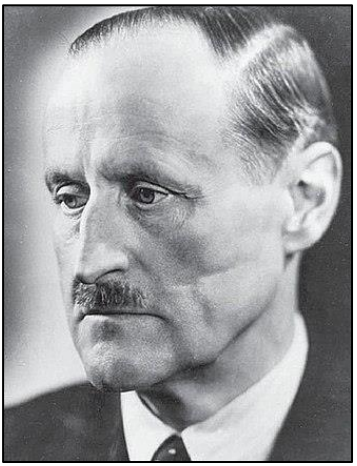
Hans von Dohnanyi, le beau-frère de Bonhoeffer, est tombé très tôt dans la conspiration, dont il était un collaborateur actif.



Le colonel général Erich Hoepner, ci-haut, sur le front de l'Est, qui faisait partie des conspirateurs.

Le SA-Obergruppenführer et chef de la police berlinoise Wolf Heinrich Graf von Helldorf, qui se chargea de faire protéger le putsch par la police.

Le pasteur Dietrich Bonhoeffer était le même pasteur allemand qui, lors d'une réunion secrète de l'Église à Genève en 1941, avait cru devoir déclarer qu'il devait prier pour la défaite de son peuple, qu'il méritait à cause de ses crimes contre l'Europe et le monde entier.



L'ambassadeur von Hasseil, après avoir consulté Goerdeler, Beck et Popitz, rédigea un programme de résistance pour le nouveau gouvernement après la réussite du renversement et conspira sans succès avec le secrétaire d'État anglais Halifax.

Le consul Dr. Schmidhuber était un assistant zélé de la résistance, mais il devait être liquidé par le groupe Canaris-Oster car il voulait s'enfuir à l'étranger et en savait trop.

Le colonel d'État-major général Freiherr v. Gersdorff faisait partie du groupe actif de conspirateurs autour du major général von Tresckow dans la partie centrale du front de l'Est et a affirmé avoir tenté d'assassiner Hitler en 1943 après la cérémonie de commémoration des héros à l'arsenal de Berlin.

Ewald von Kleist-Schmenzin, propriétaire terrien poméranien, était considéré par les politiciens et hommes d'Etat anglais de premier plan comme un émissaire sérieux du noyau dur de la conspiration, qui fut également reçu avec bienveillance par sir Robert Vansittart et Winston Churchill. Il était l'un des traîtres à la nation les plus zélés et a largement contribué au durcissement de la situation.

Erich Kordt, conseiller à la légation du ministère des Affaires étrangères, qui a commencé dès le milieu des années 1930 à saboter la politique étrangère allemande par des conspirations de trahison avec des hommes politiques britanniques. Lui et son frère Theo ont joué un rôle de premier plan dans l'empoisonnement des relations germano-britanniques.

Erich Kordt dans la délégation de Ribbentrop à Londres en 1936. Kordt, troisième à partir de la droite.

Ernst Freiherr v. Weizsäcker, secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères sous le Ministre des affaires étrangères v. Ribbentrop, qui pouvait prétendre avoir derrière lui le groupe de résistants le plus important en nombre dans son ministère. Malgré cela, il fut condamné après 1945 à cinq ans de prison par les Américains en tant que collaborateur de Ribbentrop. Ci-dessus : le secrétaire d'État v. Weizsäcker en fonction. En 1941, lors de la signature du traité d'amitié germano-turc. En bas : en 1950, lors de sa libération anticipée de la prison de Landsberg.

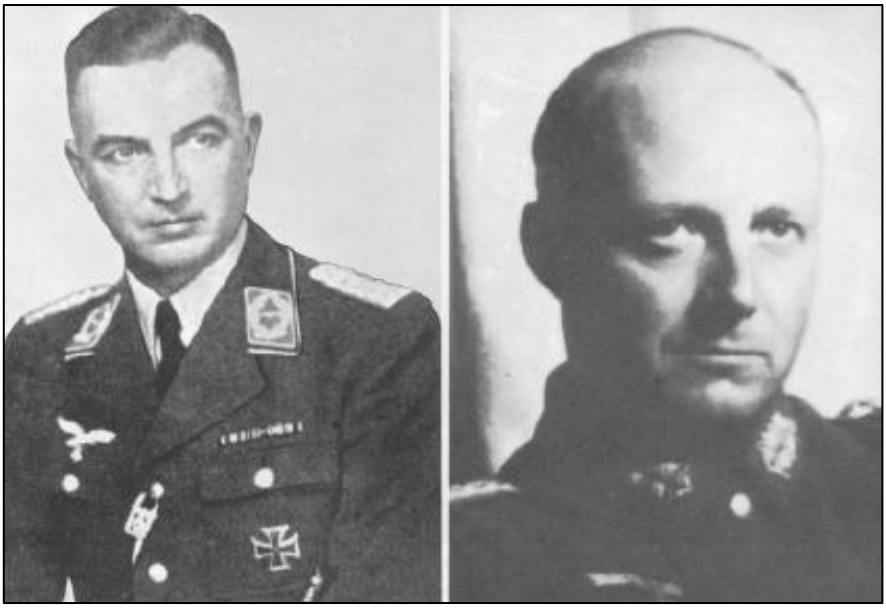
Otto John, président de l'Office allemand de protection de la Constitution après la guerre et ami déclaré du prince Hohenzollern Louis Ferdinand, qui a révélé pendant la guerre le centre d'expérimentation d'armes V de Peenemünde ainsi que l'état d'avancement du développement d'une bombe atomique allemande aux Anglais. En 1954, il s'est enfui à Berlin-Est, puis est revenu par Moscou et a été condamné pour cela. Otto John (au centre) à Berlin-Est avec le président du Conseil national communiste, le professeur Dr Correns (à gauche), et le Dr Girnus du Comité communiste pour l'unité allemande (à droite).

Claus Graf Schenk v. Stauffenberg et Albrecht Ritter Mertz v. Quirnheim.

Fabian v. Schlabrendorff, lieutenant de réserve, conspirateur de la première heure, assistant zélé du major-général Henning v. Tresckow, qui avoua ouvertement après la guerre que les conspirateurs avaient pour mission « d'empêcher les succès de Hitler en toutes circonstances et par tous les moyens, même au prix d'une lourde défaite du Troisième Reich ». À gauche : Fabian v. Schlabrendorff avant le début de la guerre. À droite : v. Schlabrendorff lors d'un discours commémoratif dans la cour d'honneur de la Stauffenbergstrasse à Berlin.

À gauche : le maréchal général Günther v. Kluge, commandant en chef du groupe d'armées Centre sur le front de l'Est, puis commandant en chef de l'Ouest, était favorable à la conspiration, sans toutefois autoriser une tentative d'assassinat de Hitler dans le secteur de son groupe d'armées. Pendant l'invasion, il chercha en vain à entrer en contact avec les Américains pour obtenir leur capitulation. Hitler le destitua de son commandement suprême et lui ordonna de rendre des comptes. Il choisit alors de se suicider par empoisonnement. À droite : le général Carl Heinrich v. Stülpnagel, commandant militaire en France et chef du groupe de conspirateurs à Paris, envoya début 1943 le co-conspirateur Dr. Hans Buwert à Madrid et Lisbonne avec pour mission de déterminer, par l'intermédiaire de garants, comment les Alliés occidentaux avaient accueilli les partisans de la paix de la conspiration.

À gauche : le général Erich Fellgiebel, chef des renseignements de la Wehrmacht allemande, qui fit installer des lignes téléphoniques secrètes jusqu'en Suisse afin de rendre possibles les actes de trahison du complot en faveur des puissances ennemies. Il était certainement l'un des conspirateurs les plus dangereux. À droite : le lieutenant-général Hans Speidel, général en chef de l'armée allemande et de l'OTAN après la guerre, faisait partie du puissant groupe de conspirateurs à Paris sous la direction du général v. Stülpnagel.



À gauche : Caesar v. Hofacker, l'âme du mouvement de résistance militaire à Paris. À droite : le général Henning v. Tresckow, principal conspirateur dans la partie centrale du front de l'Est.

Le chef de l'armée : Tresckow à la table à cartes lors d'un débriefing avec l'État-major du groupe d'armées Centre (Tresckow appuyé des deux mains). À sa gauche, également appuyé, son co-conspirateur le colonel Schultze-Büttger, à l'extrême droite v. Schlabrendorff. À la tête de l'une des sections les plus décisives du front de l'Est se trouvaient des conspirateurs fanatiques qui voulaient à tout prix empêcher un succès allemand.

Le 13 mars 1943, Adolf Hitler a rendu visite à l'est à l'État-major du groupe d'armées Centre. Le maréchal Hans-Günther v. Kluge présenta les commandants en chef de l'armée. De gauche à droite : Reinhardt, Model, Heinrici, Weiß et Krebs. La bombe que Tresckow et Schlabrendorff avaient introduite clandestinement dans l'avion à bord duquel Adolf Hitler et ses compagnons ont pris le vol de retour n'a pas explosé.

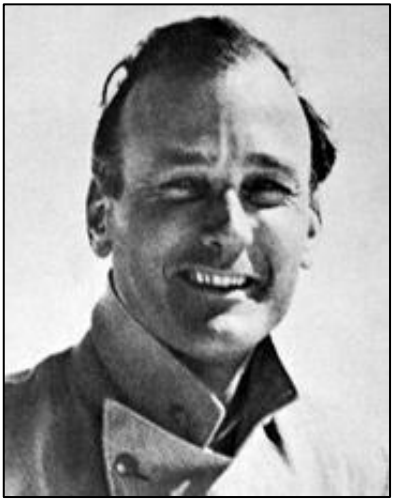
Le maréchal Gerd v. Rundstedt, en tant que commandant en chef de l'Ouest, toléra l'appartenance de membres de son État-major au complot, sans y participer lui-même.

Grâce à ses bonnes relations avec le Vatican, le Dr Josef Müller, surnommé « Ochsensepp », a agi comme un conspirateur averti pour les liens entre le groupe de conspirateurs Canaris-Oster et les ennemis du pays alliés de l'Ouest. Après la guerre, il a été Ministre de la justice de la CSU en Bavière.

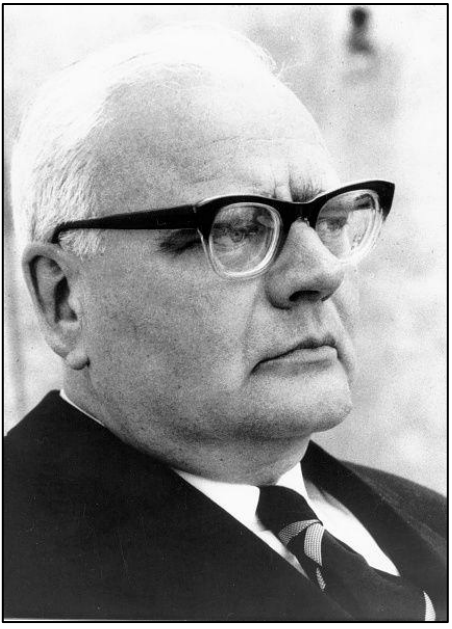
Le défunt Dr Wilhelm Scheidt, qui devait jouer le rôle du grand traître allemand « Werther » afin de brouiller les pistes par rapport aux véritables traîtres.

Werner Heisenberg, physicien nucléaire et lauréat du prix Nobel, a été l'un des responsables du sabotage du développement d'une bombe atomique allemande pendant la guerre.

Le chef de l'espionnage américain Allen Dulles.



Le secrétaire de Dulles, Gero v. S. Gaevernitz.



Dr Hans Bernd Gisevius, qui a fourni des informations aux services secrets américains depuis les rangs de la résistance.

Rudolf Rössler, dit « Lucy », l'espion soviétique en chef en Suisse qui a transmis aux Soviétiques de nombreuses informations sur la résistance allemande, avec son collaborateur Dr Frans Josef Xaver Schnieper.

Procès devant le Volksgerichtshof. Debout : le Ministre-président Dr. Eugen Bolz, tout à droite : Fabian v. Schlabrendorff.

Également sur le banc des accusés du Volksgerichtshof de Berlin : l'ambassadeur Ulrich v. Hasseil, à gauche Paul Lejeune- Jung. Tous deux devaient faire partie du gouvernement putschiste.

Carl Goerdeler, le cerveau civil de la conspiration qui, par de multiples conspirations de trahison dans les années d'avant-guerre, a empoisonné les relations germano-britanniques au point de faciliter la déclaration de guerre aux belligérants britanniques.

Goerdeler, arrêté lors de sa fuite, devant le Volksgerichtshof, qui le condamna à mort et l'exécuta par la suite.

Dr Carl Goerdeler lors de la pose de la première pierre du monument à Richard Wagner à Leipzig en 1934. De gauche à droite : Winifried Wagner, Adolf Hitler, le maire Goerdeler, le gouverneur Mutschmann et le Dr Goebbels.

Autres livres traduits ou distribués par Valérie Devon/Didi18edition.com

Ernst Böhm – *Les ordres des commandants d'Auschwitz*

Arthur Butz – *La mystification du XX^e siècle*

Alfred Rosenberg – *Le mythe du XX^e sicèle*

Benton L. Bradberry – *Le Sale Boche raconté aux braves gens*

Michael Collins Piper – *Le complexe de Caïphe* (épuisé)

John Gimbel – *Science, Technologie et Réparations*

Thomas Goodrich – *Tempête diabolique (Hellstorm)*

Else Löser – *Pologne et les falsifications de l'histoire polonaise*

Arnold Leese :

– *Les guerres de survie juives*
– *Hors des sentiers battus ou les deux vies trépidantes d'un vétérinaire antijuif*
– *Meurtres rituels juifs*
– *Sottise du Gentil : les Rothschild*

Gerard Menuhin – *Dites la vérité et vous humilierez le diable* (épuisé)

Germar Rudolf – *Déborah Lipstadt et l'holocauste* (publié chez Akribeia)

Julius Streicher – *Le testament politique de Julius Streicher*

Udo Walendy – *Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933*

Auteur anonyme – *Quand les « victimes » dictent leurs lois* (6 volumes)

Jacqueline Berger :

– *La Philosophie universelle ou comment échapper à l'Enfer ici-bas*
– *La Mythologie – Une brèche dans l'abîme ?*
– *Les Mystères dévoilés*
– *Christianisme, invention du judaïsme*

Anonyme – *Europa, la dernière bataille – Le livre*

Denis Wise – *Adolf Hitler, la plus grande histoire JAMAIS racontée !*

Henri Turner – *L'accession au pouvoir de Hitler financée par l'argent juif : mythe ou réalité ?*

Wilhelm Kammeier *:*

– *La falsification de l'histoire allemande*
– *Nouvelles preuves de la falsification de l'histoire allemande*
– *La falsification de l'histoire du christianisme primitif*

Herman Wieland – *Atlantide, Edda et Bible*

Monika Schaefer – *Pardon Maman, j'avais tort à propos de l'Holocauste*

Carlos W. Porter – *Dans mon imagination, c'était vrai* (Made in Russia : the Holocaust)

J. Graf, C. Mattogno, T. Kues – *Les camps d'« extermination » de l'Aktion Reinhardt*

Gerd Schultze-Rhonhof – *1914-1945 : la deuxième Guerre de Trente ans ou le grand suicide européen*

Cesare Santoro – *Quatre années d'Allemagne de Hitler vues par un étranger*

Julius Schaub – *Dans l'ombre de Hitler*

Erkki Hautamäki – *La Finlande dans l'œil du cyclone – Le dossier S-32 du maréchal C. G. E. Mannerheim Documents secrets de 1932 à 1949*

Mémoires d'Otto Wagener – Chef d'État-major de la SA de 1929 à 1932

Alfred Konder – *L'arbre généalogique d'Adolf Hitler*

Michael Collins Piper – *Les Chèvres de Judas – L'ennemi intérieur*

Colin Jordan – *National-Socialisme, l'avant-garde de l'avenir*

Hermann Giesler – *Un autre Hitler*